REVUE

DES

DEUX MONDES

LVIIIe ANNÉE — TROISIEME PÉRIODE

TOME QUATRE-VINGT-NEUVIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1888

L'ÉPOUSÉE

DEUXIÈME PARTIE (1).

V.

Après le quasi-tragique impromptu nocturne dont le parc de La Baronnie avait été le théâtre, et dès le lendemain matin, Max de Pontvicq s'était enfui, invoquant un prétexte plus ou moins plausible pour déguiser tant bien que mal, aux yeux de Mme de Talayrac, une situation suspecte. Et il était allé, tout droit, sans même traverser Paris, s'enterrer dans son petit domaine de La Falconnière, au grand étonnement des braves gens qui en avaient la garde.

Ce qui ressortit après coup, pour la baronne de Talayrac, des explications précipitées que lui avait fournies son hôte fugitif, c'est qu'il n'avait pas été encouragé par les déclarations de Simone et qu'il préférait couper le mal dans la racine en s'éloignant au plus tôt. — Si peu satisfaite que pût être la mère de Robert, elle n'avait rien à objecter ni à Max ni à Simone, et elle était bien obligée de prendre son parti d'une déconvenue d'ailleurs pressentie. Mais elle était armée pour la lutte, armée formidablement : elle tenait les cordons de la bourse et avait la tête dure.

Quant au châtelain de La Falconnière, il arriva dans sa terre, meurtri, brisé, anéanti par la déception suprême qui le contraignait de mépriser, en même temps que l'humanité entière, la seule créa-

(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

ture au monde qu'il eût voulu respecter malgré tant d'apparences défavorables. Il eut beau remuer toutes les poussières de cette demeure abandonnée, si riche de souvenirs et d'honneur, qui, depuis deux cents ans et plus, appartenait à des gens de son nom, — comme si elle avait été inféodée à ce nom pour toujours, en dépit des révolutions, — il ne trouva rien dans les débris du passé qui suffît à le distraire du présent et à lui redonner le goût ou la curiosité de vivre. Pour aimer la vie, et même pour s'y résigner, il faut croire au moins qu'elle n'est point une impasse, qu'elle mène parfois quelque part, aboutit à quelque chose avant d'aboutir à la mort; sans cela, on a bientôt fait d'ouvrir ou de forcer l'unique porte qu'on y aperçoive...

Les désillusions sont surtout mortelles pour quiconque n'a jamais eu beaucoup d'illusions; car l'expérience journalière est un poison qui, constamment offert par la vie aux natures enthousiastes et absorbé par celles-ci goutte à goutte, arrive à les préserver assez bien des accidens graves : l'antidote de Mithridate, — ce véritable précurseur de l'homéopathie, — est encore bon et demeure efficace, du moins contre les empoisonnemens de cette sorte. En tout cas, le premier désenchantement est toujours le plus à craindre.

Or, pour Max de Pontvicq, c'était à la fois le premier et le dernier, parce que c'était le seul qui fût resté possible. Ayant si peu cru jusque-là, le jeune homme savait bien qu'il ne croirait plus à rien désormais, puisqu'il lui était démontré qu'on ne peut même pas croire à la pureté d'une jeune fille.

Heureusement, au bout de quelques semaines, et comme il s'entêtait à faire les yeux doux à ses panoplies de famille, — où brillaient de remarquables poignards, aussi prompts et plus sûrs que le banal et bourgeois revolver, — une lettre de Francis Lehallier vint le surprendre, une lettre très inattendue, mais fort intéressante :

« Me pardonneras-tu, mon ami, de troubler ta solitude volontaire et attristée (qu'une lettre du pays vient de me révéler) en te faisant parvenir quelques échos d'une égoïste joie?.. Je vais prochainement épouser Mlle de Talayrac! Et voici, en abrégé, l'historique de ces fiançailles imprévues.

« Peu de jours après ton départ, que j'ignorais, je suis retourné à La Baronnie. Plus de Max, plus de Robert, plus de Simone. Et des visages! des visages! J'interroge discrètement Mme de Talayrac d'abord, puis sa fille. La première ne me répond rien de sérieux, me donne des raisons en l'air. La seconde... Ah! mon ami, l'ange avait reployé ses ailes, mais n'en marchait que mieux, et d'un train! Imagine-toi qu'Aline, la douce et timide Aline, me confie d'emblée

qu'elle est malheureuse, et que l'unique cause de ce grand tourment est le départ de son amie Simone. Là-dessus elle fond en larmes; de mon mieux, je la console. Puis, derechef elle se lamente, et l'averse devient déluge. Je m'enhardis; j'ai l'audace de lui dire que je prends une part d'autant plus vive à ses chagrins que je me permets de l'aimer... beaucoup. Par prudence, j'avais ajouté l'adverbe. Voyant qu'elle ne se fâche point, je réitère l'aveu, mais en supprimant l'adverbe, cette fois. Elle ne se fâche pas davantage. Alors, nous tombons d'accord pour reconnaître que le mariage doit alléger bien des soucis avant de vous en créer de nouveaux. Bref, elle m'invite à ne pas me gêner pour demander sa main. Je la demande, ou plutôt mon père la demande pour moi, sans trop se faire prier. Et... on la lui refuse. Mais... Ah! mon cher ami, si tu n'as jamais vu d'ange en colère, tu ne sais pas ce que c'est qu'un vrai paradis. Voilà mon ange qui se mutine, qui menace de quitter la bienheureuse demeure, si l'on persiste à vouloir l'empêcher de m'épouser, qui va jusqu'à faire valoir les droits que lui confère sa majorité; et tu peux croire que je jubilais pendant ce temps-là! Et on m'en raconte, on m'en raconte!

« Il paraît que tu avais vu juste, et que Robert de Talayrac aimait depuis longtemps Simone. Au dire d'Aline, c'était un devoir de les marier. Mme de Talayrac a bien objecté que toi aussi tu aimais Simone. Mais Aline a riposté que tu étais arrivé trop tard et que sa mère, en outre, n'avait pas à se reprocher d'avoir favorisé ton inclination comme elle a d'abord favorisé celle de Robert. La baronne a protesté. Mais la future Mme Lehallier a su lui démontrer, avec tout le respect imaginable (sans la convaincre toutefois), qu'il est monstrueux de pousser des jeunes gens à s'aimer pour les séparer ensuite, sous prétexte que leurs budgets respectifs ne sont pas assortis. Puis, elle a déclaré hardiment que c'était assez du malheur de Simone, qu'on avait obligée à fuir une maison où on lui refusait à la fois le bonheur et la dignité de la vie, assez du malheur de Robert, que le dépit ou la passion avait chassé de cette même maison. Et enfin, elle a proclamé tout net qu'elle voulait m'épouser. Eh bien! mon cher Max, Mme de Talayrac a cédé. Il est vrai que mon père s'est bien montré : il a étalé sa fortune. Brave homme de père! Je lui ai pardonné sur l'heure d'avoir essayé jadis de contrecarrer mes goûts en me poussant vers l'industrie, qui lui a valu de si beaux et de si décisifs argumens à produire contre les mères récalcitrantes. Jamais je ne lui avais su tant de gré d'être si riche. Car il l'est décidément au-delà du raisonnable, presque autant que la baronne elle-même. Et, entre nous, je crois bien que c'est là ce qui a fait pencher la balance : un gros lingot pèse encore plus

qu'un glaive. En tout cas, s'il n'y eût eu que mon épée de lieutenant du génie...

« Dans six semaines, deux mois au plus, Aline de Talayrac sera Mme Francis Lehallier. Mais, comme je ne veux pas être en reste de bons procédés avec mon père, je cède à ses exhortations dernières : aussitôt après mon mariage, je démissionne et je vais à Segré prendre la direction des usines paternelles. Mon excellent papa, d'ailleurs, vieillit et se fatigue. Or, je veux qu'il meure tranquille sur le sort de ses chères fabriques. Je veux surtout qu'il me doive un peu de contentement avant de mourir, lui qui vient de contribuer si largement à me rendre heureux!

« C'est trop parler de moi peut-être, ami. Mais je n'ose pas encore t'entretenir de toi-même, ne sachant pas au juste où tu en es et connaissant assez mal le terrain où t'ont placé de récens événemens. Je manque de certains détails pour être au fait, n'ayant eu aucune information, si ce n'est par le récit d'Aline et les interruptions de sa mère, le tout émaillé de fortes lacunes. Il y a des choses que je ne comprends même pas du tout. Sois sûr, au moins, que je te plains cordialement de tant souffrir par des sentimens qui font toute ma joie, à l'heure actuelle! Et puissé-je, sinon t'avoir distrait, du moins t'avoir étourdi quelques instans!

« Toujours à toi,

« FRANCIS LEHALLIER. »

« *P.-S.* A tout hasard, je te mande : 1° que Mlle de Nives vit seule à Paris, et que Robert est on ne sait où (on ne croit pas qu'il soit à Paris); 2° qu'Aline a l'intention d'attirer le plus possible chez elle, c'est-à-dire chez nous, son amie Simone, ce qui est loin de m'enchanter, mais ce que j'accepte bon gré mal gré; 3° qu'aussitôt marié, je serai à Segré, avec Aline probablement, et que j'espère te voir alors, soit chez moi, soit chez toi, si tu ne veux pas te rendre à la ville, pour y saluer ma femme.

« F. L. »

Une pareille lettre ne pouvait distraire Max de ses maux, puisqu'elle les lui rappelait, au contraire, et en termes exprès; mais, selon le vœu de celui qui l'avait écrite, elle valut au destinataire une commotion morale, qui, le premier étourdissement passé, le tira de son inertie trop résignée.

Ainsi Mlle de Nives avait quitté La Baronnie, et Robert après elle,

mais non pour la rejoindre, disait-on! Ce dernier point était-il bien vraisemblable? — Voilà, certes, qui eût dû être à peu près indifférent ou paraître fort secondaire à un amoureux aussi cruellement déçu que l'était le comte de Pontvicq. Ce fut pourtant cette curiosité suprême ou cette illogique angoisse qui le rattacha au monde des vivans. Il voulait savoir: d'abord, quel serait le sort de la liaison de Robert avec Simone; ensuite, de quel front M[lle] de Nives oserait se montrer chez son amie, devenue M[me] Francis Lehallier, et si elle oserait même y paraître, à si peu de distance de La Falconnière. De sorte qu'il attendit avec une véritable impatience la réalisation des événemens annoncés.

Il rompit même sa claustration et alla plusieurs fois à Segré s'informer de l'arrivée plus ou moins prochaine du nouveau couple. Enfin, un billet de faire part lui apprit que tout était consommé. Malheureusement, un autre billet de faire part, — encadré de noir, celui-là, — vint, deux jours après, projeter son ombre de deuil sur la curiosité de l'inconséquent châtelain. M. Lehallier père, homme corpulent et sanguin, était mort, le lendemain ou le surlendemain du mariage de son fils; l'apoplexie s'était invitée à la noce. Il n'y avait donc plus guère lieu d'espérer de prompts éclaircissemens. Comment présumer, en effet, que la jeune M[me] Lehallier s'apprêtât à recevoir qui que ce fût avant l'expiration de la période sévère de son deuil?

Les obsèques du grand manufacturier, renommé dans toute la contrée, furent célébrées en grande pompe à Segré, centre de ses affaires et objet de ses prédilections de séjour, — car, non content d'y avoir un domicile urbain, guère différent d'un domicile rural, il s'était fait construire une vaste habitation à une portée de fusil de la ville, en un lieu dit *Le Courtil*. — C'est là que M. et M[me] Francis Lehallier se retirèrent, pour y passer leurs premières semaines de deuil et de lune de miel, et aussi pour permettre à l'officier du génie, devenu subitement capitaliste et industriel, de débrouiller à loisir l'écheveau d'or des affaires paternelles.

A l'issue de la cérémonie funèbre, Max, après avoir embrassé son ami, serra les mains d'Aline; et il remarqua que le regard de la jeune femme le suivait, s'attachait à lui avec une persistance sympathique, vraiment anxieuse et apitoyée, tout comme si ce fût lui qui eût perdu son père. Or, n'ayant jamais fait qu'entrevoir le bonhomme Lehallier, lequel n'était guère plus connu d'Aline elle-même, tant de fraternelle condoléance s'expliquait à peine. Et, rentré chez lui, Max, au lieu de se remettre à caresser du regard ses dagues et ses stylets, se prit à creuser le problème de cet apitoiement qui semblait s'être trompé de direction.

Un pareil exercice d'imagination ne pouvait être que salutaire, et d'autant plus salutaire que le jeune homme inclinerait davantage vers l'unique solution plausible : à savoir, vers cette conclusion qu'Aline le plaignait et brûlait du désir de le réconforter. — C'était un grand rêveur que M. de Pontvicq ; aussi bien le régime de l'École polytechnique ne les tue pas tous : on prétend même que rien n'est plus chimérique, plus fumeux ni plus halluciné qu'un cerveau soumis à la culture intensive des sciences exactes. Quoi qu'il en soit, Max aimait les rêves divinatoires, où l'on s'efforce de reconstituer le passé dans son intégrité, par ce qu'on en connaît, autant que de préjuger l'avenir d'après les indications imparfaites et nuageuses du présent. Et ce lui fut un précieux passe-temps que le souci de rechercher les motifs qui déterminaient Aline à le plaindre et à vouloir le consoler de sa mésaventure.

Il en vint à attendre la visite de la jeune femme, qu'il n'osait aller voir encore. Il l'attendait même si bien qu'il avait fini par mettre son monde sens dessus dessous, pour restituer au château un air de vie, dès longtemps perdu. Tout avait été, non-seulement nettoyé, fourbi, rangé, mais disposé avec art, en vue d'une impression favorable à produire sur le visiteur. Le dedans, comme le dehors, était, non pas paré, mais préparé pour une réception. Les tableaux avaient été changés de place, afin qu'on les vît dans leur jour ; c'étaient, pour la plupart, des portraits anciens d'une grande valeur artistique. Les meubles, dont quelques-uns étaient un peu plus qu'usés, avaient subi une série de permutations tout à fait propices aux illusions que leur allure historique devait provoquer tout d'abord ; ces vieilleries paraissaient presque toutes conservées à miracle et dans un état de fraîcheur pour ainsi dire déconcertant : la pénombre régnait partout où il n'y avait ni toiles, ni marbres, ni ivoires, ni trophées à admirer. Quant à la cour d'honneur et au jardin français, entre lesquels s'élevait le château, on eût juré que les pavés et le gravier en étaient balayés d'heure en heure. Les arbres avaient été retaillés, les charmilles et les plates-bandes échenillées, les parterres rajeunis, les allées sarclées et ratissées. Bref, il n'y eût pas eu plus de remue-ménage ni plus de branle-bas si l'on se fût mis en frais pour un prince ou pour un acquéreur.

Qui donc M. de Pontvicq comptait-il recevoir un jour ou l'autre? Mme Francis Leballier, certainement, et Mlle de Nives, peut-être. Mais, s'il ne doutait pas que la première ne dût venir avant longtemps lui apporter ou lui demander quelques explications, il ne supposait pas que la seconde pût paraître à La Falconnière sans qu'on lui eût au moins préparé les voies. — Ce fut pourtant ce qui arriva.

Un soir, avant le dîner, le comte se promenait pédestrement et bourgeoisement sur la grand'route : mauvais cavalier, médiocre cocher, il n'avait chez lui qu'un cheval de curé, dont il ne se servait jamais pour son agrément. Il arpentait donc volontiers les chemins. Et, ce soir-là, fort distrait selon sa coutume, il regardait devant lui, sans chercher à rien voir. Parvenu au pied d'une faible côte, il aperçut bien une voiture basse, attelée d'un poney, qui descendait vers lui ; mais, s'il s'amusait du tricotement rapide des petites jambes du poney, c'était avec une attention toute machinale qu'il suivait la progression d'allure déterminée par la descente. Cependant, quand le minuscule équipage fut à quelques mètres du promeneur, celui-ci leva tout à fait le nez. Avant d'avoir distingué les traits ou les silhouettes des personnes qui se trouvaient dans la voiture, il reconnut le petit véhicule. Ces roues jaunes, cette caisse d'osier peinte en noir et tout près de terre, c'était à La Baronnie qu'il les avait vues si souvent ! Cette petite voiture, c'était la voiture de parc qu'Aline aimait à conduire, côte à côte avec Simone, qui dédaignait une tâche trop facile à son gré et ne prenait jamais le fouet et les rênes que pour mener les chevaux de Robert.

Encore un coup d'œil, et Max se convainquit qu'aucun mirage, aucune évocation inconsciente ne lui avait troublé la cervelle : la jeune femme et la jeune fille étaient assises l'une près de l'autre, comme lorsqu'elles parcouraient seules, sans le moindre groom, les allées du parc ou de la forêt de Marly, comme quand elles faisaient le tour du canal de Versailles. Seulement, la première était en grand deuil, tandis que la seconde portait une jupe claire, sur laquelle tranchait une jaquette sombre, qui semblait le résultat d'une concession faite à l'amitié ou un reflet dû au voisinage. — Le cœur de M. Francis Lehallier avait, sans doute, battu doucement en voyant partir ensemble ces deux gracieuses personnes, qui lui étaient apparues ainsi, lors de la première rencontre, et dont l'une était devenue sa femme d'une manière si prompte, si inespérée !

En songeant à son ami, Max se sentit gêné. Évidemment, M. Lehallier ne savait rien de la conduite de Simone, ni Mme Lehallier davantage. Or, sans être un prud'homme, on peut se trouver choqué de voir dans l'intimité d'une honnête jeune femme une jeune fille que l'on a tout lieu de croire un ange déchu. — Joignez à cela le trouble et l'émotion qui ne pouvaient manquer d'étreindre l'amoureux et mélancolique promeneur, mis inopinément en présence de celle qu'il attendait sans espérer tout de bon sa venue ; et personne ne sera surpris que M. de Pontvicq, quelque disert qu'il se montrât d'habitude, ait pu, dans la circonstance, se trouver à court de mots.

— Bonjour, monsieur Max! — lui cria familièrement Aline en passant à côté de lui et en faisant de vains efforts pour arrêter son poney, qui, lancé, préférait aller jusqu'au bas de la pente. — Patience! Nous allons stopper... quand *Punch* voudra.

Max rétrograda, vint saluer les promeneuses, mais chercha vainement une parole de bienvenue. Il sentait les grands yeux bruns et orangés de Simone peser sur sa personne. Il lui semblait que des éclairs fauves ou des flèches d'or, dardées vers lui, se détachaient à chaque instant de ce regard fixe et scintillant; il croyait voir la lueur et avait l'illusion de la piqûre. — Par un phénomène étrange, mais non sans exemple, cet homme sérieux et si gravement troublé d'ailleurs se préoccupait surtout, pour le moment, de l'effet qu'il pouvait produire, rencontré de la sorte, sur un grand chemin poudreux, la canne à la main et en tenue de *gentleman farmer*. Il avait tort, au surplus, de s'inquiéter à ce sujet, car il était fort présentable; il était même fort séduisant, avec son costume de chasse et ses molletières de cuir noir, qui lui rendaient son aspect jeune, leste et dégagé d'autrefois.

— Ah çà! sommes-nous loin de chez vous?.. Faut-il vous avouer que nous sommes venues par ici avec le désir sournois, sinon de vous rencontrer, du moins d'apercevoir votre castel?

Mme Lehallier s'était décidément métamorphosée. Sans rien d'excessif, sans aucune outrance malséante, elle avait une allure hardie et franche que Max ne lui avait jamais vue, quoiqu'il la connût de longue date et eût vécu souvent près d'elle, dans une intimité toute fraternelle.

— Tenez, dit-il, ces arbres, là-bas, ce toit, c'est mon repaire.

— Très joliment situé, votre repaire, sur un semblant de coteau, avec un parc en pente douce... Et ce hameau, le hameau de La Falconnière, sans doute, avec ses rares cheminées fumantes, à l'orée du petit bois, de l'autre côté de la route, très pittoresque aussi... Visite-t-on?

— Le château?.. ma maison? Je crois bien! J'arrête, au besoin, les passans... Voulez-vous que je vous conduise?

— Nous ne demandons que cela.

Le jeune homme, qui avait recouvré son sang-froid, cheminait près du marche-pied de la petite voiture, que *Punch*, légèrement caressé par la mèche du fouet, venait de remettre en mouvement.

— Comment! monsieur, vous vivez seul ici? demanda Simone, qui n'avait encore rien dit.

— Il le faut bien, mademoiselle.

Il avait tressailli au son de la voix grave et chantante que, depuis trois mois, il n'entendait plus qu'en rêve. Et il avait répondu en se

tournant à demi vers la jeune fille, afin de lui jeter un regard de reproche ou d'étonnement. Simone n'avait rien fait pour éviter ce regard.

— Le paysage est joli, certes, avec ses tons d'automne, dit Aline en faisant la moue. Mais, y vivre seul, toujours seul, c'est bien sévère... La condamnation est-elle à perpétuité ?

— C'est du moins dans ces termes que je l'ai prononcée, répliqua Max triste et railleur. Mais je me ferai peut-être grâce à moi-même, un de ces jours... L'oubli, qui nous rend clémens même envers les autres, ne doit pas nous laisser inexorables à l'égard de nos propres maux, fussent-ils mérités, et à l'endroit surtout des châtimens que nous nous sommes infligés spontanément... Mais voici la grille...

Ils étaient arrivés, en effet, devant l'entrée du château. De chaque côté de la cour, dont la partie centrale seule était pavée, un double rang de tilleuls soigneusement émondés formait une courte allée qui masquait des écuries, des remises, des granges. Max, guidant les visiteuses, les fit passer sous le berceau de l'une de ces avenues tronquées, que la rouille d'octobre avait déjà dégarnies en partie de leur feuillage.

— Ah! les beaux arbres! fit Simone, dont les talons grinçaient sur le sol engravé.

— Sont-ce bien les arbres de vos rêves, mademoiselle?.. Vous savez bien ? Vos rêves de petite fille...

— C'est cela même, monsieur, répliqua la jeune fille avec un salut gracieux.

Était-elle inconsciente, ou cynique, ou simplement railleuse ? Ce qu'il y avait de certain, c'est qu'elle ne paraissait pas se douter le moins du monde qu'elle commît une énormité en visitant la demeure de Max après ce qui s'était passé entre eux.

Ils pénétrèrent à l'intérieur ; et la visite domiciliaire commença, sans autres péripéties d'abord que les arrêts obligés devant les objets de quelque valeur, vraie ou apparente. Dans la salle à manger, grande pièce carrée, qui occupait, avec un vestibule, tout le milieu du rez-de-chaussée, du côté du jardin, le couvert du châtelain était mis, — un couvert solitaire, lugubre, navrant, que ne parvenaient point à égayer une superbe argenterie et un linge éblouissant. D'ailleurs, le jour baissait grand train.

— Brrr! que c'est triste! fit Aline. Que c'est effrayant!

— Je ne trouve pas, dit Simone. C'est austère, si tu veux. Mais cette solitude dans un vieux château qui vous appartient, qui a toujours appartenu à quelqu'un de votre nom, ce n'est pas effrayant... Cela ne m'effraierait pas, du moins.

— Tu dînerais de bon appétit dans une salle à manger comme celle-ci? Tu habiterais un édifice du genre de celui-ci?

— Très volontiers, ma chère.

— Seule, ou mariée?

— L'un ou l'autre.

Max, qui était en train de demander de la lumière à un domestique, s'interrompit et se retourna brusquement vers Simone, d'un air courroucé. Encore une fois, la jeune fille supporta, sans embarras ni faiblesse, le regard scrutateur et presque méchant qu'on lui lançait à travers la demi-obscurité régnante. Le maître de la maison reprit sa phrase, mal à propos coupée. Puis :

— Je veux vous montrer, dit-il, ce qu'il y a dans ces vitrines : une vaisselle plate assez curieuse.

Et, quand on lui eut apporté une lampe :

— Vous aimez les vieilles choses, mademoiselle? En voici. Et j'en ai beaucoup d'autres, enfermées là-haut, qui vous intéresseraient peut-être davantage : des dentelles et des bijoux très anciens, mais d'une impérissable jeunesse... Comme me le disait mon père, à défaut de ma mère, que je n'ai guère connue : il ne s'agit plus que de trouver une femme qui sache porter tout cela.

Sous prétexte d'éclairer une vitrine, il tenait la lampe tout contre le visage de Simone et l'examinait avec une curiosité farouche. Cette fois, la jeune fille pâlit, mais sans se reculer, ni détourner les yeux. Et, tout de suite, elle prit son parti.

— Laissons vos antiquités, dit-elle. Aussi bien n'est-ce pas pour cela que nous sommes venues aujourd'hui, Aline et moi. Car nous sommes venues avec l'intention de vous voir, de vous parler... Monsieur, vous pensez bien qu'il m'eût été plus que désagréable, vraiment pénible, de rester sous le coup de vos injurieux soupçons. Toutefois, je ne pouvais rien. J'avais protesté, Robert avait fait de même. Les apparences étaient contre moi... Je vivais seule, fort triste, fort malheureuse, habitant par décence la maison d'une vieille parente infirme et acariâtre qui me loue un petit appartement, simple pied-à-terre à Paris, lorsque la nouvelle du mariage d'Aline vint me surprendre, bientôt suivie de la visite de mon amie. On m'arracha la promesse que j'irais avant peu rejoindre les nouveaux mariés. Malgré la mort de son père, M. Lehallier, qui redoutait pour sa femme la tristesse d'une maison de province visitée par le deuil, voulut bien me presser de tenir ma parole. Je suis chez lui, à Segré, chez Aline... Et j'ai profité de ce séjour pour... pour me confesser à mon amie. Je lui ai tout dit, monsieur. Elle m'a blâmée ; je le méritais peut-être. Mais personne n'a le droit, elle vous l'attestera, de... croire ce que vous avez cru.

— Certes! fit Aline. Oh! il faut que vous sachiez que je n'étais pas innocente et naïve au point de n'avoir rien vu, rien observé. Je me doutais parfaitement, monsieur de Pontvicq, de vos sentimens à l'endroit de Simone. Mais, avant cela, j'avais deviné ceux de Robert et cru deviner ceux de mon amie... A cet égard, il paraît que je m'étais trompée, ou, du moins, que j'avais exagéré l'importance d'une inclination si naturelle qu'elle en était presque forcée... Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, je n'osais pas dire grand'chose, comprimée que j'étais par l'autorité un peu despotique de ma chère mère et avant tout désireuse de ne pas désobliger Simone. Mais, maintenant qu'elle m'a parlé, qu'elle s'est, selon son mot, confessée à moi, je ne puis que faire droit à sa très légitime requête et vous sommer de croire que ma meilleure amie, entendez-vous, monsieur? est toujours digne de votre respect, comme je la juge digne encore de toute ma tendresse.

D'un geste à la fois noble et charmant, Mme Lehallier enlaça la taille de Simone. Puis, elle baisa les cheveux de la jeune fille, qui lui rendit ses caresses avec plus d'effusion qu'elle n'avait accoutumé d'en montrer.

Max, embarrassé de sa contenance, partagé entre son amour et ses doutes, — lesquels ne pouvaient être contre-balancés entièrement par de vagues assurances, — se taisait, la tête courbée, en une attitude de déférence obligatoire, mais sans que rien indiquât que ses regrets fussent devenus du repentir.

— Écoutez, se hâta de dire la jeune femme, il est bien tard, mes amis, pour des explications tant soit peu développées. J'ai peur que Francis ne s'inquiète... La maison de mon mari vous est, comme vous le savez, toujours ouverte, monsieur de Pontvicq. Vous y trouverez Simone. Et, croyez-en ma jeune expérience, qui prime désormais la vôtre : laissez parler votre cœur, laissez-le parler plus haut que tout le reste. Vous vous en trouverez bien.

— Encore faudrait-il que quelqu'un s'intéressât à son langage, fit observer Max après une hésitation.

— Monsieur, dit alors Simone, je ne vous déclarerai pas que je suis prête à l'écouter. Cela dépendra du jugement que vous porterez sur mon compte après m'avoir entendue...

— Suis-je donc votre juge, mademoiselle?.. Oh! non. Je me récuserais plutôt.

— Je ne vous le permets pas... Je vous attendrai, cette semaine, au Courtil.

Impérieuse et calme, elle fit un signe d'adieu, et, ayant pris le bras d'Aline, passa devant Max interdit.

VI.

M. Lehallier père n'avait jamais connu d'autre Tibur que Segré et ses environs. Il avait voyagé pour ses affaires, quelquefois même pour ses plaisirs ; mais, nulle part, il n'avait rien trouvé, rien vu, qui valût la situation du Courtil.

C'était la première fois que Max pénétrait dans ce lieu de délices. Comme personne ne le lui avait vanté, il ne songea pas plus à l'admirer, sous sa livrée d'automne, qu'à le dénigrer *in petto*. Aussi bien la propriété était-elle insignifiante, sans aucun caractère de grandeur, mais sans cette décoration et cette ornementation abusives des villas de banlieue : il n'y avait pas, dans les jardins, non plus que dans la maison, le moindre Amour en terre cuite, sous prétexte de statue ou de fontaine artistique. Mais le domaine eût pu être peuplé de Cupidons transis et hydrauliques, perchés sur des rocailles, ou prenant un bain de pieds dans des vasques de plâtre, ou s'abritant sous des parapluies de faïence : M. de Pontvicq l'eût traversé de bout en bout sans manifester d'indignation, tant il était absorbé.

L'heure était grave, il le sentait. Ce que Simone allait lui dire importait peu, car il n'était guère malaisé de le deviner. Mais faudrait-il le croire ? Max y répugnait de toute la force de son bon sens, de son expérience et de sa sagesse... Et, pourtant, il avait bien envie de fermer les yeux, de faire un acte de foi quand même, et d'adorer sans examen ni réflexion. Sa passion, qui n'avait jamais eu besoin d'être avivée, venait de recevoir un nouveau coup d'aiguillon. La visite de Simone, l'intervention d'Aline, cette double promesse d'explications apologétiques, et, par-dessus tout, ce voisinage dont il ressentait l'influence au point de n'avoir plus ni répit ni trêve dans les élans et les fureurs qui de nouveau soulevaient son être, n'était-ce pas assez pour triompher de sa raison ? — Sa crainte ou sa certitude de fléchir et de capituler était telle qu'il ne se pardonnait pas d'être venu, et son incohérence était si grande qu'il s'exhortait encore à fuir en gravissant le perron de l'habitation.

Ce fut Aline qui le reçut d'abord.

— Francis est à Segré, lui dit-elle. Simone est en haut... J'ignore ce qui va résulter de cette entrevue ; mais vous me permettrez de vous dire qu'il est nécessaire, pour le repos et la dignité de chacun de ceux qu'elle intéresse, qu'une solution définitive intervienne sans délai.

— De quelle solution parlez-vous, madame ?

— Mais... d'un mariage ou d'une rupture.

— On ne sépare que ce qui est uni.

— Vous vous aimez : vous êtes unis.

— Oh! pardon!.. J'aime... ou j'aimais. Je n'ai jamais été aimé. Avant cette aventure, Mlle de Nives m'avait repoussé.

— Soit! Mais, depuis, elle a repoussé mon frère.

— Qu'entendez-vous par là?

— Robert a été frapper à sa porte dès qu'il a su qu'elle était installée chez elle, à Paris... Et la porte est restée close. Et c'est pour éviter un siège que Simone a si vite déféré à notre invitation.

— On vous l'a dit.

— C'est mon frère lui-même qui me l'a dit, qui me l'a écrit.

— Alors, ce doit être vrai... C'est vraisemblable, au surplus : votre frère ne peut rien sans le concours et l'assistance de Mme de Talayrac.

— Ainsi, vous supposez que Simone ne l'a repoussé que parce qu'elle le juge un mauvais parti quant à présent?

— Que vous dirai-je?.. Pourquoi ne l'a-t-elle pas repoussé plus tôt?

— Monsieur, vous avez tort d'insulter, ne fût-ce qu'en pensée, la femme que vous aimez... Je ne m'explique pas l'amour sans la foi. Tâchez d'avoir le courage de votre opinion : aimez jusqu'au bout, ou reniez bravement votre amour, ainsi qu'une méprise... Tenez, j'entends Simone. Je vous laisse avec elle.

Mlle de Nives ouvrait la porte, en effet. Contrairement à son usage, elle avait une toilette aux tons neutres, qui donnait à la chaude pâleur de son teint quelque chose de morbide et d'alangui. Un col montant accusait, plus qu'à l'ordinaire, la perfection et la netteté de l'ovale du visage, qu'il semblait souligner. Et les abondans cheveux bouclés,— que l'on eût pu croire frisés au fer, et que, par goût des hardiesses excentriques ou par une superbe confiance en elle-même et en sa grâce toujours triomphante, la jeune fille portait presque courts, — prêtaient à cette tête blonde un peu du caractère ambigu de certaines têtes anonymes de pages ou de damoiseaux, idéalisées par des artistes plus amoureux de la beauté que de la vraisemblance. L'harmonieuse et rare disparate due à l'antagonisme des nuances du regard et de la chevelure était, ce jour-là, plus que jamais saisissante... ou inquiétante.

De sa démarche aisée, souple et noble, sans nulle affectation de désinvolture non plus que de majesté, Simone s'avança jusqu'au milieu de la pièce et rendit à Max son salut. Le jeune homme avait bien un peu tendu la main, mais à peine et comme involontairement. Du reste, l'amie d'Aline n'avait pas paru s'apercevoir de ce geste ébauché. En revanche, Mme Lehallier, avant de sortir, gratifia

M. de Pontvicq d'une affectueuse et énergique poignée de main : on eût dit qu'elle voulait l'encourager contre lui-même, lui communiquer de sa foi inébranlable ou de sa vaillance fraîchement acquise.

Demeurés en présence, dans ce salon bourgeois aux moulures grises, aux meubles clairsemés et provinciaux, simple, mais trop vaste et surtout d'aspect glacial, les deux jeunes gens se regardèrent un moment, indécis, hésitans, ayant l'air de se demander si l'endroit était bien convenable pour des confidences ou des reproches du genre de ceux qu'ils allaient échanger. — Max profita de ce bref délai pour se fortifier dans sa résolution d'être aussi courtois dans ses paroles que réservé dans ses actes et opiniâtre dans son douloureux scepticisme. Seulement, ses impressions nouvelles livrèrent une rude bataille à sa volonté et devaient finalement la rendre impuissante, ou, tout au moins, la désarmer pour un temps. Toute la personne de M[lle] de Nives exhalait, en effet, un tel parfum de dignité qu'aucune pensée blessante pour son caractère ou sa conduite ne pouvait subsister dans l'esprit d'un observateur même prévenu. Jamais, en outre, Max n'avait vu la jeune fille en une toilette aussi sobre, aussi terne ; jamais, par conséquent, il ne l'avait davantage admirée pour elle-même, pour la beauté franche et souveraine de ses traits, de sa taille et de son allure.

— Asseyez-vous, monsieur, dit Simone, en retrouvant tout à coup son habituel aplomb. Je n'ai pas l'intention d'être prolixe. Mais je ne peux pas vous promettre d'être très brève.

Elle le regardait avec une fixité souriante, avec une expression sympathique mêlée d'une vague et indéfinissable ironie, qui paraissait émaner naturellement de sa personne, mais, pour l'instant, se retourner contre elle-même.

M. de Pontvicq s'assit assez près de son interlocutrice pour ne pas l'obliger à élever la voix, assez loin pour se soustraire aux subits ensorcellemens, à la magie de ce regard qu'il connaissait trop et de ce sourire qu'il redoutait davantage encore, comme plus rare ou plus décevant.

— Pour cet entretien, je vous permets, monsieur, — dit Simone, en arrangeant de ses beaux doigts sans bagues les plis de sa jupe, — je vous somme même d'être franc jusqu'à la hardiesse, jusqu'à l'insolence, au besoin... Je ne veux pas de formules fades et mensongères, de galanteries niaises et consacrées. Je veux,.. je veux votre pensée, ni plus ni moins.

Les phrases impératives semblaient faites pour sa bouche : elle les prononçait avec un accent tout à la fois ferme et chantant qui ravissait en même temps qu'il subjuguait. Mais c'était une chose étrange, de constater à quel point elle paraissait incapable de s'hu-

milier. — Cela ne laissait pas non plus d'être alarmant pour quelqu'un qui eût bien voulu, à ce moment-là, qu'elle confessât son indignité,.. ce qui eût levé tous les doutes.

— Ainsi, reprit-elle, ne vous gênez pas... Vous avez donc réellement cru...

— Par grâce! mademoiselle, interrompit Max avec un geste de prière, ne me mettez pas, ne me replacez point dans cette situation pénible autant que fausse... Je vous ai offensée en ayant l'air d'accorder quelque créance à une supposition injurieuse pour vous ; j'ai eu tort, je vous demande pardon... J'aurais dû ne pas tenir compte des apparences, ou du moins cacher poliment les impressions douloureuses...

— Ce n'est pas cela que je vous demande, interrompit Simone à son tour, ce n'est pas cela que je veux entendre... Je veux savoir de vous si, nécessairement, dans l'opinion des hommes, et dans votre opinion en particulier, une jeune fille qui accepte des rendez-vous est à tout jamais perdue d'honneur; si, vraiment, il n'y a pour elle ni excuse ni justification possibles...

— Je n'en connais pas, dit Max résolument. Ou, en fait d'excuses, je ne vois que la certitude, pour la jeune fille en question, d'épouser son... complice. Encore faut-il qu'elle l'épouse promptement.

— Enfin, vous reconnaissez qu'il peut y avoir, dans l'attente ou dans l'espérance d'un mariage prochain, une circonstance très atténuante...

— Pardon! j'ai parlé de la certitude, non d'un espoir plus ou moins vague.

— Soit!.. Mais alors, pourquoi m'avez-vous condamnée dans votre esprit? de quel droit m'avez-vous flétrie, dans votre pensée, d'une sentence infamante?.. Il me semble que vous auriez pu vous arrêter en chemin, vous en tenir à cette idée, fort plausible après tout, que je me conduisais comme une fiancée mal élevée plutôt que comme une fille sans honneur.

— Je vous aimais, balbutia Max. La jalousie peut, en nous aveuglant, rendre excessifs et injurieux nos griefs...

— Et même, n'est-il pas vrai? nous faire oublier nos propres théories... Rappelez-vous ce que vous m'avez dit une fois : On ne hait pas fatalement celui qui, en vous épousant, vous enrichit ou vous élève. A plus forte raison, n'est-on point obligée de haïr celui qui, vous berçant de ses promesses et de ses protestations, ne vous a demandé qu'un peu de patience et de charité,.. de cette charité avouable qui permet à une femme, lorsqu'elle est libre, d'écouter avec complaisance les litanies amoureuses qu'on lui débite, tant qu'on les lui débite avec un suffisant respect.

— Ainsi, vous aimiez Robert?

— Oui, répondit simplement M[lle] de Nives.

— Ainsi, vous avez pu, maintes fois, lui accorder des rendez-vous ou accepter ceux qu'il prétendait vous imposer?

— Oui.

— Et vous ne lui avez rien abandonné de vous-même?

— Si : un peu de mon âme, un peu de ma vie.

— Et rien,.. rien d'autre?

Gênée, cette fois enfin, et rougissante, Simone murmura en inclinant son front :

— Robert a quelquefois effleuré de ses lèvres mes mains et mes cheveux...

— Expliquez-moi donc, dit Max amèrement, par quel coup du sort... ou de la grâce vous avez été ramenée de si loin. Car, en vérité, c'est miracle d'en être revenue... intacte.

— Vous ne me croyez pas? fit Simone en relevant brusquement la tête.

A demi redressée, fière comme jamais, et presque farouche, elle reprit :

— Que sont, après tout, ces privautés d'amoureux, banales et sottes, auprès de ce que nous donnons de notre être quand nous pensons à un homme que nous croyons appelé à devenir notre mari?.. Voilà ce que vous ne devriez pas me pardonner, si vous m'aimez!

— Je n'ai rien à vous pardonner de ce chef. Vous ne me connaissiez pas lorsque vous avez songé à épouser Robert de Talayrac.

— N'importe!.. Je ne puis parvenir à m'absoudre moi-même, ayant voulu être forte, m'affranchir de tout préjugé pour marcher librement à mon but, d'avoir été faible deux fois : la première fois, en aimant Robert; la seconde...

— La seconde?

— En cessant de l'aimer.

Max se leva.

— Ainsi, vous ne l'aimez plus?.. Pourquoi?

— Parce que, d'abord, il n'est pas l'homme qui m'a donné de lui la meilleure opinion, de moi la plus mauvaise, des autres la plus indifférente... Rappelez-vous!

Elle avait parlé lentement, avec un sourire terne, les yeux baissés. Et, à son tour, elle se leva, cambrant sa taille en ce redressement qui lui était familier. Max, fasciné, l'enlaça soudain.

— Et cet homme, murmura-t-il, cet homme que vous attendiez, que vous vous étiez par avance engagée à aimer, vous l'avez enfin rencontré?.. Mais pourquoi donc avoir d'abord refusé de l'entendre?

— J'étais liée, répondit Simone en se dégageant avec une sorte de colère. Liée par mes promesses, par mes actes, par mes imprudences!.. Oh! j'aurais été jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au mariage, s'il avait su vouloir, s'il avait su enlever de haute lutte le consentement de sa mère, dont il avait besoin pour m'épouser... Je me considérais comme d'autant moins libre, depuis ces imprudences, que c'étaient des imprudences calculées... Oui, je voulais forcer ainsi son initiative, et, en lui cédant sur un point, précipiter un dénoûment que j'avais préparé, sur lequel je comptais... Épargnez-moi... Ma honte n'est pas telle que vous avez cru la deviner, mais elle est pire peut-être. Il n'appartenait qu'à vous de me la faire sentir... Encore une fois, épargnez-m'en l'aveu détaillé!

— Non, non, dit Max en s'agenouillant. Confessez-vous à moi qui vous aime, comme vous vous êtes confessée déjà à votre meilleure amie. N'est-ce pas là ce que vous vouliez?... Seulement, c'est le confesseur qui se met à genoux, pour se faire pardonner la torture qu'il inflige, et aussi parce qu'il adore celle dont il veut connaître l'âme tout entière... Et puis, entendez-moi bien, Simone, quoi que vous me disiez, quoi que vous m'appreniez, j'absoudrai tout, j'oublierai tout... Les circonstances nous font libres, puisque Robert ne peut vous épouser et que, d'ailleurs, vous ne l'aimez plus. Mais, par grâce! délivrez-moi du doute, du doute plus détestable que la plus détestable certitude, du doute que je ne peux plus subir, que je ne peux plus porter!

Alors, les mains dans celles du jeune homme, elle raconta toutes les phases de sa vie. Élevée dans le luxe, puis tout à coup réduite au strict nécessaire, elle n'avait pas tardé à découvrir que son père n'était pas mort, comme on le lui avait fait croire et comme on en avait répandu le bruit, par accident, en maniant une arme à feu, mais bien d'une balle tirée droit au cœur. Le brouillon déchiré d'une longue lettre qu'avait adressée M. de Nives à un ami, brouillon dont les morceaux, retrouvés par l'enfant, avaient été patiemment rapprochés et déchiffrés par elle, ne pouvaient laisser aucun doute à cet égard, non plus que sur la démoralisation ou l'immoralité profonde du trop brillant officier. Le sportsman en détresse ne doutait pas qu'il ne s'acquittât de la partie essentielle de son devoir de père en se tuant avant l'heure de la ruine complète : il laissait à sa fille le pain quotidien. « Quant au reste, disait-il, si le hasard n'y pourvoit, et si elle n'a pas assez de vertu pour s'en passer, elle aura du moins assez de beauté pour se le procurer sans trop de peine. » — Voilà tout l'héritage moral que Simone avait recueilli. Ayant fini par l'accepter sans réserve, elle n'avait pas à accuser celui qui le lui avait laissé, et elle ne l'accusait point.

Mais, fière par nature, et ayant toujours adoré son père, de confiance, elle se sentit cruellement atteinte dans son affection filiale comme dans son orgueil. Ses enfantines croyances, on ne peut plus mal assises, d'ailleurs, dans sa petite âme fort négligée, s'écroulèrent du coup. Et quelque chose du brutal scepticisme paternel pénétra dans le cœur de la fillette ou s'y éveilla à cet appel d'outre-tombe. Douée d'une singulière acuité d'esprit, ayant un penchant marqué pour l'ironie, sans aucune tendance à la superstition ni au respect, Simone se mit à observer, avec une implacable rigueur, ce qui se passait autour d'elle, et essaya de deviner ce qui se passait plus loin. Peu surveillée, elle lut tout ce qui lui tomba sous la main, ou plutôt le parcourut avec une hâte fébrile, à tort et à travers, ne s'attardant qu'aux mauvais endroits, aux passages énigmatiques ou désenchantans, comme pour s'imprégner de corruption et d'amertume. Son esprit ayant ainsi pompé tous les sucs vénéneux que la lecture lui pouvait fournir, elle regarda le monde par les portes entre-bâillées devant lesquelles elle s'arrêtait quelquefois, — au besoin, par le trou des serrures, — et elle le jugea. La bienveillance de Mme de Talayrac, et aussi l'incurie de la trop américaine baronne, lui facilitèrent la tâche. A quinze ans, Simone avait beaucoup moins de candeur et d'illusions qu'un collégien de pareil âge, — quoiqu'elle fût plus chaste dans son imagination et dans ses rêves. — Ce qu'elle rêvait, du reste, c'était un rang et une fortune, et rien que cela. Elle considérait ses premières aspirations, qui avaient été tout autres, comme de burlesques chimères, et tous les principes comme des contes à dormir debout. Seulement, elle se respectait elle-même, si elle ne respectait rien ni personne autour d'elle : elle avait renversé les idoles dans son temple, mais s'y était réservé un piédestal. De sorte qu'elle n'était menacée de déchoir que par l'âme.

Sa seule affection désintéressée, c'était Aline qui avait eu l'honneur de la lui inspirer. Encore ne s'y était-elle jamais abandonnée avec un complet laisser-aller d'esprit et de cœur. Elle se raidissait sans cesse contre cette amitié qui pouvait, à un moment donné, la gêner et qui la rattachait au monde imaginaire avec lequel il lui avait plu de rompre pour toujours. De là bien des boutades, dont une nature moins candide et moins tendre que celle d'Aline se fût à la longue lassée ou indignée. Puis, une jalousie honteuse et dont elle rougissait, parce qu'elle lui semblait banale autant qu'ignoble, envahissait petit à petit le cœur de Simone : elle en voulait à Mlle de Talayrac d'être si riche. Mais elle s'étonnait, avec bonne foi, de céder à un sentiment aussi bas, aussi mesquin que celui-là. Elle ne se reconnaissait plus elle-même à ce trait, qui était comme emprunté, et qu'elle tenait, en effet, de son père, lequel, à l'exemple d'une in-

finité de prodigues, avait fini par devenir plus envieux qu'un avare.

Bientôt, Robert de Talayrac avait pris une place tout indiquée dans la vie et dans les préoccupations de Simone. Ils avaient flirté ensemble, elle en y apportant une froideur habile, lui en y déployant un entrain et une verve qui obligèrent promptement la jeune fille à poser ses conditions, — ou plutôt qui lui permirent de le faire. — Mais il fallait attendre, Mme de Talayrac faisant la sourde oreille dès que son fils lui parlait de Simone. D'où froideur croissante de la part de Mlle de Nives, dépit de Robert, brouilles et raccommodemens, alternatives de bouderies réciproques et de reprises d'intimité, celles-ci plus franches après les fâcheries,.. promesses aussi, et finalement entrevues clandestines.

Parvenue à ce point du récit, la voix de Simone baissa, se fit sourde et étouffée. Max eut un frémissement : il tremblait d'apprendre... ce dont il était presque sûr encore. Il n'admettait pas que son ami Robert, tel qu'il le connaissait, ardent au plaisir, beau parleur autant que beau garçon, et, par surcroît, libertin d'expérience, eût pu fréquenter, dans une libre et secrète intimité, cette charmeuse, sans essayer de la charmer et sans y réussir. Il croyait fermement que Mlle de Nives avait sacrifié à son partenaire, dans la longue *flirtation* qu'elle avait d'abord conduite, puis subie, sans doute, autre chose que la virginité de son cœur. Et, cependant, il redoutait, par-dessus tout, d'en recevoir un nouveau témoignage, irrécusable, celui-là, et qu'il jugeait néanmoins inutile. Aussi, voulut-il, illogique et, en cela, plus miséricordieux peut-être à lui-même qu'à la jeune fille, arrêter celle-ci dans la voie douloureuse des aveux, où elle s'était engagée spontanément, à la vérité, mais qu'il l'avait pourtant encouragée à parcourir jusqu'au bout.

— Non, non, disait Simone, j'achèverai... Vous saurez que je me suis conduite comme une intrigante. Voilà ma faute, voilà ma honte !.. A part les libertés assez anodines que Robert a prises dans nos fréquens tête-à-tête et que je n'ai jamais songé à vous cacher, car j'ai pour ainsi dire débuté par cet aveu, à part ces galanteries presque permises entre fiancés, je n'ai rien toléré ni rien subi en fait de manquemens à ma dignité de jeune fille... Mais je n'ai pas rougi de spéculer sur l'amour que j'avais inspiré et que je ressentais moi-même en partie... J'ai projeté de me compromettre, de provoquer un demi-scandale sous le toit de Mme de Talayrac, afin de brusquer les hésitations ou les atermoiemens du fils en même temps que pour violenter le consentement de la mère. Voilà pourquoi j'avais imaginé, en dernier lieu, ces entrevues volontairement imprudentes dans le pavillon du parc, où une

lumière nous servait de signal et d'appel. Mieux que des rendez-vous concertés à l'avance, ces conciliabules improvisés devaient amener, tôt ou tard, la découverte d'une intrigue amoureuse dont le seul dénoûment possible, le seul honorable pour tous, fût devenu, aux yeux de Mme de Talayrac comme à ceux de son fils, un mariage immédiat... La baronne a-t-elle su ce qui se passait chez elle? C'est probable, car elle est perspicace, et, à la fin, elle raillait volontiers mon goût pour les promenades solitaires, au clair de lune ou dans l'obscurité. Je crois que tout cela lui était suspect. Mais je crois aussi que, ne m'aimant pas assez pour faire de moi sa fille, elle m'aimait trop pour me chasser ignominieusement : elle y eût éprouvé quelque scrupule, et d'ailleurs ma société lui a toujours plu... Quant à Aline, sans se douter du point où allaient les choses, elle avait deviné une partie de la vérité, j'entends la plus honnête. Et, dans ma récente confession, je n'ai pu l'éclairer tout à fait : je lui ai avoué les rendez-vous, les entrevues ; mais je n'ai rien dit des motifs secrets qui m'y avaient poussée. A vous, je ne puis ni ne veux les taire...

Max, qui avait entraîné la jeune fille dans l'embrasure d'une fenêtre, pour lui scruter l'âme à travers les yeux, Max l'écoutait avec une espèce de ravissement que les hommes seuls pourront comprendre. — Il n'y a rien pour l'homme qui prime d'emblée le fait brutal de la possession. Acquérir la preuve que la femme que l'on aime et que l'on désire a commis des actes bas et infamans, ce n'est rien, au premier abord, si l'on apprend, en même temps, que celle qu'on a crue infidèle ou prostituée vous a gardé son corps intact.

— Simone, disait-il, enivré et rayonnant, ma chère Simone, tout cela peut s'oublier. Je crois que je ne m'en souviens plus!

— Vous avez tort, fit Mlle de Nives en secouant la tête avec une gravité triste. Rien ne s'oublie peut-être, et, il me semble, les sympathies anciennes qu'une femme a avouées moins encore que les baisers qu'elle a reçus... ou même donnés.

M. de Pontvicq crut-il deviner un nouvel aveu sous ces paroles ajoutées, ou un supplément de confession? N'était-ce que divergence de vues sur ce chapitre délicat des souvenirs désagréables, sur cette matière éminemment incertaine des griefs dont l'oubli est le plus facile en amour?.. Toujours est-il que son visage se rembrunit, se renfrogna d'étrange sorte.

— C'est vous qui êtes dans le faux, dit-il, croyez-moi, lorsque vous affirmez que la trace ou le souvenir de sentimens défunts s'efface plus difficilement que la trace ou le souvenir des témoignages matériels d'une tendresse passée.

— En tout cas, répliqua Simone, j'ai peur que vous n'oubliiez jamais que j'ai sur la conscience une intrigue peu honorable, quelque chose comme un complot d'aventurière.

— Détrompez-vous! s'écria Max en lui saisissant les deux mains avec une véhémence passionnée. Détrompez-vous, Simone! Cela, je m'engage à l'oublier, ou à ne me le rappeler que pour vous plaindre d'avoir été réduite à y descendre... Vous êtes excusable. Votre éducation ne vous avait pas armée pour les luttes austères de la conscience contre le besoin ou l'ambition. D'ailleurs, Mme de Talayrac, qui avait charge d'âme en votre personne, n'a pas fait son devoir : c'est elle qui vous a tentée; et il ne faut tenter qui que ce soit, pas même Dieu, dit l'Écriture... Quant à votre sympathie pour Robert, je ne puis m'en indigner. D'abord, il la méritait. Et puis,.. et puis, vous ne me connaissiez pas lorsque vous avez commencé de la ressentir et de vous y abandonner... Voilà pourtant de quelles considérations peuvent se payer l'orgueil et la jalousie d'un homme!.. Mais le reste, le reste! Ces baisers, ces étreintes, ces caresses, toutes ces imparfaites mais trop réelles voluptés, c'est là, Simone, ce que j'ai peur de ne pouvoir oublier!

— Eh bien! c'est moi-même alors qu'il faut oublier, voilà tout. Je ne vous ai pas pris pour confident afin de vous amener à m'épouser. Je tenais... pourquoi? parce que je vous aime, parce que je vous aimais,.. je tenais à vous tirer de l'erreur où vous étiez. Je voulais bien vous apprendre que je ne suis guère digne de vous, mais je ne voulais pas que vous crussiez que j'ai pu aimer un autre homme au point de devenir sa maîtresse!.. Sa femme, oui! s'il l'avait voulu : tous les mariages mondains et la plupart des autres sont des marchés que l'usage ou la superstition consacre et sanctifie. Mais sa maîtresse, non pas!... La vôtre, si vous voulez...

Audacieuse, passionnée, superbe, elle tenait Max ébloui sous un regard ardent, enflammé.

— Qu'avez-vous dit? murmura-t-il. Ma maîtresse!.. Et pourquoi pas ma femme?

— Parce que vous avez peur de moi, peur de vous,.. parce que je ne crois à rien, parce que, n'ayant plus ni ambitions ni besoins, je n'ai plus rien à ménager... Et puis, tout simplement, parce que je vous aime, et que, après avoir voulu me vendre, j'éprouverais une joie singulière à me donner, pour me purifier...

Lentement, doucement, comme fléchissante et fatiguée, elle laissa tomber sa tête sur l'épaule du jeune homme affolé, et se blottit entre les bras qui l'attendaient. — Par bonheur pour les convenances, le lieu se prêtait mal à des épanchemens plus com-

plets. Max s'en souvint à temps, c'est-à-dire au moment où le contact de ce corps tant désiré, de ce corps souple, flexible, enlaçant, achevait la déroute de sa volonté et de ses doutes.

— Ma bien-aimée Simone, murmura-t-il en redressant la jeune fille avec une caressante lenteur, vous serez ma femme... Jadis, j'ai forgé imaginairement, à notre commun usage, une chaîne subtile et fidèle dont je vous veux lier avec moi pour jamais, dans une union qui n'aura du mariage que le nom et qui gardera de l'amour tous les enchantemens inépuisables, toutes les promesses sans cesse refleuries...

Comme un baiser scellait cet enthousiaste engagement, la porte du salon s'ouvrit et laissa voir M. Lehallier, fort embarrassé, sur le seuil. Sa bonne figure, belle à force de franchise, proclamait son désarroi; et sa longue moustache blonde, toujours envolée, où s'était pris le cœur d'Aline, fut happée désespérément par un furieux coup de dent, par une contraction comique de sa mâchoire. — Il tenta bien, au vrai, de refermer la porte, pour s'éclipser sans rien dire; mais il avait été vu : le mieux était donc d'accepter bravement la situation.

— Diable! fit-il, je suis un maladroit... Ma foi! mes chers amis, vous me voyez ravi, quoique décontenancé. Vous avez bien raison, et je vous félicite de vous décider à finir par où vous auriez pu commencer.

La phrase était ambiguë, sans doute, car elle pouvait signifier, à volonté, ou que le baiser était une conclusion tardive, ou qu'il y avait du mérite à l'avoir différé. Mais ceux à qui s'adressait ce compliment ou cette malice n'étaient en état de rien approfondir.

— Mon cher Francis, balbutia Max, je t'expliquerai...

— Oh! c'est bien inutile, va!

— N'importe! fit Simone. Expliquez-toujours... Moi, je me sauve.

Restés tête à tête, les deux amis étaient beaucoup plus à l'aise.

— J'ai le plaisir, dit Max, de te faire part de mon prochain mariage avec M[lle] de Nives.

— Et moi, après ce que je viens de voir, je me trouve naturellement privé du plaisir de la surprise.

— Tu dois avoir eu vent, reprit M. de Pontvicq avec une nuance d'inquiétude, de certaine aventure,.. de certain malentendu, veux-je dire?..

— Oui... M[lle] Simone m'a fait l'honneur de ne pas m'exclure de la confidence. C'est-à-dire que, ayant annoncé à ma femme qu'elle allait lui confier un secret et Aline s'étant reconnue incapable de me rien cacher, M[lle] de Nives a bien voulu m'accepter en tiers, non dans la communication, mais dans le secret... Tout cela, au

surplus, ne m'a pas paru fort grave. Et je crois, étant donnés tes sentimens, que je connais, puisque tu m'en as fait part, je crois que tu prends le bon parti.

— Je sais que c'est l'avis de ta femme... Mais comment expliquer qu'elle ait si vite abandonné la cause de son frère?

— Mon cher, dès l'instant que Robert ne peut pas épouser Mlle de Nives et que celle-ci ne veut plus penser à ce mariage, Aline n'a sur la conscience aucune défection. Elle accepte le fait accompli et se range à l'opinion de la personne la plus directement en cause, qui est sa plus chère amie... Oh! elle l'aime bien, je t'assure! Et, ma foi! je le comprends. J'avais quelques préventions, tu le sais; du moins n'ignores-tu pas que Mlle de Nives m'inspirait plus d'admiration que de sympathie. Eh bien! depuis que je la vois ici, dans la stricte intimité où nous enferme mon deuil, j'oublie tous les défauts qu'elle peut avoir et qui, selon moi, proviennent uniquement d'une éducation défectueuse. Je ne vois plus que sa distinction, son originalité, son esprit, l'art extraordinaire et mystérieux dont elle se sert pour dominer tout le monde sans écraser personne... Imagine-toi, mon ami, que je me sens fier de lui donner l'hospitalité, de la voir prendre place, chaque jour, à ma table. C'est une vanité de petit bourgeois, de croquant, de marchand de papier... C'est même une pure et gratuite insanité; car, enfin, Mlle de Nives n'est pas, que je sache, d'une grande naissance, elle n'a pas du tout de fortune ou si peu... Oui, oui, tout ce qu'on voudra. N'empêche qu'il me semble parfois que je reçois une reine, une princesse; et, dame! cette satisfaction-là, renouvelée tous les jours, c'est extrêmement agréable,.. tant qu'on n'est pas blasé.

— Alors, ni étonnement ni blâme?

— Bien au contraire!.. Certes, je suis loin de ces esprits paradoxaux ou de ces farceurs qui voient ou font semblant de voir une garantie de bonheur dans les... légèretés de la femme qu'on épouse. Au théâtre, on a marié souvent le repentir avec l'indulgence. Seulement, c'est le sixième acte que je voudrais bien voir : la vraie pièce commence après la chute du rideau. Car, s'il est très facile d'absoudre et de bénir, il doit être extraordinairement difficile d'oublier... Mais, outre qu'il y a des défaillances vénielles, on ne doit jamais se rendre sûrement malheureux par crainte d'un malheur incertain,.. improbable même, dans la plupart des cas. C'est la pire des... gribouillades.

M. Lehallier parla quelque temps sur ce ton. Mais Max, s'exagérant peut-être la sincérité des convictions affichées par son ami, ne put s'empêcher de faire, à part lui, cette réflexion, qu'il n'y a rien de tel que d'avoir épousé un ange authentique pour excuser allégre-

ment les jeunes filles de ne pas tenir un compte exact des plumes de leurs ailes,.. rien de tel, si ce n'est d'être soi-même un ange authentique, — ainsi que le prouvait l'indulgence de M[me] Lehallier. — Celle-ci, tout justement, rentra dans le salon au moment où M. de Pontvicq allait le quitter, pour retourner chez lui. Et, très vite :

— Je vous serre les mains, je vous adresse tous mes complimens, je... je vous remercie presque, tant je suis heureuse!

— Cela, par exemple, dit M. Lehallier, c'est le dernier mot de l'amitié, ou je ne m'y connais pas.

— Oui, reprit Aline, je vous remercierai, tout au moins, d'avoir choisi cette maison pour y célébrer vos fiançailles avec ma chère Simone. Et, pour vous en récompenser, je vous invite à venir nous voir tous les jours,.. à venir la voir, bien entendu... Je suis sûre que Francis ne me désavouera pas. Je suis sûre même que, si notre grand deuil était moins récent, il vous proposerait plus d'une fois de faire partie carrée et d'excursionner tous ensemble dans les environs... Enfin, contentez-vous de ce qu'on peut vous offrir, puisque c'est l'essentiel. A demain, n'est-ce pas?

VII.

M[me] Lehallier s'était montrée charitable en assignant au futur mari de Simone un rendez-vous à si bref délai. Elle sut l'être plus encore, car elle laissa les fiancés à eux-mêmes pendant les deux tiers, au moins, de chaque visite de M. de Pontvicq. — M[lle] de Nives étant majeure et pour ainsi dire sans famille, son amie estimait n'avoir aucun motif de contrarier ou de troubler des effusions si près de devenir tout à fait légitimes.

Le premier quartier de ces fiançailles, qui devaient, d'après les projets communs des intéressés, durer deux mois, s'écoula dans l'enchantement des libres tête-à-tête et des promenades à deux. Le Courtil, d'où un deuil sévère écartait les visiteurs, était un lieu béni pour ces sortes de conférences et d'évolutions : le vaste jardin, presque un parc, semblait un désert, dénudé qu'il était par l'approche de l'hiver; et le grand salon, toujours vide, offrait aux amoureux un sûr asile, pendant les journées pluvieuses. Aussi toute une quinzaine passa-t-elle sans que Max eût la moindre conscience du temps dépensé.

Certes, il était ravi de voir Simone, mais il était surtout ravi de l'entendre : il goûtait, plus que tout le reste, le charme de ces entretiens où il lui était donné de sentir l'esprit de la femme qu'il aimait presque à la hauteur du sien, la différence de niveau ne ré-

sultant que d'une inégalité de savoir. Simone savait beaucoup de choses, mais superficiellement, s'étant instruite elle-même, à la diable, sans se soucier des professeurs d'Aline; de toutes les questions intéressantes elle avait effleuré les crêtes sans fouiller le tréfonds d'aucune. Ce n'était pas une ignorante, et ce n'était pas une femme savante: elle était donc absolument adorable. Mais ce que Max admirait en elle, à l'égal de la beauté, de l'esprit même et de la dextérité d'esprit, c'était le tranquille dédain de ces superstitions féminines qui dressent comme une muraille entre deux intelligences de sexe différent et grâce auxquelles il n'y a jamais pénétration complète et réciproque. Il admirait... et quelquefois frémissait. Car on aime assez à voir sa femme entourée de mille petits remparts, qui, même lorsqu'on ne les juge pas des plus solides, ne figurent pas moins une défense imposante: cela n'empêche pas la reddition d'une place, mais cela peut arrêter l'ennemi, quelque temps. Et Max avait d'autant plus de raisons de se défier d'une trop grande simplicité dans la défense, que le premier feu avait fait brèche. Il est vrai que Simone s'était bien métamorphosée et qu'il la sentait, domptée, attendrie, dans sa main...

Bref, M. de Pontvicq se croyait encore au lendemain du baiser, quand Mlle de Nives lui révéla que, depuis plus d'une quinzaine qu'il venait au Courtil quotidiennement ou peu s'en fallait, des événemen graves avaient eu le temps de se produire. Mme de Talayrac, qui avait ressenti naguère un malaise assez vite dissipé, s'était alitée de nouveau, et allait vraisemblablement passer de vie à trépas en un très bref délai. Les dernières nouvelles étaient mauvaises; M. Lehallier avait reçu deux lettres: l'une de son beau-frère, l'autre du médecin de la baronne, et toutes deux concluaient à un danger de mort immédiat. Il s'apprêtait donc à prévenir Aline, avec tous les ménagemens possibles, de la funèbre similitude de leurs destinées, qui paraissait vouloir barrer ou embarrasser le seuil de leur bonheur à l'aide de deux cercueils. Et, le soir même peut-être, ils allaient partir; cette maison, décidément vouée au deuil, serait vide... Et elle, Simone, que ferait-elle?

— Si Aline et son mari s'en vont, dit-elle, je ne pourrai rester ici. D'un autre côté, si, conformément à toutes les prévisions et à toutes les vraisemblances, Mme de Talayrac est à la veille de mourir, j'ai le devoir de me rappeler ce qu'elle a été pour moi...

— Mais alors, interrompit M. de Pontvicq en pâlissant, vous...

— Oh! interrompit Simone à son tour, je sais, je sens, croyez-le bien, que ma place ne peut plus être au chevet de la baronne... Aussi ne ferai-je que l'embrasser. Il paraît, d'ailleurs, qu'elle a été transportée à Paris.

Quoique le nom même de Robert n'eût pas été prononcé, Robert était en tiers dans l'entretien.

— Votre désir, se hâta de reprendre Simone, est toujours que nous nous mariions à La Falconnière? C'est le mien pareillement. Mais il faut, de toute nécessité, que je fasse un séjour à Paris : petites obligations de famille et menus préparatifs. Après ce séjour, je reviendrai chez Aline, à moins que la santé de sa mère ne la retienne loin d'ici; mais alors, nous aviserons.

— Enfin, de toute manière, il faut nous dire adieu aujourd'hui même?

— Non pas. Le départ avant demain soir est improbable... Venez donc demain, pas trop tard : nous nous verrons encore, et vous saurez à quoi vous en tenir... En tout cas, s'il y a du nouveau, je vous ferai prévenir.

En regagnant La Falconnière dans sa voiture de chasse, attelée de son massif roussin, Max était passablement ténébreux et, en outre, assez mécontent de lui-même, non qu'il se sentît mal assuré de l'avenir, mais parce qu'il ne pouvait décidément pas s'affranchir de certains souvenirs, qui le jugulaient de plus en plus, à mesure qu'il se croyait mieux défendu contre eux, — exactement comme ces nœuds coulans qui vous étranglent d'autant plus fort que vous peinez davantage pour vous en défaire. — Il convient de dire, au reste, que le paysage, tout embrumé, nu et gris sous un ciel hivernal, était peu favorable aux riantes pensées, la veille surtout d'une séparation aussi malencontreuse que prématurée.

Néanmoins, le comte de Pontvicq n'avait guère la mine d'un heureux fiancé en franchissant la grille seigneuriale de son domaine.

Vers dix heures, le lendemain matin, comme il se promenait, en philosophant, le long d'une charmille haute de cinq ou six mètres, — ainsi qu'étaient les anciennes charmilles de Versailles, — il crut distinguer, au loin, à côté de la silhouette d'une femme de service, une autre silhouette, beaucoup plus patricienne, qui se découpait en lignes sombres sur la façade grise du château, momentanément éclairée par un rayon de soleil. La matinée annonçait une de ces belles journées, presque tièdes, de l'été de la Saint-Martin; mais l'atmosphère, à cette heure, manquait encore de transparence, et les yeux du châtelain, d'ailleurs distrait et préoccupé, n'étaient pas très sûrs à pareille distance. Toutefois, le doute n'était plus possible : Simone, accompagnée d'une femme du château, venait vers lui.

— Moi-même, dit-elle en lui tendant la main. Nous partons après le déjeuner. Vous nous auriez manqués, tous trois, car nous partons ensemble par le train de deux heures. Alors, sans rien dire à

Aline, qui, du reste, bouleversée, toujours en larmes depuis hier, n'avait pas l'esprit à m'entendre, je me suis bravement mise en route, de mon pied léger, pensant que vous seriez aise de me voir encore une fois, et que vous me trouveriez bien une carriole pour le retour... Tout près de dix grands kilomètres, monsieur, pour vous donner ma main à baiser... Qu'en dites-vous?

La taille prise dans une jaquette noire, les mains long-gantées, Simone se tenait droite et souriante devant le châtelain de La Falconnière, aussi émerveillé que surpris. Bien campée sur les talons bas de ses solides bottines de marche, lesquelles ne parvenaient point à enlaidir son pied mince et effilé, M[lle] de Nives attendait une parole de bienvenue, — qui se faisait un peu attendre. — De vrai, le premier étonnement passé, et aussi la première joie, Max n'était pas sans éprouver quelque déplaisir inconscient. Cette démarche lui paraissait peut-être trop osée, quoiqu'il reconnût fort bien que les circonstances la justifiaient... Enfin, il était à la fois enchanté, contrarié et légèrement embarrassé.

Simone, s'en apercevant, voulut retirer sa main.

— Ah ! non ! fit-il. Puisque vous êtes venue pour cela, c'est bien le moins...

Il cherchait une place où poser ses lèvres : le défaut du gant.

— Contentez-vous de cela, dit Simone en lui présentant sa main ouverte, dans la paume gantée de laquelle se voyait une étroite fente, mal fermée par trois boutons. C'est tout ce que je peux vous offrir... sans ôter mon gant, qui n'en finit pas, car ces boutons-là n'en marquent pas la fin, mais à peine le milieu. Ça monte jusqu'au... Tenez, jusque-là. Il faudrait retirer ma jaquette.

— Eh bien ! ôtez-la. Vous n'allez pas vous envoler, à peine posée...

— Hum ! je ne sais trop... Voulez-vous que je vous dise? Je trouve que vous avez manqué de... d'enthousiasme. Est-ce que je vous ai déplu? Est-ce que ma venue vous choque? Est-ce que vous êtes ennuyé à la pensée de ce que pourront dire les gens d'ici, ceux qui sont à votre service? et, par exemple, la femme qui m'a servi de guide?

— Quelle idée !.. Venez, venez. Car vous pensez bien que, si je vous demande de retirer vos gants et votre jaquette, dans l'espoir de vous retenir un peu plus longtemps, je n'ai pas la sauvagerie de vouloir vous garder dehors.

— Très joli, ce jardin à la française, dit Simone en regardant autour d'elle. Le dessin me rappelle le parterre français du petit Trianon... Ah ! par exemple, reprit-elle en levant les yeux vers la façade du château, voilà qui est bien XVII[e] siècle ! Est-ce assez

régulier, tranquille et solennel! Si vous saviez comme j'aime cela!.. en architecture, s'entend... ce qui n'est pas tourmenté, rococo, ni badigeonné, ni copié, tout ce qui est authentiquement noble, tout ce qui repose la vue et vous fait croire à l'éternité des choses!

Ses yeux, avivés déjà par une longue course matinale, brillaient d'un incomparable éclat.

— Tant mieux! fit Max en souriant. C'est donc bien conforme, tout cela, à vos fameuses visions?

— Étonnamment.

— Et... vous êtes sûre de pouvoir vivre votre rêve sans ennui, sans lassitude?

— Tout à fait sûre.

Elle le regarda en haussant doucement les épaules, puis reprit :

— Pauvre et incorrigible inquisiteur! Sachez donc être heureux sans arrière-pensée, puisque vous m'aimez et que ma vie désormais vous appartient... Mon âme n'est pas à double fond, allez! Même avant que je vous eusse révélé la seule chose que j'aie dû vous cacher, vous me connaissiez, comme me connaissent tous ceux qui se sont donné la peine de m'étudier, et mieux qu'eux, vu que je n'ai pas montré à tout le monde qu'il me reste un cœur et que je puis le donner. Mais, maintenant, où est le mystère, l'inconnu de ma personne morale?

Max avait rougi. Il prit le bras de Simone sous le sien et la conduisit jusqu'au perron du château.

— Entrez, dit-il. Vous êtes chez vous.

— Dire que c'est presque vrai! murmura Simone.

Et, bientôt, frappée d'admiration en présence du vestibule donnant sur le jardin, qu'elle n'avait pas vu lors de son unique visite à La Falconnière :

— Dieu! que c'est grand! s'écria-t-elle, malgré des dimensions médiocres. Voilà bien le triomphe de la noblesse et de l'harmonie dans les proportions!.. Dites, voulez-vous me faire visiter encore une fois?

Il la promena partout, dans toutes les pièces. Et ils arrivèrent à la bibliothèque, qui servait de cabinet de travail. C'était une vaste salle rectangulaire, dont les côtés longs étaient tapissés de livres du haut en bas, et qui prenait jour sur le jardin par deux fenêtres à petits carreaux.

— Tenez, dit Max en conduisant la jeune fille à l'une des fenêtres, vous qui aimez le Louis XIV, vous allez être contente. Ici, on en a mis ou laissé partout. Ces vitres mêmes datent du grand siècle. Oh! pas toutes. Tenez! celles-ci, celles qui sont à biseaux. Elles aussi sont du temps. Le biseau, pour votre gouverne, en matière de verre

à vitre, c'est presque un certificat d'authenticité... Et maintenant, votre main, pour la peine.

D'un seul coup, la jeune fille enleva l'un de ses gants, qui étaient de grands gants de Saxe, sans autres boutons que ceux du bas de la paume, et qu'elle portait très lâches par une coquetterie bien entendue. Il était inutile de retirer la jaquette pour les ôter, sinon pour les remettre.

— Voilà! fit-elle gracieusement en allongeant sa main.

Max admira quelque temps cette main impériale, qu'une bourgeoise n'eût peut-être pas trouvée à son goût, parce qu'elle n'avait rien d'exigu et s'éloignait fort du singulier idéal de petitesse qui veut que la main d'une femme ressemble à une patte de singe blanchie. Puis, après l'avoir longuement baisée :

— Voulez-vous me permettre de vous essayer une bague, qui sera votre bague de fiançailles,.. à moins qu'une autre ne vous plaise davantage?

Il alla au fond de la pièce et fit signe à Simone de le suivre. A l'unique muraille qui ne fût pas garnie de rayons et recouverte par les bouquins, un cabinet italien, incrusté d'ivoire jauni, était appuyé entre deux belles panoplies et deux grands canapés droits.

— Voici quelques-uns des bijoux dont je vous ai parlé, dit le jeune homme en faisant jouer le ressort d'un panneau.

Des bracelets très curieux, des bagues, des colliers, de longues épingles de tête, toutes sortes de parures, de colifichets précieux et surannés gisaient dans des tiroirs longtemps inviolés. Simone laissa échapper une exclamation admirative et plongea ses mains, avec une espèce de volupté bien féminine, dans ces hypogées de la bijouterie du grand siècle.

— Je gage,—dit-elle en ramenant une bague émaillée, qu'ornait une belle perle ronde, —je gage que cette bague est celle que vous me destinez ?

— Oui; la monture m'en a toujours paru charmante autant que rare. Si la perle est morte ou ternie, nous la ferons remplacer... Oh! l'anneau est un peu large. Mais cela peut s'arranger.

Ensuite, ils examinèrent ensemble des dentelles, plus belles que les bijoux, et que Max n'avait jamais regardées.

— Vous serez contente? demanda-t-il. Et, moyennant ces petites satisfactions jointes au plaisir d'être la châtelaine de La Falconnière, pur Louis XIV, vous savez! il vous sera facile d'oublier la vie de Paris, la vie de luxe et de plaisir, le monde, les fêtes, le mouvement, le bruit?.. Car nous ne serons pas assez riches pour nous mêler souvent à tout cela... Vous y avez bien réfléchi? Vous ne regretterez rien?

— Non, répondit Simone souriante. Et j'y aurai d'autant moins de mérite que tout cela ne représente pour moi qu'une variété du supplice de Tantale, un cauchemar de convoitise et de jalousie. Comment ne préférerais-je point mon joli, mon poétique rêve d'enfant, que vous avez, en magicien habile, su rappeler des limbes et dont vous m'offrez de me faire vous-même les honneurs,.. que dis-je ! où vous me promettez de vivre toujours avec moi?.. Ah! cher sorcier, que je vous aime !

Certes, ils venaient de s'envoler bien loin, les papillons noirs !.. Par un mouvement presque involontaire et très chaste, le front de la jeune fille s'était incliné vers Max, qui avait appliqué ses lèvres sur les boucles blondes offertes à son baiser. Simone eut le frisson d'amour qui secoue toujours une femme éprise aux premiers baisers, et qui dut donner à Max la certitude absolue de la tendresse passionnée qu'il avait inspirée. Puis, redoutant la griserie perfide de ces caresses en une pareille retraite, si éloignée des fâcheux, elle s'arracha à la périlleuse torpeur qui menaçait de l'envahir et regarda, sur la muraille, les belles panoplies, auxquelles le soleil montant arrachait, par intermittence, de bleuâtres étincelles, des éclairs d'acier, entremêlés de lueurs moins sinistres, dues aux reflets dorés ou argentés des manches et des coquilles.

— Oh ! le joli poignard à garde d'or !

— N'est-ce pas qu'il attire le regard?.. Imaginez-vous que, durant la période de mon découragement, je ne pouvais en détacher mes yeux.

— Quoi ! fit Simone en tremblant. Vous avez songé à vous tuer?

— Cela vous étonne ?

— Pas assez, répondit gravement la jeune fille.

Mais, tout aussitôt, elle reprit un air moins tragique en agitant sa tête comme pour la débarrasser d'un joug :

— Ne parlons pas de cela, ajouta-t-elle. C'est un sujet de conversation qui m'est particulièrement pénible. Vous savez un peu pourquoi : mon père... Et puis, on dit que c'est quelquefois héréditaire... Qu'est-ce que ces grimoires, précieusement encadrés?

Au-dessous de chacune des panoplies, dans un cadre d'ébène sculptée, il y avait une feuille manuscrite, toute jaunie et maculée.

— Ce sont de royaux autographes, répondit Max. L'un, de Louis XIII, à Renauld des Arbres, seigneur de Pontvicq-en-Forez; l'autre, de Louis XIV à Maximilien des Arbres, comte de Pontvicq, seigneur de Saint-Martin-d'Anjou, La Falconnière et autres lieux... Toujours la manie d'arrondir les phrases !

— Vous ne paraissez pas fort entiché de votre noblesse?

— Ma foi ! non, — fit M. de Pontvicq, en haussant les épaules et en souriant avec dédain. — Et pourtant, quand on y songe, on est tenté de se demander s'il n'y avait pas là une de ces superstitions faute desquelles les peuples auront grand mal à vivre. Il en est peut-être de cela comme de l'autorité monarchique, comme de la croyance en Dieu, comme de toutes les croyances : c'est faux ou mal établi, mais indispensable. Il n'y a pas d'armée sans drapeau, et le drapeau n'est pas seulement un emblème : c'est une fiction... Qu'en pensez-vous ?

— Je pense comme vous. Mais, est-ce que vous ne croyez pas que chacun peut se créer une fiction à son gré ?.. Et, par exemple, incarner le devoir dans l'amour, ou substituer le respect de soi-même à des fétiches vieillis ?

Mlle de Nives venait de répondre à la pensée de son interlocuteur, à sa véritable pensée, qu'il n'avait point formulée.

— On peut toujours essayer, dit-il avec une sorte de brusquerie. Mais, en attendant, promettez-moi que vous m'écrirez.

— Tous les jours, si vous voulez...

— Et que vos lettres seront bien le journal exact de votre vie ; mieux que cela : le décalque de vos pensées.

— Je le jure !.. Et je m'en vais. Adieu !.. Au revoir !

Elle lui tendait les deux mains.

— Attendez ! Je vais faire atteler mon bidet. Et mon garde, qui est aussi mon cocher, vous conduira.

— C'est juste. J'oubliais que je suis venue à pied. Faites.

Pendant qu'on attelait, ils se promenèrent encore ensemble à travers le château, Simone toujours admirant, Max rendu à son habituelle mélancolie d'attitude par la perspective de la séparation si proche et si indéterminée dans sa durée, mais surtout par une crainte inexprimée, inexprimable, et qui était comme la pudeur de son affection. A la fin, il n'y résista plus ; et, au moment où il aidait Simone à escalader la roue de la charrette, il lui glissa ces mots dans l'oreille :

— Tout, vous entendez ? vous mentionnerez tout,.. même le nom de Robert, et ses paroles, s'il vous parle, et ses actes, s'il agit.

— Tout, dit sérieusement la jeune fille, en adressant un geste affectueux au châtelain.

Dans ce geste, il parut à Max que le château était englobé, qu'on associait l'immeuble au bénéfice de cette suprême démonstration d'amitié. — Car c'était bien là le second point douloureux de ses doutes. Il avait à peu près triomphé du passé. Mais l'avenir, ce géant sans contours fixes, qui s'arrête on ne sait où, l'opprimait de son ombre indécise. Il était aimé de Simone, soit ! Mais Simone ne voyait-elle pas en lui un épouseur, plutôt encore qu'un fiancé ?..

Et alors, combien de temps l'aimerait-elle? Peut-être se trompait-elle de bonne foi. Mais comment douter qu'elle eût été influencée, peu ou prou, par les avantages matériels de l'union qui s'offrait à elle après une première déception, après une campagne avortée? Le domaine était à son goût; elle s'en était assurée: elle l'avait visité et revisité comme si elle eût eu mission d'en faire la prisée... Pourquoi faut-il que la curiosité des femmes les rende si souvent pareilles aux huissiers et aux experts? On dirait qu'elles s'ingénient à vous remettre sans cesse en défiance de leur sincérité, afin que jamais vous ne puissiez vous vanter de les avoir pénétrées tout entières... Ces visites domiciliaires avaient dû la convaincre, après tout, que le pis-aller était sortable!

Un pis-aller! Ce mot, cette idée heurta le bon sens de Max, qui s'égarait, et le remit dans le droit chemin. On n'accepte un pis-aller que quand on a perdu tout espoir d'un sort meilleur. Or, la mère de Robert, seul obstacle au mariage du jeune baron, était mourante : ce n'eût pas été le moment pour Simone de quitter la partie... Mais l'avait-elle quittée franchement, ou n'avait-elle voulu que s'assurer une proie facile pour le cas où un plus riche butin, longtemps convoité, lui échapperait sans retour? Et, même dans l'hypothèse d'une sincérité parfaite, absolue, y avait-elle eu beaucoup de mérite, si elle savait à quoi s'en tenir sur la légèreté de Robert, sur sa logique d'incrédule et son indépendance de bon vivant, qui lui défendaient également les folies sans remède?

Oh! Max connaissait son ami, et il ne croyait guère à ses dispositions matrimoniales. Maintes fois, il l'avait entendu exposer des théories d'après lesquelles un homme ne doit se marier que pour faire souche, ou perpétuer son nom quand il en a le culte, et sans aucun souci d'amour ou de sympathie morale, le mariage ne pouvant se justifier qu'au point de vue de la progéniture. Selon l'évangile de M. de Talayrac, rien de ce qui est étranger à la reproduction de la race ne devrait entrer en ligne de compte lorsqu'il s'agit de prendre femme, parce que, hors de cet ordre d'idées, le mariage est un non-sens ou une affaire. On n'a pas besoin de s'épouser pour s'aimer, et même il est impossible de s'aimer longtemps après qu'on s'est épousé; mais on ne peut pas avoir des enfans légitimes sans l'accomplissement préalable de cette formalité : donc, quiconque veut être père doit s'y résigner. Car ce n'est pas être père que d'avoir des bâtards, l'orgueil de la paternité vous étant interdit... Or, le baron de Talayrac prétendait que ce genre d'orgueil n'aurait jamais de prise sur son âme.

Il semblait à M. de Pontvicq qu'il conversait encore avec son ami. Et c'était pour lui un sujet d'étonnement que d'avoir à constater qu'il ne haïssait pas davantage ce rival qui lui avait, par

avance, sapé son bonheur. — La vérité, c'est qu'il l'avait beaucoup aimé; quelque chose en restait. On ne vit pas impunément avec un homme, dans une intimité volontaire, durant des années : on garde le souvenir attendri des confidences échangées, des causeries, des disputes même, qui souvent vous ont profité en vous éclairant. On garde aussi l'empreinte de cette pensée familière, qui parfois se substitue à votre propre pensée, quand celle-ci abdique ou sommeille. L'affection qu'on croyait abolie renaît alors par suite d'un élémentaire raisonnement : détester l'homme qu'on a si bien connu qu'on peut lui emprunter inconsciemment quelques-unes de ses idées, ce serait détester une part de soi-même. Et on absout des torts plus graves que ceux de M. de Talayrac, — qui, à tout prendre, n'en avait pas eu de personnels envers son ami Max. — Voilà qui explique la grande indulgence à laquelle M. de Pontvicq se sentait glisser et aussi la grande amertume de ses réflexions présentes.

Il partageait le scepticisme de Robert, quoiqu'il eût l'incroyance moins fringante et moins joviale. Comme Robert, il estimait que seule la démangeaison d'être père pouvait constituer une valable excuse au mariage. Or, il ne se souciait mie de la paternité. Dès lors, qu'allait-il faire dans cette galère, avec des risques inéluctables ou éminens?.. Mais il aimait Simone, et, n'ayant pu songer à la prendre pour maîtresse, surtout depuis qu'elle s'était offerte à lui, il n'avait qu'à subir cette destinée conjugale ou à attendre qu'un hasard ou une perfidie l'en affranchît. Peut-être n'attendrait-il pas longtemps.

En tout cas, Mlle de Nives ne tarda guère à lui donner signe de vie. Une première lettre d'elle, très simple et très affectueuse, vint lui confirmer les nouvelles alarmantes qu'on lui avait communiquées touchant la santé de la baronne de Talayrac. Celle-ci était au plus mal, en son hôtel de l'avenue d'Iéna. La solitude relative qui s'était faite autour d'elle, aussitôt après le départ de ses deux enfans et de Simone, lui avait porté un coup fatal, contre lequel vainement elle avait essayé de réagir. La plupart de ses anciens fidèles, — qui étaient surtout des fidèles de Robert et de Simone, — avaient renoncé à fréquenter La Baronnie, quand ils l'y avaient vue seule et attristée; leur abandon, après les défections imprévues de ses enfans, la privait du suprême intérêt de son existence, qui était de grouper et de retenir autour d'elle une société jeune et remuante : elle se mourait d'ennui. — Une seconde lettre, plus laconique, apprit à Max que la baronne était morte et qu'on l'enterrerait tel jour, à telle heure.

Il hésita longtemps à partir. Mais il ne partit pas, se contentant

d'envoyer collectivement à Robert et à Aline quelques phrases de condoléance et de sympathie.

Et puis, un grand silence se fit dans sa vie, comme une pause ou un sommeil pendant lequel il lui sembla que son sort était en suspens, que le destin lui accordait une trêve, prélude peut-être d'un grand orage ou d'une libération définitive. Il ne pensa presque plus, jusqu'au jour où une nouvelle lettre de Simone lui annonça le retour des hôtes du Courtil, y compris elle-même, qu'Aline et son mari tenaient à y ramener avec eux. Alors seulement, il se demanda pourquoi la jeune fille, oublieuse de sa promesse, ne lui avait pas écrit plus souvent, de façon plus complète et surtout plus franche. Car elle n'avait pas une fois parlé de Robert; et, selon toute vraisemblance, elle l'avait vu et s'était entretenue avec lui plus d'une fois.

Mlle de Nives vint en personne, aussitôt après son retour, exposer à Max les motifs de cette abstention.

Robert de Talayrac, la rencontrant au chevet de sa mère mourante, l'avait traitée avec une si affectueuse et si grave estime qu'elle avait compris tout de suite qu'il persistait à voir en elle la future baronne de Talayrac. En outre, le jour même de sa mort, Mme de Talayrac, comme mue par un tardif scrupule de conscience ou par le souci d'accomplir un acte important, l'avait appelée près de son lit et lui avait désigné Robert du regard, en essayant un geste de la moins paralysée de ses deux mains, et en commençant un signe de tête qui marquait l'acquiescement. L'intention était claire. Robert s'en était autorisé pour venir, à quelques jours de là, chez Simone, et pour lui offrir son nom. Elle avait décliné l'offre et donné franchement les raisons de son refus, disant qu'elle était décidée à épouser M. de Pontvicq. Sur quoi Robert lui avait demandé s'il n'y avait pas eu à son revirement d'autre cause déterminante, si elle n'avait pas éprouvé d'aversion pour lui. Et, après une réponse formulée par elle avec toute la douceur et tous les ménagemens possibles, il s'était retiré sans rien dire. — C'étaient là des choses difficiles à narrer par écrit sans risquer de mettre martel en tête à celui qu'elles intéressaient à un si haut point. Voilà pourquoi Simone n'avait pas recouru plus souvent aux épanchemens épistolaires. Mais ces choses, qu'il était malaisé d'exprimer à distance, il devenait facile de les raconter oralement, car le retour de la jeune fille était un corollaire assez éloquent pour qu'on ne mît pas en doute l'exactitude de son récit.

Quand elle eut achevé, Max la remercia avec effusion. Et sa reconnaissance n'était ni feinte ni outrée. Car Simone venait de lui enlever un de ses doutes les plus cuisans. Dès l'instant, en effet,

qu'elle avait repoussé la main de Robert de Talayrac, riche désormais et indépendant, riche à l'égal peut-être des hauts barons ou des nababs de la finance, et plus solidement qu'eux, il fallait bien s'incliner devant la sincérité de la jeune fille et saluer son désintéressement.

— Vous fixerez vous-même l'époque de notre mariage, — lui dit M. de Pontvicq en manière de conclusion, et quand il eut épuisé toutes les formules de la gratitude et de la passion.

— Mon vœu, répliqua Simone, est, bien entendu, que nous nous mariions le plus tôt possible. Mais je ne dois pas oublier que l'un de mes deux témoins, déjà choisis tous deux, est le mari d'Aline, et je veux d'ailleurs que mon amie puisse assister à mon mariage, qui aura été un peu son œuvre, y assister autrement que tout en pleurs...

— Que votre volonté soit faite! J'attendrai donc vos ordres.

— Venez plutôt les prendre... tous les jours.

VIII.

On était à l'entrée de l'hiver, d'un hiver pluvieux, sans gel ni soleil ; la nuit venait donc de bonne heure, fuligineuse et sinistre, s'abattant sur les mornes campagnes comme un voile de deuil. Max, au retour de ses courses presque quotidiennes à Segré (où M. et M[me] Leballier s'étaient retirés pour la saison avec Simone), trouvait, dans la bibliothèque, un grand feu et, sur sa table de travail, une lampe qui brûlait en l'attendant. — Mais ce qu'il n'avait pas encore trouvé, en rentrant dans sa bibliothèque, c'était quelqu'un qui l'y attendît. Et c'est pourtant ce qui lui arriva, certain jour qu'il revenait plus tard qu'à l'ordinaire.

Il n'y avait guère plus de trois semaines qu'il avait reçu la visite de Simone et qu'il avait repris la douce, mais énervante habitude de voir sa fiancée au moins une fois par quarante-huit heures. Le matin même, les deux jeunes gens et leurs hôtes étaient tombés d'accord pour fixer la date du mariage au commencement du mois suivant. M. de Pontvicq revenait donc chez lui, plus allègre ou moins morose que les jours précédens. Non-seulement il ressentait la satisfaction particulière qui, le plus souvent, découle des résolutions précises, mais il avait enfin l'impression que l'orientation de sa vie était définitive, qu'aucun revirement de Simone ou de lui-même, aucun caprice du hasard, — sauf la mort, — ne pouvait plus rien changer à cette certitude péniblement acquise. Jusque-là, à travers des alternatives d'enchantement et de défaillance, marquées par les heures de réunion et par celles de solitude, il lui avait semblé que son mariage était à la merci d'un souffle, d'un monosyllabe tardivement

murmuré, et qui rétracterait, à la dernière heure, les promesses échangées. De qui émanerait la rétractation? de lui ou de Simone? ou de tous deux ensemble? Il n'en savait rien. Quel événement provoquerait cette sorte d'apostasie *in extremis?* Il ne le savait pas davantage. Un tiers n'interviendrait-il pas dans la rupture du pacte? Sur ce point, il croyait bien savoir à quoi s'en tenir, depuis qu'il avait appris la nouvelle démarche de Robert auprès de Simone. Mais le temps passait, et rien ne venait ni qui que ce fût.

Néanmoins, le jeune homme ne mit pas en doute, quand on lui dit que quelqu'un l'attendait dans la bibliothèque, que ce quelqu'un-là ne fût M. de Talayrac en personne.

— Robert! murmura-t-il. Je l'attendais.

Et, sans empressement, il s'achemina vers la bibliothèque, en traversant les solitudes du château, éclairées çà et là par quelques primitifs quinquets.

Le baron de Talayrac, la tête dans les mains, était assis près de la haute cheminée de campan vert, dont l'âtre blasonné et rougeoyant lui faisait une fantastique auréole. Dès qu'il entendit la porte s'ouvrir, il se leva, développant sa puissante stature et, les bras croisés, très calme :

— Dis-moi donc, Max, ne te souvient-il plus de tes dernières paroles? Épouse-la, disais-tu, je t'en défie!... Eh bien! mais, il me semble que je fais ce que je peux pour l'épouser, et que toi seul m'empêches d'y parvenir. Est-ce là jouer franc jeu? Singulière logique, en tout cas : tu me défies d'épouser, et... tu épouses!

— Tu oublies, répondit M. de Pontvicq, que, lors de ce défi, inspiré par une terrible rancœur et prononcé dans la colère, je doutais...

— De quoi? demanda froidement M. de Talayrac en voyant son interlocuteur hésiter.

— De la pureté de Simone.

— Et maintenant?

Le baron articula sa question avec une ironie méprisante, impitoyable, qui mit tout aussitôt en ébullition les sentimens et les idées de son hôte, beaucoup plus nerveux et plus impressionnable que lui-même.

— Vous savez bien, dit Max avec un sifflement dans la voix, vous savez bien que, maintenant, je suis prêt à lui donner mon nom.

— Oh! — fit M. de Talayrac, toujours tranquille d'aspect, mais dont les doigts commençaient à s'agiter en tambourinant sur son bras, — tu renonces à me tutoyer! Finirons-nous donc par nous entr'égorger?

Max l'attira violemment dans le cercle lumineux marqué par la

lampe dans le voisinage de la table, et lui jeta ce seul mot à la figure :

— Peut-être !

Mais il s'apaisa, pour ajouter :

— Ce sera d'une idiotie superlative et d'une simplicité aussi banale que sanguinaire... Néanmoins, s'il te paraît que ce soit l'unique solution possible, ne nous mettons pas en frais d'imagination. Après tout, la vie est assez bête...

— L'unique solution ? fit Robert en interrompant. Non pas ! Il y en a une autre, et qui mérite la préférence... Laisse-moi le champ libre. Demain, je me rends chez ma sœur ; j'y vois Simone ; je tâche de reprendre mon ascendant sur elle... Bon ! Je t'entends : j'échoue. N'ai-je pas échoué déjà ? C'est vrai ; seulement, il m'est permis d'admettre que Simone ne se croyait plus le droit de disposer d'elle-même, en dernier lieu... d'en disposer une troisième fois ; que j'ai été libre trop tard, c'est-à-dire lorsqu'elle ne l'était plus... Enfin, soit ! j'échoue encore... Mais alors, tu interviens en montrant de la tiédeur ou des répugnances fondées sur... sur les souvenirs qu'a réveillés en toi ma présence. Et, si Mlle de Nives cède à mes instances nouvelles, si elle consent à devenir la baronne de Talayrac, comme elle l'a jadis ambitionné, tu seras débarrassé d'une rude angoisse, conviens-en !

Il avait déjà changé de ton, et, sa voix se faisant presque douce, il continua, en appuyant, par une vieille habitude, ses deux mains sur les épaules de son ancien ami :

— Car tu n'es pas heureux, mon pauvre Max, et tu ne le seras jamais, crois-moi.

M. de Pontvicq baissa la tête, pour éviter le regard qu'il sentait, amical et tyrannique, à la recherche du point faible de son âme. Mais il ne repoussa pas les mains qui s'appesantissaient sur lui.

— Non, reprit M. de Talayrac, tu ne seras pas heureux, parce que tu es un sentimental et, en même temps, un incrédule ; parce que, chez toi, la raison s'acharne à démolir ce que le cœur a bâti ; parce que tu as trop de sensibilité pour ne pas aspirer à l'amour absolu et trop de sens critique pour y croire... Ce qui fait que tu douteras toujours, pour peu que tu aies des motifs de douter. Et tu en as.

— Tu veux dire que j'en avais.

— Tu en as, fit Robert en insistant.

Cette fois, son regard réussit à rencontrer celui de son interlocuteur.

— Voyons, dit Max, en se dérobant enfin au contact pesant qui

l'oppressait, si tu as quelque chose à m'apprendre, à me révéler, finis-en! Je ne te demande pas d'être généreux, mais d'être honnête... Seulement, je te préviens que les aveux de Simone ont été complets... Ainsi ne te flatte pas...

— Là! tu vois bien que tu trembles encore à la pensée que tu ne sais pas tout!

— Parle donc tout de suite, puisque tu es venu pour cela!

M. de Talayrac, à présent, regardait Max avec une sardonique et inquiétante fixité, comme s'il eût joui silencieusement du désarroi moral et du redoublement d'angoisse qu'il infligeait à son infortuné rival. Puis, l'expression de sa belle et virile figure redevint affectueuse ou compatissante.

— Non, mon cher, dit-il, je n'ai rien à t'apprendre que tu ne saches, rien à te raconter outre ce que tu sais... ou peu de chose. J'ai voulu simplement te prouver que tu n'es pas sûr de toi-même et de ta foi, que tu n'es pas maître des secrets mouvemens de ton âme, et que, par conséquent, tu t'apprêtes à me rendre très malheureux, sans avoir l'excuse d'assurer ton propre bonheur.

Max respira longuement, soulagé.

— De sorte que tu me demandes, tout uniment, de te céder ma place?

— Pardon! de me rendre celle que tu as usurpée sur moi.

— Et toi, tu es sûr d'être heureux, n'est-ce pas?

— Oh! moi, je ne crois pas au bonheur par l'amour. Le bonheur n'existe que dans la paix, dont l'amour est la négation. Mais je suis bien obligé de croire, puisque je l'expérimente, que le malheur, ou quelque chose de fort approchant, peut dériver d'une passion inassouvie,.. surtout quand cette passion a été longtemps surexcitée par l'espoir... et par certains encouragemens, très directs.

— Encore! s'écria Max, de nouveau sombre et irrité.

— Eh! oui, encore, puisqu'il faut t'ouvrir les yeux par la force, puisque tu t'obstines à vouloir effacer l'ineffaçable, et sans même recourir au sang, qui est pourtant, dit-on, la seule eau lustrale que la nature ait mise à notre portée!.. Tu sais, mon cher, que je ne suis point spiritualiste. Eh bien! malgré cela, ou à cause de cela peut-être, je crois fermement que les caresses laissent des traces indélébiles, in-dé-lé-biles, entends-tu bien? aux yeux de tous ceux qui aiment avec leur imagination en même temps qu'avec leurs sens, c'est-à-dire aux yeux de la plupart des amans. L'amour est une fantasmagorie où l'on voit souvent ce qui n'existe pas, mais où l'on voit surtout ce qu'on ne voudrait point voir. Je crois donc qu'il n'est pas au pouvoir d'une jeune fille, en essuyant ses lèvres, de les purifier, non plus qu'au pouvoir d'une femme de se reprendre

tout entière quand elle s'est une fois donnée... Pour moi, c'est identique, parce qu'il n'y a de différence que du plus au moins; don intégral ou don partiel, celle qui a livré quelque chose d'elle-même est irrémissiblement diminuée, amoindrie, souillée pour quiconque, l'aimant, aura eu connaissance de ses faiblesses ou de ses abandons... sans en avoir profité. Et, plus l'amour tend à se spiritualiser, plus l'impression devient douloureuse et profonde, parce que l'idée, qui est souvent primée par le fait, dans l'ordre des sensations passionnelles, l'aggrave et l'exagère, en revanche, jusqu'aux proportions les plus chimériques... Si tu ne savais rien, remarque-le, je ne serais pas ici; j'aurais été cuver au loin ma passion et mon désespoir : la délicatesse conventionnelle qui fait loi en ces matières, m'eût commandé de laisser Simone à la perpétration de ses petites intrigues. Mais tu sais, tu sais tout,.. tu sais qu'elle m'a aimé, qu'elle me l'a dit, que je l'ai tenue dix fois, cent fois dans mes bras, que sa bouche...

— Assez, assez ! cria Max haletant. Battons-nous, et que l'un de nous deux disparaisse !

— Ça, je le veux bien, d'abord parce que c'est conforme à mon tempérament, et ensuite parce que, le premier, je te l'ai plus ou moins proposé... Mais ce n'est pourtant pas dans l'intention de te soumettre des plans de bataille que je me suis transporté chez toi. Réflexions faites, je pense, comme toi, que ces égorgemens mutuels,.. ou qui ne le sont pas toujours assez pour la justice des choses et pour la loyauté de l'un des combattans, ont, en outre, le tort grave de remédier d'autant moins aux situations difficiles que celles-ci le sont davantage... En somme, ton honneur et le mien sont hors de cause. Il n'y a pas eu de félonie de ma part, puisque le bénéfice de la priorité m'appartenait sans conteste. Je n'ai même pas grand'chose à me reprocher envers Simone, car, outre qu'elle a mis, — je puis le dire après elle, — toute la bonne volonté possible à se compromettre, j'étais arrivé assez vite à envisager le mariage comme la condition nécessaire de ma félicité... Peut-être serais-je en droit de te reprocher, à toi, un manque de franchise, qui t'a permis d'aller longtemps sur mes brisées et de gagner la sympathie de Simone sans que je fusse suffisamment averti et sur mes gardes... Mais je passe condamnation là-dessus. Donc, aucun reproche, de part ni d'autre, et aucune injure à venger... Des griefs pour ainsi dire impersonnels, rien de plus. Maintenant, considère, je te prie, que le survivant de notre petite tuerie, si décidément nous nous y résignons, n'aura pas la partie belle avec Simone. Si c'est moi, elle me repoussera, bien entendu, avec horreur ; si c'est toi, je crois que, mort, je te gênerai encore plus que vivant,.. en admettant que Simone t'épouse, ce qui ne me paraît pas certain, car

le sang n'est pas d'un heureux effet ni d'un bon présage sur une robe de mariée... Et c'est à cela que je voulais venir. Les situations comme la nôtre ne peuvent être tranchées à coups d'épée ou autrement; mais elles peuvent être dénouées. Dénouons, mon cher.

— Et quel dénoûment as-tu préparé ou entrevu, industrieux amant?

— Celui que je te proposais il n'y a qu'un instant. Si Mlle de Nives, repoussée ou ajournée par toi, sous le prétexte, plus que plausible et qui sera peut-être une belle et bonne vérité, des inquiétudes et des scrupules qu'a suscités en toi ma réapparition, ma rentrée en scène, si Mlle de Nives consent à m'épouser, tu la perdras; mais, en la perdant, tu sauras du moins que tu ne perds pas le bonheur, car tu auras acquis la preuve que son amour est fragile comme ses rigueurs sont capricieuses.

— Et toi, tu lui donneras alors ton nom, bravement?

— Moi, je suis un perverti : je l'aime comme elle est... Si c'était une jeune fille moralement pareille aux autres, je n'aurais peut-être pas deux fois tourné la tête pour la regarder,.. quoiqu'elle soit belle, avec ses traits réguliers et fins, ses yeux sans fond, son teint immuable... Ah! voilà bien ce qui m'a séduit : le contraste du physique avec le moral, d'abord; cette mobilité, cette variabilité infinie des sentiments et des idées, que revêt une enveloppe d'impassible beauté; puis, l'opposition saisissante entre ce type de perfection fixe, tranquille, d'une sérénité qui donne confiance en sa durée, et tous ces minois chiffonnés, fragiles, de carnation changeante, aux traits heurtés et incertains, où le sourire confine toujours à la grimace, où le nez se fronce, les yeux se brident, les lèvres se plissent... Ah! qu'on est bête... ou philosophe, quand on proclame le charme supérieur des visages irréguliers!

— C'est pour me détourner de Simone, sans doute, fit observer railleusement M. de Pontvicq, que tu t'étends avec cette complaisance sur ses attraits les moins discutés?

— Non; c'est pour te montrer que je l'aime vraiment, sachant pourquoi je l'aime,.. et l'aimant sans illusion. Quant au bonheur par l'amour, je n'y crois pas, je te l'ai dit... Du reste, je ne suis pas heureux, et je suis amoureux. Donc, si je ne fais que changer de tourment, je ne puis perdre au change. Et, pour ce qui est de la fidélité,.. nous verrons!

M. de Pontvicq était désormais sans colère. Il réfléchissait.

— Soit! dit-il tout à coup en relevant la tête. J'accepte l'épreuve,.. mais j'en modifie quelque peu les conditions. Je ne puis revenir sur ce que j'ai dit à Simone; encore moins reprendre ma parole. Aussi bien les craintes que tu me supposes sont-elles de ton invention,.. sinon quelques incertitudes, que je confesse et que je n'ai

pas cachées à Mlle de Nives... Mais ce que je puis faire, par suite de ce que tu appelles ta rentrée en scène, et surtout par suite de circonstances nouvelles, c'est, en m'appuyant sur le caractère spécial d'une situation embarrassante, que je n'ai pas créée, rendre toute sa liberté d'action à celle que nous aimons tous deux, à celle qui s'était engagée envers toi avant de s'engager envers moi, à celle enfin qui a pu se trouver inopinément en demeure de choisir entre nous, alors que son choix n'était plus libre... Tiens, ce que je puis faire, le voici...

Tout en parlant, il s'était assis devant sa table, et déjà il écrivait. Quand il eut fini :

— Lis, dit-il.

Et M. de Talayrac lut à mi-voix l'épître suivante :

« Robert est ici, chez moi. Demain, il sera près de vous, pour vous assurer encore une fois qu'il est prêt à vous épouser, vous aimant toujours, n'ayant jamais cessé de vous aimer. A la vérité, vous lui avez déjà répondu. Mais il prétend, non sans quelque apparence de raison, hélas! que vous n'étiez plus libre de répondre autrement que vous l'avez fait, lorsque, après la mort de sa mère, qui lui donnait toute indépendance, même morale (puisque la mourante a paru ratifier enfin le choix de son fils), il s'est présenté à vous pour vous renouveler l'expression de sa constance et de sa tendresse passionnée.

« Eh bien! je veux vous rendre la pleine et entière possession de vous-même, de votre personne, de votre volonté. Je vous délie de tout engagement envers moi, *sans vouloir en rien me libérer moi-même*. Prononcez donc en toute liberté, en toute sécurité aussi; il n'y a même aucune querelle sanglante à redouter : je vous en donne ici, très formellement, ma parole d'honneur.

« Quand tout aura été dit de vous à Robert, un mot de vous à moi suffira; mais je demande que ce soit un mot *écrit*, s'il m'est défavorable, car, en ce cas, je préfère ne pas vous revoir. Vous le comprendrez.

« PONTVICQ.

« *P.-S.* — Si je m'abstiens de toute argumentation, c'est que Robert se chargera de plaider pour lui-même, et que je ne veux pas le moins du monde plaider ma propre cause, qui, en définitive, n'est peut-être pas bonne. La réfutation de ce qu'on vous dira, c'est votre cœur seul qui doit vous la suggérer; ou alors, il n'y a pas de réfutation possible. »

— Qu'en dis-tu?

— C'est loyal.

— N'est-ce pas?.. Voilà donc à quoi je m'engage. Et toi?

— Moi, je prends l'engagement de ne jamais me trouver volontairement sur ta route, non plus que sur celle de Simone, si tu l'emportes décidément.

— Bon. Cela me suffit.

— Non. Ce n'est pas assez : je m'engage à m'expatrier. L'Amérique, qui est d'ailleurs un peu mon pays, car on est toujours du pays de sa mère, me consolera peut-être du vieux monde.

— Ce sera mieux encore. Quant à moi, je suis ici tout enterré... Maintenant, je vais faire porter cette lettre à Segré par un exprès. Dès demain matin, tu pourras te présenter. Adieu!

Le baron de Talayrac fit deux ou trois pas vers la porte. Mais, se retournant :

— Max, dit-il, ne nous donnerons-nous pas la main, avant de nous quitter pour ne plus nous revoir?

— Non, fit M. de Pontvicq en secouant la tête. Et, si tu aimais Simone comme je l'aime...

— Je l'aime autrement, mais autant... Enfin, ce sera comme il te plaira. Adieu!

M. de Pontvicq appela quelqu'un, donna l'ordre d'accompagner son ancien ami; et, quand il eut entendu le pas solide du baron résonner au-dessous de la bibliothèque, sur les dalles du vestibule, dans le silence de la nuit et la solitude du château, il se laissa aller avec découragement au fond d'un fauteuil. Il n'avait jamais si bien compris que la tâche qu'il avait entreprise était celle d'un nouveau Sisyphe : le rocher retombait sans cesse sur son cœur.

Longtemps il avait cru que l'incertitude du passé de Simone serait seule à l'inquiéter ou l'inquiéterait plus que tout le reste. Mais ce passé n'avait plus de mystère pour lui; et, si quelque point en fût, jusqu'à ce jour, demeuré dans l'ombre, sur quoi le doute eût pu s'appuyer encore, la persistance de Robert à vouloir épouser Simone était une preuve irréfutable de la sincérité de celle-ci. Un homme comme Robert de Talayrac n'épouse pas sa maîtresse, — surtout quand elle l'en tient quitte. Tandis que ce sont précisément les hommes de ce tempérament et de ce caractère qui s'entêtent à conquérir, coûte que coûte, la femme qu'ils aiment ou désirent et qu'ils n'ont pu posséder. — Était-ce donc l'avenir qui l'inquiétait? Un peu, sans doute. Mais il en était encore, toujours au passé. Il revoyait toujours Simone entre les bras de Robert, sinon pâmée, du moins complaisamment passive sous les baisers ardens et libertins du jeune homme. Et il sentait que rien, rien

n'effacerait cette vision de sa mémoire tant que l'amour vivrait dans son cœur... Robert avait raison : l'amour spiritualisé est plus jaloux que l'autre, plus jaloux du corps, et, par surcroît, jaloux de l'âme. Il veut une pureté absolue, sans tache, sans empreinte ; l'absence de flétrissure ne lui suffit même pas ; il lui faut quelque chose de non terni, de non effleuré, fût-ce par un souffle, un souffle humain, du moins : comme est le névé d'une cime alpestre ou un miroir neuf. Faute de quoi, un tel amour peut bien vivre, mais non, tant qu'il vivra, cesser de souffrir. Et c'est là qu'apparaît l'étrange naïveté des bénisseurs, des rédempteurs, de tous les débitans d'absolutions matrimoniales, ainsi que l'imbécillité de cette philosophie lustrale : plus l'amour est élevé (et il faut qu'il le soit pour s'affranchir du préjugé), moins il est capable du genre de sacrifice qu'on prétend lui imposer. C'est à peu près comme si l'on demandait à une personne qu'enchante le craquement d'une neige vierge sous ses pas, de continuer sa promenade avec le même agrément quand elle s'aperçoit qu'on a marché avant elle dans le chemin ; n'y eût-il de boue nulle part, si la neige a été foulée, l'impression, toute de raffinement, n'est plus la même, le plaisir est gâté. Quant à faire abstraction des traces relevées çà et là, pour ne voir que la blancheur encore éclatante du sol, la voilà bien, la tâche renouvelée du mythe de Sisyphe ! A mesure qu'on avance et que les empreintes deviennent plus rares, celles qu'on a laissées derrière soi paraissent se multiplier dans votre souvenir ; elles encombrent petit à petit la mémoire et finissent par halluciner le regard, qui croit, dès lors, en percevoir partout, en avant comme en arrière...

— Ah ! oui, il avait raison, Robert !.. Quelle différence essentielle existe donc, au point de vue imaginatif, entre les défaillances incomplètes et le complet abandon ? Celui-ci laisse-t-il, en général, plus de traces que celles-là ? Ce qui est passé n'est-il pas matériellement inexistant ? Et, si l'on a peur de toujours revoir, en esprit, la chute, pourquoi ne craindrait-on pas de revoir, tout de même, le faux pas ? — La vision, le cauchemar est moins redoutable, dira-t-on, dans ce dernier cas. — Allons donc ! en dehors du respect humain, ce qui blesse l'amour, c'est le partage, quel qu'il soit, limité ou total, actuel ou rétrospectif.

Et rien au monde ne pouvait faire que Robert n'eût pas eu une partie de Simone, corps et âme,.. et qu'il ne l'eût pas eue le premier !

HENRY RABUSSON.

(La dernière partie au prochain n°.)

LA

CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE

VII[1].

LA DERNIÈRE ANNÉE DU MARÉCHAL BUGEAUD EN AFRIQUE.

I.

Depuis la courte apparition d'Abd-el-Kader dans l'Ouarensenis, à la fin de 1845, l'insurrection, sur les deux bords du Chélif, s'en était allée déclinant; aucun des khalifas qu'il venait d'instituer, ni El-Hadj-el-Sghir au sud, ni Bou-Maza au nord, ne parvinrent à rendre aux insurgés l'ardeur des premiers jours. Le 28 janvier 1846, le lieutenant-colonel Canrobert, commandant la colonne mobile de Tenès, réussit à surprendre le principal fauteur de la révolte du Dahra, le kaïd des Beni-Hidja, Ben-Hinni, qui périt dans la bagarre. Ce fut pour Bou-Maza une très grande perte. Deux jours après, la colonne Canrobert eut un nouveau succès, à la suite duquel le chérif jugea prudent de se dissimuler dans les montagnes. Six semaines plus tard, il reparut pour se faire battre derechef par le colonel de Saint-Arnaud et le lieutenant-colonel Canrobert réunis; dans ce combat de Sidi-Klifa, livré le 15 mars, il eut le poignet fracassé par une balle.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1887, du 15 janvier, du 15 février, du 15 mars, du 15 avril et du 15 août 1888.

Au mois d'avril, le général Pélissier, sorti de Mostaganem, Saint-Arnaud d'Orléansville, et Canrobert de Tenès, agirent simultanément dans le Dahra ; le résultat de ce concert fut l'expulsion définitive de Bou-Maza, qui passa dans l'Ouarensenis. Il n'y releva pas, tant s'en faut, la fortune d'El-Sghir, qui périclitait de plus en plus. Toutes les tribus, lasses de la guerre, l'abandonnèrent successivement, et il suffit d'une simple apparition du maréchal Bugeaud sur l'Oued-Rouina, au mois de mai, pour achever sa déchéance. Quelques jours après, on sut d'une manière certaine que les deux khalifas étaient allés ensemble joindre à Stitten, dans le désert, leur infortune à celle du maître.

Dans la subdivision de Tlemcen, le général Cavaignac ne cessait pas d'exercer sur la frontière du Maroc et même au-delà, de temps à autre, la police que le gouvernement marocain oubliait ou se sentait incapable de faire. Dans une de ces courses, au mois de février 1846, la colonne qu'il commandait fit halte auprès du marabout de Sidi-Brahim. Les restes des braves qui avaient péri dans la fatale journée du 23 septembre gisaient épars sur le champ de bataille ; au-dessus de la fosse où ils furent pieusement recueillis, un monument bien simple, une pyramide de terre gazonnée, s'éleva en deux heures ; puis, le général en tête, l'épée à la main, l'infanterie la baïonnette au canon, la cavalerie le sabre au clair, les tambours battant aux champs, les trompettes sonnant la marche, la colonne défila au pied de l'ossuaire ; une salve d'artillerie envoya aux morts le suprême adieu, et quand les troupes reformées en bataille eurent présenté les armes, elles s'éloignèrent, émues, silencieuses, dans la direction de Djemma-Ghazaouat.

Un jour, vers la fin de mars, le général Cavaignac vit arriver sous Tlemcen une bande étrange, conduite par un derviche, un thaumaturge, qui se faisait appeler Sidi-Mohammed-el-Fadel. « Tu sais, écrivit-il au général, qu'il doit venir un homme qui régnera jusqu'à la fin des temps. Cet homme, c'est moi, Mohammed, envoyé par Dieu et choisi parmi les plus saints de la suite du Prophète. Je suis l'image de celui qui est sorti du souffle de Dieu ; je suis l'image de Notre-Seigneur Jésus. Je suis Jésus ressuscité, ainsi que tout le monde le sait, croyant à Dieu et à son Prophète. Si tu ne crois pas les paroles que je te dis en son nom, tu t'en repentiras aussi sûr comme il n'y a qu'un Dieu au ciel qui a le pouvoir de tout faire. Salut ! » Le jour où il avait la prétention d'entrer dans Tlemcen, le général Cavaignac alla au-devant de lui. Le thaumaturge n'avait pas moins de 1,200 fantassins et de 800 cavaliers, Marocains pour la plupart ; d'après les promesses de leur chef, ils n'avaient même pas besoin d'apprêter leurs armes, la terre devant

engloutir d'abord les Français. Quand ils virent sur leur tête les sabres des hussards, ils furent tout surpris et scandalisés; cependant il leur fallut bien essayer de se défendre, à quoi ils ne réussirent guère; car ils furent bien vite mis en déroute. De huit drapeaux qu'ils avaient, sept furent pris; quant au thaumaturge, il disparut, et jamais plus on n'entendit parler de lui.

Au temps où surgissaient de tous côtés les émules de Bou-Maza, Bou-Chareb, dans le Djebel-Dira, avait eu quelques succès d'abord; mais les généraux d'Arbouville et Marey étaient venus facilement à bout de lui. Restait à pacifier définitivement cette région montagneuse et toute la partie du Titteri qui touche à la province de Constantine. Ce fut l'œuvre du duc d'Aumale pendant le printemps de l'année 1846. Le maréchal Bugeaud lui avait recommandé de chercher avec soin dans ces parages un point qui, de simple *biscuit-ville* d'abord, pourrait peu à peu s'élever, en passant par la condition de poste-magasin, jusqu'à l'état supérieur de base permanente, au même titre que Médéa ou Miliana. Le prince reconnut et choisit la position de Sour-Ghozlan, sur le revers nord du Djebel-Dira. Il y avait là un ancien bordj turc qui fut mis aussitôt en état de défense. De fait, la croissance du nouvel établissement fut beaucoup plus rapide que n'avait pensé le gouverneur. Avant la fin de l'année 1846, il avait pris rang parmi les postes permanens et s'appelait Aumale; vers le même temps, le nom de Nemours était donné à Djemma-Ghazaouat. Destiné à devenir bientôt chef-lieu de subdivision, Aumale se trouvait au nœud des communications d'Alger avec Tiaret d'une part, Bou-Sâda et Constantine de l'autre.

La province de Constantine, depuis l'administration du prince en 1844, avait joui d'une tranquillité si complète, par comparaison à ce qui se passait dans l'ouest, qu'au moment de l'insurrection de 1845, le maréchal Bugeaud avait pu en distraire le général Bedeau, qui en était le commandant titulaire, pour lui conférer pendant la crise le commandement du Titteri. C'était le général Levasseur qui le remplaçait provisoirement à Constantine. Cet intérim ne fut signalé que par un incident dont les suites ne furent heureusement pas aussi fâcheuses qu'elles avaient paru l'être au premier moment. Comme le général Levasseur venait de faire, tout à l'ouest de la province, dans le Belezma et le Hodna, une tournée de police, et pendant qu'il reprenait le chemin de Constantine, sa colonne, avant d'arriver à Sétif, fut assaillie, dans les défilés de Djebel-bou-Taleb, le 3 janvier 1846, par un ouragan de neige d'une violence telle qu'il lui fut impossible d'y résister. Les hommes s'égarèrent et se dispersèrent. Ceux qui, le lendemain soir, purent enfin gagner Sétif, étaient en si petit nombre qu'on fut d'abord porté à croire le

désastre immense; mais, les jours suivans, la plupart des égarés reparurent soignés et ramenés par les Arabes.

En regard de ce dernier fait, politiquement et moralement considérable, il faut par malheur en placer un autre qui est tout contraire. Ce fut cinq mois plus tard, et dans l'est de la province. Le général Randon, commandant de Bône, avait appris qu'un chérif, venu de Tunisie, prêchait aux Némencha la révolte. Aussitôt il se mit en campagne avec le 31ᵉ de ligne, la légion étrangère, le 5ᵉ hussards et les spahis. Arrivé sous Tebessa sans coup férir, il vit venir à lui, apportant la diffa pour les hommes et l'orge pour les chevaux, la grande tribu des Yaya-ben-Taleb. Le 1ᵉʳ juin, le général, qui allait s'engager chez les Nemencha, dans la partie la plus âpre de leur territoire, mit en route pour Bône, sous l'escorte de cinq spahis commandés par un de leurs officiers, un petit convoi d'éclopés, de malingres et de soldats valides, mais qui, leur temps de service fini, devaient rentrer en France; le total était d'une centaine d'hommes.

« Le lendemain matin, au petit jour, disent les mémoires du maréchal Randon, un homme entièrement nu, couvert de sang, se jetait dans une grand'garde de la légion, prononçant des paroles inintelligibles dans lesquelles revenaient souvent les mots : « Spahis... morto !.. morto !.. » Conduit à la tente du général, il fut reconnu pour un des spahis du convoi dirigé la veille sur Bône. D'après son dire, ils avaient été inopinément attaqués pendant une halte chez les Ouled-Yaya. Lui seul, pensait-il, avait échappé au carnage et à une poursuite acharnée, en jetant derrière lui burnous, turban, zéroual, et en se glissant dans les broussailles, malgré de nombreuses blessures. Quelques instans après, le kaïd des Yaya-ben-Taleb, Si-Mohammed-Tazar, se précipitait aux genoux du général et, d'une voix brisée par les sanglots, répétait sans cesse qu'il avait été trahi par les siens, qu'il ne voulait pas être le complice d'un pareil attentat, et que, ne pouvant le racheter que par son sang, il apportait sa tête. Le général ne perdit pas de temps en récriminations vaines; il obtint sans peine du kaïd qu'il dirigerait lui-même l'expédition contre sa tribu, et, levant le camp, il lança sa cavalerie pour atteindre au plus vite le théâtre de cet affreux attentat; peut-être serait-il possible de sauver quelques blessés et de reprendre quelques prisonniers; mais, arrivé sur le lieu du massacre, plus d'espoir. Du nombreux campement des Ouled-Yaya, il ne restait plus trace : un hideux charnier, que se disputaient déjà les chacals et les vautours, lui avait succédé. Il était facile de reconstruire par l'imagination les péripéties de cet horrible drame. Ici, des cadavres étaient amoncelés : c'étaient ceux des malades surpris sans défense; ailleurs, la terre piétinée attestait les efforts de quel-

ques combattans armés; partout du sang, des débris; au loin, quelques corps isolés, ceux d'hommes qui avaient succombé après avoir essayé de fuir. Le récit du spahi survivant était confirmé : il ne restait plus qu'à tirer vengeance de cette odieuse trahison. Une reconnaissance de cavalerie apprit que toute la tribu des Ouled-Yaya, fuyant dans l'est, se concentrait sur une forte position nommée El-Gola ou Rassata. C'était un plateau calcaire, en forme de table à bords escarpés, comme il s'en rencontre dans ce pays du Kef. Dès le lendemain, on était prêt à l'assaut; quelques rampes abruptes y donnant accès en certaines places, les spahis suivis de la légion les gravirent les premiers. Pour de la cavalerie, arriver là, c'était un vrai tour de force ou plutôt d'adresse; elle y monta cependant, au milieu d'une forte fusillade; les fantassins suivirent, et, en un instant, la multitude des Yaya était mise à sac ou fuyait en se précipitant du haut des rochers sur le revers boisé de la position. Les traîtres étaient châtiés; restait à en finir avec les contingens de Tunis et des Nemencha. »

Le général Randon demanda des renforts au général Bedeau, qui avait repris le commandement supérieur de la province; il reçut le 2e de ligne, des détachemens de chasseurs d'Afrique et de spahis, avec de l'artillerie. Devant lui, les rebelles avaient fait le vide; cependant il finit par les atteindre, et le choc des deux cavaleries fut superbe. « A peine nos fantassins osaient-ils faire feu, disent les mémoires, de peur de tuer nos cavaliers pêle-mêle avec leurs adversaires. Ce fut pour le 2e de ligne un curieux spectacle : on comptait les coups. Gérard, le tueur de lions, alors maréchal des logis aux spahis de Bône, tua plusieurs cavaliers tunisiens, comme dans le combat des Horaces et des Curiaces. Deux cavaliers entre autres fuyaient devant lui : il atteint le premier et lui passe son sabre à travers le corps; par un bond de son cheval, il rejoint le second, qui, penché sur sa selle, le tenait au bout de son fusil; l'Arabe fait feu, manque son coup et tombe sous le sabre de Gérard. La suite de ce combat fut une poursuite acharnée d'environ 7 lieues; la nuit et la fatigue y mirent un terme forcé. Toute cette cavalerie ne s'arrêta qu'après avoir constaté qu'elle était depuis longtemps déjà sur le pays de Tunis. » Les jours suivans, les Nemencha ayant fait soumission, le général Randon ramena sa colonne à Bône.

II.

Il convient, pour être exact, de rechercher les derniers vestiges et de noter les conséquences extrêmes de la grande insurrection.

Rentré dans le Maroc, au mois de juillet 1846, Abd-el-Kader se raidissait obstinément contre la mauvaise fortune; son retour fut signalé par une sourde agitation des deux côtés de la frontière, chez les Beni-Snassen au-delà, chez les Trara en-deçà. Afin d'être prêt à tout événement, le général Cavaignac envoya le colonel de Mac-Mahon à Sebdou, et s'établit de sa personne entre Lalla-Maghnia et Djemma-Ghazaouat.

Trois mois se passèrent ainsi sans incidens bien significatifs; mais, en octobre, on apprit qu'une scission s'était faite dans la deïra, que Bou-Maza s'était mis en désaccord avec l'émir, et que, soit qu'il fût inquiet pour sa vie, ou seulement fatigué de sa réclusion, il avait pris le parti de rentrer pour son propre compte en campagne. « Je vous annonce, écrivait-il aux Ghossel, que vous aurez bientôt le bonheur et la joie, s'il plaît à Dieu. Je vous annonce que je ne suis plus sous les ordres de Hadj-Abd-el-Kader, et qu'il n'y aura plus rien de commun entre nous. »

Avant de suivre le chérif dans ses nouvelles aventures, il est important d'étudier de près les actes et la politique de l'émir. On sait que, pour faire croire aux populations indigènes qu'il se trouvait toujours en état de traiter avec les Français, il engageait le plus souvent possible des pourparlers relatifs à l'échange ou au rachat des prisonniers. C'étaient les survivans du massacre de la deïra qui naturellement faisaient l'objet principal de ces communications, et c'était avec M. Léon Roches, alors secrétaire de légation à Tanger, qu'il semblait le plus naturel qu'Abd-el-Kader s'entendît volontiers à leur égard. Cependant l'émir soulevait une difficulté : négocier à Tanger, c'était accepter ou paraître accepter le patronage du gouvernement de Fez, tandis que sa prétention était de traiter directement avec la France, et il faisait écrire expressément dans ce sens-là par le principal de ses prisonniers, le lieutenant-colonel Courby de Cognord, au général Cavaignac.

Autorisé par le gouvernement français à négocier avec Abd-el-Kader, le général adressa, le 5 octobre, au lieutenant-colonel Courby de Cognord, pour être mises par lui sous les yeux de l'émir, les conditions précises de l'échange. Mais, longtemps avant l'arrivée de cette lettre, qui fut retenue d'ailleurs par Abd-el-Kader sans que le destinataire en eût eu connaissance, une péripétie nouvelle avait compliqué l'imbroglio. Le 18 septembre, un des chefs de la deïra était venu demander aux prisonniers s'ils voulaient traiter de leur rançon, non pas avec l'émir, qui n'en saurait rien, mais avec les khalifas, qui en feraient personnellement leur affaire. Que l'émir voulût paraître étranger au marchandage, on peut le comprendre, mais qu'il n'en sût rien, c'est inadmissible.

Quoi qu'il en soit, le marché fut débattu, et l'on convint d'une somme de 6,000 piastres fortes d'Espagne, soit 33,000 francs en monnaie de France, qui serait avancée par le gouverneur espagnol du préside de Mélilla. Le lieutenant-colonel Courby de Cognord écrivit en conséquence au colonel Demetrio, marquis de Benito, gouverneur de Mélilla, lequel s'empressa d'acquiescer à la convention. « Je suis disposé à tout faire pour vous être agréable, s'empressa-t-il de répondre à Courby de Cognord; que j'aurai de plaisir à vous recevoir chez moi et à vous embrasser comme si vous étiez de mes enfans! Je vous attends avec les bras ouverts. Le jour que j'aurai ce plaisir sera pour moi une belle journée. » Le gouverneur n'eut pas d'ailleurs à faire l'avance de la rançon, qui fut apportée d'Oran à Mélilla par le bateau à vapeur *Véloce*.

Le dénoûment se fit avec une mise en scène tout à fait mélodramatique. Le 3 novembre, au soir, Courby de Cognord fut introduit secrètement dans une tente isolée de la deïra; il y trouva les quatre chefs les plus directement intéressés à l'affaire, qui lui firent part du scénario suivant : Abd-el-Kader devait venir le surlendemain au camp des prisonniers; aussitôt ces derniers iraient lui demander qu'on les renvoyât dans leur pays, puisque leur gouvernement ne les réclamait pas et ne voulait pas les échanger; sur quoi les chefs interviendraient en leur faveur et feraient appel aux sentimens de l'émir grand et généreux.

Le surlendemain, en effet, chacun s'acquitta correctement de son rôle : Abd-el-Kader soutint particulièrement le sien avec une gravité noble. Cependant des intrus, qui n'étaient pas dans le secret, faillirent faire manquer la scène; un entre autres réclama chaleureusement contre le renvoi des prisonniers français, parce qu'il avait un frère retenu captif en France; mais l'émir leva la séance en annonçant à Courby de Cognord qu'il lui ferait connaître ses résolutions plus tard.

Le 8 novembre, il le fit appeler, et le dialogue suivant s'engagea : « Puisque la France ne te réclame pas et que tes généraux ne veulent pas t'échanger, veux-tu me servir? Je te ferai grand, je te donnerai des chevaux et des armes. — Je ne demande qu'à revoir mon pays, et je ne peux pas en servir d'autre. — Si je te renvoie, que dirai-je aux miens quand ils me réclameront leurs familles? — Tu leur diras que je demanderai à la France d'être aussi généreuse envers toi que tu l'as été envers elle. — Combien me renverra-t-on de prisonniers? — Je ne puis te le dire. — Veux-tu partir par le Maroc, par Lalla-Maghnia ou par Mélilla? — Par Mélilla. — Pourquoi plutôt par là qu'ailleurs? — Parce que les bonnes relations de la France et de l'Espagne leur permettent de se rendre

mutuellement de pareils services, et parce que Mélilla est le point le plus rapproché. — Si j'avais été présent, la mort de tes hommes n'aurait pas eu lieu ; le Maroc ne serait pas venu me menacer de me les enlever ici. Il n'y a que les Français qui puissent me battre; quant aux Marocains, je ne les crains pas. Je désire faire la paix avec vous ; une guerre continuelle est un fléau. Penses-tu que la France y consente? — Adresse-toi à elle ; si tu n'exigeais pas trop, cela pourrait peut-être se faire. — Ne parle à qui que ce soit de ce que je viens de te demander, ni d'une lettre que je te remettrai. Je n'ai jamais voulu te faire de mal; je sais que tu appartiens à une famille honorable. Veux-tu prendre sous ta protection un chef arabe porteur de la lettre que j'adresserai au roi et me promets-tu qu'il ne lui sera rien fait? — Je te le promets. »

Le 10 novembre, Courby de Cognord écrivit au maréchal Bugeau, au général Cavaignac et au consul-général de France à Tanger : « El-Hadj-Abd-el-Kader me charge de vous prévenir qu'il rend la liberté aux onze prisonniers français qui lui restent, qu'il vient de donner des ordres pour que nous soyons conduits à la ville espagnole de Mélilla, où nous devons arriver dans peu de jours, qu'il a été bon pour nous, et qu'il espère que la France sera *aussi généreuse que lui*, en lui rendant également les siens. » Les prisonniers arabes étaient arrivés depuis plusieurs jours de Toulon à Mers-el-Kébir; mais le général Cavaignac attendait toujours la réponse à ses propositions du 5 octobre.

Enfin, le 23 novembre, à deux heures du matin, Courby de Cognord et ses compagnons se mirent en chemin pour Mélilla, sous la garde de 60 cavaliers et de 150 fantassins. Dans la seconde journée du voyage, le lieutenant Hillairin succomba aux misères de la captivité; il mourut la veille de la délivrance. Le 25, les prisonniers furent amenés sur le bord de la mer. On voyait à quelque distance une balancelle espagnole; elle avait à bord l'enseigne de vaisseau Durande, qui depuis plusieurs jours attendait avec anxiété l'exécution de la convention depuis longtemps faite. L'enseigne, qui avait dû prendre l'uniforme espagnol, était assisté d'un officier envoyé par le gouverneur de Mélilla, le capitaine Cappa. Une barque amena de la côte un des chefs arabes; les piastres furent d'abord comptées par lui, puis transportées à terre. Une fois l'argent reçu en échange des prisonniers, ceux-ci gagnèrent aussitôt la balancelle, qui mit sans tarder le cap sur Mélilla. Il était temps; les Kabyles du voisinage, mécontens de n'avoir pas eu leur part de l'aubaine, commençaient à tirer des coups de fusil.

De Mélilla, où le plus généreux accueil leur fut fait, les prisonniers reprirent la mer, le lendemain, pour Nemours. Le colonel de

Mac-Mahon avait amené la garnison sur la plage; quand ils débarquèrent, ce furent des acclamations, des embrassemens, une émotion universelle; les uns pleuraient de joie, les autres de reconnaissance. Quelques jours après, le bateau à vapeur *Caméléon* les conduisit à Oran, où les attendait le maréchal Bugeaud.

Ils étaient onze: le lieutenant-colonel Courby de Cognord, les lieutenans Larrazet et Marin, le sous-lieutenant Thomas, le chirurgien Cabasse, le maréchal des logis chef Barbut, les hussards Testard et Metz, le chasseur Trottet, le fusilier Michel; enfin une femme, Thérèse Gilles, enlevée cinq années auparavant par les Arabes. Tandis qu'à Oran comme à Nemours on leur faisait fête, un seul se tenait à l'écart, accablé sous le souvenir écrasant d'Aïn-Temouchent; c'était le lieutenant Marin. Traduit devant un conseil de guerre, il fut condamné à mort; mais la cour de cassation mit à néant la sentence, et le malheureux disparut, emportant on ne sait où le remords de sa faute, rivé impitoyablement à sa conscience.

Suivant la promesse qu'avait exigée de lui Abd-el-Kader, le lieutenant-colonel Courby de Cognord protégea l'Arabe qui apportait trois lettres de l'émir pour le roi, pour le maréchal Soult et pour le Maure Bouderba; mais le maréchal Bugeaud ne permit pas au messager de passer en France.

La missive destinée au roi débutait par ce préambule magnifique: « De la part du prince des croyans, Sidi-el-Hadj-Abd-el-Kader-ben-Mahi-ed-Dine, — que Dieu le favorise de ses grâces en ce monde et dans l'autre! — au sultan des sultans des chrétiens, dont le gouvernement est des plus élevés, et dont la gloire doit servir d'exemple aux autres nations, celui qui doit désormais être le type des plus hautes célébrités, dont l'héroïsme et la magnanimité sont de nos jours le plus éclatant modèle, le César du siècle, le protecteur de la piété et des vertus, le chef suprême de toutes les institutions religieuses et leur conseil le plus élevé; celui qui a acquis au plus haut degré la connaissance de la direction sage d'un peuple, ainsi que des besoins nécessaires à son bien-être, le chef suprême des armées françaises, le roi Louis-Philippe, — que Dieu facilite constamment l'exécution de ses projets et sa puissance, en tout ce qui peut concerner le bonheur de son peuple! — etc., etc. »

L'émir énumérait ensuite toutes les démarches qu'il avait tentées inutilement pour arriver à la paix, et présentait à sa façon, non sans habileté, le tableau des faits accomplis. C'était là qu'arrivé au massacre des prisonniers français, il convenait d'en avoir donné l'ordre, parce qu'il avait été poussé à bout par le silence obstiné que les généraux français avaient dédaigneusement opposé à toutes ses ouvertures. « L'accroissement de notre colère, disait-il, a été tel

que nous nous sommes décidé à ordonner le massacre. » A la fin, l'émir insistait sur la générosité dont il venait de faire preuve en délivrant les derniers captifs. Il importe, à ce propos, d'ajouter ici qu'afin d'éviter toute récrimination au sujet de la rançon bel et bien reçue argent comptant, il avait fait signer par chacun des captifs une note attestant qu'au dire des chefs arabes, la somme demandée n'était qu'une indemnité représentant toutes les dépenses supportées personnellement par ceux-ci pour la nourriture et l'entretien des prisonniers français.

Dans le même ordre d'idées, mais plus explicite encore, la lettre d'Abd-el-Kader au maréchal Soult, « grand-vizir du roi des Français, » c'est-à-dire président du conseil, vaut la peine d'être citée presque tout entière ; c'est un monument curieux de la diplomatie arabe :

« Les jours se succèdent sans se ressembler ; chaque chose a son temps. La guerre a des chances diverses ; il y a pour tout un mode particulier ; chaque âge a son expression, son champ de bataille propre ; il n'y a pas d'invention où l'on n'ait à reprendre. Au début du cours de ces événemens, nous étions avec vous, nous avions fait avec vous une paix [le traité de la Tafna], et nous nous étions accoutumés à votre voisinage. Nous avions accepté les conditions de votre traité, et comme elles étaient convenables, nous nous étions engagés réciproquement à les observer. Toi, qui es la porte du conseil du royaume et qui représentes la foi suprême de ton pays, tu avais, dans ta sagesse, adhéré à ce que nous t'exposions dans nos lettres au sujet de cette paix et, de part et d'autre, pour sceller l'amitié, nous nous étions fait des présens. Mais voilà que, parmi les représentans de votre pays en Algérie, il s'en est trouvé, et des plus hauts placés, qui ont prêté l'oreille aux propos de mauvaises gens d'entre les Arabes, cherchant à semer la discorde entre nous, et qui vous ont rapporté des propos calomnieux. Je dis, moi, que nous sommes lésés, et, sous l'influence des méchans, [vos agens] prétendent que nous nous plaignons sans motif.

« Nous avons écrit plusieurs fois au roi et à toi, et chaque fois que nous vous avons écrit à tous deux pour vous exposer la situation, on a opposé des démentis à nos plaintes ; on vous a de la sorte, par malveillance, induits en erreur touchant nos sentimens. La haine des méchans s'est donné pleine carrière. Ensuite, lorsque Dieu a voulu que nous fissions notre voyage à l'est, dans l'année qui a précédé celle de cette date [en 1845], et que nous avons tenu des prisonniers faits dans les combats, nous les avons gardés dans l'espérance qu'on nous les rachèterait ; nous avons attendu avec impatience du commencement jusqu'à la fin.

« Jusqu'ici, je ne pouvais parler des prisonniers musulmans ; je ne savais à qui m'adresser pour cela ; mais nous avions laissé libres et renvoyé à Bugeaud plus de 100 prisonniers des années précédentes, sans échange ni rançon ; et lorsque beaucoup de nos hommes ont été pris par vous et sont tombés entre vos mains, nous avons écrit à Bugeaud, à Monseigneur [probablement le duc d'Aumale] et à votre représentant en Algérie [probablement La Moricière ou Cavaignac] ; nous leur avons écrit plus de trois fois à chacun, et il n'a été répondu à aucune de nos lettres. Bien plus, chacun de ceux que nous avons envoyés porter ces mêmes lettres, on l'a jeté en prison ; c'est une perfidie inconnue des Français, qui au contraire en faisaient un crime aux autres. En aucun temps, le porteur d'une lettre n'a été l'objet d'un acte d'hostilité de la part d'aucun parti.

« On s'est écrié parmi nous : « On a fait des forçats de nos prisonniers, et ceux qui seront faits encore seront encore forçats ! » On a imaginé un autre artifice : on a fait courir le bruit que le sultan de Fez faisait des préparatifs pour venir arracher de nos mains les prisonniers français que nous avions faits. « Il enlèvera, avez-vous fait dire, nos prisonniers et nous les rendra en haine d'Abd-el-Kader. » Nous nous sommes écrié : « Grand Dieu ! est-il possible que des personnages éminens s'abaissent à de pareils moyens ; que des hommes forts et puissans par leur savoir et leur connaissance des hommes et des choses aient recours à cela ? Ils se disposeraient à offrir des prisonniers français en spectacle à des Marocains ! » Bugeaud et Monseigneur les outrageraient et me feraient insulte à moi-même en voulant les délivrer par eux ; car ils n'ignorent pas mes procédés. Du reste, ils ne se peuvent tenir tranquilles ; malgré la trêve, ils ne me laissent pas un moment de repos. *Aussi la colère a-t-elle fini par déborder de mon cœur, et nous avons ordonné que l'on tuât vos prisonniers*, après les avoir traités, quant à la nourriture et aux égards, mieux que nos propres soldats. Ils avaient tout ce qu'ils pouvaient désirer : café, viande et le reste. Et quand nous avons su que les officiers appartenaient aux meilleures familles de France, comme c'étaient d'ailleurs des héros, et que nous avions constaté nous-même leur fidélité à la foi jurée et leur refus de trahir, nous avons décidé de les épargner pour cette raison et à cause de leur naissance, et de sacrifier les autres.

« La responsabilité de cela, c'est sur les chefs de votre armée qu'elle pèse ; ce sont eux qui les ont assassinés, eux qui ont manqué à leur parole et faussé leur promesse de les racheter. Cette mauvaise foi est indigne de leur réputation de loyauté et des rapports de confiance qui existaient entre nous. De la part d'hommes

réputés honorables, une pareille conduite les fait déchoir de leur rang, les amoindrit et les abaisse au dernier degré.

« Les jours se passant et se succédant sans que rien indiquât que la promesse de rachat dût se réaliser, les prisonniers nous firent demander par ceux de notre entourage de les mettre en liberté. Nous acceptâmes l'invitation de nos frères pour eux ; mais, bien que décidé à les libérer, nous ne pouvions le faire en nous adressant à vos représentans en Algérie, à cause de leur déloyauté à notre égard, de leur cupidité, de toute leur conduite si contraire à ce que nous connaissons de la sagesse de votre gouvernement et de votre respect des rapports de voisinage et de bonne société. Nous avons donc consulté les chefs de nos troupes, et il a été décidé d'un commun accord que l'on dirigerait les prisonniers sur Mélilla, pour les remettre entre les mains du sultan espagnol, ce souverain qui est chrétien ayant toujours été en bonnes relations avec nous. »

Après avoir pris connaissance des lettres d'Abd-el-Kader, le maréchal Bugeaud lui renvoya son messager avec cette réponse verbale : « Dis à ton maître que, s'il nous avait renvoyé nos prisonniers sans rançon, je lui en aurais remis trois pour un; mais puisqu'il a fait payer la liberté de ceux-ci et fait égorger les autres, je ne lui dois rien que de l'indignation pour sa barbarie. » Et, de fait, les captifs arabes qui attendaient à Mers-el-Kebir furent ramenés aux îles Sainte-Marguerite.

Abd-el-Kader fut très froissé de la réponse faite à ses avances, non pas au sujet du massacre qu'il avouait comme une nécessité cruelle, mais au sujet de l'intrigue pécuniaire dont il répudiait la complicité : « Tes paroles sont étranges, écrivit-il au maréchal, et j'ai été surpris qu'elles aient été dites par toi. Tu as dit à mon envoyé : « Abd-el-Kader a rendu les Français pour de l'argent. » Ces paroles n'ont pu être dites ni par toi ni par quelqu'un qui, comme toi, me connais et n'ignore pas mes sentimens. » Il protestait contre des propos tels, ajoutait-il, « qu'il aurait préféré plutôt la mort que d'entendre de pareilles choses proférées sur son compte. » Enfin, il terminait ainsi sa réplique : « Tu oublies que les choses de ce monde sont changeantes. A cet égard, j'en sais plus que toi. Je suis convaincu que rien ne peut être durable sur cette terre depuis la création d'Adam jusqu'à l'extinction de la race humaine. C'est pourquoi je ne me réjouis point, je ne m'enorgueillis point, ni ne me fie aucunement aux effets du destin, si la fortune me sourit, comme aussi je ne m'afflige point ni ne me désespère, si je suis atteint par des revers, et cela parce que j'ai la croyance que rien n'est stable sur la terre. Dieu, par sa grâce infinie, ne manque

pas chaque année de répandre sur la masse des mortels trois cent soixante étincelles de sa bonté. Chacune d'elles les exhausse ou les abaisse, les enrichit ou les appauvrit, les honore ou les avilit. Au reste, les anciens sages ont comparé le destin à la grossesse d'une femme : le sexe de l'enfant prêt à naître ne peut être connu avant l'enfantement. »

III.

Tandis qu'Abd-el-Kader demandait à la philosophie religieuse des consolations et des espérances, Bou-Maza cherchait à l'aventure la satisfaction de ses ambitieux désirs ; mais après avoir accepté d'être le khalifa de l'émir, il ne lui était plus possible de se rehausser à son niveau. Il avait pu sans doute, à l'origine, exercer dans le Tell oranais et dans le Titteri un certain prestige; ces temps favorables étaient passés, il s'en rendait bien compte ; aussi était-ce sur un terrain nouveau qu'il voulait renouveler son personnage. Il est vrai que sur ce terrain-là le grand émir avait laissé sa trace, et qu'à vouloir jouer le même rôle après lui, l'émule présomptueux s'exposait au danger des comparaisons accablantes.

Tel fut le sort de Bou-Maza parmi les tribus sahariennes, d'abord chez les Hamiane et les Ouled-Sidi-Cheikh, puis dans le Djebel-Amour, puis chez les Ouled-Naïl. Plus au nord-est, dans les oasis de la province de Constantine, il fut accueilli avec un peu moins de défaveur; il parvint même à intéresser à sa cause les Ouled-Djellal ; mais le résultat fut malheureux pour ses adhérens, que châtia rudement le général Herbillon. Bou-Maza n'avait pas attendu de partager leur sort ; il s'était enfoncé dans le vrai Sahara jusqu'à Tougourte. Le général Herbillon, et, plus à l'ouest, le général Marey, profitèrent de l'occasion pour montrer au-delà du Tell l'appareil menaçant de leurs colonnes, et cette démonstration, appuyée de quelques exemples faits aux dépens des insoumis, acheva d'effacer les derniers souvenirs du passage, non de Bou-Maza, qui n'était guère redoutable, mais d'Abd-el-Kader qui, même déchu, pouvait le redevenir encore.

Le chérif, réduit à singer l'émir, essayait, comme lui naguère, de revenir de l'est à l'ouest, courant la nuit, se cachant le jour. En fin de compte, il réussit à rentrer dans le Tell. Le 11 mars 1847, il fut signalé dans l'Ouarensenis ; mais il n'avait avec lui qu'une douzaine de cavaliers. Le lieutenant Margueritte, chef du bureau arabe de Teniet-el-Had, qui n'avait pareillement qu'une douzaine de spahis, se mit à ses trousses, l'atteignit après trois heures de

course à fond de train, lui tua quatre de ses hommes et força les autres, lui compris, de se jeter à corps perdu dans le fond d'un ravin. On perdit sa trace alors; on la retrouva dans le Dahra un peu plus tard. Il était revenu au gîte, non pour mourir, mais pour faire une fin plus originale.

Les tribus qui l'avaient suivi jadis avec ardeur s'étaient singulièrement refroidies. On le vénérait sans doute encore, ce qui n'empêchait pas qu'on s'écartait de lui ou qu'on l'écartait lui-même : il portait malheur. « Je fais traquer Bou-Maza comme un chacal, » écrivait le colonel de Saint-Arnaud, le 10 avril; trois jours après, c'est un cri de joie : « Bou-Maza est entre mes mains! Il est ici [à Orléansville] depuis deux heures. C'est un beau et fier jeune homme. Nous nous sommes regardés dans le blanc des yeux. J'ai tout de suite annoncé la nouvelle au maréchal. » Et le colonel raconte comment Bou-Maza se trouve entre ses mains. « Ses dernières tentatives, dit-il, l'ont dégoûté et désillusionné. Partout il nous a trouvés en garde, partout il a rencontré mes camps, mes émissaires. Enfin, il arrive chez un de ses affidés, le kaïd des Ouled-Djounès, El-Haceni, qui, s'il eût été seul, se serait prosterné devant lui; mais il y trouva quatre de mes *mghazni*. Ç'a été le dernier coup. Il a tout de suite pris sa détermination, et a dit : « Menez-moi à Orléansville, au colonel Saint-Arnaud lui-même, » ajoutant que c'était à moi qu'il voulait se rendre, parce que c'était contre moi qu'il s'était le plus battu. Les autres ont obéi; ils tremblaient encore devant Bou-Maza, qui a gardé ses armes et ne les a déposées que chez moi, sur mon ordre, deux pistolets chargés de huit balles. En amenant Bou-Maza, mes quatre *mghazni* étaient effrayés de leur audace. D'un signe il les aurait fait fuir. Bou-Maza était las de la guerre et de la vie aventureuse qu'il menait; il a compris que son temps était passé. » Quand on le conduisit à Tenès, les Kabyles accoururent sur son passage; c'était à qui baiserait son burnous.

Reçu par le maréchal Bugeaud dans son palais d'Alger, Bou-Maza fut traité, non comme un prisonnier de guerre, mais comme un otage de haute distinction. Dans une sorte de parallèle avec Abd-el-Kader, le maréchal inclinait peu justement à lui donner la préférence. « Ainsi, écrivait-il au ministre de la guerre, a fini le rôle d'un des hommes les plus dangereux qu'aient produits le fanatisme et la nationalité arabes. Les débuts de Bou-Maza furent plus brillans, plus audacieux peut-être que ceux d'Abd-el-Kader, et s'il n'a pas obtenu les mêmes résultats que son devancier, il faut surtout l'attribuer à ce que son entreprise a été faite dans des circonstances infiniment moins favorables. Abd-el-Kader n'eut aucune peine à grandir, tout le favorisait : Bou-Maza, au contraire, est arrivé au moment où, déjà maîtres

du terrain, nous étions répartis de manière à frapper partout, au moment où toute l'armée savait la guerre et connaissait parfaitement le pays. Malgré tous ces désavantages, Bou-Maza nous a donné pendant longtemps de très grands embarras sur les deux rives du Chélif. Notre action contre lui a dû être très active pendant près de deux ans. S'il n'a pas eu le génie organisateur d'Abd-el-Kader, il s'est montré plus audacieux dans les entreprises, plus intrépide dans le combat. » Conduit à Paris par le capitaine Richard, chef du bureau arabe d'Orléansville, Bou-Maza y devint, comme on disait en ce temps-là, le lion du jour.

Six semaines avant qu'il se rendît au colonel de Saint-Arnaud, un autre grand chef, un des meilleurs khalifas d'Abd-el-Kader, Ben-Salem, avait fait sa soumission entre les mains du maréchal Bugeaud lui-même. Le maréchal était venu visiter le nouvel établissement d'Aumale. Le 27 février, Ben-Salem, escorté de Bou-Chareb, du frère de Bel-Kassem, de plus de 100 chefs des revers nord, sud et ouest du Djurdjura, se présenta devant lui. L'entrevue fut solennelle et digne de l'un et de l'autre. L'ancien khalifa d'Abd-el-Kader refusa noblement de reprendre sa dignité au nom de la France ; il dit que tout son désir était de se retirer avec Bou-Chareb à La Mecque. Cependant, sur l'invitation du maréchal, qui lui rendait tous ses biens séquestrés et l'autorisait à vivre en toute sécurité dans le pays, il consentit à demeurer et même à prêter à l'autorité française le concours de sa puissante influence.

D'après ses conseils, deux grands chefs indigènes, deux bach-aghas, furent institués par le maréchal, Bel-Kassem et Si-Omar, frère de Ben-Salem ; tous les deux, l'un au nord, l'autre au sud, prenaient la responsabilité du maintien de l'ordre dans le Sebaou. Le 20 mars, ils vinrent recevoir, à Alger, le burnous d'investiture. Ben-Salem, qui ne les avait pas accompagnés alors, s'y rendit, le 8 avril. Le maréchal avait donné l'ordre qu'on lui fît un accueil exceptionnel. Une députation d'officiers supérieurs, suivie d'un escadron de chasseurs d'Afrique, fanfare en tête, l'attendait à la Maison-Carrée. Il arrivait lui-même, précédé d'un goum de 150 cavaliers faisant la fantasia. Ben-Salem n'avait pas vu Alger depuis 1830 ; les changemens accomplis pendant ces dix-sept années le frappèrent d'étonnement. Enfin, l'arrivée de Bel-Kassem et de Bou-Chareb acheva de consacrer publiquement la soumission du Sebaou.

Tandis que cet heureux événement s'accomplissait au nord-est, le maréchal faisait exécuter, dans l'extrême sud, où il importait de montrer de temps en temps le drapeau de la France, moins des expéditions que de grandes promenades militaires. Il y en eut trois simultanément. La première, sous les ordres du général Jusuf,

visita, du 17 avril au 17 mai, les ksour des environs de Laghouat; le commandant Feray, officier d'ordonnance et gendre du gouverneur, fut reçu dans Aïn-Madhi, et, fait beaucoup plus considérable, Tedjini, le marabout vénéré du sud, consentit à venir au bivouac renouveler publiquement, devant le général Jusuf, ses promesses de fidélité à la France.

Les deux autres colonnes, commandées, l'une par le général Cavaignac, l'autre par le général Renault, se portèrent en suivant des directions parallèles, la première de Daya sur Asla, Tiout, Aïn-Seïra, Aïn-Sfisifa, Moghar-Tahtani et Moghar-Foukani; l'autre, de Saïda sur Messif, les deux Chellala, Rassoul et Brezina. Toute la région montagneuse des Ksour du sud-ouest fut ainsi parcourue, et c'est tout au plus s'il y eut çà et là quelque échange de coups de fusil.

IV.

En vérité, le maréchal Bugeaud avait lieu d'être fier et satisfait de son œuvre; car il avait, dans toute la force du terme, refait la conquête de l'Algérie; cependant il était mécontent, plus mécontent même qu'en 1845, avant la grande insurrection. Le gouvernement lui avait refusé l'autorisation d'aller rechercher et détruire, dans les montagnes du Maroc, la deïra d'Abd-el-Kader. Il se plaignait de ce refus : « Si la deïra se recompose, disait-il, si l'Algérie est encore menacée d'une invasion, mon opinion est qu'il faudra frapper sérieusement sur les grandes tribus de la frontière qui entretiennent ce Coblentz menaçant pour le repos de l'Algérie. »

Cette mémorable campagne de 1846, si active et si pénible, mais si décisive, on n'en avait compris en France ni la difficulté ni l'importance; comme il n'y avait pas eu d'actions d'éclat, on l'avait prise en dédain. Dans les chambres, à la tribune et surtout dans les couloirs, mais plus encore dans la presse, il n'était sorte de critiques malveillantes dont la conduite du maréchal n'eût été l'objet; l'acharnement de certains journaux contre lui n'avait jamais été plus cruel. On attaquait violemment son « détestable système de guerre; » à quoi il répondait ironiquement : « N'était-on pas beaucoup plus habile quand on se traînait péniblement et en grosse masse entre Alger, Médéa et Miliana, en recevant des milliers de coups de fusil en allant et en revenant? » Cette riposte allait à l'adresse de Changarnier, qui était, selon toute apparence, l'inspirateur et l'instigateur des censures soi-disant militaires.

Enfin, le maréchal voyait grandir l'influence de La Moricière, et les idées de son lieutenant, absolument contraires aux siennes, faire

leur chemin d'Oran et d'Alger à Paris. Saint-Arnaud écrivait, au mois de janvier 1846 : « Il n'y a pas deux camps dans l'armée d'Afrique, mais il y a deux hommes : l'un grand, plein de génie, qui, par sa franchise et sa brusquerie, se fait quelquefois des ennemis, lui qui n'est l'ennemi de personne ; l'autre capable, habile, ambitieux, qui croit au pouvoir de la presse et la ménage, qui pense que le civil tuera le militaire en Afrique et se met du côté du civil. L'armée n'est pas divisée pour cela entre le maréchal Bugeaud et le général La Moricière ; seulement il y a un certain nombre d'officiers qui espèrent plus d'un jeune général qui a de l'avenir que d'un vieillard illustre dont la carrière ne peut plus être bien longue. »

Comme pour confirmer le dire de Saint-Arnaud, voici ce que le maréchal écrivait lui-même à M. Guizot, au mois d'avril 1846 : « Mon temps est fini, cela est évident ; l'œuvre étant devenue quelque chose, tout le monde s'en empare ; chacun veut y mettre sa pierre, bien ou mal. Je ne puis m'opposer à ce torrent et je ne veux pas le suivre. Je m'éloigne donc de la rive. J'ai déjà fait la lettre par laquelle je prie M. le ministre de la guerre de soumettre au gouvernement du roi la demande que je fais d'un successeur. Je fonde ma demande sur ma santé, mon âge et mes affaires de famille ; mais, entre nous, je vous le dis, ma grande raison, c'est que je ne veux pas être l'artisan des idées fausses qui règnent très généralement sur les grandes questions d'Afrique. Je ne redoute ni les grands travaux de la guerre ni ceux de l'administration ; mais je redoute l'opinion publique égarée. Je vous demande aujourd'hui une faveur, c'est de me faire accorder un congé définitif pour les premiers jours de juillet. Dans trois mois, je serai soustrait à cet enfer. » Les bons conseils de M. Guizot et les instances du roi prévinrent la retraite définitive ; l'absence du maréchal ne fut que temporaire.

Le 18 juillet, laissant l'intérim au général de Bar, qui commandait la division d'Alger, il s'embarqua pour France ; La Moricière, également pourvu d'un congé, l'y avait précédé d'un mois. Ils allaient se retrouver tous les deux sur la scène politique, car, aux élections générales du mois d'août 1846, l'arrondissement d'Excideuil renouvela le mandat du maréchal, et l'arrondissement de Saint-Calais, dans la Sarthe, nomma La Moricière pour le représenter à la chambre. Ils revinrent l'un et l'autre en Algérie au mois de novembre, mais le général pour très peu de temps, parce que l'ouverture de la session ne tarda pas à l'appeler à Paris. Le maréchal, au contraire, demeura en Afrique, et pourtant sa présence à la chambre eût paru bien justifiée, car une demande de crédit pour un grand essai de colonisation militaire allait être mise en discussion.

Quoiqu'il n'eût plus à subir les contradictions du maréchal Soult,

Il n'était guère plus satisfait de son successeur au ministère de la guerre, le général Moline de Saint-Yon. Quand la demande de crédit, qui s'élevait à 3 millions, fut déposée sur le bureau de la chambre, l'exposé des motifs désappointa le gouverneur. « Je n'ai rien vu, écrivit-il, le 9 mars 1847, à M. Guizot, de plus pâle, de plus timide, de plus incolore. On y a mêlé l'historique incomplet de la colonisation, le système du général La Moricière, celui du général Bedeau; enfin, le mien arrive comme accessoire. On ne l'appuie par aucune des grandes considérations; on lui donne la plus petite portée possible; on l'excuse bien plus qu'on ne le recommande et qu'on n'en démontre l'utilité. » Quelques jours après, le choix des commissaires, nommés pour examiner le projet de loi, ne lui laissa plus de doute sur l'échec qu'il allait subir. Dès lors, sa décision fut prise : mais avant de quitter définitivement la place, il voulut rendre à la France un dernier service.

La soumission de la Kabylie était, on le sait déjà, son *desideratum :* ce fut par là qu'il résolut de finir. Il y avait un projet du général Bedeau, qui proposait d'aller par Sétif débloquer tout à fait Bougie, et la démarche éclatante de Ben-Salem était venue à point pour y ajouter une nouvelle chance de succès. D'autre part, le chef d'escadron de Wengy, commandant de Bougie, était parvenu à desserrer le blocus. « On ne manquera pas de vous dire, écrivait, à la fin d'avril, le maréchal au ministre de la guerre, qu'il était bien inutile d'aller à Bougie, puisque tout s'arrangeait de soi-même. Cette manière de voir ne serait pas du tout juste. D'abord tout n'est pas arrangé aux environs de Bougie; cela n'est vrai que pour les trois ou quatre tribus qui entourent la ville. Partout ailleurs il y a des dissidens, et, sur beaucoup de points, dans les environs de Djidjeli, par exemple, tout est dissident; mais, lors même que toutes les tribus entre Sétif et Bougie auraient fait un semblant de soumission, il serait de la plus haute importance militaire et politique de nous montrer dans ces contrées avec des forces imposantes. C'est dire tacitement aux montagnards : « Vous le voyez, si vous ne tenez pas les engagemens faits avec nous, nous pouvons arriver chez vous avec des forces telles que toute résistance est impossible. »

Cependant le ministre, voyant la chambre et l'opinion en général très hostiles à toute expédition en Kabylie, était fort hésitant. Alors le maréchal, qui avait sa résolution prise, lui écrivit le 6 mai : « Il faut bien que je sente à quel point il est important d'achever ce qui est si bien commencé, pour que je me détermine, dans l'état de santé où je suis, à entreprendre une campagne pénible qui retarde ma rentrée en France. Jusqu'ici, j'avais eu lieu d'espérer que je ter-

minerais les affaires de Sétif et de Bougie sans coup férir; la situation qui m'est révélée par les dernières nouvelles diminue infiniment cette espérance. Néanmoins, je ferai tout pour éviter les combats. »

Le lendemain, comme il sortait du palais pour se mettre en campagne, survint une dépêche ministérielle, datée du 30 avril; en conformité d'un ordre du jour voté par la chambre, elle blâmait l'entreprise sans oser absolument l'interdire. Le maréchal ne se donna pas la peine de remonter à son cabinet; il entra dans le bureau des officiers de service, prit une plume et fit immédiatement au ministre cette réponse : « Il est bien évident que je dois prendre sur moi toute la responsabilité de l'œuvre dans toute la chaîne du Djudjura. Je la prends en entier. Il le faut bien d'ailleurs, puisqu'elle m'est laissée, mais cela ne m'effraie pas. Je vous prierai seulement de remarquer qu'on serait bien mal fondé de me répéter encore que je redoute la presse et l'opinion. Je monte à cheval pour rejoindre mes troupes. » Et il partit.

Deux colonnes devaient concourir à l'expédition. Celle dont le maréchal s'était réservé le commandement, et dont les élémens se concentraient à Bordj-Bouira, dans le Hamza, comptait onze bataillons et trois escadrons, d'un effectif total de 7,000 hommes et de 400 chevaux. L'autre, que le général Bedeau rassemblait à Sétif, comprenait neuf bataillons et trois escadrons; elle était moins forte de 1,000 hommes en infanterie.

Du côté du maréchal, les opérations commencèrent le 13 mai. Les deux premières journées furent pacifiques; les tribus riveraines de la grande vallée de l'Oued-Sahel, obéissant à la proclamation qui avait été répandue chez elles, venaient faire leur soumission tour à tour. Le 15, les premiers coups de fusil furent tirés par les Beni-Abbès. A la nuit tombante, des signaux de feu coururent sur les crêtes de la rive droite, et il y fut pareillement répondu de la rive gauche. Presque tout de suite, dès huit heures, l'attaque commença contre les grand'gardes, qui ripostèrent, sans que l'ordre et le silence fussent troublés dans le bivouac. Vers une heure du matin, le feu cessa; deux heures après, le maréchal prit l'offensive.

Laissant ses bagages à la garde de trois bataillons, il s'éleva dans la montagne de la rive droite avec les huit autres et les obusiers. Toutes les crêtes occupées sur plusieurs lignes par les Kabyles furent tournées les unes après les autres, et les villages qui leur servaient d'appui successivement enlevés et incendiés. Il n'en restait plus qu'un tout au sommet, entre deux tours. Ce village portait le nom d'Arzou, et, dans le pays, les deux tours étaient commu-

nément appelées les *Cornes du taureau*. La chaleur était excessive — 45 degrés — et la pente raide. Malgré tout, les zouaves à droite, le 6e bataillon de chasseurs à pied de front, le 13e léger à gauche, grimpèrent résolument à l'assaut. « Le spectacle qui devait terminer le combat, a dit le maréchal, devint des plus intéressans. Nos trois colonnes gravissaient les rampes avec une égale ardeur. Les officiers et les soldats les plus vigoureux devancèrent bientôt leurs camarades, et l'on vit la position abordée sur trois points par une poignée d'hommes qui n'étaient pas plus braves que leurs frères d'armes, mais que leurs jarrets et leurs poitrines avaient mieux servis. Leur audace fut couronnée d'un plein succès. Les deux tiers de nos forces étaient encore sur les pentes que déjà la position était enlevée.

« Une heure après, un des plus beaux types de chef kabyle que j'aie jamais rencontrés, le chef le plus puissant des Beni-Abbès, Hamou-Tahar, a traversé toutes nos troupes pour venir à moi. Il s'exprimait avec une véhémence de gestes et de paroles qui m'a d'abord déplu ; mais la traduction m'a bientôt convaincu qu'il n'était animé que par le désir de faire cesser les maux dont sa tribu était accablée. « Arrête, m'a-t-il dit, ce châtiment que nous avons bien mérité par nos folles attaques ; les Kabyles ont été sourds à tous les conseils qui leur ont été donnés et que tu leur as donnés toi-même dans ta proclamation. J'ai fait ce que j'ai pu, parce que je connaissais ta puissance, pour engager mes concitoyens à se soumettre ; ils ne l'ont pas voulu, et j'ai été contraint moi-même d'aller brûler de la poudre contre ton camp. Aujourd'hui, ils écoutent ma voix qu'ils méconnaissaient hier, et ils m'envoient te dire qu'ils se mettent à ta discrétion. Fais cesser la destruction, et je te promets que demain j'amènerai dans ton camp les chefs des Beni-Abbès. Tu ordonneras de nous ce que tu voudras, nous t'obéirons. » Sa parole et sa physionomie étaient si franches, si expressives, il avait si bien l'air d'un homme fait pour commander aux autres, que j'ai pris en lui une entière confiance.

« Dans la prévision de l'arrivée des parlementaires, les troupes avaient été prévenues qu'au signal de trois coups de canon la destruction cesserait, et que tout le monde viendrait au point de réunion où je n'avais gardé qu'un seul bataillon et l'artillerie. Les trois coups de canon ont été tirés, et, sans attendre le rassemblement général, j'ai pris la route de mon camp, et j'y ai été rejoint successivement par tous les détachemens. » Le lendemain, les Beni-Abbès firent une soumission complète et furent placés sous l'autorité du khalifa Si-Mokrani ; les Beni-Mellikeuch, de la rive gauche, suivirent leur exemple.

Le 21 mai, la colonne du maréchal, qui suivait le cours de l'Oued-Sahel, vit arriver en avant de Bougie, à une journée de marche, la colonne de Sétif. Celle-ci n'avait rencontré quelque résistance que dans les journées du 16 et du 18, chez les Reboula d'abord, puis chez les Beni-Ourtilane. Le 22, toutes les troupes firent leur entrée dans Bougie; le 24, l'investiture fut donnée solennellement aux chefs désignés par les bureaux arabes d'Alger et de Constantine. Le lendemain, le maréchal s'embarqua pour Alger; il avait prescrit au général Bedeau de demeurer pendant quinze jours encore à Bougie avec la moitié des troupes; l'autre moitié devait être ramenée immédiatement par le général Gentil à Bordj-Bouira, d'où les différens corps auraient à regagner leurs cantonnemens.

Ainsi prit fin cette courte expédition. Elle n'avait produit ni plus ni moins de résultats que les précédentes opérations du même genre. Les populations visitées n'étaient que nominalement et pour un temps soumises; au-delà, le grand nombre des tribus demeuraient dans leur indépendance. Il ne fallait pas se payer de mots ni d'apparences : la conquête de la Grande Kabylie restait pour l'avenir toute à faire.

V.

Le 29 mai 1847, le maréchal Bugeaud écrivait d'Alger à l'un de ses amis : « Je suis rentré depuis trois jours de l'expédition de la Grande Kabylie, qui a fait déclamer nos grands tacticiens de la chambre et de la presse. Vous apprendrez avec plaisir, j'en suis sûr, que j'ai pris la ferme résolution de demander un successeur. Sans attendre la décision définitive, je pars, le 5, pour le Périgord. J'ai exprimé ma détermination avec tant de force que l'on renoncera sans doute à la faire changer. »

Le 4 juin, l'escadre de la Méditerranée, commandée par le prince de Joinville, mouillait en rade d'Alger. Le gouverneur eut encore le temps de faire au prince les honneurs de son palais, et de donner des ordres pour l'excursion qu'il voulait pousser, par Blida et Médéa, jusqu'à Boghar. Le lendemain, devant une foule respectueuse, le maréchal prit passage sur le stationnaire *Caméléon*, que commandait le lieutenant de vaisseau Fourichon, son compatriote, et l'on peut ajouter, malgré la différence d'âge et de grade, son ami.

Avant de s'embarquer, il avait fait ses adieux à ses compagnons d'Afrique, de quelque condition qu'ils fussent, par trois proclamations à la population, à l'armée, à la marine : « Colons de l'Algé-

rie, disait-il dans la première, jetez un coup d'œil sur la proclamation que je vous adressais en février 1841. Vous verrez que j'ai dépassé de beaucoup le programme que je m'étais tracé. J'avais dit que le drapeau de la France devait seul planer sur l'Algérie : deux fois l'émir a été refoulé dans le Maroc, et notre domination s'étend sur le pays des Arabes, de la frontière de Tunis à celle du Maroc, de la mer à 120 ou 130 lieues dans le désert. J'avais dit que je serais colonisateur ardent. Étendez vos regards au-delà du cercle d'Alger : voyez les routes, les ponts, les édifices de toute nature, les barrages, les conduites d'eau, les villages qui ont surgi, et dites si nous n'avons pas fait en colonisation, au milieu d'une guerre ardue, plus qu'on n'avait le droit d'attendre. » Puis il donnait aux colons des conseils graves, blâmant leur impatience et leurs injustes préventions contre le gouvernement militaire. « Ces conseils, ajoutait-il en finissant, n'ont rien qui doivent vous blesser ; ils sont au contraire la preuve du vif intérêt que je vous porte. Vous savez que, pendant les six années et plus de mon gouvernement, j'ai mieux aimé servir vos intérêts que de flatter vos passions et votre amour-propre. Pour que je fusse moins franc en vous quittant, il faudrait que mon affection pour vous eût diminué. Il n'en est rien, l'avenir vous le prouvera. »

L'avenir lui a manqué, mais non la reconnaissance nationale. Sa mémoire illustre s'est enracinée profondément dans la terre d'Afrique. Quand, au mois de juin 1849, Alger apprit la mort de son ancien gouverneur, enlevé par le choléra, l'émotion fut universelle et profonde. « J'ai fait mettre à l'instant, écrivait le général Bosquet, des crêpes à toutes les épées, et le deuil reste dans tous les cœurs, j'entends les cœurs des soldats et les cœurs des patriotes. » Une souscription s'ouvrit pour élever un monument à la gloire du maréchal, une statue, qui fut inaugurée trois ans plus tard, le 15 août 1852, à Bab-Azoun.

Il est debout, tête nue, face à la Kabylie, vêtu de sa capote de campagne. A ses pieds, des attributs de guerre et d'agriculture symbolisent ses deux passions unies dans la devise qu'il s'était faite : *Ense et aratro*.

CAMILLE ROUSSET.

LES

GRANDES FORTUNES

EN ANGLETERRE

II[1].

LES INVENTEURS. — LA PRESSE.

I.

Une aristocratie territoriale propriétaire du sol, qu'elle transmet intact en étendue, accru de valeur, à ses descendans; une haute banque détentrice de capitaux énormes; de gigantesques usines occupant des armées d'ouvriers et inondant le monde de leurs produits; une marine commerciale capable de transporter 31 millions de tonnes de marchandises, et de faire face aux exigences d'un mouvement se chiffrant annuellement par 17 milliards à l'importation et à l'exportation, telle est l'Angleterre d'aujourd'hui, résultat de l'évolution de 1750, le *populus anglicus* maître du pouvoir, comme il l'est de la terre et de la richesse.

C'est lui qui a créé de toutes pièces cette machine parlemen-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin.

taire, cette organisation savante et compliquée à laquelle les états européens ont emprunté tout ou partie de leur mécanisme gouvernemental. Là encore il semble avoir travaillé en vue de l'exportation, et si les essais faits à l'étranger n'ont pas toujours été heureux, la faute n'en est pas à lui, mais aux traditions, au génie propre des peuples qui ont tenté parfois, sans grand succès, de faire fonctionner, dans un milieu nouveau, un mécanisme ingénieux, sans posséder la sûreté de main, le sang-froid, l'expérience et surtout le *self control* qu'exige son maniement.

Dans cette île à la superficie restreinte, où s'entassent mines et manufactures, un peuple nouveau a surgi. Si rapidement qu'il s'accroisse, — et nous avons constaté qu'il doublait de 1750 à 1800, qu'il gagnait 90 pour 100 de 1800 à 1850, 30 pour 100 de 1850 à 1880, — cet accroissement rapide est bien peu de chose encore, en tant que puissance productive, si on le compare à cette force nouvelle, à ces ouvriers de fer et d'acier, à ces chevaux-vapeur dont la puissance égale celle de trois chevaux de trait, dépasse celle de vingt manœuvres, — ouvriers silencieux qui consomment chacun 0 fr. 03 ou 0 fr. 04 de charbon par heure, qui ne se lassent jamais dans leur incessant mouvement de va-et-vient, qu'un homme alimente, met en marche, dirige et arrête sans effort, et dont le travail s'effectue avec une incomparable précision mécanique. A ces 35 millions d'habitans qui peuplent le Royaume-Uni et fournissent à l'industrie 3,650,000 ouvriers, ajoutez les 150 millions de bras, les 75 millions de travailleurs mécaniques que la vapeur a créés, que la vapeur utilise, et vous comprendrez la puissante impulsion donnée en moins d'un demi-siècle à la production. Ses lois sont changées, et c'est trop peu de dire que ses forces sont centuplées ; les mots manquent pour rendre des proportions nouvelles et dont quelques exemples peuvent seuls donner l'idée. Une ouvrière aux doigts agiles et expérimentés peut tricoter à la main de 150 à 200 mailles par minute ; le métier circulaire à double fonture en expédie 500,000 par minute ! Muni d'un pareil outillage, un seul ouvrier fait aujourd'hui la besogne de 2,000 à 3,000 autrefois (1).

Et certains logiciens rigoureux d'en conclure que si, dans l'ensemble, la puissance productrice d'un pays a quadruplé, comme en France, par exemple, où nos 1,500,000 chevaux-vapeur représentent une force nouvelle équivalente à celle de 30 millions de travailleurs ajoutés à ceux en chair et en os que nous possédons déjà, chacun de ces derniers peut et doit travailler quatre fois

(1) *La Répartition des richesses*, par M. Paul Leroy-Beaulieu.

moins qu'auparavant, soit trois heures par jour au lieu de douze. Et les faits allant à l'encontre de cette théorie spécieuse, la somme d'heures de travail à accomplir demeurant la même, ils en concluent, avec Stuart Mill, « qu'il est douteux que toutes les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour aient diminué la fatigue quotidienne d'un seul être humain. Elles ont contraint, ajoute-t-il, un plus grand nombre d'hommes à mener une vie de réclusion et de rude labeur; elles ont permis à un plus grand nombre de manufacturiers et d'industriels d'édifier de grandes fortunes; elles ont augmenté l'aisance des classes moyennes, mais elles n'ont pas encore opéré, dans les destinées de l'humanité, les grands changemens qu'elles sont appelées à réaliser. »

Existe-t-il donc réellement une *loi d'airain* contre laquelle viendraient se briser tous les efforts de l'humanité, secondés par des intelligences supérieures, par des inventeurs de génie, par des savans de premier ordre? Cette élite, qui précède et guide l'humanité, serait-elle condamnée à voir son labeur infructueux, à reconnaître, après des investigations sans nombre et de merveilleuses découvertes, que ses efforts aboutissent fatalement au *sisyphisme*, mot nouveau, emprunté à la fable antique, à l'histoire de ce fils d'Eole, condamné par Pluton à rouler sans cesse un bloc énorme au sommet d'un rocher d'où, sans cesse, il retombait sous ses bras lassés? Le *sisyphisme*, dans lequel s'incarnent les efforts impuissans et stériles, le travail ingrat qui jamais ne diminue, jamais ne s'arrête, le poids de la misère un instant soulevé par l'effort puissant, et qui, plus lourd et plus écrasant, retombe sur le malheureux épuisé! Est-il vrai, enfin, que ce vaste courant commercial, qui charrie jusqu'aux extrémités du monde les produits les plus divers de l'industrie européenne, qui en rapporte dans son reflux les matières premières indispensables à l'industrie, se ralentisse et doive s'immobiliser un jour en une mer stagnante, sans écoulement et sans issue, en un encombrement sans nom de produits inutiles, dépassant tous les besoins?

Et cependant, si merveilleux que soient les progrès accomplis, ils sont loin encore d'avoir donné les résultats qu'on est en droit d'en attendre. Si invraisemblable que cela puisse paraître, il n'en est pas moins vrai que cette industrie nouvelle et pour ainsi dire naissante est encore à l'état de transition, à l'état chaotique. Elle ne compte qu'un demi-siècle d'existence et, pour avoir révolutionné en ce petit nombre d'années les vieilles lois économiques, elle n'a pu encore créer les siennes, dégager nettement sa formule. Dans certaines branches de l'industrie, elle a fait d'étonnantes conquêtes; dans d'autres elle est restée comparativement stationnaire. Si elle

a décuplé les moyens de transport, si, à l'aide des chemins de fer et des bateaux à vapeur, elle permet de franchir en quelques heures des distances qui exigeaient des jours de voyage, si elle a centuplé la puissance de production appliquée aux besoins extérieurs de l'homme, elle n'a accru que dans de bien plus faibles proportions la quantité de grains et de viande nécessaire à sa subsistance. Le bénéfice obtenu jusqu'ici consiste en une augmentation des produits fabriqués, en une baisse de prix de ces produits, plus qu'en un accroissement de bien-être et de loisir pour la classe ouvrière.

S'ensuit-il, d'autre part, qu'au développement de l'industrie corresponde celui du paupérisme? On l'affirme sans le prouver, et les statistiques vont à l'encontre de cette assertion, à moins que l'on ne donne à ce mot de paupérisme le sens que lui attribuait Proudhon, et qu'on ne le considère comme exprimant moins la privation que l'équilibre rompu entre les ressources et les désirs. L'envie, née de l'inégalité des conditions, des ardentes convoitises des uns et du luxe des autres, est incontestablement le trait caractéristique de cette fin du XIX[e] siècle, la maladie morale qui fait le plus de ravages; elle est la cause déterminante des mouvemens politiques, des soulèvemens populaires, des haines de classe, et les aspirations passionnées vers une égalité chimérique ne sont que les manifestations d'un mal qu'aucune mesure politique ne saurait enrayer.

Les grandes fortunes éveillent les grandes convoitises, mais outre que leur nombre est beaucoup plus restreint qu'on ne se l'imagine, ainsi que nous allons le montrer, la plupart des grandes fortunes modernes sont aux mains d'hommes *nouveaux,* artisans de leur propre opulence, sortis, comme presque tous ceux dont nous avons déjà retracé l'histoire, des rangs du peuple, arrivés, à force de travail et d'intelligence, à cette situation brillante que l'on envie sans penser à ce qu'elle a coûté de labeur, d'efforts opiniâtres, sans tenir compte qu'elle est à la portée de beaucoup, et que ces détenteurs que l'on jalouse et que l'on hait, non-seulement n'ont pas trouvé dans leurs millions un bonheur qui n'y est pas, mais que leurs voix autorisées ont déclaré hautement qu'à l'y chercher l'homme perdrait ses peines. Un Cornélius Vanderbilt, possesseur d'un milliard, un Nathan Rothschild, au moins aussi riche, l'ont dit, écrit, et on peut les en croire. Ce n'étaient ni des prédicateurs parlant au nom d'un dogme moral, ni des philosophes soucieux de ramener l'homme à la source vraie, à la modération des désirs, ni des politiques anxieux de conjurer une force destructive et menaçante. C'étaient des millionnaires ployant, comme Sisyphe, sous le poids de leur rocher. Ils avaient mesuré la somme de jouissances

que peut contenir une existence humaine disposant d'une incalculable fortune; ils pouvaient satisfaire leurs plus extravagans caprices; ils avaient atteint la limite des désirs réalisables, et, avec une éloquence plus convaincante que celle de la chaire ou de la tribune, ils constataient que l'or coûte aussi cher qu'il vaut, et que le sort de Midas convertissant en ce métal précieux tout ce qu'il touchait est moins enviable que celui du laboureur qui cultive en paix son champ.

II.

Nous avons dit, au début de ces études (1), que l'on évaluait à *sept cents* environ le nombre des millionnaires actuellement existans, en rappelant que, dans la phraséologie moderne, un homme ne figure au livre d'or des millionnaires qu'à la condition de posséder 1 million de livres sterling, 25 millions de francs. Sur ces 700 millionnaires, on en attribue 200 à l'Angleterre. Ce chiffre doit être assez près de la vérité, mais il ne comprend que ceux qui possèdent au moins 1 million sterling en terres, en immeubles ou en valeurs. Il ne comprend pas et ne saurait comprendre les fortunes en cours d'édification, non encore définitivement assises et classées, exposées aux reviremens du commerce et de la spéculation. Le nombre de 700 millionnaires pour l'ensemble a pu paraître au-dessous de la réalité. L'esprit humain est porté à l'exagération, surtout quand il s'agit de chiffres. Rien de plus ordinaire que d'entendre doubler, tripler ou quadrupler par des gens, d'ailleurs à même d'en bien juger, le montant de la fortune de ceux qu'ils connaissent le mieux. Au contraire, on dira ruiné un homme qui perdra une partie de ce qu'il possède. S'il laisse dans une spéculation malheureuse 100,000 francs, on grossira ce chiffre d'une façon surprenante; de même s'il les gagne dans une opération bien conçue. L'attrait du merveilleux, le plaisir de remuer de grosses sommes, ne fût-ce qu'en imagination, est irrésistible, semble-t-il. Il en va de même dans les masses, et comme, pour elles, les moyens d'information, les termes de comparaison et l'expérience personnelle font défaut, elles voient des millionnaires dans tous les gens opulens ou affectant de l'être.

L'Angleterre est incontestablement le pays le plus riche du monde. Si, dans la liste que nous avons reproduite des douze plus grandes fortunes, elle n'est représentée que par cinq individuali-

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

tés, MM. de Rothschild, le duc de Westminster, le duc de Sutherland, le duc de Northumberland et le marquis de Bute; si elle n'occupe, sur cette liste, que le troisième, le sixième, dixième, onzième et douzième rang, en revanche, elle possède à elle seule un nombre de millionnaires double de celui que compte aucun autre pays, sans en excepter l'Amérique, qui la dépasse quant aux chiffres de ses fortunes individuelles.

En dehors de cette élite très restreinte de millionnaires, comment se répartissent, en Angleterre, les revenus de la classe aisée, de cette catégorie d'industriels, commerçans, gens de professions libérales, vivant, non plus de rentes provenant de capitaux accumulés et placés, mais de leur travail quotidien? La cédule D de l'income-tax répond à cette question. Elle constate, en effet, que le nombre de ceux qui retirent, soit de leur profession, soit de leur industrie, un revenu annuel de

10,000 à	25,000	francs,	est de	47,735
25,000 à	50,000		—	12,274
50,000 à	75,000		—	3,861
75,000 à	100,000		—	1,774
100,000 à	125,000		—	1,008
125,000 à	250,000		—	1,896
250,000 à	1,250,000		—	1,036
1,250,000	et au-dessus,		—	86

Il importe, toutefois, de tenir compte des dissimulations d'usage, et, pour arriver à des chiffres aussi exacts que possible, de majorer de 30 pour 100 les déclarations faites par les intéressés. Il en résulterait donc que le grand commerce, la grande industrie et les professions libérales lucratives que l'on peut encadrer entre les chiffres de 25,000 et de 250,000 francs de revenus (en réalité, 34,000 à 325,000) comprennent environ 21,000 personnes; 1,122 jouissent de gros revenus, supérieurs à 325,000 fr. par an, et de ce nombre 86 seulement retirent de leur profession ou de leur industrie un revenu réel supérieur à 1,650,000 francs par année. Il résulte également de l'examen de la cédule E, qui comprend les traitemens, pensions, salaires et gages payés par l'état et les sociétés, que 3,000 personnes seulement touchent un traitement annuel supérieur à 25,000 francs; que 599 reçoivent une somme supérieure à 50,000; que 123 enfin émargent plus de 100,000 francs, et encore y a-t-il lieu de déduire de cette catégorie les *personnes morales*, telles que les universités, les corporations et les églises.

Si, en vue d'établir une comparaison avec notre propre pays, nous rapprochons ces chiffres de ceux que nous relevons dans le remarquable ouvrage de M. Paul Leroy-Beaulieu, nous noterons, tout d'abord, qu'en France les grosses fortunes se concentrent à Paris, ce qui n'est pas le cas pour l'Angleterre, où les millionnaires ne font à Londres que de courtes apparitions, et où le grand commerce s'exerce autant à Manchester, Sheffield, Leeds, Glasgow, Liverpool, qu'à Londres même. Les deux bases principales sur lesquelles on peut établir, avec quelque degré de certitude, une évaluation des revenus en France sont les statistiques des loyers et celles de l'impôt mobilier, contrôlées les unes par les autres et interprétées avec circonspection. Le montant affecté par chacun à son loyer, proportionnellement à son revenu, varie considérablement et peut induire en erreur. M. Paul Leroy-Beaulieu admet en principe qu'à Paris les loyers de 2,000 à 6,000 francs représentent le huitième du revenu des locataires. Au-dessus de ce chiffre, il l'estime au dixième. En 1883, 21,453 contribuables occupaient, à Paris, des logemens de 2,000 à 4,000 francs, représentant de 16,000 à 32,000 francs de revenus; 9,985 payaient de 4,000 à 8,000 francs de loyer, représentant de 32,000 à 64,000 de revenus. On ne comptait que 1,413 appartemens de 10,000 à 25,000 francs de location et un peu plus de 400 seulement d'un prix supérieur à ce dernier chiffre.

Sur ces taxes, contrôlées par les statistiques de l'impôt mobilier, M. Leroy-Beaulieu établissait comme suit les revenus de la classe aisée à Paris :

De 16,000 à 32,000	francs de revenus,	21,453	personnes.
De 32,000 à 70,000	—	9,985	—
De 70,000 à 133,000	—	3,049	—
De 133,000 à 266,000	—	1,413	—
Au-dessus de 266,000	—	421	—

Étendus à la France entière, ces calculs donneraient un total de 700 à 800 personnes possédant 250,000 francs de revenus ou davantage, alors qu'en Angleterre ce chiffre s'élève à environ 2,418. De même pour les fortunes plus modestes, mais comportant encore une large aisance, celles de 50,000 francs de rentes et au-dessus; M. Leroy-Beaulieu en estime le nombre entre 18,000 et 20,000. En Angleterre, cette catégorie comprend un chiffre très supérieur.

Étendu à l'Allemagne, cet examen permet de constater que le nombre d'individus qui possèdent un revenu de 100,000 marks (125,000 fr.) ne dépasse pas 1,800; 144 possèdent un revenu de

plus de 210,000 fr. ; enfin 34 seulement ont plus de 450,000 fr. de revenus.

Supérieures, en Angleterre, comme nombre et comme chiffre de revenus, à celles des autres pays, les grandes fortunes industrielles y sont, on le voit, moins fréquentes qu'on ne se l'imagine. Elles ne laissent pas cependant de former un ensemble imposant. Rapprochées des grandes fortunes territoriales, elles constituent, parallèlement à l'aristocratie de naissance, avec laquelle elles se confondent souvent, soit par des alliances de famille, soit par l'admission dans ses rangs, une aristocratie financière dont on ne trouverait l'équivalent dans aucun pays du monde. Nulle part ailleurs, en effet, le mouvement économique qui s'est dessiné à la fin du siècle dernier, précisé au commencement du nôtre, ne s'est développé avec plus d'ampleur qu'en Angleterre. Seule à produire, à fabriquer, à vendre dans l'Europe paralysée par les grandes guerres du premier empire, maîtresse de la mer, exportant au loin ses produits, multipliant, avec ses colonies, ses débouchés, elle a pris une avance considérable, réalisé d'énormes bénéfices, accumulé de gigantesques capitaux. Nulle part on ne vit disproportion plus marquée entre les fortunes et les conditions sociales, plus de richesse et plus de misère, nulle part aussi l'inévitable réaction ne se produira avec plus d'intensité. L'évolution économique actuelle doit forcément aboutir, en dépit de toutes les apparences et de toutes les résistances, à une moindre inégalité des fortunes, à un nivellement relatif des classes ; elle y prélude déjà par la baisse lente et continue du loyer des capitaux accumulés ; par la conversion des dettes publiques, dépossession graduelle des capitalistes et rentiers, avantageuse aux débiteurs, états ou villes, désavantageuse aux prêteurs, mais légitime ; enfin par l'émiettement des héritages et les impôts de transmission.

De cet ensemble de faits, Stuart Mill concluait que, dans un temps peu éloigné, l'Angleterre arriverait à ce qu'il appelait l'*état stationnaire*, à l'intérêt de l'argent ramené à 1 pour 100, « à l'inéluctable nécessité de voir ce fleuve de l'industrie humaine aboutir à une mer stagnante. » Il s'en réjouissait. Pour lui, ce serait la fin de l'*américanisme*, de « cette mêlée confuse où l'on se foule aux pieds, où l'on s'écrase, et qui est le type de la société moderne,.. une phase déplaisante du progrès industriel,.. la fin de cette période où l'un des deux sexes consacre son existence à courir après les dollars, l'autre à élever et dresser des chasseurs de dollars... Le meilleur état pour l'homme, ajoute-t-il, est celui dans lequel, personne n'étant riche, personne n'aspire à devenir plus riche, et n'a pas à redouter les efforts que font ses semblables pour se pré-

cipiter en avant. » Plus pessimiste, Malthus, prévoyant, lui aussi, cet état stationnaire, affirmait que, « en dépit des efforts continus de l'humanité pour se soustraire à sa destinée, les progrès sociaux devaient forcément échouer sur les bas-fonds de la misère. »

Quoi qu'il en soit de ces prédictions, l'*américanisme*, pour emprunter un terme juste et qui peint bien cette poursuite obstinée et exclusive de la fortune, n'est qu'une tendance anglaise exportée et intensifiée de l'autre côté de l'Atlantique. L'*américanisme* est d'origine britannique, et les citoyens du Nouveau-Monde n'ont fait que porter à son maximum de puissance un instinct héréditaire. L'étude de quelques-unes des grandes fortunes industrielles anglaises (1) met en relief cette faculté puissante à laquelle l'humanité est redevable d'importantes conquêtes et de grands progrès, mais dont l'exagération constituerait, si elle pouvait et devait persister, une redoutable menace pour l'avenir. Elle nous montrera aussi qu'il est d'autres voies pour parvenir au même but; que la fortune, femme et coquette, comble parfois de ses dons ceux-là mêmes qui, absorbés dans des préoccupations plus hautes, insoucians des axiomes de l'humaine prudence, dédaignent ses faveurs et semblent résolument se détourner d'elle.

III.

L'amour, « qui perdit Troie, » et qui, avant et depuis, fit faire tant de sottises à tant d'hommes, n'a pas laissé, parfois aussi, d'inspirer de nobles ambitions et de les récompenser. On retrouve souvent l'influence d'une femme dans les grandes choses entreprises et menées à bien. On la retrouve dans l'œuvre, moins prosaïque qu'on ne pense, qui consiste à édifier une gigantesque fortune.

Celui qui fut plus tard sir Henry Bessemer, l'ami d'un des maîtres du monde, l'un des favoris de la fortune, débuta dans la vie sous des auspices plus romanesques que favorables. Il débarqua, nous apprend-il, à Londres, en 1831. « Personne ne m'y connaissait et je n'y connaissais pas une âme. J'étais un zéro perdu dans cette mer d'hommes. » Pour comble de malchance, il avait la passion des inventions; il était pauvre, naïf et fier. C'était plus qu'il n'en fallait, semble-t-il, pour le condamner à tout jamais à la misère. Il ne s'en tint cependant pas là, et à vingt ans il devint, par surcroît, amoureux. Ce qui devait achever de le perdre le sauva; il puisa dans l'affection profonde et partagée de celle qui fut sa

(1) *Fortunes made in business.* A series of original sketches, 3 vol. in-8°. Londres, 1887; Sampson Low.

femme la force de résister aux rudes épreuves que réservait l'avenir à une nature simple et noble comme la sienne.

Tout d'abord passionné pour la gravure, il inventa un procédé peu coûteux de reproduction de tous les timbres en usage; puis il s'aperçut que son invention, si ingénieuse fût-elle, pouvait être exploitée dans les administrations publiques au détriment de l'état. Préoccupé de ce danger, il s'ingénia à y trouver un remède, à découvrir un timbre inimitable, déployant autant d'habileté à rendre son procédé improductif qu'il en avait mis à le perfectionner. Parvenu à son but, il s'en fut trouver le ministre des postes, sir Charles Presley, lui expliqua sa première invention, lui exposa ses scrupules, et enfin lui mit sous les yeux le modèle qu'il proposait de substituer à ceux en usage, indiquant avec précision ce qui rendait la contrefaçon impossible. « Je ne doutais pas un instant, écrit-il, que le gouvernement ne reconnût généreusement l'important service que je lui rendais. » Il était jeune, avons-nous dit, naïf, et il croyait à la gratitude des gouvernemens.

Sir Charles Presley, lui, était capable, intelligent, et fonctionnaire émérite. Il se rendit immédiatement compte de l'importance de la communication que lui faisait le jeune inventeur; aussi l'accueillit-il de son mieux, lui avouant que des contrefaçons bien moins parfaites que celles qu'il avait sous les yeux occasionnaient déjà une perte de 100,000 livres sterling (2,500,000 fr.) par an au trésor. Il le loua fort de n'avoir pas ébruité sa première découverte, qui eût ruiné l'administration des postes; plus encore de sa seconde invention, qui rendait la fraude impossible, et il termina en lui demandant ce qu'il préférait : d'une somme de 125,000 francs payée comptant ou de la place de surintendant des timbres de la poste, avec un traitement de 18,000 francs par an. Il donna en outre à entendre à son interlocuteur ravi que lui, Charles Presley, lui saurait gré de préférer la place, qu'il dépendait de lui d'octroyer, à une indemnité pour laquelle il serait obligé d'en référer au parlement et d'attendre son vote.

Henry Bessemer n'hésita pas. La place, c'était son mariage à brève échéance, l'avenir assuré, et la fortune le tentait moins que la réalisation de ses espérances. Il livra ses modèles, ses procédés, et s'en fut tout heureux porter à sa fiancée la bonne nouvelle.

Bien qu'au courant de ses travaux et de ses démarches, elle n'espérait pas un aussi prompt résultat; aussi grande fut leur joie; mais une suggestion qu'elle fit ouvrit à son fiancé de nouveaux horizons et le jeta dans de nouvelles perplexités. Sa découverte ne serait complète, lui dit-elle, que s'il parvenait à incorporer dans le timbre une date indélébile. Alors seulement il serait impossible de le détacher pour en faire double usage. « Cette re-

marque, dit-il, me fit peine et plaisir. J'étais heureux de me sentir apprécié et compris, mais je ne me dissimulais pas que cette observation très sensée renversait tous mes calculs, que c'était la ruine de mon invention, et qu'il me fallait y substituer un procédé nouveau. Il se remit à l'œuvre, eut raison de la difficulté, et s'en fut de nouveau trouver sir Charles Presley, qui l'écouta avec un vif intérêt et saisit toute la portée de cette solution. Elle lui permettait, en effet, de ne rien changer à l'organisation des bureaux, de conserver les timbres, les vieilles presses, tout l'ancien matériel; elle rendait inutile la création de la place de surintendant promise à Henry Bessemer, double bénéfice pour l'état et pour sir Charles Presley, auquel revenait tout le mérite d'un procédé simple, peu coûteux, qui a économisé au trésor britannique 125 millions de francs depuis qu'il est adopté.

Henry Bessemer n'eut jamais sa place, et quand il demanda qu'on lui payât au moins l'indemnité offerte, on lui répondit qu'il n'y avait rien d'écrit. Il réclama le montant de ses déboursés; on lui fit entendre qu'on ne lui avait pas demandé ce travail, entrepris volontairement, et qu'il y avait quelque chose de peu délicat de sa part à rendre service à l'état et à présenter ensuite une note à payer.

Il était naïf, et toute sa conduite en cette affaire le prouve; il était pauvre et ne pouvait plaider; il était fier et ne le voulait pas. Il se le tint pour dit, se promettant bien de ne plus avoir affaire au gouvernement contre lequel il avait de si légitimes griefs. Sa fiancée l'approuva et, confiante dans l'avenir, n'hésita pas à unir son sort au sien, nonobstant leur commune déconvenue.

Ce que l'Angleterre lui refusait, la France, plus généreuse, devait le lui accorder un jour. Pour le moment, force était de se remettre au travail. Le temps consacré à ses recherches, les dépenses qu'elles avaient occasionnées et celles de son mariage avaient absorbé son modeste pécule. Encouragé, soutenu par sa jeune femme, qui avait foi en lui et se passionnait pour ses travaux, il s'adonna à de nouvelles recherches, multipliant ses inventions, dont quelques-unes, adoptées par des industriels intelligens, ramenèrent l'aisance dans son ménage et lui permirent de reconstituer un petit capital. Entraîné par son démon familier de l'invention dans des voies nouvelles, le hasard le fit un jour assister à des expériences d'artillerie. Frappé du peu de portée des pièces d'ancien modèle et de l'incertitude du tir, il fut tenté d'examiner le problème au point de vue de la forme à donner aux projectiles. A cette époque, dit-il, ses connaissances métallurgiques étaient des plus limitées, et il attribua, en partie, à cette ignorance première, les remarquables résultats qu'il obtint par la suite.

Dépourvu de connaissances techniques, il se trouvait du moins affranchi de la routine, sans idées préconçues et sans parti-pris. Il étudia pratiquement, dans les fonderies, mêlé aux ouvriers, ouvrier lui-même, jusqu'au jour où, maître de son sujet, au courant des procédés usités, discernant nettement le point sur lequel devaient se concentrer ses efforts pour améliorer ces procédés, il se fit construire un laboratoire et se mit à l'œuvre. Ses premiers essais ne furent pas heureux, mais dans ses insuccès mêmes il puisait la force de persévérer, ses expériences manquées lui révélant des faits nouveaux qu'il notait soigneusement et dont il devait tirer bon parti plus tard.

Les mois et les années s'écoulaient cependant. Son laboratoire absorbait tout son temps et lui coûtait cher. Inquiet de voir diminuer son modique capital, il fut un moment sur le point d'abandonner la partie; mais celle qui devait plus tard partager ses honneurs et sa grande fortune n'eut ni faiblesse ni défaillance. Réduisant leurs dépenses au strict minimum, elle l'encouragea à persister, résignée à tous les sacrifices pour lui permettre de mener à bien l'œuvre entreprise. Le but qu'il poursuivait alors consistait à donner aux pièces d'artillerie à âme lisse une portée égale à celle des canons rayés, en se servant de projectiles oblongs, et en assurant à ces projectiles un mouvement de rotation analogue à celui que leur impriment les pièces rayées. Le problème résolu à sa satisfaction, il estima de son devoir de communiquer ses modèles au *War Office*. Il le fit, non sans appréhensions, le souvenir qu'il avait gardé de ses rapports avec l'administration des postes n'étant pas pour lui faire concevoir l'espérance d'un accueil encourageant. En cela il ne se trompait pas, et, sans examen, on lui retourna ses plans et ses devis. Il se le tint pour dit.

Les travaux auxquels il se livrait l'amenèrent à Paris, et le hasard le fit un jour se rencontrer à dîner avec le prince Napoléon. Ce dernier appréciait les inventeurs, et Bessemer, plein de son sujet, séduit par l'attention courtoise que lui prêtait son interlocuteur, l'entretint de son invention. La guerre de Crimée donnait à cette question un intérêt particulier et tout d'actualité. Convaincu, Bessemer convainquit, et le prince le quitta en lui promettant de rendre compte de leur conversation à l'empereur, et se faisant fort de lui obtenir une audience. Il tint parole. Bessemer vit Napoléon III, qui le reçut parfaitement, et, très au courant lui-même des questions d'artillerie, l'écouta avec un bienveillant intérêt.

Il fit plus. Il le pressa de se rendre à Vincennes et d'y continuer ses expériences. Bessemer accepta, et, sur l'ordre de l'empereur, toutes facilités lui furent données pour les mener à bien.

Quelques semaines plus tard, il revit Napoléon III et lui rendit compte des résultats obtenus ; ils étaient satisfaisans, mais l'observation lui avait suggéré certaines modifications à introduire dans la forme de ses projectiles. Il se rendait à Londres dans cette intention, venait remercier le souverain et lui demander l'autorisation, à son retour, de lui soumettre ses nouveaux modèles et de poursuivre ses essais à Vincennes. L'empereur l'approuva et l'encouragea, ajoutant :

— Vous allez avoir de nouvelles dépenses à faire. J'entends y pourvoir. Comptez sur moi.

Peu de jours après son arrivée à Londres, il recevait en effet une lettre du duc de Bassano renfermant un mot de la main de l'empereur adressé à MM. Baring frères, ses banquiers en Angleterre, ouvrant à Henry Bessemer un crédit sur leur maison. Le montant de la somme était laissé en blanc.

« Qu'auraient dit nos lords de la trésorerie et notre cour de revision, écrit son biographe, à la vue d'un pareil document, eux qui, vingt ans après la guerre de la Péninsule, réclamaient et faisaient payer au généralissime de l'Europe coalisée, à lord Wellington, 5,000 livres sterling pour des dépenses commandées par eux, effectuées par lui, mais dont il ne pouvait, après ce laps de temps, reproduire les reçus ? »

Encouragé par ce concours matériel dont il usa avec discrétion, plus encore par la confiance que lui témoignait et l'appui moral que lui donnait l'empereur, Henry Bessemer reprit ses travaux, et revint à Vincennes diriger et surveiller l'essai de ses nouveaux projectiles. Le résultat dépassa son attente. Le commandant Minié, délégué pour vérifier les expériences, se déclara satisfait.

— Il est regrettable, toutefois, ajouta-t-il, que le métal de nos pièces ne soit pas plus solide. Avec d'aussi puissans projectiles, elles ne pourront résister à un tir prolongé.

Cette observation était juste. Elle frappa vivement Bessemer. Peu de jours après il revit l'empereur, lui en fit part, ainsi que de son intention de se livrer à des études nouvelles pour donner aux pièces d'artillerie une plus grande force de résistance. Chaque pas qu'il faisait dans cette voie, chaque objection nouvelle, le rapprochaient de son but. La suggestion faite par le commandant Minié sur le polygone de Vincennes devait être le point de départ d'une importante révolution dans l'artillerie et dans la métallurgie.

Renfermé dans son laboratoire de Saint-Pancrass, dont il avait seul la clé, et dans lequel il ne laissait pénétrer personne, Henry Bessemer se consacra tout entier à cette tâche nouvelle, multipliant les essais, jusqu'au jour où il réussit à fabriquer un petit canon d'une singulière légèreté relative et d'une grande force de résis-

tance, qu'il porta lui-même à Paris et offrit à l'empereur. Cette pièce, qui devait servir de modèle à l'artillerie actuelle, était d'un métal très résistant, presque blanc, et poli comme l'acier. Napoléon III en fut très frappé; il questionna l'inventeur et lui témoigna une affectueuse sympathie, dont sir Henry Bessemer a toujours conservé un souvenir reconnaissant. Le contraste était grand alors pour lui entre l'intérêt dont faisait montre à son égard un souverain étranger et l'accueil plus que dédaigneux des fonctionnaires anglais.

De retour à Londres, il reprit ses travaux sur une vaste échelle. Il tenait le problème pour résolu en théorie. Des fontes grises, ordinaires, il était enfin parvenu à extraire, par un procédé nouveau d'affinage, l'acier qui devait porter son nom, et révolutionner l'industrie des chemins de fer en la dotant de rails bien autrement durables que ceux alors en usage. Il s'agissait maintenant d'opérer en grand, de prouver par des chiffres irréfutables la supériorité de sa méthode, et de produire l'acier à un prix très réduit. Ses premières tentatives échouèrent; ses fours étaient défectueux. Il les fit démolir et reconstruire à nouveau, encouragé par les résultats chaque jour plus satisfaisans qu'il obtenait, découragé par ces essais dispendieux qui épuisaient ses ressources. Cette fois encore, il trouva dans sa compagne l'appui moral qui ne lui fit jamais défaut et la confiance qui l'encourageait à persévérer. Ses autres entreprises prospéraient; mais, absorbé dans ses recherches, il avait dû laisser à son associé, M. Robert Langsden, la direction de leurs affaires, et ses incessans appels de fonds à leur caisse commune menaçaient de les ruiner tous deux. Il s'en ouvrit franchement à lui et lui proposa de lui vendre sa part dans leur association, ou, s'il entendait continuer, de lui allouer, à titre d'indemnité, une participation de 20 pour 100 dans les nouveaux brevets qu'il entendait prendre. M. Langsden était son ami, plus encore que son associé; il disposait d'une certaine fortune; il croyait, lui aussi, au succès d'Henry Bessemer, et, sans hésiter, accepta cette dernière proposition. Rassuré de ce côté, Bessemer se remit à l'œuvre; il réussit enfin, en 1856, à inventer le *convertisseur*, — auquel il a laissé son nom, et qui lui permit d'extraire, des fontes grises du prix moyen de 18 francs les 100 kilogrammes, un acier brut revenant à 30 francs les 100 kilogrammes. En août de la même année, il communiquait au *British-Association* son rapport sur la fabrication du fer et de l'acier.

Ce mémoire eut un immense retentissement en Angleterre et en Europe. Les principaux maîtres de forges accoururent à Londres. La preuve matérielle des assertions restait à faire; mais le mé-

moire était si précis, si concluant, que, pour se mettre à l'abri d'un monopole ruineux, ils s'empressèrent, sans plus tarder, de traiter avec Bessemer et de lui payer une certaine somme pour s'assurer le droit d'utiliser et d'exploiter sa découverte. En peu de jours, Henry Bessemer reçut ainsi 27,000 liv. sterl. (675,000 fr.).

Ce marché conclu, on se mit partout à fabriquer, mais on ne tarda pas à constater que le procédé de Bessemer, tel qu'il existait alors, ne s'adaptait qu'à certaines qualités de fontes provenant de minerais particuliers. Les insuccès furent nombreux; plus nombreuses encore les récriminations, et au premier mouvement d'enthousiasme succéda une réaction violente. La presse s'en fit l'écho, et l'invention de Bessemer fut qualifiée de « météore brillant qui, après avoir un instant ébloui le monde métallurgique, s'évanouissait dans l'espace sans laisser de traces. »

Le coup était rude. Peu d'inventeurs y auraient résisté, mais Bessemer était convaincu qu'il ne se trompait pas. Un dernier problème s'imposait à lui, il le résoudrait; problème chimique, exigeant de sa part de nouvelles études et de laborieux efforts. Cette fois, ses meilleurs amis, ses partisans les plus déclarés l'abandonnèrent, entraînés par le courant de l'opinion publique. Seuls, sa femme et son associé lui demeurèrent fidèles. De nouveaux sacrifices d'argent étaient nécessaires; on les ferait. Et on les fit. Vainement ceux qui s'intéressaient encore à lui suppliaient l'inventeur, acharné à ses recherches, de renoncer à tenter l'impossible, de ne pas entraîner dans une ruine imminente, dans un irréparable désastre, sa femme et son ami; à toutes les sollicitations il répondit qu'il était assuré du succès, et, appuyé sur ces deux affections solides, il suivit sa voie.

Ce n'était pas un mirage qui le leurrait. Il touchait au but. Il réussissait enfin à produire, au prix de 7 livres sterling la tonne, de l'acier valant 50 à 60 livres sterling, et envoyait à MM. Galloway, de Manchester, les résultats de sa fonte. On les remit aux ouvriers, qui, pendant deux mois, en firent usage sans soupçonner qu'on leur eût livré un acier nouveau.

Mis en garde par une première déception, on s'entêta alors à nier l'évidence, et aucun des grands manufacturiers de Sheffield ne consentit à traiter avec lui. Ils se bornèrent à lui offrir une somme dérisoire, une fois payée, pour son invention, sans même s'engager à l'utiliser. Bessemer avait pressenti ce mauvais vouloir; épuisant ses dernières ressources, faisant argent de tout, il créa à Sheffield une fabrique d'acier, et, dès le début, réalisa des bénéfices en livrant à 10 et 15 livres sterling au-dessous des prix courans l'acier de première qualité. Ces bénéfices, il les employa à agrandir

sa fabrique, vivant de peu, étendant de plus en plus ses constructions, élargissant le cercle de ses opérations. Quatorze années plus tard, il revendait cette première fabrique vingt-quatre fois le prix qu'elle avait coûté, et dans cet intervalle le capital primitif s'était multiplié cinquante-sept fois. A l'exposition de 1862, M. Platt, membre du parlement, grand industriel, offrait à Henry Bessemer 50,000 livres sterling (1,250,000 fr.) pour une part d'un cinquième dans son brevet. Cette proposition était acceptée, et M. Platt retirait, en peu d'années, 250,000 livres sterling (6,250,000 fr.) de cette opération.

Napoléon III avait la mémoire tenace et l'amitié fidèle. L'exposition de 1867 lui fournit l'occasion de le prouver à Henry Bessemer. Il insista pour que son nom fût porté sur la liste des étrangers auxquels il conférait la haute distinction de grand'croix de la Légion d'honneur, sous la réserve usuelle de l'assentiment de leur gouvernement. M. Bessemer, touché de cette marque de la haute estime en laquelle le tenait un souverain qui lui avait donné déjà de si nombreux témoignages de sympathie, s'empressa de solliciter de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris l'autorisation nécessaire. Elle lui fut péremptoirement refusée. Une seconde requête, adressée au gouvernement anglais, n'eut pas un meilleur sort. L'irritation que lui causa cet injustifiable refus réveilla en lui les amertumes passées et le décida à livrer à l'appréciation publique les procédés dont il avait été victime à son début dans la vie et le déni de justice du ministère des postes.

Au point où il était arrivé, il pouvait d'ailleurs se passer du concours et de l'appui de son gouvernement. Son invention se propageait en Europe et en Amérique avec une étonnante rapidité, et la fortune le dédommageait amplement de ses rigueurs passées. Avant l'adoption de ses procédés, l'Angleterre produisait annuellement 50,000 tonnes d'acier, dont le prix se maintenait entre 50 et 60 livres sterling la tonne. En 1877, cette production atteignait 750 000 tonnes, dont le prix était ramené à 10 livres sterling. L'économie de combustible dépassait 3,500,000 tonnes de charbon. A l'étranger, la production s'élevait à 2 millions de tonnes d'acier. On estime à 20 millions de livres sterling (500 millions de francs) l'économie *annuelle* que l'industrie réalise par l'emploi des procédés de Bessemer, et à 170 millions de livres sterling (4,250 millions de francs) celle qui est résultée, pour l'Angleterre seule, de l'usage des rails Bessemer.

La France, l'Autriche, l'Allemagne conférèrent à Henry Bessemer les plus hautes distinctions, sans les accompagner cette fois de la réserve usitée, et le gouvernement anglais, cédant enfin, bien

qu'encore d'assez mauvaise grâce, à la pression de l'opinion publique, se décida tardivement à l'élever au rang de baronnet.

IV.

En tout temps et en tout pays, on a tenu en pitié le sort des inventeurs. Et, de fait, il semble que la fortune prenne à tâche d'épuiser sur eux ses rigueurs. Pour quelques-uns qui, plus vaillans, la domptent, combien succombent à la tâche! La liste est longue de ceux qui ont légué à des successeurs habiles d'admirables découvertes qu'ils n'ont pu ou su exploiter eux-mêmes; dans cet interminable martyrologe que de noms oubliés, inconnus! La civilisation n'est pas tendre pour ceux qui la devancent, et les pionniers qui tracent la voie ont souvent même sort, qu'il s'agisse d'ouvrir à l'activité humaine un continent nouveau ou de lui fournir d'autres et plus puissans moyens d'action.

De même que toute vérité nouvelle, politique, philosophique ou morale a contre elle ceux qui vivent de l'erreur, et le nombre en est grand, les sectateurs de la routine industrielle s'accommodent mal de changemens qui, contrariant leurs habitudes, les contraignent à modifier, avec leurs procédés, leur outillage, et, non contens de secouer leur inertie, leur imposent des déboursés qu'ils savent immédiats, en vue de bénéfices qu'ils estiment problématiques. Puis les facultés qui distinguent l'inventeur sont diamétralement opposées à celles qui caractérisent le manufacturier. L'ardeur et l'impatience de l'un sont antagonistes à la sagesse et à la prudence de l'autre. Un inventeur américain, qui possède aujourd'hui deux fois plus de millions qu'il ne compte d'années d'existence nous disait un jour : « Même dans notre pays de *go ahead*, d'audace et de progrès rapides, j'ai eu moins de difficultés à découvrir les procédés nouveaux auxquels je dois ma fortune qu'à les faire accepter par les plus intéressés à les exploiter. »

Aussi est-il rare de rencontrer un inventeur enrichi par ses découvertes. Bon nombre, après avoir végété dans la misère, ont fini leurs jours dans une maison de santé ou dans un cabanon de fous, aigris par les déboires, exaspérés par cette lutte redoutable entre l'idée juste et la résistance routinière. En revanche, leur succès, quand ils réussissent au prix d'efforts inouïs, est-il en proportion de l'énergie dépensée. Sir Henry Bessemer en est un exemple; sir Josiah Mason en fut un autre.

Il naquit à Kidderminster, le 23 février 1795. Son grand-père était tisserand, son père ouvrier dans une fabrique. La famille vivait pauvrement, et de bonne heure Josiah dut se rendre utile. Il débuta

par colporter dans les rues des petits pains et des gâteaux qu'il achetait à la douzaine et revendait en détail. Il ne s'enrichissait pas à ce métier, mais il apprenait à se lever tôt, à travailler dur et à connaître le prix de l'argent. Chose singulière ! cet enfant qui eut tant de peine à gagner ses premiers sous, et plus tard ses premières livres sterling, fut l'homme le plus généreux et le plus libéral le jour où la fortune le combla de ses faveurs méritées. De son enfance pénible et négligée, il lui resta un grand fonds d'amour et de compassion pour les petits, les humbles, les maltraités de la vie. A certaines épreuves, le cœur s'ouvre, large et tendre, ou se ferme à jamais. Heureusement pour lui et pour les pauvres, il n'était pas de ceux dont le cœur se ferme.

Il s'instruisit lui-même, comme il put, apprit à lire et à écrire, essaya divers métiers et dut y renoncer, non faute d'application, mais par excès de conscience. Cordonnier, il n'employait que le meilleur cuir, soignait son travail et devait vendre ses produits à un prix trop élevé pour ses pratiques ou les céder à perte. En outre, il avait un tour d'esprit ingénieux qui l'entraînait toujours hors des sentiers battus, le poussait à chercher de nouvelles méthodes, à créer de nouveaux procédés. Le démon de l'invention s'agitait en lui. Employé par son oncle dans une fabrique de jouets, il suggérait des améliorations, plus préoccupé d'innover que de fabriquer. Son imagination, constamment en éveil, lui jouait d'autres tours. A vingt-deux ans, il s'éprenait d'une de ses cousines, l'épousait, plus riche d'espérances que de réalités, et rencontrait, comme sir Henry Bessemer, le bonheur dans cette imprudente union.

Mais, dans l'écheveau passablement embrouillé de la vie humaine, les jours heureux et les jours sombres se croisent, s'emmêlent et se succèdent. Il ne suffit pas de mettre la main sur le bonheur; pour en jouir, il faut vivre, et Josiah Mason était à peine marié que les moyens d'existence lui manquaient. Son oncle vendait sa fabrique et Josiah se trouvait sur le pavé. Sans place et sans argent, il lui fallait se retourner, trouver autre chose. La Providence, qui n'abandonne pas ceux qui ne s'abandonnent pas eux-mêmes, lui fit rencontrer un bon Samaritain, M. Heeley, qui le connaissait de vue, mais qu'il ne connaissait pas. M. Heeley avait remarqué ce jeune homme industrieux et ingénieux ; il augurait bien de son avenir et s'intéressait à lui. Le sachant sans emploi et le voyant soucieux, il l'aborda dans la rue :

— Vous êtes M. Mason?

— Oui.

— Sans emploi

— Oui.

— J'ai votre affaire; venez me trouver demain chez M. Harrison, Lancaster-Street.

Mason fut exact au rendez-vous. M. Harrison était un fabricant de bagues auquel M. Heeley le présenta et le recommanda. En peu de mots, l'affaire fut conclue. Mason entra en qualité de commis chez Harrison, qui fut et resta son ami, et dont il garda jusqu'à sa mort un souvenir reconnaissant. Un an plus tard, M. Harrison lui cédait sa fabrique, dont Mason acquittait le prix sur le bénéfice de ses premières années, les machines ingénieuses qu'il avait inventées lui permettant de décupler sa production. Mais ce genre d'industrie était forcément limité; il lui assurait une modeste aisance, rien de plus; et l'esprit actif et curieux de Mason cherchait un champ plus vaste, un produit d'un usage universel, répondant à une consommation constante, partant à une production illimitée. Il le cherchait parmi ces infiniment petits objets utiles à tous, à la portée de tous. La formule se précisait dans son esprit : inventer un article nouveau, répondant à un besoin universel; concentrer sur cet article toutes ses facultés d'invention, le fabriquer à bas prix, l'imposer à tous par son bon marché et son indiscutable utilité. On finit par trouver ce que l'on cherche avec persévérance.

Son ami, M. Harrison, très lié, malgré la différence de condition sociale, avec le docteur Priestley, grand physicien anglais, raconta à Josiah Mason qu'un jour le docteur se lamentait devant lui de la difficulté croissante qu'il éprouvait, vu son âge avancé et sa vue défaillante, à tailler les plumes d'oie dont on se servait exclusivement alors. Harrison ajouta que, désireux de venir en aide à son vieil ami, il avait eu l'idée de lui fabriquer un bec de plume en acier, emmanché dans une légère tige de bois. Non sans peine, il réussit à confectionner un objet assez informe dont le docteur se servit tout en le trouvant dur et d'un maniement peu commode. Depuis, — c'était en 1829 que M. Harrison faisait ce récit, — plusieurs essais avaient été tentés pour substituer les plumes de fer aux plumes d'oie, mais sans grand succès.

Ce fut un trait de lumière pour Mason. Dès le lendemain, il se mit en campagne et finit par découvrir chez un papetier de Bull Street une carte de neuf plumes en fer, du prix de 3 shillings 1/2, 4 fr. 25. Il s'en procura une, rentra chez lui, se mit à l'œuvre et le lendemain en avait fabriqué trois. « Deux, dit-il, ne valaient pas grand'chose, mais la troisième était bonne, flexible et bien fendue. » Sur la carte, il avait noté le nom du fabricant : Perry, Red Lion-Square, London. Il lui adressa sa plume. « Le lendemain, ajoute-t-il, M. Perry arrivait chez moi, et de ce jour je devins fabricant de plumes de fer. »

Les débuts furent modestes. En 1831, il n'en vendait encore, d'après ses livres, que pour 1,412 livres sterling (35,300 fr.); il n'employait que douze ouvriers. Mais, grâce à ses procédés ingénieux, il réduisait ses prix de fabrication et de vente, produisait des plumes de bonne qualité dont la consommation augmentait rapidement. Le prix au détail tombait de 0 fr. 60 à 0 fr. 10 la plume, pour décroître encore. En 1874, Josiah Mason occupait dans sa fabrique 1,000 ouvriers, produisait 3 tonnes de becs de plume par semaine, soit 4,500,000, et dotait Birmingham d'une de ses principales branches d'industrie. Cette fois, il tenait la fortune; mais, entre ses mains elle n'était qu'un moyen d'action, et, si considérable qu'elle fût déjà, il entendait ne pas s'arrêter là. Ce fils d'ouvrier caressait un rêve de prince; pour le réaliser, il fallait des millions; il se mit en route pour les conquérir, attiré par son génie familier vers les inventions et les inventeurs.

Pendant qu'il créait à Birmingham une industrie nouvelle, deux frères, George et Henry Elkington, y tentaient leurs premières expériences d'électro-chimie. Dans l'évolution de plus en plus accentuée qui entraînait tant d'esprits aventureux à la conquête de procédés utilitaires et pratiques, toute découverte nouvelle de la science était aussitôt mise à réquisition, appliquée aux besoins de l'industrie à l'affût de ce qui pouvait favoriser ses progrès. La galvanoplastie naissait de l'étude approfondie de la pile de Volta. C'est vers 1838 que Jacobi et Spencer en donnèrent les premières formules.

Avant eux, on dorait et on argentait, mais à l'aide de procédés primitifs et meurtriers. Sur la pièce à dorer ou argenter, on étendait un amalgame d'or ou d'argent, mélange de l'un de ces métaux avec du mercure; on soumettait la pièce ainsi préparée à l'action du feu, qui, volatilisant le mercure, laissait subsister seul le métal précieux. Dans les ateliers, imprégnés de vapeurs délétères, les ouvriers vivaient peu, atteints promptement du *tremblement mercuriel*. L'invention des frères Elkington supprimait ce danger; elle permettait de doser exactement la quantité de métal et l'épaisseur de la couche. Pour cela, on plongeait la pièce dans un bain de cyanure d'or ou d'argent dissous dans du cyanure de potassium. Sous l'action de la pile et l'influence du courant, l'or ou l'argent se précipitait au pôle négatif et recouvrait la pièce attachée au fil de ce pôle d'une couche adhésive de métal.

Mais les capitaux manquaient aux frères Elkington pour exploiter leur découverte. De longs et coûteux tâtonnemens avaient épuisé leurs ressources. Pour s'en procurer, ils offraient vainement de concéder des privilèges d'exploitation. Nul ne s'en souciait, et, ainsi que nombre d'inventeurs avant et depuis eux, ils sollicitaient hum-

blement les fabricans de battre monnaie avec leur découverte. Dans leur détresse, ils s'adressèrent à Josiah Mason ; on le disait riche, et on le savait bien disposé pour les inventions nouvelles. Il les accueillit avec sympathie, étudia leurs procédés, en comprit la valeur et accepta leurs offres d'association. Ouvrant largement sa caisse bien garnie, il décida la création d'une gigantesque usine, en fit dresser les plans, établir les devis, et commença les travaux. Effrayés des proportions qu'il entendait donner à cette première manufacture et des sommes qu'il allait y engloutir, ses associés lui remontrèrent timidement que leur invention appliquée à des objets d'art, reproductions de vases, médailles, statuettes antiques ou modernes, ne comportait qu'une production restreinte, d'un usage peu répandu. Mais fidèle à ses principes, Josiah Mason avait déjà fixé son attention sur une tout autre branche d'industrie, reléguant au second plan celle dont s'étaient uniquement préoccupés ses nouveaux associés. Il leur expliqua que, leurs procédés permettant d'argenter les métaux les plus communs, il se proposait d'entreprendre sur une vaste échelle l'argenture des couverts de zinc, de fabriquer ainsi à un prix très modique un article d'un usage universel, de procurer aux masses les avantages hygiéniques, l'agrément et la propreté qui résultent de l'emploi des couverts d'argent, et d'introduire ainsi jusque dans les demeures les plus modestes un luxe très envié et rendu peu coûteux.

Il n'eut pas de peine à les convaincre, d'aussi vastes horizons étaient pour les séduire ; il en eut davantage à se soustraire aux objurgations de ses amis. On menait grand bruit dans Birmingham de la colossale usine qu'il faisait élever et des sommes considérables qu'elle absorbait. On ne mettait pas en doute qu'il ne se ruinât, et chacun de lui prodiguer des conseils qu'il écoutait courtoisement, se bornant à répondre que, l'usine achevée, il entendait, en outre, ouvrir des salles de vente et d'exposition à Londres et à Liverpool. On le tenait pour fou. Entre temps, il recrutait les plus habiles ouvriers, les meilleurs artistes et dessinateurs, et poussait activement ses travaux.

L'exposition de Hyde-Park, en 1851, prouva qu'il ne s'était pas trompé dans ses prévisions, et fut, pour la maison Elkington et Mason, un éclatant triomphe. En peu d'années, Josiah Mason rentra dans ses déboursés et accrut considérablement sa fortune. D'heureuses spéculations de terrains à Birmingham la grossirent encore, et, en 1858, il possédait assez de millions pour réaliser enfin le rêve qu'il avait caressé toute sa vie.

Après avoir distrait de sa grande fortune une somme modeste, suffisante pour assurer à sa femme et à lui une existence telle

que la comportaient leur âge mûr et leurs goûts simples, il consacra le surplus à des œuvres de charité. Lui-même a souvent raconté qu'à l'époque où, jeune et pauvre, il luttait courageusement pour conquérir sa place au soleil, il se délassait de son labeur quotidien par des rêveries de philanthrope millionnaire. Son ambition était de venir un jour en aide à ceux appelés comme lui à franchir ces redoutables épreuves, aux pauvres et aux déshérités. Pauvre lui-même, il étudiait les moyens de les secourir; enfant négligé, il se préoccupait des enfants abandonnés. En imagination, il dépensait une fortune qu'il n'avait pas, qu'il n'aurait peut-être jamais, à réaliser ses projets humanitaires. Marié, il en entretint sa femme, lui communiqua son ardeur et sa foi, et, la fortune conquise, tous deux se mirent à l'œuvre devenue commune.

Dans peu de pays, la charité privée a créé autant d'œuvres utiles qu'en Angleterre. La philanthropie y emprunte au caractère même de la race une intensité, une fixité de vues remarquables; seulement, le mobile qui met en branle ces volontés opiniâtres et tenaces procède plus souvent, d'ordinaire, de la réflexion et de l'observation que de cette chaleur de cœur, de cette ardente sympathie pour les vaincus de la vie qui animaient Josiah Mason. Le sentiment du devoir parle plus haut chez l'Anglais que l'amour de l'humanité. Sa compassion est parfois hautaine. Dans la misère, il voit une ennemie, mauvaise conseillère; dans le pauvre, un incapable, un être incomplet auquel il est utile et juste de venir en aide; il ignore le plus souvent ce sentiment réflexe qui amène l'homme, en présence d'un indigent, à faire un retour sur lui-même, à se mettre un instant, en pensée, à sa place, à se demander si le sort qui le frappe ne le frappera pas un jour. Si la sympathie fait défaut, la conscience, le raisonnement, le sentiment de l'équité y suppléent.

Dès son enfance, Josiah Mason était pénétré de l'idée que, si tout homme a droit de jouir des fruits de son travail, ce droit est limité à ses légitimes besoins; qu'au-delà, ce qu'il possède, ce qu'il détient, ne lui appartient pas; que son devoir est de l'affecter au soulagement de ceux qui, moins heureux, ont échoué; et ce qu'il tenait pour équitable de faire, il le fit. Sans ostentation comme sans réclame, en toute simplicité, il affecta à des œuvres charitables la plus grande partie de sa grosse fortune, construisit à Birmingham l'orphelinage qui porte son nom, y dépensant près de 15 millions, consacrant à l'organiser ses dernières années, ses derniers efforts, créant à Elkington une maison de refuge pour les femmes, et, pour compléter son œuvre, dotant Birmingham d'un collège scientifique dont la construction et l'installation seules lui

coûtèrent 4,500,000 francs. Il remettait en outre à un comité de *Trustees* une somme considérable, dont le revenu suffisait à assurer l'avenir de sa fondation.

Il en posait la première pierre le jour même où il atteignait sa quatre-vingtième année, et, dans un discours qui fut le testament de cet homme de bien, il rappela en peu de mots son enfance négligée, les épreuves de son adolescence, les succès de son âge mûr et ses rêves d'enfant réalisés par un vieillard. « Quand j'etais jeune, dit-il, — il y a bien longtemps de cela, — nos écoles étaient rares et pauvres. Ce que j'appris, je l'appris seul, à Kidderminster d'abord, ma ville natale, puis à Birmingham, ma ville d'adoption, où se sont écoulées soixante années de ma vie. Enfant, j'ai dû faire bien des métiers pour gagner ma subsistance. J'ai vendu des petits pains dans les rues, puis j'ai été garçon de bureau, cordonnier, commis, tisserand. A trente ans, pour toute fortune, je possédais 20 livres sterling (500 fr.), péniblement économisées. Je vous dis cela pour montrer à ceux qui m'écoutent qu'il ne faut jamais se lasser. Dieu a béni mes efforts ; il m'a fait riche. Il est naturel et équitable que je consacre la plus grande partie de ces richesses que je lui dois à procurer aux autres les moyens de réussir, d'acquérir l'instruction qui m'a manquée. Toute ma vie j'ai souhaité, ambitionné, de réaliser ce rêve. Fasse le ciel que mon œuvre soit utile et prospère et, qu'à défaut d'enfans qu'il m'a refusés, il me soit donné de contribuer à aplanir les voies des générations futures ! »

Interprète des sentimens d'une population reconnaissante, la reine Victoria conférait au petit-fils du tisserand de Kidderminster le titre de baronnet, et, par égard pour son grand âge et sa modestie, l'exemptait de l'étiquette du cérémonial usité et de la présentation à la cour.

V.

Ce que Josiah Mason fit pour le commerce de Birmingham, sir John Brown le fit pour celui de Sheffield. Ces deux villes leur sont redevables de leur industrie locale et d'une incomparable prospérité. Si Sheffield se vante d'être, comme elle l'est en effet, *the first smoke producing city of the Kingdom*, la ville d'Angleterre qui produit le plus de fumée, « la ville infernale, comme la décrit Charles Reade, où l'eau est noire comme l'encre et l'atmosphère couleur de suie, » elle doit en grande partie cet inestimable privilège à sir John Brown. Mais elle lui doit aussi une activité commerciale

extraordinaire, un mouvement industriel qui font d'elle l'une des premières villes du Royaume-Uni.

Sous cette épaisse fumée que vomissent des milliers d'énormes cheminées, sous « ces hectares de crêpe » qui l'enveloppent comme un gigantesque voile de deuil, Sheffield vit, grandit, s'étend, ajoutant chaque année de nouvelles usines à ses usines en activité. Dans ses bureaux, enfumés et sombres, où le gaz brûle en plein midi, s'accumulent les millions, s'édifient les grandes fortunes, au milieu de l'étourdissante rumeur d'un peuple de cyclopes affairés, du fracas retentissant des lourds pilons, du sifflement strident des machines à vapeur. Sheffield est le centre du commerce du fer, *Steelopolis*, la métropole de l'acier fondu, forgé, tordu, laminé, dont les invisibles parcelles flottent dans l'air alourdi et pesant.

On s'y fait, semble-t-il, et on a peine à s'en passer. Un manufacturier de Sheffield, contraint, par l'extension de ses affaires, à construire, au-delà des faubourgs de la ville, une usine plus vaste, se plaignait de la pureté relative de l'air; il regrettait cette atmosphère dans laquelle il avait longtemps vécu, et gémissait d'entrevoir parfois un pâle rayon de soleil, un ciel comparativement clair. « La fumée de Sheffield, s'écriait-il dans un accès de lyrisme industriel, mais c'est notre pain et notre fortune! »

John Brown, qui devait être un jour l'un des plus grands manufacturiers et des plus riches particuliers de l'Angleterre, naquit à Sheffield en 1816. Il appartenait, lui aussi, à cette classe ouvrière d'où sont sortis tant d'hommes éminens; il fut élevé à cette salutaire, mais rude école du travail manuel qui endurcit, de la pauvreté qui stimule les natures énergiques. Son père était ouvrier carrier, travaillant aux ardoisières, mais ambitieux à sa manière, et très désireux de donner à son fils les rudimens d'instruction qui lui avaient fait défaut et dont il appréciait la valeur. Il l'envoya donc passer chaque jour quelques heures dans une modeste école où l'on enseignait à lire et à écrire aux enfans pauvres des deux sexes. John Brown possédait une bonne mémoire et une intelligence éveillée. Il retint ce qu'on lui apprit; il apprit même ce qu'on ne lui enseignait pas. Doué d'une imagination vive et d'une précocité rare pour son âge, à onze ans il se prit de passion pour une de ses petites compagnes de classe, Mary Schofield. Il était constant, car il fut fidèle à cet amour, né sur les bancs d'une école, contrarié par les circonstances, et Mary Schofield devint lady Brown.

Mais, avant d'en arriver là, l'avenir réservait plus d'une épreuve au jeune amoureux. A quatorze ans, il entrait comme apprenti chez MM. Earl, Horton et Ce. Sheffield était alors une petite ville sans

importance et sans commerce, somnolente dans sa ceinture de champs de blé et de collines verdoyantes semées de villas rustiques. Elle n'était ni représentée au parlement ni même pourvue d'un conseil municipal. La vie y était patriarcale; pendant deux ans, John Brown dut servir sans recevoir de gages; au bout de ce temps, ses patrons, satisfaits de son assiduité, lui allouèrent 6 shillings (7 fr. 50) par semaine. Puis, à l'expiration de son noviciat, son père lui fit don d'un souverain (25 francs), d'un costume neuf, et, s'estimant au terme de ses sacrifices, l'invita à ne plus compter sur lui et à aviser aux moyens de se tirer seul d'affaire.

En cette circonstance critique, M. Earl, qui avait pris bonne note de son intelligence et de son assiduité au travail, lui fit une proposition à laquelle l'apprenti était loin de s'attendre. Il lui offrit d'entrer comme associé dans sa maison. John Brown n'eût pas mieux demandé, mais les fonds lui manquaient. M. Earl lui suggéra alors de prendre à son compte un petit atelier qu'il avait fait construire et de se consacrer à la fabrication de la coutellerie, appelée à devenir avant peu l'une des spécialités de Sheffield. Un capital de 500 livres sterling (12,500 fr.) suffisait. Un de ses oncles consentit à s'en porter garant, et John Brown prit possession de cet atelier, qui devait plus tard, sous le nom d'*Atlas*, être l'une des plus gigantesques manufactures de l'Angleterre.

Si l'histoire a ses dates célèbres, points de départ d'évolutions politiques qui modifient la carte du monde et les conditions de l'humanité, l'industrie, elle aussi, a ses grandes découvertes, qui viennent tout à coup bouleverser les traditions du passé, inaugurer une ère nouvelle. La vapeur, et avec elle les chemins de fer et les bâtimens à marche rapide, ont profondément modifié la situation économique, les lois de l'existence des peuples. Cet immense anneau ferré qui enserre notre globe, qui s'étend comme les mailles d'un gigantesque filet sur l'Europe entière, ne compte guère plus d'un demi-siècle. On a peine à croire, aujourd'hui, à ce mot d'un de nos hommes d'état les plus éminens, qualifiant le chemin de fer, qui reliait Paris à Saint-Germain de « joujou bon à amuser les Parisiens. » On a peine aussi à se rendre compte de l'impulsion prodigieuse imprimée par la vapeur au lourd et pesant mécanisme social du commencement de ce siècle, de la révolution opérée dans les habitudes d'une population rivée au sol par la lenteur et la cherté des voyages.

Après quelques lentes oscillations, ce courant emporta tout, aussi bien ceux qui le niaient que ceux qui l'affirmaient; de lui datent les fortunes colossales; de nouveaux besoins avec les moyens de les satisfaire, une spéculation effrénée, une consommation de

houille et de fer hors de toute proportion avec une production jusque-là routinière et restreinte.

Occupé à fabriquer de la coutellerie, des scies, des limes, dans son paisible village de Sheffield, John Brown n'en suivait pas moins d'un œil curieux les prodromes du mouvement, cette marche hésitante, ces essais, ces tâtonnemens, préludes ordinaires de toute évolution économique. Il pressentait qu'un grand changement allait s'accomplir; il entendait en tirer parti. Cette industrie naissante allait demander à l'épargne des capitaux énormes, dépassant actuellement 60 milliards de francs, construire plus de 200,000 kilomètres de lignes exploitées, 50,000 lieues, plus de trois fois le tour de notre globe. On ne prévoyait pas alors un pareil développement et un aussi prodigieux élan. John Brown fut du petit nombre de ceux qui en comprirent la portée. Laissant de côté une fabrication restreinte, il se lança dans le courant, se voua exclusivement à la production du fer, convertit son atelier en usine, acheta le terrain environnant, élargit sa fonderie, à laquelle il donna le nom d'*Atlas*, et qui couvre aujourd'hui près de 12 hectares. Son intelligence éveillée, son habileté à profiter des circonstances, à prévoir et devancer des besoins croissans, lui conquirent, en peu d'années, avec une énorme fortune, le surnom de *roi du fer*, que lui décernèrent les habitans de Sheffield, stupéfaits de sa rapide élévation.

Il ne devait cependant pas s'arrêter là. Toujours à l'affût des emplois nouveaux du fer et de l'acier, il se trouvait à Toulon, en 1860, quand la *Gloire* vint mouiller dans le port. Ce bâtiment de guerre français, construit d'après un nouveau type, préoccupait fort l'amirauté anglaise; ses flancs étaient revêtus d'une armure de fer, composée de plaques de 4 pouces 1/2 d'épaisseur. John Brown sollicita l'autorisation de le visiter; elle fut refusée. Frétant une embarcation et muni d'une longue-vue, il s'approcha du cuirassé aussi près que les règlemens lui permirent, notant tout avec soin, les dimensions des plaques forgées au marteau, la qualité du fer, et revint songeur à Sheffield.

Substituer l'acier au fer, obtenir des plaques plus résistantes et de plus grandes dimensions à un prix moins élevé, donner au métal, par le martelage et le laminage, une homogénéité parfaite, de nature à prévenir les éclatemens, un allongement et une élasticité supérieurs, tel était le problème qu'il agitait dans son cerveau toujours en activité. Jusqu'ici, on n'avait réussi à fondre que 20 kilogrammes d'acier à la fois. S'il en résultait une dépense de combustible disproportionnée, d'autre part cette production suffisait à une fabrication limitée de coutellerie fine. Décupler, centupler ces

quantités, arriver à fondre en grandes masses, tel était l'objectif, que de leur côté, poursuivaient Henry Bessemer en Angleterre, Krupp en Allemagne. Dès 1862, ce dernier envoyait à l'exposition de Londres un lingot d'acier fondu de 20,000 kilogrammes et un arbre coudé plus surprenant encore, puisqu'il provenait d'un lingot de 25,000 kilogrammes. Peu d'années plus tard, l'usine Krupp occupait 16,000 ouvriers et fabriquait 130 millions de livres d'acier par an.

Bessemer venait d'inventer son *convertisseur*, qui permettait de transformer en acier 8,000 kilogrammes de fonte en quelques minutes et sans aucune dépense directe de combustible. De retour à Sheffield, John Brown lui achetait le droit d'exploiter son procédé, inventait lui-même un gigantesque laminoir dans les cylindres duquel il faisait passer ses lingots d'acier, et se mettait à l'œuvre, résolu à obtenir de bien autres résultats que ceux auxquels on était encore parvenu.

Pour s'embarquer dans une pareille aventure, il fallait plus qu'une foi robuste en soi-même et dans le succès : de puissans moyens d'action et des capitaux énormes. Il les possédait, et, sans hésiter, s'engagea dans cette voie qui devait aboutir à le ruiner ou à décupler sa fortune. Maire de Sheffield, il eut alors l'occasion d'y recevoir lord Palmerston, premier ministre. Il l'entretint de son idée de doter la marine anglaise de plaques cuirassées bien supérieures à celles qui se fabriquaient sur le continent. Lord Palmerston le mit en rapport avec les lords de l'amirauté. Ceux-ci l'écoutèrent poliment, mais leur siège était fait. Ils n'admettaient pas qu'un navire pût porter une cuirasse de plus grande épaisseur que celle de la *Gloire*; au-delà de 5 pouces 1/2, à les entendre, on surchargeait inutilement la coque, et ces dimensions suffisaient pour la mettre à l'abri du tir des canons modernes. Vainement, John Brown leur fit observer que, si les expériences officielles démontraient, en effet, que les projectiles actuels ne pouvaient entamer des plaques de fonte de 5 pouces 1/2, il n'était pas douteux qu'on n'obtînt très prochainement des pièces en acier d'un calibre bien supérieur comme puissance et comme portée. Déjà, Bessemer, à Londres, poursuivait ce résultat, et, près de lui, à Sheffield même, MM. Frith fabriquaient des pièces qui brisaient comme verre les blindages de 5 pouces 1/2.

Il ne s'en tint pas à des affirmations et prouva son dire, à la grande suprise des lords de l'amirauté, dont l'optimisme officiel dut céder à l'évidence. Très soucieux de ce qu'ils voyaient, ils se consultèrent et arrivèrent à une conclusion diamétralement opposée à celle qu'attendait John Brown : à savoir qu'il était inutile de cher-

cher davantage et que le système des plaques de blindage leur semblait définitivement condamné. A bout d'argumens, il proposa alors au gouvernement de fabriquer des plaques d'*acier* de 5, 7 et 8 pouces d'épaisseur, de les soumettre à l'épreuve des projectiles qui faisaient éclater les plaques de fonte, et, en cas d'insuccès, de prendre à sa charge tous les frais des expériences.

On y consentit, et, en avril 1863, il faisait fondre et laminer, en présence des lords de l'amirauté, des plaques d'acier mesurant jusqu'à 12 pouces d'épaisseur, 40 pieds de longueur et 4 de largeur, sur lesquelles s'émoussèrent tous les projectiles. John Brown n'avait pas dépensé moins de 5 millions de francs pour obtenir ce merveilleux résultat. Son succès était complet; il fut retentissant et fit connaître son nom au monde entier. Les États-Unis, pendant la guerre de sécession, s'adressaient à son usine pour leur fournir les plaques de blindage. De Russie arrivaient des ordres considérables; la plupart des puissances maritimes avaient recours à lui pour leurs cuirassés. En 1854, déjà colossalement riche, il cédait son usine au prix de 25 millions de francs à une compagnie qu'elle devait enrichir, et recevait de la reine Victoria le titre et le rang auxquels lui donnaient droit les grands services rendus à son pays.

VI.

Dès 1776, Thomas Jefferson, depuis président des États-Unis, déclarait « qu'il ferait meilleur vivre dans un pays sans gouvernement, mais où la presse existerait, que dans un pays sans journaux et pourvu du meilleur des gouvernemens. » La presse était pour lui « cette fenêtre grande ouverte sur le monde extérieur, » qui permet à l'homme de se détacher de la contemplation de soi-même et de suivre le cours des événemens qui l'emportent avec eux. « Donnez-moi la presse, ajoutait Wendell Philipps, et peu m'importe alors qui fait les lois et qui décrète la morale. »

« Qu'en dit *le Times?* » est la phrase stéréotypée qui vient aux lèvres de tout Anglais quand un incident quelconque surgit dans le monde politique. Car, en fait, chez lui, la presse est souveraine : elle crée l'opinion publique. Elle exerce sur la race anglo-saxonne une influence bien autrement puissante que le gouvernement qu'elle domine, soutient ou renverse. Dans un précédent travail (1), nous avons eu l'occasion d'étudier ses étonnans progrès aux États-Unis,

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai.

de montrer comment, en moins d'un siècle, elle avait atteint un chiffre de publication et de tirage dépassant celui du reste du monde.

Nous voyons cette presse américaine déborder sur l'Europe, multiplier, à Paris même, ses éditions quotidiennes et hebdomadaires, envahir nos kiosques, étaler en bonne place ses agences luxueuses. Avant-garde de cette civilisation américaine, fille de la nôtre, et qui, par un choc en retour, réagit sur nous, elle nous impose maintenant ses procédés de publicité, d'annonces et de réclames, ses en-tête qui forcent l'attention, attirent et retiennent l'œil; à notre insu, elle agit sur nos mœurs, américanisant l'Europe qui l'a colonisée et peuplée, modifiant nos usages et nos coutumes, charmant les femmes par la liberté d'allures, de conduite et de langage qu'elle laisse aux siennes, semant partout où elle passe ses habitudes de confort minutieux et de somptueux hôtels. Parvenue intelligente, cette civilisation nouvelle, dédaigneuse de notre ancienne simplicité, a plus contribué qu'on ne le croit à développer dans ce Paris où volontiers elle élit domicile, les goûts de dépense, de vie large, qui la caractérisent, et contre lesquels on tente en vain de réagir. Elle représente le progrès matériel, l'activité incessante, la richesse avec ses exigences, moins factices qu'on ne les suppose. Par leur merveilleuse adaptation aux nécessités d'une vie affairée, les moyens employés pour les satisfaire décuplent, en effet, la puissance productrice de l'homme, multipliant par le télégraphe ses moyens d'information, par le téléphone ses moyens de communication, et, par leur systématique application aux plus petits détails de la vie, réalisant une économie de temps, d'employés, d'intermédiaires coûteux et lents.

Dans cette voie, les États-Unis ont devancé l'Europe, qui les imite; la concurrence l'y oblige, et l'expérience faite par eux semble concluante. Le *go ahead*, l'impulsion fiévreuse de la marche en avant, est contagieux, et les vieilles traditions évoluent dans le sens de cette orientation nouvelle. Si dédaigneux qu'ils aient longtemps été de *Brother Jonathan*, les Anglais cèdent au courant; la jalousie a remplacé le dédain que leur inspiraient ces colons révoltés et émancipés, devenus de redoutables concurrens. Ils empruntent aux Américains leurs procédés pour soutenir la lutte industrielle, et, dans le domaine même de la publicité, où ils s'estimaient passés maîtres, ce n'est pas sans de puissans efforts qu'ils maintiennent, non plus leur suprématie, mais l'égalité.

Pour mettre en relief les progrès rapides de la presse aux États-Unis, nous nous sommes attaché de préférence à l'étude du *New-York Herald* et de son fondateur. Le *New-York Herald*, mieux

que toute autre feuille américaine, nous a paru résumer en sa courte histoire cet esprit d'initiative hardie, cette habileté à tirer parti des circonstances, des inventions nouvelles, pour atteindre en un minimum de temps un maximum de succès. Si le journal de M. Gordon Bennett peut être considéré comme le journal type des États-Unis, c'est dans le *Times* de Londres que semble s'incarner la presse anglaise. Pour être moins accidentée peut-être, sa carrière n'est pas moins intéressante; elle constitue, elle aussi, l'un des grands et rares succès financiers que nous fournit l'histoire de la presse.

Aucun peuple n'a, d'aussi bonne heure, estimé à si haut prix cette puissance nouvelle. En 1782, Sheridan, l'implacable adversaire de lord North, réclamant, aux applaudissemens de l'opposition, la liberté de la presse, terminait par cette véhémente apostrophe un discours demeuré célèbre : « Donnez-moi la liberté de la presse et laissez au ministre assis sur ces bancs sa chambre des pairs servile, sa chambre des communes vénale et corrompue, la distribution des places et des faveurs, l'influence que donnent le pouvoir et l'argent pour briser les résistances et acheter les suffrages. Avec la liberté de la presse, je ne crains rien; avec cette arme redoutable, je saurai lui tenir tête, saper l'édifice si haut élevé par lui, ébranler jusque dans ses bases profondes son œuvre de corruption et d'intrigue et l'écraser sous ses ruines. »

Sous une autre forme, Anthony Trollope reproduisait, de notre temps, la même idée dans son roman *He knew he was right.*

« — De qui s'occupe-t-on le plus à Londres, sir Marmaduke, du lord chancelier ou de l'éditeur du *Jupiter* (*Times*)?

« — Du lord chancelier, certainement, répondit sir Marmaduke, surpris de l'irrévérence de cette question.

« — Et qui se soucie du lord chancelier? C'est un légiste habile, je le crois ; utile, je l'espère ; mais sa seigneurie, sa perruque et le sac de laine sur lequel il siège ne sont qu'oripeaux comparés au pouvoir dont dispose l'éditeur du *Jupiter*. Si le lord chancelier s'alitait pour un mois, croyez-vous que nos affaires en iraient plus mal?

« — Je l'ignore, monsieur; je ne suis pas dans les secrets du conseil, mais j'incline à croire que sa maladie serait une calamité nationale.

« — A peu près autant qu'une indisposition de ma grand'mère. Mais si l'éditeur du *Jupiter* tombait malade, croyez-moi, on ne parlerait plus que de cela. »

Fondé à Londres, en 1785, par John Walter, sous le titre de *Daily Universal Register*, le journal qui, trois ans plus tard, prenait le

nom de *Times* et le rendait célèbre dans le monde entier, dut le jour à une de ces conceptions bizarres, de ces *hobbies* qu'enfourchent volontiers les Anglais et qu'ils n'abandonnent pas facilement.

John Walter, imprimeur, et disposant d'un certain capital, était féru de l'idée de simplifier le travail des compositeurs. Le fait que certains mots usuels revenaient fréquemment dans l'impression des livres l'avait frappé. Il inventa ce qu'il appelait le langage logographique, prit un brevet, et, pour l'exploiter avantageusement et en démontrer la suprématie, créa le *Register*. Il fit fondre en grandes quantités et d'une seule pièce les mots d'usage courant, convaincu qu'il réaliserait à l'aide de ce procédé une économie notable de temps et de main-d'œuvre. Mais il se trouvait en présence d'une masse hétérogène de mots nécessitant une multiplicité de cases dont il n'avait pas prévu le nombre. Une étude minutieuse l'amena à la conclusion que la langue anglaise comprenait environ 90,000 mots; après un labeur acharné, il n'était parvenu à réduire ce total qu'à 5,000, exigeant un espace tel, un maniement si compliqué, qu'il fut obligé de renoncer à son impraticable invention et d'en revenir aux procédés ordinaires de composition. Cette tentative lui coûta cher, car il s'entêta avec une obstination toute britannique et n'abandonna la partie qu'à bout de ressources.

Le *Daily Universal Register* était alors une modeste petite feuille, du format d'une double lettre, imprimé sur papier grossier, ne contenant que quelques nouvelles saillantes, sans aucune appréciation des événemens, des avis de mariages, naissances et morts, et un petit nombre d'annonces. Il se vendait 3 *pence*, 0 fr. 30, et à ce prix trouvait encore des acquéreurs.

La plus importante des inventions est peut-être celle dont les progrès ont été les plus lents. Découverte en 1438, l'imprimerie n'avait encore, en 1781, produit que vingt journaux nés viables, parmi lesquels nous nous contenterons de citer les gazettes publiées à Nuremberg (1457), à Cologne (1499), à Venise (1570), à Francfort (1615), la *Gazette de France* (1631), qui succéda au *Mercure français*, etc.

Le titre choisi par John Walter pour son journal n'était pas heureux. Lui-même donna les raisons qui l'engagèrent à en adopter un autre. — « J'entre au café. Garçon, apportez-moi l'Annuaire (*Register*). — Et le garçon de me répondre invariablement : — Nous n'avons pas de livres de bibliothèque, monsieur. Vous trouverez l'Annuaire au café de la Bourse. — Et au café de la Bourse, si vous demandez l'Annuaire, on vous apporte l'Annuaire de la cour, ou celui de la ville, de l'année, mais jamais mon journal, ce dont j'enrage. »

Le 1er février 1788, le *Register* parut sous le nom de *Times*. S'il devait mener son éditeur à la fortune, il le conduisit tout d'abord en prison. John Walter était un brave homme, ennemi de toute fraude et de toute intrigue, assez abrupt dans ses appréciations et profondément ignorant des égards dus aux puissans du jour. De ces qualités, comme de ces défauts, résulta pour lui une existence passablement mouvementée. Le *Times* ne comptait pas encore une année d'existence que son propriétaire était arrêté et traduit en justice pour avoir imprimé dans sa feuille que « la conduite du duc d'York, l'un des fils du roi, n'était pas pour plaire à Sa Majesté. »

John Walter avait raison; il disait tout haut ce que chacun répétait tout bas; aussi fut-il dûment convaincu d'erreur et condamné à 50 livres d'amende, une heure de pilori et un an d'emprisonnement, sans compter qu'il dût fournir caution de se mieux comporter pendant sept ans. Il paya l'amende, figura au pilori et fit son année de prison; mais elle était à peine commencée, qu'il s'entendait condamner, par surcroît, à 200 livres d'amende et à une nouvelle année de prison pour avoir imprimé des choses désagréables au prince de Galles et au duc de Clarence, prenant le premier à partie pour ses excès de table, et reprochant au second d'avoir quitté son poste d'amiral sans autorisation. Cette fois, il prit l'engagement formel de ne plus s'occuper de la famille royale, et, après seize mois de détention, fut remis en liberté.

Comme toujours, les condamnations encourues par l'éditeur faisaient la fortune du journal. Ses lecteurs se multipliaient, et John Walter, appréhendant de nouveaux séjours en prison, s'associait son fils aîné, lequel devait, par un coup d'audace, qui était en même temps un acte d'honnêteté, assurer au *Times* la première place dans la faveur du public. Imprimeur habile, en même temps qu'éditeur d'un journal, il était alors chargé des fournitures d'imprimés à l'administration des douanes et en tirait bon profit. En 1810, le hasard le mit sur la voie de fraudes importantes commises par des employés supérieurs de la marine au détriment du trésor public. Le *Times*, dans une série d'articles, dénonça ces agissemens avec preuves à l'appui et détails circonstanciés. L'émoi fut grand dans le haut personnel administratif, gravement compromis, et qui crut étouffer l'affaire en retirant à l'éditeur du journal la fourniture des imprimés de la douane. Ce procédé brutal et maladroit souleva l'opinion publique; l'administration s'aperçut alors de la bévue commise, et, pour la réparer, elle se hâta d'en commettre une autre. On fit savoir à John Walter qu'il serait remis en possession de ses fonctions d'imprimeur des douanes à la condition de ne pas ébruiter dans sa feuille les abus dont il pourrait avoir

connaissance. Il s'y refusa, déclarant qu'il renonçait à un emploi de nature à aliéner en quoi que ce fût son indépendance comme journaliste.

Il n'en fallut pas davantage pour lui rallier les sympathies et assurer au *Times* un chiffre considérable d'abonnés, l'indépendance absolue et avérée d'un journal étant sa première condition de succès, son moyen d'action le plus indiscutable sur l'opinion. Battu de ce côté, le ministère anglais tenta de prendre sa revanche d'un autre. On était alors au plus fort de la lutte contre Napoléon Ier. Le public s'arrachait les feuilles où il trouvait des nouvelles du continent. Le *Times*, bien renseigné par ses correspondans d'outre-Manche, était le premier à donner à ses lecteurs des informations précises sur la marche des armées, les opérations de guerre et les alliances politiques qui se nouaient et se dénouaient entre les principales puissances. La presse ministérielle ne jouissait que d'un médiocre crédit; on lui reprochait de dissimuler les nouvelles fâcheuses, d'exagérer celles qui étaient favorables, de colorer à sa guise les événemens dont l'Europe était alors le théâtre. Recourant à des procédés trop fréquens, mais toujours inutiles, le gouvernement anglais donna ordre de ne plus remettre directement aux agens du *Times*, qui accostaient au large de Gravesend les navires arrivant du continent, les dépêches et les journaux adressés à son éditeur, mais de les faire tenir à l'administration des postes. On retardait ainsi de douze à vingt-quatre heures la publication des nouvelles dans le *Times*; puis, sur les réclamations de J. Walter, on lui fit entendre, une fois de plus, que l'on pourrait, sur sa demande et à titre de *faveur*, révoquer cette mesure. Il comprit ce que l'on attendait de lui en échange, maintint son droit, déclina toute faveur, para de son mieux aux tracasseries dont il était l'objet et qui lui valurent une recrudescence de lecteurs et de popularité.

En même temps, par ses offres libérales, il s'assurait le concours des meilleurs écrivains anglais, substituant au système du paiement à la ligne celui du paiement à l'article, allouant un prix aussi élevé pour les entrefilets courts, mais substantiels, que celui accordé aux articles longs et délayés qui lassaient la patience du lecteur, et dans lesquels les auteurs, se conformant aux traditions de leurs devanciers, s'ingéniaient à faire montre d'une érudition laborieuse et pesante.

Les feuilles publiques s'imprimaient encore à la main, et, jusqu'en 1814, le tirage d'un journal ne dépassait guère 450 exemplaires à l'heure. C'est tout au plus si l'on pouvait livrer à la circulation 3,000 ou 4,000 copies par jour, chiffre insuffisant quand le journal publiait le récit d'événemens tels que les batailles d'Aus-

terlitz, de Trafalgar, d'Iéna ou de Waterloo. Dès 1804, un des compositeurs du *Times*, Thomas Martyn, avait conçu l'idée d'employer pour le tirage des feuilles publiques la machine à vapeur de Watt. Il en entretint John Walter, lui communiqua ses devis et ses ébauches de plan. Frappé des avantages de ce nouveau système, J. Walter lui ouvrit un crédit, lui assigna un bureau spécial et lui fournit tout ce qui était nécessaire pour poursuivre ses travaux et faire ses expériences. Mais, devant les menaces des ouvriers, Thomas Martyn fut obligé de se désister.

Toutefois, l'idée conçue par lui s'était fortement ancrée dans le cerveau tenace de J. Walter. Un autre inventeur, König, poursuivait de son côté la solution du même problème. Encouragé et aidé par Walter, il réussit, après plusieurs années d'essais et de tentatives infructueuses, à construire une machine, imparfaite encore, mais qui, telle qu'elle était, décuplait le tirage. J. Walter la fit monter secrètement dans une annexe, puis choisissant parmi ses ouvriers quelques-uns des plus intelligens et des plus sûrs, s'assurant au moyen d'une haute paie de leur zèle et de leur discrétion, il les fit dresser par König au maniement de cette nouvelle presse. Le soir où tout fut prêt, un avis affiché dans l'imprimerie du *Times* informa les ouvriers que des nouvelles graves attendues du continent obligeaient l'éditeur à retarder jusqu'à une heure avancée dans la nuit le tirage du journal. A six heures du matin, il leur faisait savoir que l'édition avait été imprimée dans la nuit par une presse à vapeur, et qu'il en serait de même à l'avenir. Il les engagea à s'abstenir de tout acte de violence, ses presses étant bien gardées, et termina en déclarant qu'il conserverait à son service tous ceux qui accepteraient sans murmurer les faits accomplis, ou leur allouerait trois mois de gages pour leur permettre de chercher une autre place, mais qu'il congédierait ceux qui essaieraient d'entraver le travail. On le savait homme de parole, et on se le tint pour dit.

Ce qui acheva de porter à son plus haut point la popularité du *Times*, fut le fait suivant. En 1845, la spéculation sur les chemins de fer prit en Angleterre un formidable essor. Les annonces et réclames de compagnies nouvelles affluaient dans les colonnes du *Times*, qui encaissait, de ce chef seul, plus de 300,000 francs par semaine. Ému des dangers que cette spéculation effrénée pouvait faire naître, prévoyant une crise financière et industrielle redoutable, John Walter, qui avait succédé à son père comme éditeur du *Times*, n'hésita pas à entreprendre une campagne vigoureuse contre ces annonces alléchantes qui amenaient l'or dans sa caisse. Recrutant, parmi les écrivains compétens, les plus indépendans, s'adressant aux financiers les plus en renom et les plus prudens, il publia

jour après jour, semaine après semaine, des articles dans lesquels prenant vivement à partie les meneurs du mouvement, il dénonçait les risques que l'on faisait courir à l'épargne publique, le peu de garanties qu'offraient ces compagnies improvisées, l'agiotage des actions, l'effondrement prochain de plans mal conçus et mal étudiés. Le *Times* y perdit une source éphémère de revenus, mais y gagna, avec une clientèle considérable de lecteurs et d'abonnés, l'estime et la considération publiques.

Par une anomalie assez singulière, et qui est un des traits caractéristiques du temps, plus l'influence du journal grandissait, plus on se perdait en conjectures sur ses rédacteurs. Non-seulement aucun des articles du *Times* ne portait de signature, mais ses collaborateurs réguliers et son directeur même étaient inconnus du public. On savait que les Walter possédaient le journal ; y écrivaient-ils? on l'ignorait. Les rédacteurs dont les articles avaient le plus de retentissement dissimulaient soigneusement leur personnalité. Parfois on croyait reconnaître la plume autorisée, alerte ou mordante de tel ou tel écrivain en renom, le style clair et précis d'un homme d'état éminent, mais tous, invariablement, se tenaient pour autorisés à désavouer une collaboration dont ailleurs on se serait fait honneur. Carlyle en cite un curieux exemple dans sa *Vie de Sterling*. En 1835, sir Robert Peel, quittant le ministère, adressait une lettre de remerciemens au directeur du *Times*. Ce journal avait soutenu son administration et prêté, en diverses circonstances critiques, le concours de son influence. Sir Robert Peel ne connaissait ni de vue, ni même de nom le directeur de ce grand journal. Il adressa donc sa lettre « au directeur du *Times*. » Edward Sterling, qui occupait alors cette importante position, accusa réception de sa lettre au premier ministre, mais sans livrer son nom, et signa sa réponse : le directeur du *Times*.

Cet anonymat si soigneusement gardé cessa à partir du jour où M. Delane prit, en 1841, la direction du journal. Des personnalités diverses qui occupèrent successivement le fauteuil directorial du *Times*, M. Delane fut le premier qui, par une éducation toute spéciale, se prépara à cette carrière difficile. Entré jeune dans les bureaux du journal, il y acquit les premières notions pratiques, puis s'en fut, à l'université, compléter, aux frais, dit-on, des Walter, son instruction générale, en vue uniquement de la profession à laquelle il se consacrait. A vingt et un ans, il était sous-directeur ; quelques années plus tard, rédacteur en chef.

Ce rédacteur en chef ne rédigeait rien. Jamais il n'écrivit un article pour le *Times* ; c'était l'affaire de ses collaborateurs. Cette abstention systématique et voulue lui permettait de se vouer tout

entier à la tâche délicate qui lui incombait. Ses avis et ses critiques avaient d'autant plus d'autorité qu'il n'était pas exposé à donner la mesure de son talent, qu'il demeurait en dehors de toute coterie littéraire, de toute polémique personnelle, qu'on ne pouvait ni le critiquer ni le juger. Le *Times* résumait plus tard son rôle en quelques lignes :

« M. Delane n'a jamais été un écrivain. Il n'a jamais tenté d'écrire quoi que ce fût en dehors de ses rapports et de sa correspondance. Il avait sous ses ordres un nombreux état-major de rédacteurs; c'était à eux d'écrire, à lui de les diriger. Ce fut un immense avantage pour le *Times* d'avoir comme directeur un homme compétent, qui, ne se dépensant jamais en articles, garda sa tête libre et son temps disponible pour la tâche spéciale qui lui incombait exclusivement. »

Il est d'ailleurs de tradition au *Times* qu'un rédacteur ne peut écrire plus de deux, au maximum trois, *éditorials*, articles de fond, par semaine, sans s'user rapidement. Chacun de ces articles est payé d'ordinaire 250 francs. Le journal en publie trois d'ordinaire par numéro.

Le succès prodigieux du *Times*, surtout ses grandes dimensions, que doublaient encore de fréquens supplémens, n'étaient pas sans éveiller de l'autre côté de l'Atlantique une assez singulière jalousie. Les Américains se résignent difficilement à se laisser dépasser dans tout ce qui est du domaine de l'étendue, de l'espace ou de la vitesse. Il semble qu'on empiète sur un terrain qui est leur. Dès 1845, stimulés par l'exemple du journal anglais, dont le format s'élargissait chaque année, ils s'ingéniaient à le dépasser, inaugurant l'ère de ces feuilles gigantesques que Bennett, du *New-York Herald*, avait plaisamment qualifiées de *blanket sheets*, draps de lit. En 1850, le *Courier and Enquirer*, l'un des plus grands de ces journaux, « mesurant 64 pouces carrés de plus que le *Times*, » se vanta d'avoir battu le journal anglais et de donner plus de texte que lui à ses lecteurs. Cette assertion, qui intéressait vivement, paraît-il, l'amour-propre des Américains, provoqua une enquête minutieuse. Le colonel Webb en fut chargé, et déclara l'affirmation inexacte. Il résulta, en effet, du calcul très compliqué auquel il se livra, que le numéro du *Times* contenait 720,768 *m*, et celui du *Courier and Enquirer*, de même date, 714,355. Le 1er janvier 1851, le *Courier*, qui n'entendait pas rester sous le coup de cette défaite, élargissait encore son format en tous sens et atteignait le chiffre de 1,338,863 lettres, près du double du *Times*.

On devait aller plus loin encore. Le 4 juillet 1859, George Roberts publiait à New-York le premier numéro d'un journal *sécu-*

laire, le second numéro devant paraître le 5 juillet 1959, sous la direction, vraisemblablement, d'un autre éditeur. Ce mastodonte des journaux mesurait 400 pouces sur 250 ; il contenait la matière de six volumes in-8°, 104 colonnes de $1^m,35$ chacune. Tiré à 28.000 exemplaires, sur papier de choix, en vue des collections futures, il trouva de nombreux amateurs. Depuis, on n'a rien tenté pour dépasser le format de cette feuille, aussi extraordinaire comme dimensions que comme titre : *the Illuminated quadruple Constellation.*

Parvenu au degré d'influence politique, sociale et financière où l'ont amené l'habileté et l'intégrité de ses fondateurs, secondés par des collaborateurs de premier ordre, un grand journal comme le *Times* est une puissance avec laquelle doivent compter les plus puissans, une royauté parmi les royautés. Elle a enrichi la dynastie des Walter. « Royauté toute moderne, écrivait William Thackeray, toute d'opinion, universelle, elle ne sommeille ni ne s'endort. Elle a ses ambassadeurs auprès de toutes les cours, ses courriers sur toutes les routes. Pas une armée ne s'ébranle sans que ses officiers figurent dans l'état-major qui la commande, pas un homme d'état dont la porte ne s'ouvre devant ses émissaires. Ils vont partout, on les rencontre dans les sables du désert et sous le pôle glacé. L'un d'eux intrigue à Pékin ou Madrid, pendant qu'un autre prend note à Covent-Garden du prix des céréales et des pommes de terre. »

Le budget des correspondans du *Times* à l'étranger est de près de 1 million de francs. Pour Paris, le traitement s'élève à 80,000. M. Lowe, à Berlin, en touche 62,500 ; autant pour Vienne, 50,000 pour Rome. M. Simpson, à Saint-Pétersbourg, reçoit 50,000 fr.; M. Diaz, à Madrid, 25,000 ; M. Lax, à Bruxelles, 25,000. Les frais de télégrammes et de poste portent le chiffre total à plus de 1 million et demi.

La presse est le miroir le plus fidèle, le plus utile à consulter pour quiconque cherche à se rendre un compte exact des idées, des goûts, des tendances d'un peuple. Reflet de l'opinion, qu'elle suit plus souvent qu'elle ne la dirige, qu'elle ne contrarie qu'avec d'infinis ménagemens, elle s'adapte avec une merveilleuse souplesse à ses brusques évolutions, notant le caprice de l'heure, l'engouement du moment. Dans le choix des sujets qu'elle traite, dans la part qu'elle fait à chacun d'eux, jusque dans la distribution matérielle et savamment agencée de ses articles, dans ses entrefilets, dans leur allure et leur style, dans l'agencement des colonnes, dans le choix du titre et du type, s'incarne le génie d'un peuple, s'accusent ses curiosités légitimes

ou malsaines, ses occupations et ses préoccupations, ses distractions, ses plaisirs, ses besoins, ses qualités, ses travers et ses vices. Tout y est, tout s'y trouve. C'est le reflet d'une collectivité agissante et pensante, le kaléidoscope quotidiennement varié dans lequel l'observateur attentif peut discerner les idées générales, les aspirations communes, les courans qui entraînent les masses.

Aussi, les différences sont grandes entre les journaux influens des différens pays. Rien ne ressemble moins au *Times* de Londres que le *New-York Herald*, le *Ledger* de Philadelphie, le *Journal* de Boston ou le *Delta* de la Nouvelle-Orléans. Et cependant la race est la même, mêmes aussi la langue et la religion. Le milieu diffère, et avec lui les aspirations et les tendances, les goûts et les amusemens, les idées et les besoins. C'est en les démêlant mieux, en s'y adaptant habilement, que quelques éditeurs ont réussi à faire de leurs feuilles les organes attitrés d'un peuple et la source de grandes fortunes personnelles.

L'histoire des grandes fortunes commerciales anglaises mettra encore plus en relief l'importance de cette faculté d'adaptation, le rôle prédominant qu'elle a joué dans la vie de ces millionnaires, auxquels elle a souvent tenu lieu de génie. S'il en a fallu aux grands inventeurs pour atteindre le but qu'ils s'étaient fixé, pour faire triompher leurs idées, pour arriver à l'opulence, il est un autre genre de génie, plus modeste, plus terre à terre, plus à la portée de tous, que nous révélera l'étude des débuts, des luttes et des merveilleux succès de ces grands négocians qui ont porté si haut leur fortune et la puissance commerciale de l'Angleterre.

C. DE VARIGNY.

LES

MICROBES

Le mot *microbe*, créé, il y a dix ans à peine, par Sédillot, le célèbre chirurgien de Strasbourg, était voué à une destinée extraordinairement heureuse, en dépit d'une constitution discutable. Rigoureusement, en effet, il devrait s'appliquer aux êtres à *courte vie;* mais le sens qui lui a été immédiatement attribué, et qu'il conservera désormais, est bien celui que lui a donné son auteur, qui a voulu ainsi désigner les plus petits représentans de la nature vivante. Or il se trouve, par un singulier contraste, que les plus petits, parmi les êtres vivans, sont précisément ceux qui paraissent avoir, dans certaines conditions, la vie la plus résistante et la plus longue, une vie dont on ne connaît pas encore les limites.

De fait, les microbes tiennent aujourd'hui une grande place dans la conversation des gens du monde comme dans les discours des savans, et on pourrait, avec quelque raison, les accuser d'être envahissans. En hygiène, en médecine, on en met partout : veut-on signaler le danger de l'air impur que nous respirons, de l'eau douteuse que nous buvons, des logis défectueux que nous habitons, le monstre dont on nous menace, c'est un microbe; et quand un malade demande à son médecin d'où lui vient son mal, le médecin, le plus souvent, ne peut encore que répondre. C'est un microbe. C'est cependant la seule réponse qu'il puisse faire. Cette énorme importance, attribuée à de si petits personnages,

finit par irriter; aussi le monde est-il actuellement divisé en deux camps, celui des gens qui *croient* aux microbes, et celui des gens qui n'y *croient pas*. Ne pas croire aux microbes est d'ailleurs une opinion qui devient originale, qui dispense de discuter, et qui, en somme, est d'assez bon ton.

Ce serait cependant une singulière injustice que d'accuser ceux qui invoquent les microbes de déguiser leur ignorance ou leur embarras, comme on le faisait jadis en parlant des *miasmes* ou des *effluves*. Les miasmes, les effluves, c'était le *quid ignotum* auquel il fallait bien rapporter l'origine de nos maladies, — puisque tout effet doit avoir une cause, — mais ce n'étaient que des mots vides de sens, en dehors du sens général de cause, car personne n'avait vu, n'avait étudié ces êtres de raison; tandis que les microbes sont des êtres bien réels, qui vivent, se nourrissent, se multiplient, que nous voyons, que nous manions, dont nous étudions, par l'observation et l'expérimentation, les conditions d'existence et les propriétés, et dont la notion correspond à un ensemble de connaissances scientifiques rigoureusement déterminées.

Ce que nous nous proposons ici, sans avoir la prétention de dire, même succinctement, tout ce qu'on sait des microbes, — il faudrait déjà pour cela un gros volume, — c'est de tracer à grandes lignes l'évolution de cette science nouvelle, créée presque de toutes pièces par notre illustre Pasteur; montrer par quelles étapes successives elle a passé pour affirmer le rôle considérable que jouent les microbes dans deux ordres de faits d'importance biologique et sociale considérable, les fermentations et les maladies; prouver enfin que la croyance aux microbes n'est plus, comme la foi aux miasmes ou autres influences occultes, affaire de sentiment, et qu'en somme on n'a plus le droit, aujourd'hui, de ne pas croire aux microbes.

I.

A vrai dire, si le mot *microbe* date seulement de nos jours, l'idée qu'il représente pourrait être retrouvée, nettement formulée, il y a déjà plus de deux siècles. Il serait d'ailleurs exceptionnel, dans l'histoire de la science, qu'une telle conception fût sortie spontanément et tout entière du cerveau d'un grand homme, alors que les découvertes ne sont le plus souvent que la résultante du travail collectif de l'époque à laquelle appartiennent leurs auteurs, voire même de plusieurs générations antérieures. M. Pasteur a donc eu ses prédécesseurs, dont il est juste de rappeler les noms et les idées. Ainsi le père Kircher, jésuite d'un génie supérieur qui vivait au XVIIe siècle, grand savant d'ailleurs, s'était nettement exprimé sur

ce fait, que les maladies pestilentielles, c'est-à-dire les maladies épidémiques et contagieuses, étaient sans doute dues à l'existence de certains vers ou insectes qui en étaient la cause transmissible; de même Goiffon, un médecin lyonnais du commencement du XVIIIe siècle, soutenait, à propos de la peste qui désola Marseille en 1720, que le mal était communiqué par des animalcules microscopiques, étrangers à notre pays, apportés dans les vaisseaux avec les marchandises du Levant, se multipliant dans un temps et ne le faisant pas dans un autre. Remarquons en passant que, l'idée restant la même, le mot a évolué avec les progrès de nos procédés d'investigation. Avec des microscopes qui ne sont encore que des loupes, et qui montrent seulement, en les grossissant de quelques diamètres, les plus petits des vers et des insectes, ce sont ces *animalcules* qui sont mis en cause; les microscopes modernes, avec leurs grossissemens de 1,000 à 2,000 diamètres, devaient nous révéler un nouveau monde, pour lequel les vers et les insectes de Kircher étaient des géans. Aussi, plus récemment, Henle attribuait les fièvres éruptives à l'existence de parasites végétaux, et Trousseau, qui devança la science de son temps grâce à son tact admirable de clinicien, pressentait vraiment la découverte prochaine, quand il écrivait : « Il est des semences que l'on peut appeler indifférentes : placez-les dans certaines conditions de chaleur et d'humidité, elles lèveront partout et en toutes saisons; mais toutes ne se comportent pas de cette façon. De même les germes de certaines espèces animales, de même sans doute certaines semences morbides... N'y aurait-il pas, en effet, des spores morbides dont l'action expliquerait les fermentations morbides dont parlent les anciens? » Mais enfin, entre cette prescience et la science faite, il y a la distance qui sépare l'alchimie de la chimie, une hypothèse d'un fait démontré, c'est-à-dire un abîme qui ne peut être parfois comblé qu'après de longs siècles, et en raison duquel la découverte d'un fait appartient tout entière à celui qui en apporte la démonstration.

Dans cet ordre d'idées, M. Pasteur a d'ailleurs eu des précurseurs plus immédiats et des collaborateurs de haute valeur. Nous aurons, chemin faisant, à dire leur part dans la marche de cette belle science des microbes, que nous allons prendre à son origine, pour la mener graduellement à sa formule actuelle, formule que nous croyons devoir donner, dès maintenant, comme une proposition à démontrer.

Aujourd'hui, la doctrine microbienne, dite théorie parasitaire ou doctrine du contage animé, peut se résumer comme il suit. Les maladies infectieuses, — et par ce terme il faut entendre toutes les maladies aiguës, fébriles, telles que les fièvres éruptives, la

fièvre typhoïde, les pneumonies, les abcès, les furoncles, et même des maladies chroniques, comme la tuberculose, — sont causées par la pénétration dans l'organisme d'êtres vivans qui y trouvent un milieu favorable à leur multiplication, et y déterminent des troubles mécaniques et surtout chimiques analogues aux phénomènes des fermentations, lesquels se traduisent au dehors par ce qu'on nomme les symptômes des maladies. Ces êtres sont extrêmement petits, puisque leurs dimensions se mesurent par millièmes ou dixièmes de millième de millimètre : ce sont les microbes. Quelquefois, mais rarement, de nature animale, comme dans le cas des fièvres des marais, qui paraissent dues à des parasites animaux des globules du sang, ils sont presque toujours fournis par les formes les plus simples du règne végétal, sortes de champignons élémentaires que l'on groupe en une grande famille sous le nom de *schizomycètes*, à cause de leur mode de reproduction par scissiparité, ou sous celui de *bactéries*, plus généralement employé.

Les bactéries peuvent elles-mêmes se diviser en microcoques et en bacilles, mobiles ou non mobiles, d'après les deux formes, en points ou en bâtonnets, sous lesquelles on les rencontre le plus souvent, avec quelques variétés d'autant moins importantes que ces formes ne sont pas immuables, et sont parfois susceptibles de se transformer l'une dans l'autre. Elles ont une organisation extrêmement simple, au moins pour nos moyens actuels d'investigation, et c'est à peine si l'on peut, dans certains cas, y distinguer une enveloppe et un contenu d'apparence homogène.

Les microbes se reproduisent avec une vitesse prodigieuse. M. Pasteur a suivi une fois, sous le microscope, le développement d'un globule de levure de bière portant un bourgeon qu'il a vu sous ses yeux arriver à la grosseur de globule mère. A partir de ce moment, les deux globules se sont mis à proliférer et, malgré la température qui n'était pas favorable, ils étaient arrivés, en deux heures, à être au nombre de huit. Cela ferait, en vingt-quatre heures, 16 millions d'individus provenant d'un seul. En vingt-quatre heures également, on peut obtenir, avec des microcoques, des cultures qu'on peut regarder comme au moins aussi riches en microbes que le sang l'est en globules : or un millimètre cube de sang contient de 4 à 5 millions de globules rouges, ce qui donne, pour un ballon contenant 100 grammes de bouillon de culture, qu'on peut supposer avoir été ensemencé avec un millimètre cube d'un liquide de culture semblable, le nombre de cinq mille milliards de micro-organismes produits en un jour.

On comprend dès lors comment de tels êtres, dont la multiplication rapide compense l'exiguïté de la taille, peuvent entrer en lutte avec les êtres les plus volumineux. Cette multiplication ex-

plique, d'autre part, les phénomènes de la contagion et de l'épidémicité des maladies infectieuses, puisqu'il suffit de la transmission directe, ou de son transport à distance par l'air, par l'eau de boisson, ou par un objet quelconque, d'un de ces microbes, issu d'un organisme malade, et de sa pénétration dans un organisme sain par une voie d'absorption quelconque, pulmonaire, cutanée ou intestinale, pour que ce microbe détermine dans ce nouveau milieu la maladie dont il est le facteur.

Telle est la doctrine microbienne, sous sa forme la plus succincte, avec quelques restrictions concernant l'état de réceptivité des organismes pour les microbes, c'est-à-dire l'influence des terrains de culture, sur laquelle nous reviendrons. Mais avant de parler des travaux qui l'ont ainsi établie sur des bases absolument solides, il est indispensable de rappeler les découvertes qui ont éclairci les phénomènes mystérieux des fermentations : d'abord, parce que les maladies peuvent être, à bien des points de vue, comparées à des fermentations, et que le mécanisme de celles-ci aide singulièrement à la compréhension de celles-là ; ensuite, parce que les fermentations sont également dues à des microbes, et que leur étude rentre tout à fait dans notre sujet. Et, à ce propos, c'est une citation qu'on ne manque jamais de faire, que de rapporter cette prophétie géniale de Robert Boyle, le physicien anglais du XVII[e] siècle, qui écrivait que « celui qui pourra sonder jusqu'au fond la nature des fermens et de la fermentation sera, sans doute, beaucoup plus capable qu'un autre de donner une juste explication de divers phénomènes morbides (aussi bien des fièvres que d'autres affections), phénomènes qui ne seront peut-être jamais bien compris sans une connaissance approfondie de la théorie des fermentations. »

M. Pasteur s'est-il inspiré de cette pensée de Boyle ? Toujours est-il qu'il a su scruter jusqu'au fond la nature des fermentations, et que leur étude l'a conduit, — tout simplement, serait-on tenté de dire, tant les grandes conceptions ont en général pour principal caractère d'être simples, — à la connaissance de la nature et du mécanisme des maladies infectieuses et de leur contagiosité.

II.

Ces curieux phénomènes de la fermentation, aussi anciens que le monde, avaient été observés bien souvent avec attention depuis que les premiers hommes avaient manié le jus écrasé des fruits ; la fabrication du vin, celle de la bière, postérieure à celle du vin, et connue cependant des Égyptiens et des Gaulois, celle du pain, qu'on voit apparaître au temps de Moïse, témoignent d'une obser-

vation exacte et d'une connaissance pratique très précise de ces phénomènes. Mais leur étude théorique devait attendre, pour éclore, jusqu'à la fin du XVIᵉ siècle. Van Helmont ouvre l'ère des découvertes en isolant l'acide carbonique des autres gaz : observant alors que ce gaz se dégage de la fermentation des vins, que c'est lui qui les rend pétillans et mousseux, et qu'il se dégage également dans la digestion, dans la putréfaction, dans l'action des acides sur les carbonates, il conclut à l'assimilation de tous ces phénomènes. Puis, il faut encore franchir un siècle pour arriver à cette autre notion précise, que, dans la fermentation des liquides sucrés, le sucre disparaît, et qu'il se forme de l'alcool et de l'acide carbonique. Cependant, ce n'étaient là que les élémens principaux de la connaissance du phénomène et ce devait être l'œuvre de Lavoisier de coordonner ces élémens et d'établir leurs relations mutuelles. Cette connaissance, Lavoisier la résume ainsi en quelques lignes : « Les effets de la fermentation vineuse, dit-il, se réduisent à séparer en deux portions le sucre qui est un oxyde, à oxygéner l'une aux dépens de l'autre pour former l'acide carbonique, à désoxygéner l'autre aux dépens de la première pour former une substance combustible qui est l'alcool, de sorte que, s'il était possible de recombiner ces deux substances, l'alcool et l'acide carbonique, on reformerait du sucre. »

A ce moment, le problème n'était encore élucidé que dans sa partie chimique, et Lavoisier avait négligé de dire ce qu'était cette *levure* qu'il faut ajouter à l'eau sucrée pour la faire fermenter, et sans laquelle rien ne se produirait. En 1680, Leuwenhoeck avait bien montré que cette espèce d'écume superficielle ou de dépôt des liqueurs fermentées est composée de globules sphériques ou ovoïdes; mais cette observation devait rester stérile jusqu'au moment où Cagniard-Latour, ensemençant dans du moût de bière ces globules ovoïdes isolés de levure, vit qu'au bout de quelque temps chacun d'eux avait bourgeonné et était devenu double. Ces deux globules unis bourgeonnaient à leur tour, et, après quelques heures, on les retrouvait en groupes multiples, rappelant par leur forme et leur mode de végétation certaines plantes grasses de nos jardins. « Si la levure agit sur le sucre, dit alors Cagniard-Latour, — nous sommes en 1836, — c'est probablement par quelque effet de sa végétation et de sa vie. »

C'est précisément ce qu'il fallait démontrer, et cette preuve, on le sait, a été fournie, irrécusable, par M. Pasteur. Nous passerons très rapidement sur cette étude des fermentations, qui est aujourd'hui, moins de trente ans après son apparition, du domaine scientifique commun, grâce à la rapide et large vulgarisation dont les choses de la science sont maintenant l'objet. D'ailleurs, ces études

ont été, à diverses reprises, exposées aux lecteurs de la *Revue*. En deux mots, nous rappellerons seulement que M. Pasteur montra, grâce à des procédés rigoureux qui étaient à l'abri de toute objection, que la fermentation alcoolique est fonction de la vie de petits organismes cellulaires de nature végétale dont est formée la levure, et que la production d'alcool est simplement le résultat de l'absorption, aux dépens du sucre des infusions fermentescibles, de l'oxygène indispensable à l'activité de ces êtres. On sait aussi comment, en appliquant ces premières données à l'étude spéciale de la bière et du vin, M. Pasteur montra que ces liquides sont exposés à des altérations dues à la présence de microbes autres que la levure qui convient à leur fermentation industrielle, et dont l'activité accidentelle peut être favorisée par des conditions défectueuses des procédés de fabrication. Ces altérations ont été nommées, très heureusement, les maladies des bières et des vins, car toutes les découvertes, auxquelles ces premiers travaux ont servi d'introduction, devaient en effet confirmer l'analogie absolue qui existe entre le mécanisme des altérations de ces liquides, et celui des maladies infectieuses des êtres organisés.

On peut dire que la microbiologie a pris naissance avec les travaux de M. Pasteur sur le vin et la bière. C'est à cette occasion qu'il a pu définitivement établir l'existence du monde des microbes, préciser leur genre de vie et leurs fonctions, ainsi que leurs rôles divers dans le milieu extérieur. A ce moment, on sait que les microbes sont des êtres vivans, et que, semblables en cela à tous les êtres vivans, ils ne peuvent se développer dans un milieu donné sans en altérer la constitution chimique en le privant des élémens utiles à sa nutrition et en y déversant les produits et les déchets de cette nutrition. Parmi ces microbes, les uns, les fermens alcooliques, détruisent le sucre des moûts sucrés, laissant à sa place de l'alcool et de l'acide carbonique ; d'autres font tourner le lait et le chargent d'acide lactique, changent le vin en vinaigre en y produisant de l'acide acétique, dégagent de l'hydrogène sulfuré aux dépens des matière albuminoïdes, transforment les matières azotées en nitrates, comme le font les microbes du sol ; mais tous font subir à la matière organique qui leur sert d'aliment des modifications profondes, et travaillent à la détruire.

En possession de ces faits, M. Pasteur était bien armé pour aborder l'étude des maladies contagieuses. Ces maladies, en effet, ne résulteraient-elles pas de l'action des microbes agissant maintenant, non plus dans des milieux organiques inanimés, mais dans des milieux organisés, vivans ? et les troubles qu'ils produiraient alors, les symptômes des maladies dont ils seraient les facteurs, ne seraient-ils pas des phénomènes chimiques comparables à la

putréfaction, aux fermentations, aux maladies des vins et de la bière?

Voici que déjà ses travaux sur les fermentations suggèrent des idées originales et d'importantes recherches sur certains faits bien observés, dans le domaine de la médecine, mais restés encore sans explication. M. Davaine, qui avait appris de M. Rayer, dix ans auparavant, qu'il existe des petits corps filiformes dans le sang des animaux atteints du charbon se demande, en lisant l'étude sur la fermentation butyrique, s'il n'y aurait pas une *fermentation charbonneuse* du sang des animaux malades; le célèbre chirurgien anglais Lister écrit à M. Pasteur, en 1874, qu'il vient de lire son mémoire sur la fermentation lactique, et qu'il y a trouvé la démonstration de la vérité de la théorie des germes de putréfaction et le seul principe qui mènera à bonne fin le système antiseptique qu'il emploie depuis neuf ans; un autre célèbre chirurgien, Alphonse Guérin, encore sur la lecture des recherches sur les fermens, imagine son fameux pansement ouaté; et M. Déclat, adaptant le premier à la médecine interne la nouvelle méthode employée avec succès en chirurgie, fonde toute une médecine des maladies infectieuses sur l'emploi d'un des meilleurs antiseptiques connus, l'acide phénique, d'après cette présomption, qu'il dit lui avoir été également suggérée par les études sur les fermentations, à savoir « que les maladies qui se transmettent sont le produit, chacune, d'un ferment spécial, et que la thérapeutique médicale ou chirurgicale doit s'efforcer d'empêcher la pénétration des fermens venus de l'extérieur dans les liquides de l'économie, ou, s'ils y ont pénétré, de trouver des *antifermens* pour les y détruire, sans toutefois altérer la vitalité des tissus ou des organes. »

En présence de ces témoignages de la haute portée de ses premiers travaux, on comprend que M. Pasteur ait d'ores et déjà été en droit de conclure « que les liquides de l'économie, le sang et l'urine par exemple, peuvent donner asile à des fermens divers, au sein même des organes, quand des causes extérieures viennent à faire pénétrer dans les liquides les germes de ces fermens, et que des maladies plus ou moins graves en sont la conséquence. »

D'ailleurs, plusieurs années avant d'écrire ces lignes, M. Pasteur avait déjà fait d'une épizootie, qui était en voie de ruiner une branche importante de l'industrie française, une étude hors ligne, destinée à marquer une date dans l'histoire de la science expérimentale, comme dans celle de la médecine, et qui apparaît aujourd'hui comme ayant dès lors donné leur solution à bien des problèmes repris depuis, à propos de maladies spéciales à l'homme ou aux animaux supérieurs. Il s'agit de cette fameuse maladie des vers à soie, la pébrine, dont M. Pasteur trouva la cause dans le dévelop-

pement, au sein des animaux malades, de parasites corpusculaires microscopiques, de l'espèce des microcoques, comme nous le dirions aujourd'hui. L'étude de cette maladie était d'ailleurs remarquable à deux points de vue. Non-seulement, en effet, elle établissait pour la première fois la nature microbienne d'une maladie infectieuse, mais encore, par la rigueur avec laquelle l'observateur avait suivi le microbe dans ses voies de transmission et dans ses portes d'entrée dans l'organisme des vers, elle faisait absolument la lumière sur la nature même de la contagion et de l'épidémicité. Jusqu'à ce jour, il avait fallu se torturer l'esprit, imaginer des formules vagues et creuses pour définir la contagion, et on n'avait rien trouvé de mieux, en dehors des influences astrales et du *quid divinum*, que de créer l'expression de *génie épidémique* pour expliquer la cause des épidémies. Or voici une maladie épidémique : la cause, c'est un corpuscule microscopique, c'est un microbe, en un mot, qui pénètre dans le corps des vers à soie et qui s'y développe, y menant une vie de parasite ; et il y pénètre, soit avec les feuilles ingérées, lorsqu'elles sont souillées par les excrémens de vers malades qui le contiennent, ou par les poussières venant d'éducations infestées, poussières transportées par le vent ou les mains et les vêtemens des personnes ; soit par les blessures que se font les vers entre eux. La maladie se transmet donc, et cette transmission, qui est le fait le plus facile à saisir dans ses moindres détails, ce n'est autre chose que la contagion, c'est le mécanisme même de l'épidémie, c'est ce génie mystérieux qu'on se figurait volontiers, comme le disait Bouley, planant au-dessus des régions infestées et répandant, sur tous les groupes d'animaux sains, l'atmosphère délétère dont ils mouraient. Enfin, la présence du corspucule parasitaire, dûment constatée dans les œufs, fournissait encore sur le mécanisme de la transmission héréditaire des maladies des renseignemens d'une admirable clarté. Aussi peut-on dire qu'en proposant, pour s'opposer aux progrès de la maladie des vers à soie, d'isoler les éducations malades, de détruire les poussières, de n'admettre pour la reproduction que des œufs provenant de parens sains, M. Pasteur a le premier formulé les trois grands principes en lesquels peuvent se résumer toutes les prescriptions de l'hygiène sociale publique et privée, concernant les maladies populaires, contagieuses, héréditaires et épidémiques.

Aujourd'hui que le rôle des microbes dans les maladies est solidement établi, les conclusions que nous venons d'énoncer paraissent tout à fait légitimes ; mais il faut reconnaître qu'au moment où parut l'étude sur la maladie des vers à soie, elles n'étaient pas absolument à l'abri de quelques objections, méritant discussion, de la part des adeptes de l'origine spontanée des maladies. On pouvait

dire, et on n'y a pas manqué, que le corpuscule était un produit de l'organisme malade, qu'il marquait un mouvement de régression des élémens normaux des tissus de l'animal vers un état d'organisation inférieur et que, transporté d'un ver à un autre, il ne faisait que provoquer par sa présence, par une sorte d'action catalytique, — action invoquée déjà pour expliquer les phénomènes des fermentations, — toute la série des troubles constituant la maladie. Loin de perdre son temps en vaines discussions, M. Pasteur, continuant à avancer dans la voie féconde qu'il avait ouverte, perfectionnant ses procédés et mettant sa méthode à l'abri de toute objection, produisit, pour toute réponse, une œuvre absolument parfaite, véritable triomphe de la méthode expérimentale, et qui restera à jamais le modèle des études de cette nature.

III.

C'est à l'étude du choléra des poules que M. Pasteur appliqua dans toute sa rigueur sa méthode de culture des microbes, à l'état pur, dans des bouillons stérilisés, par une simple adaptation des procédés qu'il avait imaginés pour démontrer l'existence de germes animés dans l'air. La maladie des vers à soie était transmise par des microbes sortis directement du corps des animaux malades : on pouvait les accuser d'être porteurs de quelque parcelle d'une substance inconnue qui était la véritable cause de la maladie. Maintenant, les microbes avec lesquels on provoquera la maladie n'auront de commun avec les animaux malades que d'être les descendans, au travers d'un nombre incalculable de générations, des microbes issus de ces derniers. Pourra-t-on dire alors que dans la goutte de liquide virulent qu'on injecte sous la peau d'un animal, et qui vient d'une culture obtenue par l'ensemencement d'une goutte prise dans une culture précédente qui n'est elle-même que la centième culture obtenue par le même procédé, il y ait encore quelques particules provenant de l'animal malade, et adhérentes à ces microbes, dont l'origine se perd ainsi dans la suite des générations? M. Chamberland a fait ce calcul : après huit ou dix cultures, la goutte de sang qui a fourni les microbes d'origine se trouve diluée dans un volume de liquide plus grand que celui de la terre; si donc par l'inoculation d'une goutte de telles cultures, on reproduit la maladie originelle, il faudra bien admettre que les microbes, et les microbes seuls, en sont les agens. Le choléra des poules devait fournir cette démonstration.

Il y a cent ans, en 1789, que, pour la première fois, faisait son apparition, dans la Lombardie, une véritable maladie pestilentielle des volailles. Le mal était rapide, souvent foudroyant, et on trou-

vait parfois l'oiseau mort, sans l'avoir vu malade. Quand la marche était plus lente, on observait d'abord que l'animal était triste; puis ses ailes devenaient traînantes, son plumage se hérissait, sa démarche se faisait incertaine; il portait la tête basse, la crête était violacée, puis noire; enfin l'oiseau s'éteignait sans faire de mouvement, ou après avoir seulement présenté quelques secousses convulsives. Mais, pendant tout le temps que duraient ces troubles généraux, il se faisait d'abondantes évacuations intestinales, d'aspect caractéristique.

En 1830, cette maladie apparut dans les environs de Paris, et ne tarda pas à s'étendre à différens départemens, où elle fut observée par Renault et Delafond, professeurs à l'école d'Alfort, qui lui donnèrent le nom de *choléra des poules*. En 1878, M. Perroncito, professeur à l'école vétérinaire de Turin, découvrait dans le sang des volailles mortes de cette maladie un microbe en forme de microcoque, découverte que M. Toussaint confirmait l'année suivante, par de belles expériences qui démontraient que ces micro-organismes étaient bien réellement la cause de cette maladie, et l'agent de sa contagion et de sa propagation.

C'est sur cette maladie que portèrent, en 1880, les recherches de M. Pasteur, qui sut faire de cette étude un exemple admirable de ce que doit être la méthode expérimentale dans le domaine de la médecine. M. Pasteur commença par obtenir des cultures pures du microbe du choléra des poules en ensemençant une goutte de sang de poule morte de cette maladie dans du bouillon de poule stérilisé par la chaleur, milieu de culture qui devait évidemment se trouver très favorable au développement du microbe. Très rapidement, en effet, le bouillon devenait légèrement laiteux, et se peuplait d'une infinité de petits grains ronds, ordinairement liés deux par deux, en huit de chiffre, et dont le diamètre ne dépassait pas 2 à 3 dixièmes de millième de millimètre. Inoculant alors une goutte d'une de ces cultures faites en série, M. Pasteur produisait la maladie d'origine, dont la nature exclusivement microbienne se trouvait ainsi démontrée. D'ailleurs, pour bien prouver que c'est aux microbes, et aux microbes seuls, que cette affection était due, M. Pasteur imagina de filtrer un bouillon de culture sur du plâtre ou de la porcelaine dégourdie, qui ne laisse passer aucun microbe, aucun élément figuré; le liquide ainsi obtenu, inoculé à des poules, ne leur donna pas le choléra.

Toutefois, cette dernière expérience, toute négative qu'elle fût, éclairait singulièrement sur le mécanisme intime des maladies microbiennes, d'autant plus que des faits analogues devaient être observés par la suite avec d'autres microbes. En effet, si les poules inoculées avec une culture filtrée ne mouraient

pas du choléra, elles n'en présentaient pas moins quelques-uns des symptômes de la maladie, tels que le refroidissement, l'inappétence, la tendance au sommeil. Seulement, ces troubles étaient fugitifs, et les oiseaux ne tardaient pas à revenir à leur état normal. En face de ces phénomènes, il était déjà permis de soupçonner que, dans cette maladie au moins, les symptômes généraux observés chez les oiseaux atteints étaient causés par certains produits toxiques, élaborés par les microbes dans le sang des poules malades, comme ils l'étaient certainement dans les bouillons de culture.

Comment se propageait la maladie, comment les microbes dangereux pénétraient-ils dans l'organisme des volailles? Fidèle à sa méthode, c'est sur ce point que M. Pasteur porta ensuite ses investigations. Si au lieu d'inoculer les oiseaux par injection de liquide virulent sous la peau ou dans le sang, on injecte la culture directement dans le canal intestinal, on provoque alors un flux abondant de liquide, qui se montre très riche en microbes caractéristiques. Or, c'est ce liquide intestinal qui se répand sur le sol des poulaillers, sur le fumier, qui souille les grains dont les volailles font leur nourriture, et il devait être évidemment regardé comme étant la source d'infection qui répand l'épizootie. Peut-être l'histoire du microbe du choléra des poules se fût-elle arrêtée là, si M. Pasteur n'avait eu la curiosité d'inoculer ses cultures à toute une série d'animaux. Or, chez le cochon d'Inde, entre autres, le seul phénomène produit par l'inoculation est un trouble purement local; c'est un abcès qui s'ouvre et guérit spontanément; mais vient-on à inoculer du pus des abcès ainsi formés à des poules, ou même à des lapins, qu'on voit ces animaux succomber avec les symptômes bien caractérisés du choléra des volailles. Ainsi était prouvée cette influence, vraiment considérable, de la nature du terrain sur le degré de nocuité ou de virulence d'un même microbe, mortel pour telle espèce animale, à peine dangereux pour telle autre, absolument sans action chez une troisième.

Mais la nature du terrain de culture n'est pas la seule condition modificatrice des propriétés des microbes. Dès ses premières études sur les fermentations, M. Pasteur avait établi, en distinguant les microbes en aérobies et en anaérobies, que les uns s'accommodaient bien de l'oxygène de l'air, tandis que d'autres, pour qui cet oxygène libre paraît être un poison, ne pouvaient supporter que les quantités de ce gaz qu'ils empruntaient, au fur et à mesure de leurs besoins, à des substances qui leur servent d'aliment. Précisément le microbe du choléra des poules, tout en étant aérobie, est cependant de ceux dont la vitalité est paralysée de plus en plus par une influence prolongée de l'oxygène. Ainsi, en inoculant à des poules des cultures qui dataient de quinze jours, d'un mois, de deux mois, de huit

mois, de dix mois, M. Pasteur vit que la virulence de ces cultures diminuait progressivement, et que les animaux succombaient de moins en moins sûrement. Avec une culture de dix mois, les poules ne mouraient plus; tout au plus avaient-elles un petit abcès au point de l'inoculation : mais elles étaient vaccinées.

Les poules étaient vaccinées, c'est-à-dire qu'elles étaient désormais capables de résister à l'inoculation d'une culture douée de son pouvoir virulent le plus intense; et elles gardaient cette immunité pendant un temps assez long, pouvant excéder une année. Et d'autre part, — fait assurément inattendu, — le microbe, privé de son énergie par l'exposition prolongée à l'air du liquide où il a été ensemencé, faisait souche de microbes dont la virulence se trouvait maintenue au degré où il avait été réduit chez ses ascendans. C'étaient là des observations d'une importance capitale, constituant autant de découvertes qui établissaient la possibilité de constituer des races spéciales de microbes, assujettis, véritablement domestiqués, selon une heureuse expression de Bouley, appropriés, en un mot, aux usages de l'homme, devenu maître de profiter de ce qu'ils ont conservé de puissance pour en faire un moyen de préservation contre les atteintes de la contagion naturelle due aux microbes doués de toute leur activité virulente. Et même ces faits avaient une telle portée que, franchissant les domaines spéciaux de la microbiologie et de la médecine, ils venaient apporter une preuve nouvelle, comme le faisait récemment remarquer M. Bordier, en faveur de la doctrine de Darwin sur la variabilité des espèces. Il est évident, en effet, que l'atténuation de la virulence d'un microbe, si elle est transmissible par l'hérédité, transforme définitivement le microbe, primitivement très dangereux, en un microbe inoffensif, constitue une véritable création expérimentale d'une espèce nouvelle. Et comme cette transformation est réalisée dans un monde où les jours, par le nombre énorme des générations qu'ils comportent, représentent véritablement des siècles, il y a là un argument sérieux en faveur de ceux qui soutiennent que les espèces nous paraissent invariables seulement parce que nos observations sont limitées à des espaces de temps trop courts.

On ne saurait trop insister, d'autre part, sur l'importance, égale au point de vue de la science et de la pratique, d'avoir pu conférer l'immunité contre une maladie par une atteinte légère de cette maladie. Jusqu'alors, on ne connaissait qu'une vaccination, celle qui tirait son nom du vaccin ou *cow-pox*, maladie de la vache, que l'on inoculait, et qui préservait de la variole. Mais enfin cette connaissance était tout empirique et absolument limitée. Due à un heureux hasard, elle ne constituait qu'un fait isolé, et qui nous laissait dans l'ignorance complète des rapports qui existent entre

la maladie qui préserve et la maladie dont on est préservé. Au contraire, la détermination de ces rapports, la démonstration de ce fait que l'immunité est conférée contre une atteinte grave d'une maladie par une atteinte bénigne de cette maladie, qui en est la vaccination, par cette raison que la maladie en question est de celles qui ne récidivent pas, c'était la découverte d'une méthode générale, susceptible d'applications nombreuses; car le nombre des maladies qui ne récidivent pas est grand, et l'espoir de leur trouver un vaccin devenait dès lors tout à fait légitime. On a longtemps et souvent accusé la science des microbes d'être stérile en applications à l'art de guérir. Mais, bien que cette accusation soit aujourd'hui insoutenable, il est certain qu'une science qui, conduisant à la connaissance des causes des maladies les plus redoutables, les maladies contagieuses, s'est élevée jusqu'à la découverte du moyen de les prévenir, promet à l'humanité d'autres bienfaits que ceux qu'on pourra jamais attendre des méthodes de traitement, si perfectionnées qu'elles soient.

Si maintenant nous établissons le bilan de cette science dont nous nous sommes proposé de suivre les progrès, nous devons constater qu'au point où nous sommes arrivés, il est absolument démontré : qu'il y a des maladies contagieuses et épidémiques, sévissant sur les animaux, qui sont causées par le développement, dans le sang ou dans les tissus de ces animaux, d'êtres extrêmement petits, de microbes, qui y vivent et s'y multiplient à la manière de parasites; que vraisemblablement les symptômes des maladies dont ils sont la cause sont dus aux modifications chimiques résultant de la vie de ces microbes, modifications comparables à celles qui se passent dans les liquides qui fermentent ou se putréfient; que ces microbes sont manifestement les agens de la transmission de ces maladies, c'est-à-dire de la contagion, et que les maladies épidémiques s'étendent à la façon dont s'étend la culture d'une plante dont la graine est transportée par le vent; que les propriétés, dangereuses ou autres, de ces microbes, ne sont pas immuables, qu'elles subissent l'influence, comme tous les êtres vivans, du milieu dans lequel ils sont plongés et du terrain sur lequel ils poussent, et que, notamment, leur activité virulente peut, sous ces influences, subir une atténuation considérable; enfin, que les troubles produits chez les animaux par des microbes atténués ont pour résultat de rendre ces animaux, au moins pour un temps, réfractaires à l'atteinte des microbes actifs, c'est-à-dire de donner au milieu organique des propriétés incompatibles avec le développement d'une seconde génération de micro-organismes de la même espèce. Nature microbienne, parasitaire de quelques maladies infectieuses, mécanisme de la contagion, cause de l'épi-

démicité, variabilité de la virulence, principe de la vaccination, tel est déjà le véritable trésor des faits absolument démontrés et définitivement acquis à la science par les méthodes admirables et les expériences géniales de M. Pasteur, faits qui vont apporter, dans le domaine de la biologie en général, une révolution profonde qui doit en renouveler complètement les principes et les applications, et, mettant des faits précis à la place de mots vides de sens, substituant les expériences aux hypothèses, fera entrer la médecine dans une ère nouvelle, véritablement scientifique, d'une fécondité incalculable. C'est ce mouvement, dont est entraînée en ce moment toute une armée de travailleurs occupés à construire le nouvel édifice de la médecine expérimentale, que nous allons maintenant décrire à grands traits.

IV.

On pouvait faire cette dernière objection sur la valeur générale des résultats des travaux de M. Pasteur, qu'il ne s'agissait jusqu'ici que de maladies particulières aux animaux, et qu'il n'était pas possible de conclure de celles-ci aux maladies humaines. Vraiment, cette objection était peu sérieuse, et les découvertes, déjà commencées avant celles dont nous venons de parler et poursuivies plus tard à propos d'une maladie commune à l'homme et aux animaux, — le charbon, — devaient la réduire à néant. L'histoire du charbon a fait grand bruit; elle tiendra certainement une grande place dans l'histoire de la science des microbes, et si nous lui donnons ici une place un peu grande, c'est qu'il s'agit d'une maladie type qui a été la source où la microbiologie a puisé une foule de notions fondamentales, et à laquelle tous les problèmes généraux que soulève la théorie parasitaire des maladies virulentes ont demandé leur solution. Ce privilège, il faut d'ailleurs le reconnaître, est dû surtout à ce fait, que, le charbon étant une maladie commune à l'homme et aux animaux, l'expérimentation, tout en se donnant libre cours, apportait des résultats absolument applicables à la médecine humaine.

Avant que s'ouvrît l'ère des recherches actuelles, c'était une maladie assez peu connue des médecins. Parfois, — très rarement, — ils avaient à soigner un œdème malin, une pustule maligne, causés par la piqûre de mouches dites charbonneuses, c'est-à-dire imprégnées du sang de quelque animal mort du charbon. Comment se faisait cette transmission? C'était toujours le même problème, qu'on résolvait, comme pour les fermentations, par des mots et des hypothèses. Tout ce qu'on savait nettement, c'est que la maladie était grave, et qu'on en mourait sûrement, si une énergique cautérisa-

tion ne détruisait le mal à son origine. Les vétérinaires connaissaient mieux la maladie, étant souvent consultés pour des épidémies sévissant sur le petit bétail. La maladie, d'ailleurs, atteignait aussi les bœufs et les chevaux. Comme la mort survenait rapidement, sans entraîner d'autres lésions visibles qu'un état poisseux du sang et une tuméfaction de la rate, avec ramollissement de cet organe, on désignait généralement la maladie charbonneuse sous la dénomination de sang de rate. La cause en était obscure, et, le plus généralement, les vétérinaires et les éleveurs accusaient la richesse trop grande du sang des animaux. C'était une maladie de pléthore, par excès de santé, d'origine spontanée bien entendu.

Nous ne pouvons faire par le détail l'historique des nombreuses recherches dont la maladie charbonneuse a été l'objet. Leur série commence en 1850, avec les observations de deux savans français, Davaine et Rayer, qui constatent, dans le sang des moutons charbonneux, l'existence de petits corps filiformes ayant environ une longueur double du diamètre des globules sanguins. Puis Brauell, professeur à l'université de Dorpat, fait connaître qu'il a réussi à inoculer le charbon de l'homme aux animaux; Davaine, éclairé par les travaux de Pasteur sur les fermens, revient alors sur ses premières observations et affirme qu'on ne doit pas chercher en dehors des corpuscules du sang charbonneux, — auxquels il donne le nom de *bactéridies*, — la cause de la maladie; et enfin M. Koch constate que ces bactéridies, quand elles sont cultivées en dehors des conditions qui leur conviennent, privées de l'oxygène et de la température dont elles ont besoin, donnent naissance à de petits grains transparens qui leur font prendre l'aspect de chapelets : ce sont les spores, qui, elles, sont incomparablement plus robustes que les bactéridies et résistent à la dessiccation prolongée, à l'humidité, à la putréfaction, à des températures élevées, et cela pendant des mois et des années, sans perdre leur virulence, c'est-à-dire sans cesser d'être capables, si on les place sous la peau d'un animal, de s'allonger et de donner naissance à des bactéridies dont la multiplication rapide va entraîner la mort de cet animal, comme si on lui avait injecté du sang charbonneux. Malgré ces importantes acquisitions, il restait cependant, pour établir rigoureusement le rôle du microbe bactéridien dans la maladie charbonneuse, à faire son inoculation après son passage par des cultures successives, suivant le procédé suivi pour le choléra des poules.

Dans un flacon contenant du bouillon de veau stérilisé, MM. Pasteur et Joubert déposèrent une goutte de sang pris dans le cœur d'un animal qui venait de succomber au charbon, et, après cet ensemencement, le portèrent dans une étuve dont la température constante était voisine de celle du corps humain, à 35 degrés. Après

vingt-quatre heures déjà, ce bouillon était devenu trouble, et se montrait peuplé de longs filamens, les uns transparens et homogènes, les autres inégalement réfringens et contenant des spores dans leur épaisseur.

Les figures données par ce microbe, lorsqu'on le colore par des couleurs d'aniline, le violet de Paris, la fuchsine ou le bleu de méthyle, en solution aqueuse ou alcoolique, sont des plus curieuses à examiner : d'abord, elles sont d'une grande netteté, car la bactéridie du charbon est véritablement, comme on l'a dit, le géant des microbes, et, dans ses cultures, ne mesure pas moins de 1 millième à 1 millième 1/2 de millimètre en épaisseur, pour une longueur qui varie de 3 à 10 millièmes de millimètre ; et, de plus, on peut, à l'aide de certains artifices, colorer le bâtonnet d'une couleur, en bleu, par exemple, tandis que les spores qu'il renferme sont teintées en rouge, ce qui donne des préparations tout à fait élégantes.

Un premier bouillon étant ainsi chargé de ces micro-organismes, MM. Pasteur et Joubert, procédant alors comme ils avaient fait pour le choléra des poules, y puisèrent une gouttelette de culture, avec laquelle ils ensemencèrent un deuxième flacon, puis, avec celui-ci, un troisième flacon, avec le troisième un quatrième, et ainsi de suite, afin qu'on pût être assuré que dans la vingtième culture, par exemple, il ne restait certainement aucune parcelle de la goutte de sang primitivement empruntée à l'économie de l'animal charbonneux. Et cependant une trace de cette vingtième culture, inoculée à un mouton, le faisait mourir absolument comme si on lui avait inoculé directement le sang d'un animal mort du charbon spontané.

La preuve ainsi faite, d'une manière irrécusable, que le charbon est toujours et uniquement dû à la pénétration, dans le corps des animaux, du microbe du charbon ou de ses spores, M. Pasteur et deux de ses collaborateurs, MM. Chamberland et Roux, travaillèrent à rechercher le mécanisme habituel de cette pénétration, et parvinrent à donner l'explication de certains faits mystérieux en apparence, celui des *champs maudits* de la Beauce, par exemple, où l'on ne pouvait mener paître un troupeau sans que le charbon le décimât. Or, il fut constaté que, dans ces champs, des cadavres d'animaux charbonneux avaient été enfouis, et M. Pasteur prouva que les vers de terre étaient les messagers qui, des profondeurs de l'enfouissement, ramenaient à la surface du sol les terribles parasites. Une fois la présence du parasite démontrée et expliquée, sa pénétration dans le corps des animaux pouvait se concevoir de diverses façons, qui, toutes fort vraisemblables d'ailleurs, furent vérifiées par l'expérimentation. Pour M. Pasteur, le mode le plus fréquent de la contamination était dû aux blessures que les moutons se faisaient à la

bouche en mâchant des fourrages piquans, souillés de spores. Pour M. Koch, ce mode de pénétration n'était que l'exception, et ce serait dans l'intestin que les spores, ingérées avec les herbages, germeraient et pénétreraient dans l'organisme par les voies d'absorption naturelles. Enfin, la surface pulmonaire peut aussi, bien que plus rarement, être une des portes d'entrée de la maladie charbonneuse. Chez l'homme, enfin, nous avons dit que c'étaient les blessures ou les piqûres de la peau qui constituaient la porte d'entrée habituelle, bien qu'on ait constaté aussi du charbon intestinal, à la suite de l'usage alimentaire de viandes charbonneuses.

Quant à la façon dont le microbe du charbon agit dans le corps des animaux, et au procédé par lequel il entraîne leur mort, l'explication la plus vraisemblable, très séduisante en même temps par sa simplicité, est celle qui a été proposée par M. Pasteur et par M. Bollinger. La bactéridie charbonneuse est très aérobie, et, dans son conflit avec les globules du sang, elle doit leur enlever l'oxygène dont ils sont porteurs, et en priver ainsi les tissus, qui subissent, dès lors, une asphyxie généralisée. Le sang des animaux morts charbonneux, extrêmement noir, a bien en effet l'aspect d'un sang asphyxique. Peut-être aussi faut-il invoquer l'existence de produits toxiques, de ptomaïnes, élaborés ou sécrétés par les microbes. Dans tous les cas, la mort de l'animal infecté est bien la conséquence des phénomènes chimiques qui résultent de la vie de la bactéridie charbonneuse, absolument comme la fermentation alcoolique est la conséquence des phénomènes chimiques qui surviennent dans un liquide sucré sous l'influence d'un autre microbe, la levure.

Le microbe du charbon, en même temps qu'il est très avide d'oxygène, est très sensible aux températures élevées. Tandis qu'on peut soumettre le sang charbonneux à un froid de — 45 degrés pendant plusieurs heures sans tuer les bactéries, une température de 41 à 42 degrés en empêche le développement. Cette particularité inspira à M. Pasteur une expérience bien élégante. En effet, certains animaux sont réfractaires au charbon : les chats, les chiens, les renards, et surtout les oiseaux, dont la température est très élevée, et les amphibies, dont la température, étant à peu près celle du milieu ambiant, est au contraire relativement basse. Or, pour montrer que c'est l'excès de la chaleur qui s'oppose au développement du charbon chez la poule, dont la température est de 41 à 42 degrés, M. Pasteur imagina de refroidir cet oiseau en lui maintenant le ventre et les pattes dans l'eau, et lui fit ainsi contracter le charbon. Par un procédé inverse, M. Gibier parvint à donner le charbon à des grenouilles et à des poissons, en les faisant vivre dans une eau portée à 35 degrés. Ainsi, en refroidissant les poules ou en réchauffant des animaux à sang froid, on obtient la démonstration du degré de tem-

pérature nécessaire au développement actif du microbe du charbon. La connaissance de ce fait fut d'ailleurs l'origine d'une découverte bien intéressante. L'action de la chaleur sur l'activité de la bactéridie devait, en effet, conduire M. Pasteur à trouver un nouveau mode d'atténuation des virus.

Nous avons dit comment M. Pasteur, dans le cours de ses recherches sur le microbe du choléra des poules, avait remarqué que l'action prolongée de l'oxygène de l'air, en présence duquel les cultures s'effectuent, en affaiblit la virulence. Mais quand il voulait appliquer ce procédé d'atténuation aux cultures du microbe du charbon, une grande difficulté se présenta, par le fait de la production des spores, qui sont extrêmement résistantes et dont ni le vieillissement ni l'action de l'oxygène de l'air, même très prolongée, ne modifient la vitalité et la virulence. Ainsi Paul Bert avait pu soumettre du sang charbonneux à de très hautes tensions d'oxygène sans en détruire la virulence, et il en avait même conclu, à tort, que le charbon ne pouvait être causé par un organe vivant.

MM. Pasteur, Chamberland et Roux tournèrent précisément cette difficulté, en cultivant le microbe du charbon à une température élevée, qui lui enlève une partie de son activité, et qui lui ôte, en outre, la propriété de former des spores : à 45 degrés, dans le bouillon de veau, la bactéridie ne se cultive plus ; de 42 à 43 degrés, elle se cultive abondamment, au contraire ; mais, à cette température, les spores ne se forment plus. En conséquence, on pouvait maintenir au contact de l'air pur, entre 42 et 43 degrés, une culture de bactéridies entièrement privée de germes. Alors apparaissaient les très remarquables résultats suivans : après un mois d'attente environ, la culture était morte. La veille ou l'avant-veille du jour où se manifestait cette impossibilité du développement, et tous les jours précédens, dans l'intervalle d'un mois, la reproduction de la culture était, au contraire, facile. Mais on constatait, en outre, ce fait extraordinaire que la bactéridie était déjà dépourvue de virulence après avoir subi pendant huit jours cette température de 42 à 43 degrés ; au moins, les cultures étaient-elles inoffensives pour le cobaye, le lapin et le mouton, trois des espèces animales les plus aptes à contracter le charbon. On était donc en possession, non pas seulement de l'atténuation de la virulence, mais de sa suppression en apparence complète, par un simple artifice de culture. De plus, on avait la possibilité de conserver et de cultiver, à cet état inoffensif, le terrible microbe. Que se produisait-il, en effet, dans ces huit premiers jours, par cette température de 43 degrés, qui suffisait à priver la bactéridie de toute virulence ? Avant l'extinction de sa virulence, le microbe du charbon passait par des degrés divers d'atténuation, et, comme pour le microbe du choléra des poules, chacun

de ces états de virulence atténuée était transmissible par hérédité aux générations issues de ces microbes modifiés. Or, puisque le charbon ne récidive pas, chacun de ces microbes charbonneux atténué constituait pour le microbe supérieur un vaccin, c'est-à-dire un virus propre à donner une maladie plus bénigne. Quoi de plus facile, dès lors, que de trouver dans ces virus successifs des virus propres à donner la fièvre charbonneuse aux moutons, aux vaches, aux chevaux, sans les faire périr, et pouvant les préserver ultérieurement de la maladie mortelle?

Les mêmes expérimentateurs devaient d'ailleurs constater encore un fait non moins important. Lorsque, en effet, la bactéridie charbonneuse a été privée de toute virulence pour le cobaye, le lapin et le mouton, on peut lui restituer son activité par des cultures successives dans le corps de ces animaux. Ainsi, la bactéridie, inoffensive pour un cobaye âgé d'un mois, peut encore tuer un cobaye âgé d'un jour : si on inocule un second cobaye avec le sang de ce dernier, et un troisième avec le sang du second, on observe alors que la virulence de la bactéridie, ou, en d'autres termes, son aptitude à se développer dans l'économie, se renforce graduellement, au point de pouvoir bientôt tuer le cobaye d'un mois, d'un an, puis le mouton lui-même.

Ce sont là les faits sur lesquels repose la vaccination charbonneuse, telle qu'elle a été introduite dans la pratique vétérinaire par M. Pasteur. Cette vaccination se fait par deux inoculations successives de virus à deux états d'activité différens : la première, avec le *premier vaccin*, qui ne préserve que partiellement les animaux, et la deuxième, avec le *deuxième vaccin*, beaucoup plus actif que le premier, et qui achève de les rendre complètement réfractaires au charbon. Par l'inoculation successive de ces deux virus atténués, on provoque chez les moutons, les chèvres, le bœuf, le cheval, une maladie extrêmement affaiblie, dans l'immense majorité des cas, suffisante cependant pour conférer aux animaux une immunité solide contre le charbon expérimentalement inoculé ou spontané. La fameuse expérience de Pouilly-le-Fort, qui avait donné des résultats absolument démonstratifs sur la réalité de cette immunité, fut bientôt suivie d'expériences publiques analogues en Autriche-Hongrie, en Allemagne, en Italie, en Belgique, et partout les résultats confirmèrent la théorie. Aujourd'hui, les inoculations préventives contre le charbon sont entrées dans la pratique courante ; personne, parmi ses plus ardens adversaires, n'en conteste plus le principe, et on ne discute plus que sur leur valeur économique. En effet, comme il arrive toujours quelques accidens, bien rares à la vérité, du fait de l'inoculation, il est évident que, dans les régions où la maladie charbonneuse ne sévit que très exceptionnellement sur les

troupeaux, la pratique de la vaccination pourrait n'être pas avantageuse. De fait, d'après une statistique produite l'année dernière par M. Chamberland au congrès d'hygiène de Vienne, sur plus de 1 million de moutons et plus de 100,000 bœufs vaccinés, la mortalité n'a été que de 1 mouton sur 200 et de 1 bovin sur 700, proportion qui permettait assurément de regarder comme négligeables les pertes imputables à l'opération. Quant à la question de savoir si les animaux vaccinés sont vraiment rendus réfractaires à la maladie spontanée, il résulte d'une expérience, instituée par M. Chamberland en 1881, et portant sur 23,550 moutons et 1,254 bovins, avec 25,160 moutons et 338 bovins non vaccinés pour fournir des termes de comparaison, que la mortalité est dix fois moindre environ sur les moutons vaccinés que sur ceux qui ne le sont pas, et qu'elle est de trente à quarante fois moindre chez les bovins vaccinés que chez les non vaccinés. En somme, d'après la totalité des résultats enregistrés, portant sur plus de 1 million de moutons et de 100,000 bovins vaccinés, la vaccination, en y comprenant toutes les pertes qu'elle peut entraîner, a diminué la mortalité dans la proportion de 10 à 1 pour les moutons et de 15 à 1 pour les bovins, chiffres qui sont extrêmement favorables à la pratique des vaccinations, et qui prouvent que les avantages économiques de cette pratique seront incontestables partout où la mortalité dépasse chez le gros bétail 1 pour 100, et 2 pour 100 chez les moutons.

Nous venons d'indiquer, pour n'avoir pas à y revenir, les grands bienfaits qui devaient immédiatement résulter des recherches purement scientifiques de M. Pasteur sur la bactéridie charbonneuse, bienfaits dont les intérêts économiques, avec toutes leurs conséquences, ne devaient pas seulement avoir à profiter, puisqu'il est bien évident qu'en diminuant les pertes des troupeaux par le charbon, on ne conservait pas seulement un certain nombre d'animaux pour la consommation, mais encore qu'on diminuait les chances de contagion de la maladie à l'homme, cette contagion se faisant habituellement par le maniement des peaux d'animaux charbonneux, ou par la piqûre de mouches nourries du sang de ces cadavres. Nous n'en avons cependant pas fini avec le microbe du charbon, dont l'étude extraordinairement féconde devait encore fournir à d'autres observateurs, sur la vie des microbes en général, et sur leur rôle dans la production des maladies, de très importans éclaircissemens.

V.

La plupart de ces travaux se rapportent aux effets de différens agens sur la vitalité, et, par suite, sur la virulence de la bactéridie

charbonneuse, et au mécanisme intime de l'immunité qu'une atteinte légère de la maladie charbonneuse, provoquée par l'inoculation de la bactéridie atténuée, confère contre une inoculation de la maladie mortelle.

L'action de la chaleur fut d'abord étudiée. En 1880, M. Toussaint fit connaître le résultat d'expériences d'après lesquelles du sang charbonneux, maintenu à la température de 55 degrés pendant dix minutes, constitue un vaccin capable de donner aux moutons l'immunité charbonneuse. Le même expérimentateur avait encore observé, presque à la même époque, que l'addition au sang charbonneux d'acide phénique, à la dose de 10 pour 100, donnait le même résultat. A vrai dire, ces procédés, au point de vue de la pratique des vaccinations, étaient assez imparfaits, car les bactéridies contenues dans le sang recevaient inégalement l'action de la chaleur, et étaient par suite très inégalement atténuées. M. Chauveau reprit ces expériences et en réglementa le procédé en appliquant la chaleur, non plus au sang charbonneux lui-même, mais aux liquides de cultures artificielles. Ces liquides, d'abord soumis à la température de 42 à 43 degrés, pour produire des bactéridies sans spores, étaient ensuite portés à la température de 47 degrés, pendant une, deux, trois, quatre heures et même davantage; et, durant cette seconde phase, les microbes subissaient une atténuation suffisante pour produire à coup sûr une atteinte légère, servant de vaccination. M. Chauveau montra, en outre, que les spores elles-mêmes subissent l'action atténuante de la chaleur, quand elles proviennent de bactéries d'abord surchauffées, puis placées à la température de 32 à 35 degrés, favorable à la formation de ces spores, tandis qu'elles ne ressentent aucun effet de ce surchauffage quand elles sont de provenance normale, c'est-à-dire quand elles proviennent de bactéridies non atténuées. Cette atténuation était d'ailleurs complètement indépendante de l'action de l'oxygène, et pouvait même être hâtée par la soustraction de ce gaz; mais, obtenue dans ces dernières conditions, elle avait le grand inconvénient de ne pas être persistante, c'est-à-dire de ne pas être transmissible héréditairement aux générations successives provenant des bactéridies aussi violemment influencées. En d'autres termes, la véritable atténuation paraissait être sous la dépendance de changemens survenus pendant l'évolution lente des élémens qui la subissent.

L'influence de l'oxygène comprimé, déjà bien étudiée par Paul Bert, fut de nouveau employée pour atténuer la virulence des cultures, par MM. Chauveau et Wosessenki, et, en 1884, ces expérimentateurs obtinrent de cette façon une culture atténuée d'une

façon très satisfaisante, pouvant servir aux vaccinations, et suffisamment fixée pour se transmettre ensuite dans les cultures à l'air libre.

Reprenant les premiers essais d'atténuation par l'acide phénique mentionnés par Toussaint, MM. Chamberland et Roux montrèrent de leur côté que diverses substances, dites antiseptiques, mélangées aux liquides des cultures, peuvent produire une atténuation, et même une atténuation transmissible aux cultures subséquentes. Ainsi l'acide phénique, à la dose de 1 pour 800, et le bichromate de potasse à celle de 1 pour 1,200 ou 1,500, ajoutés à un bouillon de culture, en atténuent la virulence proportionnellement à la durée du séjour de la bactéridie dans ce milieu ; de telle façon que, si l'on fait, à divers intervalles, des semences avec cette culture mère dans des bouillons ordinaires, la bactéridie poussera en conservant le degré d'atténuation qu'elle avait au moment où elle a été prélevée.

Enfin, des expériences récentes de M. Arloing ont démontré que les cultures de la bactéridie charbonneuse, exposées dans un milieu liquide aux rayons du soleil, éprouvent une atténuation graduelle, en même temps que leur végétabilité est ralentie ; si l'ensoleillement se prolonge, la virulence, et finalement la vie de la culture, finissent même par disparaître.

Malgré toutes ces acquisitions nouvelles, certainement très intéressantes au point de vue de la connaissance des conditions de la vie des microbes, il faut dire que c'est la méthode de M. Pasteur, c'est-à-dire l'altération par la chaleur, obtenue à 42 ou 43 degrés, au contact de l'air pur, qui réalise encore le mieux ce qu'on a appelé si justement « la création de véritables races de virus vaccins. »

En dépit d'expériences si nombreuses et si variées, le fait de la vaccination, le phénomène de l'immunité acquise, comme on la nomme encore, restait cependant absolument inconnu dans son mécanisme intime. Comment cette immunité était produite, on le savait bien maintenant : c'était par le moyen d'une atteinte primitive légère de la maladie à éviter. Mais pourquoi l'immunité résultait-elle de cette atteinte, autrement dit pourquoi certaines maladies ne récidivaient-elles pas ? On n'avait encore proposé que des hypothèses plus ou moins probables pour résoudre cette seconde partie du problème.

M. Pasteur, le premier, avait proposé une théorie, dite *théorie de l'épuisement*, qui était fondée sur ce fait, que le liquide ayant servi à une première culture du microbe du choléra des poules n'est plus apte à une nouvelle culture, et cela sans doute à cause de l'épuisement de certains principes nécessaires à la prolifération du microbe. Par un phénomène analogue, un organisme vacciné ne serait qu'un organisme privé, par une première maladie, de cer-

tains élémens nécessaires à la végétation des microbes qui avaient produit cette maladie.

Une seconde théorie, dite *théorie du contre-poison*, a été surtout défendue par M. Chauveau. Elle admet que la première atteinte d'une maladie virulente donne naissance à une substance toxique pour le microbe parasite, qui rend l'organisme désormais inhabitable à ce même microbe. Cette théorie avait été inspirée à M. Chauveau par ce fait que les moutons algériens, réfractaires à l'inoculation d'une petite quantité de virus charbonneux, ne résistent pas à l'inoculation de grandes quantités de ce virus.

Enfin, une troisième théorie, formulée d'abord par M. Bouchard, qui invoqua, pour expliquer l'immunité, une *modification dynamique* consécutive à la première atteinte de la maladie, et qui a été, de la part de M. Grawitz et de M. Metschnikof (d'Odessa), l'objet de bien curieuses tentatives de démonstration, pourrait être dite la *théorie de l'adaptation* ou de *l'entraînement à la résistance*. Pour ces derniers auteurs, en effet, l'immunité consisterait en un pouvoir de résistance ou d'adaptation plus grand des cellules des tissus qui les rendrait plus aptes à la « lutte » contre les microbes. M. Metschnikof, interprétant des observations dans lesquelles il a vu les cellules blanches du sang, ou leucocytes, contenant dans leur intérieur des microbes préalablement injectés dans le sang, pense que ces cellules ont, dans l'organisme, ce rôle spécial de détruire les parasites qui peuvent l'envahir : d'où le nom de cellules voraces ou *phagocytes* qu'il leur appliqua ; d'où aussi cette théorie que, si les bactéries atténuées ne sont pas virulentes, c'est parce qu'elles se laissent dévorer par les leucocytes ; que les bactéries non atténuées sont virulentes parce qu'elles sécrètent un poison qui les paralyse ; et que les inoculations préventives à l'aide de virus atténués confèrent l'immunité, parce que les leucocytes, habitués à la lutte contre les microbes par un premier conflit, dont ils sont sortis victorieux, avec les microbes atténués, affaiblis, sont dès lors en état d'absorber et de digérer les microbes les plus virulens. En somme, le phénomène se réduirait à un simple fait de mithridatisme pour ces cellules voraces, qui pourraient ainsi s'accoutumer progressivement aux poisons sécrétés par les microbes dangereux.

Toutes ces théories sont certainement ingénieuses, et toutes elles peuvent s'appuyer sur des faits bien observés, qui paraissent les justifier. Peut-être y a-t-il dans les unes et les autres quelque part de vérité, car les phénomènes de la vie sont toujours très complexes. Cependant de récentes expériences, sur un nouveau procédé de vaccination contre les maladies infectieuses, sont venues éclairer singulièrement ce mystérieux mécanisme de l'immunité, et apporter un appoint sérieux à la théorie dite du *contre poison*.

Il s'agit d'abord des expériences que fit M. Charrin avec les cultures d'un microbe découvert par M. Gessard, microbe qui donne à la suppuration une coloration bleue, bien connue des chirurgiens. Ce microbe est très dangereux pour les lapins, et les tue rapidement. Or M. Charrin montra qu'en injectant préalablement aux lapins de fortes doses du bouillon de culture de ce microbe *pyocyanique*, stérilisé par la chaleur, on retarde considérablement leur mort lorsqu'on leur inocule ensuite une culture vivante du même microbe. Puis vinrent les expériences faites par MM. Chamberland et Roux avec le vibrion septique, microbe trouvé par MM. Pasteur, Joubert et Chamberland, dans la terre et dans l'intestin des bestiaux et des chevaux, et que MM. Koch et Gaffky, en Allemagne, ont démontré être le facteur de certaines gangrènes rapides, caractérisées par la formation de gaz fétides. MM. Chamberland et Roux avaient observé que les cultures de vibrion septique, lorsqu'elles sont achevées et stérilisées par la chaleur, ne sont plus aptes, si on les ensemence de nouveau, à nourrir une nouvelle génération de microbes; de même que, si l'on ajoute à du bouillon neuf une certaine quantité de l'extrait du bouillon d'une culture terminée, le liquide mixte ainsi préparé se montre très peu favorable à la végétation du vibrion. Ces particularités constituaient déjà une démonstration, très acceptable, de ce fait que ce sont bien les produits élaborés par le microbe qui s'opposent à son développement ultérieur. Mais les expérimentateurs ont apporté à cette théorie une preuve irrécusable en opérant, non plus *in vitro*, mais bien sur les animaux. Ayant injecté à un cobaye une forte dose d'une culture achevée de vibrion septique chauffée à 110 degrés pendant dix minutes, c'est-à-dire absolument privée de tout organisme vivant, ils ont constaté que ce cobaye, après avoir présenté quelques troubles fugaces rappelant la maladie causée par le vibrion vivant, avait acquis l'immunité contre la septicémie, qui est cependant pour lui une maladie terrible, et à laquelle il succombe dans un temps si court qu'il semblait que toute préservation fût hors de portée.

Ainsi, non-seulement ces expériences prouvaient la possibilité de vacciner contre les maladies infectieuses par un nouveau procédé, par l'action des *produits solubles* élaborés par les microbes dans leurs milieux de culture, mais encore elles faisaient la lumière sur la nature intime, sinon de toutes, au moins d'un certain nombre de vaccinations, et prouvaient décidément ce qui n'avait été qu'entrevu jusqu'alors, à savoir qu'on peut rendre des animaux réfractaires à certaines maladies virulentes sans recourir à l'inoculation d'aucun virus vivant. Cette méthode semblait, d'ailleurs, devoir être féconde, car à peine était-elle connue, que MM. Chantemesse et Widal parvenaient à rendre des souris réfractaires au microbe de la fièvre

typhoïde en les inoculant préalablement avec quelques centimètres cubes d'une culture de bacille typhique où tous les microbes avaient été tués par la chaleur.

Enfin, il y a quelques jours à peine, M. Gamaleïa (d'Odessa) faisait connaître qu'il était arrivé, à l'aide d'injections préalables d'une certaine dose de bouillon de culture du microbe du choléra, également stérilisé par la chaleur, à rendre des pigeons réfractaires à la maladie très grave que leur donne ce microbe, surtout après quelques passages dans cette espèce. C'est en outre cette virulence progressive, que prend le microbe du choléra en passant de pigeon à pigeon, qui a permis à M. Gamaleïa de donner franchement le choléra à des cobayes, ce que n'avaient pu faire jusqu'à présent que d'une façon douteuse, et grâce à des artifices expérimentaux assez compliqués, M. Koch et MM. Nicati et Rietsch. Or les cobayes, qui succombent à l'inoculation de ce choléra de passage, sont également vaccinés par des cultures chauffées, c'est-à-dire par les substances solubles qui résultent de la vie des microbes dans ces cultures, substances dont l'existence avait d'ailleurs été constatée, et dont les propriétés avaient été étudiées déjà depuis plusieurs années par MM. Nicati et Rietsch, en France, et par M. Koch, en Allemagne. De là à affirmer qu'on est en possession d'un procédé de vaccination préventive du choléra applicable à l'homme, il y a évidemment la distance d'une étude qui est encore tout entière à faire, et non la plus facile. Mais si la maladie donnée aux pigeons par M. Gamaleïa est, en effet, le choléra, il est permis d'avoir grande confiance dans les résultats définitifs de ces nouvelles expériences.

Mieux encore : bien que la constitution chimique des produits solubles élaborés par les microbes, de ces ptomaïnes dont on commence à faire l'histoire, soit encore fort mal définie, on peut cependant tenter, soit d'en faire l'analyse et puis la synthèse, soit de les identifier à d'autres substances chimiques actuellement connues, qu'on pût employer dès lors directement comme substances vaccinantes. Ce progrès marquerait sans doute la dernière étape dans la série des découvertes en matière des vaccinations, et on pourrait vraiment dire que les microbes nous auraient appris à nous passer d'eux pour la fabrication des virus-vaccins, abandonnés pour les vaccins chimiques. Ce n'est, d'ailleurs, pas là une simple vue de l'esprit, et nous n'aurions pas parlé de la possibilité de cette vaccination chimique, si un ingénieux expérimentateur, M. Peyraud, de Libourne, n'avait tout récemment prétendu être parvenu à vacciner des animaux contre la rage à l'aide de l'essence de tanaisie, qui provoque des symptômes rabiformes en tout semblables à ceux de la vraie rage, et qui, pour cet auteur, aurait la même constitution chimique que le poison élaboré par les mi-

crobes de la rage : hypothèse, il faut le reconnaître, qui est encore tout entière à vérifier.

VI.

Mais voici que nous venons de parler de la vaccination contre la fièvre typhoïde et contre le choléra : ceci est presque la science de demain, et nous conduit à l'époque présente, où la microbiologie, ou plutôt la bactériologie, — pour employer un terme plus exact, qui s'est substitué au précédent dans le langage des savans, — a fait toutes ses preuves, est décidément constituée comme science, et a pris la place à laquelle elle avait droit dans de nombreux laboratoires des mieux installés, où se pressent de nombreux élèves. L'origine de ce mouvement, qui a été si rapide et si entraînant, nous ne craignons pas de le répéter, ce sont les admirables travaux de M. Pasteur sur le choléra des poules et sur le charbon, dont nous venons de tracer un peu longuement l'histoire, comme il convenait. Après la publication des expériences sur la vaccination charbonneuse en 1880, les microbes avaient la partie gagnée et, dès ce moment, de tous les côtés, les recherches allaient se multiplier sur ce nouveau champ conquis à la science, et dont la fécondité extrême n'allait pas tarder à se manifester.

Au début de cette nouvelle période, pour les esprits non prévenus, pour les intelligences non fossilisées dans le passé et encore susceptibles d'évolution, les faits suivans étaient acquis, à savoir : que toutes les maladies contagieuses sont de nature parasitaire, c'est-à-dire causées par des micro-organismes vivans, par des microbes qui sont les agens tangibles et maniables des maladies et de leur contagiosité ; que ces microbes déterminent des troubles, au sein des organismes dans lesquels ils ont pénétré, par un mécanisme comparable à celui des fermentations, qui sont, elles aussi, de véritables maladies de milieux organiques, déterminés, non vivans, également dues à l'action des microbes ; enfin, admirable conséquence de la connaissance des propriétés biologiques des microbes, qu'on peut faire servir ceux-ci, à l'aide de certains maniemens qui les troublent dans leur vitalité et modifient leur activité virulente, à protéger les animaux contre les maladies graves dont ils sont les mêmes agens. Nature parasitaire des maladies infectieuses, mécanisme de la contagion, atténuation biologique des virus, et vaccination, voilà les connaissances fondamentales dues au génie de M. Pasteur, voilà les grandes conquêtes de la nouvelle science qui allait, en quelques années, devenir aussi riche que les plus vieilles parmi ses aînées.

Et telle était, en effet, la solidité des principes établis sur les

rigoureuses expériences que nous avons décrites, qu'ils allaient, à l'instar de ces calculs astronomiques qui révèlent l'existence d'un astre inconnu et l'endroit précis du ciel où il se dérobe encore invisible, inspirer toute une série de découvertes médicales, devenues désormais faciles. Ainsi, la nature animée de la contagion était désormais démontrée, le résultat de la recherche du microbe d'une maladie contagieuse quelconque devenait pour ainsi dire une conquête assurée. Ce n'était plus qu'une question d'habileté dans la technique des manipulations. Inversement, il suffisait de démontrer qu'une maladie était d'origine microbienne pour qu'on fût en droit d'affirmer, même en l'absence de faits observés, que cette maladie était, directement ou indirectement, mais certainement contagieuse. Et c'est même ce qui est arrivé pour une maladie bien connue, la pneumonie, la vulgaire fluxion de poitrine, dont les médecins n'avaient pas su reconnaître la contagiosité par l'observation, et qui, une fois établie sa nature microbienne, est devenue le sujet d'observations nombreuses qui montrent à l'évidence qu'elle est contagieuse et épidémique.

Dans le court espace de huit années qui nous sépare aujourd'hui de cette époque du début de la bactériologie, les maladies dont la nature microbienne a été mise hors de doute sont si nombreuses, tant parmi les maladies spéciales aux animaux que parmi celles de l'homme, que la liste en serait trop longue pour être donnée ici. Nous parlerons seulement de celles qui sont le plus répandues, et dont il est d'intérêt général de connaître l'origine.

Une des premières et des plus belles découvertes de cette période est assurément celle du microbe de la tuberculose, faite par M. Koch en 1882. Sous le nom général de tuberculose, on comprend aujourd'hui tout un ensemble d'affections locales, ayant une tendance plus ou moins grande à la généralisation et entre lesquelles, avant l'époque actuelle, on n'établissait parfois aucune parenté. La forme la plus commune de la tuberculose est la phtisie pulmonaire, mais il est maintenant démontré que les lésions, si nombreuses et si variées, attribuées à la scrofule, et aussi certaines maladies de la peau, sont de la même nature et reconnaissent la même cause que la phtisie pulmonaire. Il faut dire que la découverte du microbe de la tuberculose avait été précédée de la découverte, bien autrement importante et bien autrement difficile à faire accepter, de la contagiosité de cette maladie. En 1868, M. Villemin, l'illustre professeur du Val-de-Grâce, qui devrait être regardé, plus qu'il ne paraît l'être, comme une des gloires de la médecine militaire française, donna la preuve de ce fait, qui semblait renverser toutes les notions classiques, que la tuberculose est transmissible par inoculation, et, par suite, contagieuse. M. Villemin

doit donc être considéré comme un grand initiateur, et tous les travaux faits sur le même sujet émanent véritablement de son œuvre. Cette œuvre, d'ailleurs, devait être vivement attaquée ; mais, après quatorze années de controverses, elle recevait une confirmation absolue de la découverte, par M. Robert Koch, du microbe de la tuberculose, c'est-à-dire de l'agent jusqu'alors inconnu de cette contagiosité, si discutée en dépit d'expériences absolument probantes. Certes, dans cette histoire de la tuberculose, le mérite de M. Koch est grand. M. Koch a su voir et surtout faire voir, par l'emploi de procédés de coloration tout nouveaux, empruntés à une méthode générale imaginée par M. Ehrlig, qu'il y avait, dans toutes les lésions tuberculeuses, de très petits bâtonnets, mesurant en moyenne 3 à 4 millièmes de millimètre en longueur, et dix fois moins larges que longs ; il a réussi, en outre, à cultiver ce *bacille*, et à reproduire la tuberculose chez les animaux en inoculant les cultures, Pour triompher de toutes les difficultés qui se présentèrent dans le cours de cette étude, M. Koch dut créer, nous devons aussi le rappeler, toute une technique de recherches anatomiques, de procédés de coloration et de culture, technique extrêmement ingénieuse, et grâce à laquelle il fit d'ailleurs une entrée éclatante dans le monde des savans. Mais ce qu'il faut dire aussi, parce que M. Koch semble un peu l'avoir oublié, c'est que M. Villemin avait depuis longtemps établi le fait qui devait inspirer ses recherches, et surtout que celles-ci avaient été précédées des découvertes de M. Pasteur, qui étaient venues précisément démontrer le rôle des microbes dans la genèse des maladies et dans leur contagiosité. La tuberculose est contagieuse, avait dit M. Villemin ; et M. Pasteur avait ajouté : toutes les maladies contagieuses sont dues à des microbes. M. Koch trouva le microbe, dont l'existence avait été affirmée. Il est donc, qu'il le veuille ou non, l'élève de M. Villemin et de M. Pasteur, au même titre que tous les bactériologistes, grands et petits, sont aujourd'hui les élèves de M. Pasteur.

Quoi qu'il en soit, c'était un heureux début pour les premiers pas de la jeune science que cette nouvelle conquête. Sur cinq décès dans notre pays, la tuberculose doit être accusée au moins une fois, et dans certains groupes d'hommes vivant en commun, dans l'armée en particulier, les ravages causés par cette terrible maladie sont considérables. Des ennemis de la science et du progrès, des *néophobes*, s'en vont répétant que la découverte des microbes n'a pas fait guérir un malade. Sans insister sur la fausseté de cette assertion, point sur lequel nous reviendrons plus tard, connaître que la tuberculose était contagieuse, et que l'agent de cette contagion, rejeté au dehors, surtout par l'expectoration des phtisiques, était absorbé et mis directement en contact avec nos organes pulmo-

naires par l'inhalation de poussières ainsi souillées, n'était-ce pas là un renseignement d'une importance capitale? Certes, alors même que la thérapeutique de la maladie ne dût rien gagner de la découverte de son microbe, la notion seule de son origine était bien suffisante pour en prévenir d'innombrables atteintes, sans parler de la connaissance de la contagion directe entre parens, entre époux, et de la transmission héréditaire, autres faits sur lesquels toute personne peut méditer à un moment donné, pour en éviter la réalisation plus ou moins fatale, avec son cortège de maux et de douleurs.

Toutefois, la découverte du microbe de la tuberculose n'a pas eu le retentissement qu'elle méritait, car les maladies au milieu desquelles nous vivons, quelque grand que soit le tribut qu'elles prélèvent, n'ont pas le privilège de frapper notre imagination comme les maladies d'origine exotique, dont les incursions sur notre sol se font à des intervalles plus ou moins éloignés, et qui répandent partout la terreur. A celles-ci est réservé spécialement le mot lugubre d'épidémie. Et cependant, le plus souvent, les ravages causés par les grandes épidémies sont loin d'être aussi considérables que ceux qu'exercent couramment des maladies telles que la tuberculose ou la fièvre typhoïde, au milieu desquelles nous vivons sans en prendre grand souci. Il faut reconnaître toutefois que cette crainte des épidémies exotiques n'est peut-être pas aussi mal fondée qu'on pourrait le croire. En effet, vivant au milieu de nos épidémies indigènes, nous avons sans doute raison de croire que nous en sommes préservés par quelque bénéfice de notre constitution, ou par celui d'une atteinte légère antérieure, qui constitue une véritable vaccination naturelle; tandis que nous nous trouvons brusquement privés de ce palladium en face d'un mal nouveau, dont les premiers coups, frappés brusquement comme au hasard, ne nous paraissent respecter aucune des immunités sur lesquelles nous sommes habitués à faire fonds.

De fait, ni l'instruction de plus en plus largement répandue, ni la pénétration dans les milieux éclairés de notions scientifiques et surtout médicales assez précises, ne paraissent avoir la moindre influence sur la vivacité des paniques qui éclatent au début des grandes épidémies. Nous l'avons encore vu récemment pour la dernière épidémie de choléra, qui nous a fait assister à de véritables scènes dignes du moyen âge. Aussi, le bruit fait dans le monde autour des recherches entreprises sur le terrible microbe indien fut-il grand, et M. Koch est bien plus connu pour l'avoir trouvé que pour avoir trouvé celui de la tuberculose. Ces deux découvertes, cependant, sont de valeur bien inégale; et sans parler des obstacles à vaincre, qui ne furent pas comparables dans les deux

cas, la difficulté de reproduire la maladie expérimentalement chez les animaux, à l'aide des cultures du fameux bacille en virgule, a laissé planer quelques doutes sur le rôle attribué à ce microbe. A vrai dire, cette considération est peu valable, et il est aujourd'hui assez généralement admis que M. Koch a vraiment trouvé le microbe du choléra. L'histoire de ce microbe est d'ailleurs bien intéressante à deux points de vue, par son mode d'action sur l'organisme et par son genre de vie en dehors de l'organisme. En effet, contrairement à ce que l'on observe d'habitude dans les maladies microbiennes, l'organisme atteint n'est pas pénétré par le bacille cholérigène, qui se développe seulement à la surface de l'intestin : d'où cette conséquence que les symptômes de la maladie sont produits par des substances toxiques de la nature des ptomaïnes, qui sont sécrétées par les microbes, ou, plus simplement, qui résultent de leur végétation sur des membranes dont la fonction d'absorption est, comme on sait, très active ; et nous avons vu plus haut comment M. Gamaleïa a confirmé cette hypothèse en prouvant, par la vaccination à l'aide de cultures stérilisées, l'existence de ces substances toxiques. Bien que d'origine parasitaire, le choléra serait donc en même temps un véritable empoisonnement, conception qui concorde bien avec la rapidité, souvent foudroyante, de la maladie. En dehors de l'organisme, le bacille en virgule serait d'une grande susceptibilité, due à cette circonstance qu'il ne produit pas ces spores qui constituent la forme sous laquelle les microbes résistent énergiquement à l'action destructive des agens extérieurs, chaleur, lumière, dessiccation, oxygène, etc. Aussi ne peut-il se perpétuer que dans l'eau, et encore à cette condition que l'eau ne soit pas putride, car sinon il ne tarderait pas à succomber dans la lutte pour l'existence qu'il aurait à soutenir contre les microbes de la putréfaction. Peut-être ces différens points ne sont-ils pas encore bien éclaircis, mais ils cadrent assez bien, dans leur généralité, avec les allures des épidémies de choléra, qui marchent volontiers dans la direction des cours d'eau, et avec le rôle, incontestablement reconnu, des eaux d'alimentation souillées par les déjections des cholériques, dans la transmission de la maladie.

Une autre maladie, qui paraît aussi se transmettre le plus souvent, sinon toujours, par les eaux d'alimentation, c'est la fièvre typhoïde. Celle-ci nous touche de bien plus près que le choléra, car c'est un ennemi qui est toujours à nos portes, et ses coups, pour être moins bruyans que ceux des grandes épidémies, ne laissent pas cependant que d'être plus terribles. Dans les grandes villes, on dit que la fièvre typhoïde est endémique, ce qui revient à dire que nous y vivons constamment au milieu d'épidémies sujettes, de temps à autre, à des recrudescences, sous l'influence de

causes plus ou moins connues. Aussi tous les habitans des grandes agglomérations urbaines sont-ils condamnés à avoir cette maladie, qui, fort heureusement, présente les deux caractères suivans : elle ne récidive pas, ou du moins ses récidives sont très exceptionnelles ; et elle est le plus souvent fort bénigne, au point de ne pouvoir toujours être reconnue et d'être prise parfois pour une de ces légères indispositions, mal déterminées, que les médecins nomment volontiers des *embarras gastriques*. Mais cette forme atténuée elle-même, qui est habituelle chez les citadins acclimatés, et surtout chez les jeunes enfans, confère l'immunité contre une seconde atteinte. Il y avait même, dans ce fait de l'immunité acquise par une forme légère de la maladie, un grand encouragement à chercher une vaccination contre la fièvre typhoïde. Contre la tuberculose, qui est le plus souvent une maladie locale et chronique, qui détruit progressivement des organes indispensables à la vie, il y a peu d'espoir de trouver un procédé de vaccination : au moins tous les essais ont-ils échoué jusqu'à ce jour. Contre le choléra, l'application à l'homme de la méthode de M. Gamaleïa rencontrera sans doute de graves difficultés de ce fait, que cette maladie récidive ou du moins que son atteinte ne paraît conférer qu'une immunité passagère qui ne persiste même pas toujours pendant toute la durée d'une épidémie, peut-être parce que son microbe se développe aux portes de l'organisme sans le pénétrer et ne peut, par suite, être sensible à l'influence des modifications survenues dans l'intimité de cet organisme. Mais contre la fièvre typhoïde, maladie aiguë dont les symptômes, comme ceux du choléra des poules, paraissent dus en partie à l'action de produits toxiques élaborés par les microbes, maladie qui ne récidive pas et qui affecte souvent des formes atténuées à tous les degrés, qui confèrent néanmoins l'immunité, il est absolument légitime de songer à la possibilité d'une vaccination. Peut-être même sommes-nous à la veille de cette heureuse découverte. Le microbe de la fièvre typhoïde, aperçu dans les organes des typhiques depuis sept ou huit ans, par plusieurs auteurs, a été, en 1886, isolé et cultivé par un bactériologiste allemand, M. Gaffky, et les inoculations aux animaux, qui constituaient la dernière preuve à fournir du rôle véritablement typhogène de ce microbe, ont surtout bien réussi, chez nous, entre les mains de MM. Chantemesse et Widal. De plus, comme nous l'avons déjà dit, ces derniers expérimentateurs ont réussi à conférer à des souris l'immunité contre les microbes vivans, en leur inoculant une petite quantité d'un bouillon de culture stérilisé par la chaleur. Ces premiers essais sont extrêmement encourageans, et ce ne serait sans doute pas se compromettre beaucoup qu'annoncer la prochaine découverte d'un procédé de vaccination contre la fièvre

typhoïde applicable à l'homme. Vacciner contre la fièvre typhoïde, qui, dans notre armée, par exemple, prélève chaque année trois hommes sur mille, ce serait certes encore une conquête admirable de la bactériologie, presque aussi importante que celle de la vaccination contre la variole.

Nous n'en finirions pas si nous voulions parler, même en ne leur consacrant que quelques mots, de toutes les maladies dont on connaît aujourd'hui les microbes. La pneumonie, que nous avons déjà citée ; la morve, que le cheval transmet directement à l'homme; la lèpre, cette maladie qui sommeille, mais n'est cependant pas éteinte : ce sont là autant d'affections micro-parasitaires dont les agens sont absolument connus et parfaitement étudiés. La diphtérie, qui paraît nous venir des oiseaux; le tétanos, qui nous vient presque certainement du cheval; les fièvres éruptives, la grippe, la coqueluche, qui sont nos épidémies habituelles; la dysenterie, la malaria, la fièvre jaune, ces grandes endémiques des pays chauds: toutes ces maladies sont à l'étude, et c'est presque montrer trop de réserve que de ne pas donner leurs microbes comme décidément connus. Ils le seront demain, s'ils ne le sont déjà, car ce n'est plus affaire que de quelques expériences définitives. Enfin, il est depuis longtemps démontré que partout où il y a formation de pus ou d'abcès, dans la simple tourniole ou le furoncle, comme dans les vastes suppurations profondes et les érysipèles, partout on trouve des microbes, microbes qui semblent appartenir à deux espèces seulement, et qui, selon les organes où le hasard leur donne accès, font des maladies locales très bénignes ou des infections générales extrêmement graves, telles qu'un furoncle négligeable ou une ostéomyélite mortelle, telles encore qu'un érysipèle de la face qui guérit en huit jours, ou une de ces terribles septicémies des femmes en couches qui les tuent presque fatalement.

Tous les microbes dont nous venons de parler appartiennent à la famille des bactériens : ce sont des champignons élémentaires, en forme de bâtonnets plus ou moins gros, plus ou moins longs, et des microcoques en forme de points, de diamètre variable, groupés soit en chaînettes, — ce sont les *streptocoques,* — soit en amas, — ce sont les *staphylocoques*. Mais il y a aussi des microbes de nature animale, et tel est celui de la malaria, que nous venons de nommer. Ce microbe, d'après les recherches du professeur du Val-de-Grâce, M. Laveran, et d'après celles, postérieures, mais plus complètes, de plusieurs auteurs italiens, MM. Marchiafava, Celli et Golgi, serait un animalcule unicellulaire, de la famille des amibes, une *plasmodie*, qui se logerait dans les globules rouges du sang, les détruirait rapidement, et dont l'évolution parfaite, comprise dans des périodes de deux jours, déterminerait des accès de fièvre

intermittens, du type tierce, mais pouvant être quotidiens et même bi-quotidiens, du fait de la présence dans le même organisme de plusieurs générations de parasites d'une origine différente. Le microbe de la malaria serait donc un *hématozoaire*, et s'il est jusqu'à présent seul de sa famille parmi les microbes pathogènes de l'homme, on a cependant constaté l'existence de ses semblables dans quelques maladies propres aux animaux, et particulièrement aux tortues.

Dans le cours de cette revue, déjà longue, nous n'avons pas encore nommé la rage. C'est qu'au point de vue spécial qui nous occupe, il faut bien dire que l'étude de la rage est encore à faire, et que la méthode de prévention pratiquée par M. Pasteur est vraiment dans une phase d'empirisme. Incontestablement la rage est une maladie microbienne, puisqu'elle est contagieuse par morsure, par inoculation : nous savons en effet que contagion et microbe sont maintenant synonymes. Mais, ce microbe, à peine a-t-on cru l'apercevoir, et personne, jusqu'à présent, n'a pu l'isoler et le cultiver. Néanmoins, le principe des vaccinations antirabiques est fondé sur l'existence supposée d'un microbe, et il convient d'en faire ici rapidement l'histoire.

Il y a quatre ans, M. Pasteur fit connaître qu'il avait essayé d'obtenir une vaccination des chiens contre la rage à l'aide de virus atténués, suivant le principe qu'il avait découvert de l'immunité conférée par une atteinte légère contre une atteinte grave des maladies virulentes. M. Pasteur avait d'abord constaté que la virulence du virus rabique, mesurée par la longueur de la période d'incubation qui sépare l'inoculation de l'explosion des symptômes, est très variable suivant les espèces d'animaux, singe, chien, lapin ou cobaye, chez lesquels on l'observe, et que chez le singe, le virus semble même s'atténuer au point de ne jamais donner la rage au chien, tout en créant, pour cet animal, un état réfractaire à la rage. Au contraire, chez le lapin, cette virulence s'exalte et devient d'une grande fixité, en ce sens que la rage se déclare très exactement sept jours après l'inoculation d'une parcelle du système nerveux cérébro-médullaire, qui est le siège du virus. Or, comme M. Pasteur employait le virus très actif, — virus dit de passage du lapin au lapin, — pour contrôler l'état refractaire de ses chiens vaccinés, il observa que les moelles des lapins, avec lesquelles il faisait ses inoculations, diminuaient de virulence proportionnellement à la durée de leur séjour hors de l'animal dans un air bien sec. M. Pasteur vit dans ce fait un moyen d'obtenir du virus à tous ses degrés d'activité, et comme chacun de ces virus était le vaccin de celui qui venait avant lui dans l'échelle de la virulence, le résultat définitif d'une série de vaccinations successives était de rendre inoffensif le virus d'activité maxima. Mais l'expéri-

mentateur de génie vit en outre que, par l'inoculation définitive de ce dernier virus, dont la période d'incubation est fixe et relativement courte, il était possible de rattraper, de dépasser même dans sa marche, généralement plus lente, la rage inoculée par la morsure des animaux, et de faire en sorte que celle-ci, le moment de son explosion étant venu, trouvât l'organisme déjà rendu réfractaire par une rage plus virulente et plus rapide. Tel fut le principe de la méthode pour prévenir la rage *après morsure*, suivant la dénomination acceptée, rigoureusement exacte d'ailleurs, que M. Pasteur, après l'avoir essayée avec succès sur les chiens, appliqua pour la première fois à l'homme, le 6 juillet 1886, sur un enfant de quinze ans, le jeune Joseph Meister, qui avait été cruellement mordu en terrassant un chien enragé qui venait de se jeter sur ses petits camarades. L'enfant fut sauvé.

Ce qu'il y avait d'absolument nouveau dans cette méthode, ce qu'aucune des données précédemment acquises sur l'action des microbes ne faisait prévoir, c'était la possibilité d'enrayer les progrès d'une maladie dont l'individu mordu portait déjà les germes, c'était la réalisation d'une vaccination, non-seulement préventive, mais d'une vaccination doublée d'un traitement, d'une vaccination curative.

Depuis cette époque, les vaccinations antirabiques ont été pratiquées sur une vaste échelle, tant au laboratoire de la rue d'Ulm que dans les nombreux instituts créés à l'étranger sur son modèle; et on peut dire qu'en dépit des attaques violentes et injustifiées dont elles ont été l'objet, leur efficacité est absolument démontrée par la grande proportion des mordus, qui, partout, échappent à l'horrible maladie.

Mais si la pratique de la vaccination est admirablement réglée, la théorie en est encore absolument inconnue. Le virus inoculé avec ce liquide, dans lequel on triture des parcelles de moelle rabique desséchée, est-il encore vivant, et seulement atténué par l'action progressive de l'air? Est-il mort au contraire, et la vaccination est-elle seulement le résultat de l'action des produits sécrétés par les microbes plus ou moins modifiés par la dessiccation? On n'en sait encore rien, et bien que des expériences toutes récentes aient rallié M. Pasteur à l'idée d'un vaccin chimique, ce ne sera là qu'une hypothèse, tant qu'on n'aura pas cultivé le microbe de la rage hors de l'organisme.

C'est la vaccination contre la rage qui a valu à M. Pasteur sa popularité; et certes jamais la popularité ne s'est adressée à un plus digne. Cependant, l'œuvre antérieure de M. Pasteur est telle, qu'on pourrait en retrancher ses travaux sur la rage sans que sa gloire fût diminuée. Mais elle en sera peut-être encore rehaussée aux yeux de ceux qui admireront surtout la foi vigou-

reuse du savant en la rigueur de ses expériences, sa vue géniale qui sut indiquer, au-delà des limites de la science faite, tout un champ nouveau à explorer, et son courage scientifique, enfin, qui lui donna l'heureuse audace d'inoculer à l'homme ce liquide dangereux qui ne lui avait pas encore livré tous ses secrets.

VII.

Quoi qu'il en soit, les bienfaits de la vaccination antirabique doivent être portés à l'actif de la science des microbes; et même, si la valeur d'une science ne devait être appréciée qu'en raison du nombre de ses applications utiles à l'humanité, la bactériologie, qui, en raison de sa jeunesse, aurait certainement droit à ce qu'on lui fît quelque crédit sur ce chapitre, est déjà en mesure de produire d'assez beaux états de services. C'est, en effet, la connaissance des microbes qui a inspiré la pratique des opérations et des pansemens antiseptiques et aseptiques, et cette pratique consiste, comme on sait, pour le chirurgien, à observer une propreté rigoureuse, à laver et ses mains et ses instrumens et ses objets de pansemens avec des solutions d'acide minéraux divers, acide phénique ou acide borique, par exemple, ou d'autres substances, telles que le sublimé, qui sont pour les microbes des poisons violens; soit encore, suivant une récente méthode qui tend à se généraliser, à n'employer que des instrumens et des linges préalablement soumis à l'action d'une température élevée de 100 à 120 degrés, qui tue plus sûrement encore tous les microbes vivans dont ils peuvent être porteurs. Or, grâce à cette pratique, les complications qui étaient les fléaux de la chirurgie et qui faisaient, chaque année, un nombre considérable de victimes, comme l'infection purulente et les érysipèles infectieux, ont presque complètement disparu; le chirurgien ne connaît plus ces terribles périodes pendant lesquelles il ne pouvait plus toucher un bistouri sans commettre un meurtre; et l'ouverture du ventre, cette opération jadis si grave qu'on hésitait à la faire même dans les cas urgens, est devenue si bénigne qu'on la pratique maintenant à simple titre d'opération, de renseignement, pour *voir ce qu'il y a dedans !* C'est assurément une opération moins dangereuse que l'était autrefois, dans certaines circonstances, l'ouverture d'un furoncle. Grâce encore aux pratiques antimicrobiennes, l'accouchement, qui, dans les maternités surtout, était une opération véritablement dangereuse, est redevenu ce qu'il devait être, une opération naturelle, qui n'est plus fatale que dans des conditions tout à fait exceptionnelles. La mortalité des femmes en couches est aujourd'hui dix fois moindre qu'elle ne l'était alors, et l'accoucheur, qui ne transporte plus au bout de ses doigts le microbe des infections

puerpérales, a cessé d'être l'agent inconscient de ces terribles épidémies, qui, plus que toutes les autres, semaient autour d'elles la désolation. En médecine enfin, si les résultats obtenus sont moins apparens, — ce qui tient à la nature même de l'objet de la médecine, — on constate cependant une rénovation presque totale des méthodes et de l'arsenal de la thérapeutique, qui n'ont plus qu'un but, réaliser l'antisepsie du milieu interne, comme la chirurgie réalise celle du milieu extérieur. On a beaucoup critiqué cette prétention de la médecine de vouloir faire l'antisepsie dans les liquides et les tissus de l'organisme, et on a dit qu'en voulant poursuivre les microbes dans les malades, on tuerait en même temps les uns et les autres. Mais cette critique n'a vraiment que la valeur d'un jeu de mots, et l'existence des médicamens spécifiques, connus depuis bien longtemps, mais dont la théorie microbienne seule a pu expliquer l'action, médicamens tels que le sulfate de quinine, les iodures de potassium et de sodium, ou les sels de mercure, est une preuve qu'il est possible de tuer les microbes ou du moins d'entraver suffisamment leur développement sans tuer les malades. Il n'y a nul doute que les recherches entreprises en ce moment de mille côtés ne parviennent, à courte échéance, à doter la thérapeutique des maladies internes de nouveaux spécifiques, c'est-à-dire de substances extrêmement nuisibles, à faibles doses, à telle ou telle espèce de microbes pathogènes. Ce que le hasard a fait lentement dans les siècles précédens, la science le fera, de nos jours, sûrement et rapidement. Et, à ce propos, nous citerons ces élégantes expériences de M. Raulin, qui montrent dans quelles limites étroites il est nécessaire de varier la composition des liquides de culture pour s'opposer au développement des microbes. Ainsi M. Raulin, recherchant la nature des substances qui sont indispensables à la végétation d'une moisissure commune, l'*aspergillus niger,* vit que ce champignon ne pouvait se développer dans un milieu qui ne contenait pas au moins 1/50,000ᵉ de zinc, et qu'il était en même temps si sensible à l'action de certains élémens nuisibles, que sa végétation s'arrêtait brusquement si, au liquide nourricier, on ajoutait seulement 1/1,600,000ᵉ de nitrate d'argent. Bien plus, cette végétation ne peut même pas commencer dans un vase d'argent, bien que la chimie soit presque impuissante à montrer que quelques particules de la matière du vase se dissolvent dans le liquide. Ces expériences prouvent qu'il serait bien imprudent de déclarer impossible la lutte contre les microbes au sein même de l'organisme, en même temps qu'elles jettent quelque lumière sur la nature mystérieuse des tempéramens et des constitutions, dans leurs rapports avec les maladies infectieuses. Qui n'a été frappé, en effet, par la résistance de certaines personnes aux diverses maladies contagieuses, et, au con-

traire, par la fâcheuse prédisposition de quelques autres à ne pas manquer une occasion d'attraper une maladie, suivant la juste image du langage vulgaire. Or des particularités infinitésimales de la constitution des humeurs de l'organisme peuvent suffire à expliquer ces prédispositions et ces immunités. Le mystère des immunités acquises est presque dévoilé; celui des immunités naturelles, dont l'étude appartient à la chimie biologique, n'est assurément pas plus indéchiffrable ; et quelque jour viendra sans doute où la cause pour laquelle on résiste au microbe de la tuberculose ou de la diphtérie se résoudra par une formule chimique. Ce qu'il ne faut d'ailleurs pas oublier, dans cette lutte entreprise contre les microbes au sein de l'organisme, c'est que celui-ci n'est pas un vase passif, une culture inerte ; c'est qu'il se défend avec une grande énergie, qu'il est fréquemment capable de triompher, et qu'il n'a le plus souvent besoin, pour sortir victorieux de la lutte, que d'un faible secours lui arrivant sous la forme d'agens qui accroissent ses forces ou qui diminuent celles de ses ennemis.

Mais si la science des microbes a renouvelé l'art de traiter les maladies, elle a rendu à l'humanité un service bien plus grand encore en nous enseignant l'art de les prévenir, car à ses côtés s'est immédiatement élevée une autre science, l'hygiène, qui lui doit l'existence. Existant à peine de nom il y a une vingtaine d'années, considérée comme peu sérieuse, et volontiers abandonnée aux amateurs, l'hygiène a pris rapidement une importance de premier ordre, et est en voie de dicter ses prescriptions à toutes les institutions sociales. Elle préside à l'édification des cités comme à l'aménagement des habitations privées, elle règle les habitudes des agglomérations administratives, elle s'immisce même dans les rapports des peuples entre eux ; et sa légitime autorité, chaque jour mieux reconnue, lui vient de ce que lui a appris la science de M. Pasteur, à savoir que les grands dangers qui menacent l'homme dans sa maison, dans les villes, dans les ateliers comme dans les régimens, dans son contact avec les hommes venant de pays lointains, que ces grands dangers lui viennent des microbes. Par d'habiles ordonnances qui prescrivent une logique distribution des agens divers qui détruisent ou affaiblissent les microbes dangereux là où la bactériologie en a décelé la présence, par l'emploi judicieusement réglementé de la lumière, de l'air, de la chaleur ou du feu, l'hygiène sait tarir sur place la source des contagions et des épidémies. Malheureusement, au point de vue de l'hygiène, les vieilles et grandes cités traînent un boulet qui les empêchera encore longtemps de marcher avec la rapidité désirable dans la voie aplanie que leur trace la science : ce boulet, c'est leur vieille orga-

nisation, qui ne se peut modifier du jour au lendemain, et qui fait que Paris ou Londres sont d'infects cloaques à côté de telles villes du Brésil ou de la république argentine, édifiées d'hier. Il faut compter de plus avec la routine, l'indifférence ou l'ignorance qui s'opposent à la réalisation possible de progrès dont l'urgence est grande et que cependant les hygiénistes réclament en vain. Pour prendre un exemple, ne continue-t-on pas à donner à boire aux Parisiens, par périodes qui, pour être intermittentes, n'en sont pas moins dangereuses, cette eau infecte de la Seine où la bactériologie à su déceler le microbe de la fièvre typhoïde, et dont les hygiénistes et les médecins ont prouvé l'action directe sur l'éclosion des épidémies de fièvre typhoïde, qui sont incessantes à Paris? Et n'est-ce pas vraiment misérable que, dans le centre même où a pris naissance cette belle science des microbes, nous ayons à envier des progrès réalisés en hygiène, déjà depuis longtemps, dans un grand nombre de villes françaises et surtout étrangères?

Au reste, l'avenir de l'hygiène est grand, car un jour viendra certainement où l'on s'apercevra que toutes les questions sociales se réduisent à des questions d'économie sociale, et que le gaspillage de la vie humaine, comme l'a dit M. Rochard, est le plus ruineux de tous. L'hygiène, qui sait défendre les hommes contre les microbes, sera ce jour-là la reine des sociétés.

VIII.

Ainsi, les microbes sont partout. Il y en a dans l'air que nous respirons, dans l'eau que nous buvons; ils sont les ouvriers d'un aliment presque universel, le pain, et les préparateurs des boissons fermentées en usage chez les divers peuples de la terre depuis les temps les plus reculés. Ils sont même les auxiliaires d'une de nos grandes fonctions physiologiques, la digestion, qui est sensiblement aidée par les transformations que les microbes, habitans ordinaires de notre tube digestif, font subir aux matières alimentaires. Enfin, ils sont les agens destructeurs de tous les détritus animaux et végétaux, que les phénomènes de la putréfaction détruisent, en les réduisant en leurs principes élémentaires, inorganiques. Les ouvriers chargés de cette grosse opération sont d'espèces diverses, et ceux qui y mettent la dernière main et transforment finalement les produits ammoniacaux plus ou moins mal odorans en des sels inodores qui sont d'une si grande utilité à l'agriculture, sont les *microbes nitrifians,* dont le rôle a été mis en évidence par MM. Schlœsing et Muntz, et auxquels on est en voie de confier la fonction éminemment sociale de l'épuration des

matières résiduelles des grandes villes. Ce sont les agens de la fameuse entreprise de l'utilisation agricole des eaux d'égout.

Tous ces fermens sont des microbes bienfaisans, et ce sont eux, il faut bien le savoir, qui constituent la grande majorité des microbes, la presque totalité de ce milieu animé dans lequel nous vivons. En effet, parmi les quatre à cinq cents microbes que renferme, année moyenne, un mètre cube d'air pris au parc de Montsouris, et même parmi les quatre à cinq mille microbes d'un mètre cube de l'atmosphère d'une rue fréquentée de Paris; même encore parmi les dix à vingt mille microbes d'une chambre d'appartement habité ou d'une salle d'hôpital, il est extrêmement rare de trouver un de ces microbes dangereux qui sont les agens des maladies contagieuses. Il en est de même des quelques centaines de microbes que renferme l'eau pure des sources; mais, malheureusement, on n'en pourrait dire autant de l'eau de Seine, qui charrie, avec une fréquence relative, les microbes de la suppuration, de l'érysipèle, et surtout de la fièvre typhoïde, et sans doute bien d'autres microbes malfaisans que nous ne connaissons pas encore. Mais ces eaux, grâce au régime déplorable du *tout à la Seine*, que l'on pratique par un usage prématuré du *tout à l'égout*, décrété avant qu'on ait assuré la dérivation totale des eaux d'égout en vue de leur épuration agricole, ces eaux, souillées et contaminées, ne contiennent pas moins de douze à quatorze millions de microbes par litre. Là encore, cependant, comme dans la terre végétale, où ils sont bien plus nombreux, la grande masse est presque uniquement constituée par des microbes bienfaisans ou tout au moins indifférens, s'il en est toutefois auxquels on puisse appliquer ce qualificatif, en attendant que leur rôle soit exactement déterminé.

Et maintenant nous pensons avoir suffisamment montré qu'il y a partout des microbes, et que l'œuvre de ces infiniment petits est vraiment gigantesque, à ne considérer que le phénomène de la circulation de la matière, qui leur est dû. L'homme, qui sait utiliser toutes les forces de la nature, a déjà su faire travailler à son profit quelques espèces de microbes qu'il a véritablement domestiquées, et qu'il a chargées d'un rôle industriel certainement considérable; M. Pasteur a enseigné le moyen de dompter les plus redoutables et de les faire combattre contre leurs frères insoumis; et à sa suite toute une légion de savans s'est précipitée à cette grande lutte, qui ne doit pas avoir de fin. Ce que nous avons dit des microbes malfaisans suffira sans doute à prouver ce que nous avancions en commençant, qu'il faut compter aujourd'hui avec les microbes et qu'on ne saurait se refuser à y croire, pas plus qu'on ne peut se refuser à croire à l'électricité... ou à la lumière.

JULES HÉRICOURT.

LORD RANDOLPH CHURCHILL

ET

LA DÉMOCRATIE CONSERVATRICE EN ANGLETERRE

Une nation de paysans propriétaires, comme la nôtre, est, par la force des choses, la nation la plus conservatrice de l'Europe. Elle peut être, pour un temps, séduite par des aventuriers, troublée par des utopistes, gouvernée par des maladroits ou des paresseux, par des intrigans ou des sectaires : elle reste calme, en dépit des bouillonnemens superficiels de la politique, et prospère, malgré les crises économiques qui atteignent la terre elle-même, car la terre, quoi qu'on dise, ne peut faire banqueroute. Cette nation repose sur une assiette indestructible ; elle brave la révolution sociale. Supposez-le résolu, ce prétendu problème social ; renversez-en les termes, en posant la solution à la place de la donnée. Imaginez, pour un moment, qu'un collectivisme quelconque est l'état normal, l'état légal de la propriété en France. Vienne maintenant un homme qui propose de substituer à ce système primitif et barbare la propriété individuelle, telle que nous la connaissons, telle qu'elle est régie par nos codes, la propriété avec des droits partout uniformes et des devoirs identiques pour tous, la propriété qui passe de mains en mains, sous le contrôle et la garantie de l'état, moyennant des formalités peu compliquées et peu coûteuses, la propriété, enfin, avec la loi de succession qui en est le corollaire : de quels cris d'enthousiasme ne saluerait-on pas ce réformateur ! Ne s'écrie-

rait-on pas qu'il a trouvé la forme dernière et définitive des sociétés modernes, la seule en harmonie avec un âge de sécurité, d'indépendance et de justice? Même dans les conditions présentes, le parti qui soutient les formes sociales existantes, et auquel, par la disparition du parti libéral, échoit l'honneur de défendre la liberté de conscience et les autres libertés nécessaires, est assuré de dominer dans notre pays, et d'y dominer longtemps, le jour où il aura trouvé un chef et reconquis son unité.

Bien autrement précaire et dangereuse est la situation du parti conservateur en Angleterre. Après une longue et glorieuse histoire, les whigs, absorbés par les radicaux, ont cessé d'être un parti indépendant, et les tories occupent les positions abandonnées par les whigs. Mais il en est des positions politiques comme de certaines positions stratégiques, jadis réputées imprenables, et qui ne tiendraient pas un quart d'heure contre l'artillerie moderne. La question est posée entre l'Angleterre aristocratique de Burke et de Pitt, qui ne sera bientôt plus qu'un souvenir, et l'Angleterre démocratique de Gladstone et de Chamberlain, momentanément divisée par la question irlandaise, en réalité chaque jour plus puissante, et suivie de près par le groupe socialiste, qui réclame la nationalisation de la terre. Le ministère Salisbury, appuyé sur une coalition de circonstance, n'existe qu'à la condition d'appliquer le programme de ses adversaires, au lieu du sien. Ce ministère règne et ne gouverne pas, et le temps n'est pas loin où les tories, comme ces gardiens de la Tour dont le costume suranné amuse les badauds, n'auront plus qu'à veiller sur des choses mortes, sur des joyaux historiques et des armures vides!

Comment rendre le paysan et l'ouvrier, récemment incorporés au pays légal par la réforme électorale de 1867 et surtout par celle de 1886, comment les rendre solidaires de cette constitution dont aucun bienfait n'est encore descendu jusqu'à eux? Comment leur persuader que leur bonheur est indissolublement lié au maintien de la dynastie des Brunswick, de la pairie héréditaire et de l'église établie? La royauté? Ils l'entrevoient de loin, dans les grands jours, sous la forme d'une vieille dame en deuil, qui salue alternativement à droite et à gauche. Tous les jours leurs journaux leur apprennent, dans des statistiques pleines d'amertume, combien de pièces d'or, — faites de leurs *pence* de cuivre, — cette royauté mange par seconde. La chambre des lords? Elle représente, a dit Charles Kingsley, toutes les fourchettes d'argent du royaume; elle n'a donc rien à voir avec ceux qui ne possèdent que des fourchettes de fer ou d'étain. Les procès de divorce et les débats de la cour des banqueroutes les ont édifiés sur la valeur morale, la dignité, la sagesse de ces législateurs

héréditaires. Tel duc est le premier agioteur de l'Angleterre; tel autre duc est tellement perdu de mœurs qu'il ne peut regarder une femme sans la faire rougir, ni la saluer sans la compromettre. Un autre pair dirige, de ville en ville, une troupe d'opérette et rosse le mari de sa *prima donna*, lorsqu'il se permet de troubler, après minuit, les tête-à-tête du noble *impresario* avec sa pensionnaire. Quant à l'église établie, le paysan ne la connaît guère, et l'ouvrier ne la connaît pas. Tous deux préfèrent leur humble ministre, wesleyen ou baptiste, dont la femme sort à pied, et qui, né du peuple, parle au peuple son langage.

Par quel miracle assurer au parti conservateur le vote des nouvelles couches? Par quel raisonnement subtil persuader à ces douze cent mille paysans, nouveau-venus dans la vie politique, que tout est au mieux dans un monde où ils ne gardent et ne consomment, eux et leurs familles, que le sixième de ce qu'ils produisent (1). Faut-il encore les payer de mots, les entraîner par des phrases, les leurrer avec des mensonges? Ou ne vaut-il pas mieux, puisque aussi bien on les a invités à entrer dans la constitution, leur y faire honnêtement leur place, à eux comme à leurs frères, les travailleurs des villes? Ne convient-il pas de les intéresser au maintien des institutions, et quelle meilleure façon de les rendre conservateurs que de leur donner quelque chose à conserver? Cet élément de stabilité que la grande propriété donne aux gouvernemens aristocratiques, la petite propriété doit l'apporter aux démocraties modernes. Vérité déjà vieille chez nous, mais qui commence seulement à poindre dans les esprits du grand nombre, en Angleterre!

Depuis que Bolingbroke a réorganisé le torysme, ce parti n'a pas traversé, même en 1832, de crise plus grave que celle-ci. Il s'agit d'avaler une de ces drogues puissantes qui tuent le patient ou le rajeunissent. Par des raisons qui seront expliquées plus loin, la création d'une démocratie conservatrice présente, en Angleterre, des difficultés immenses. Pourtant il faut l'essayer, ou disparaître. Lord Beaconsfield le savait. Le temps, les forces, les circonstances ont manqué à cet homme si brillamment doué, et si intelligent de son époque, mais trop sceptique, trop dilettante, trop ami peut-être de son repos pour s'attaquer résolument à si rude besogne. Ce qui fait défaut à ses successeurs immédiats, pour l'entreprendre, je me garderai de le dire. Un homme a ramassé le manteau d'Élie : c'est lord Randolph Churchill. Est-il digne de le porter? Ira-t-il jusqu'au bout de sa tâche? Saura-t-il, le moment venu, se faire accepter comme le *leader* du parti conservateur reconstitué? Quelle

(1) Voir Hyndman, *The historical basis of Socialism in England.*

que soit l'issue finale, l'homme et la tentative méritent l'un et l'autre d'être étudiés de près. Cette étude suggérera au lecteur français plus d'un rapprochement avec les événemens ou les hommes de ces vingt dernières années, avec nos mécomptes et nos espérances, avec nos aventures passées comme avec nos besoins présens; et, en histoire politique, toute comparaison est une leçon.

I.

Quiconque a visité Blenheim ne peut oublier ce singulier édifice qui tient du temple et du palais, cette ode de brique et de pierre à la gloire de Marlborough, emphatique, fastueuse et lourde, comme toutes les odes de ce temps-là. La maison, faite à la taille d'un héros, ou soi-disant tel, a paru un peu grande pour ceux qui l'ont habitée après lui, sans la remplir, honnêtes médiocrités ducales, figurans très convenables sur ce théâtre de la politique, où l'aristocratie anglaise jouait tous les rôles. La Providence mit cinq quarts de siècle à faire naître un homme de valeur sous ce toit magnifique; encore voulut-elle qu'il ne fût jamais le maître de Blenheim. Né le 13 février 1849, lord Randolph Churchill n'est que le second fils du dernier duc de Marlborough. A l'aîné, le titre, une fortune immense, la dissipation et le plaisir sous toutes ses formes. Au cadet, la vie sérieuse, un revenu modeste, et un bourg pourri, celui de Woodstock, pour dot et pour entrée de jeu.

A Eton, lord Randolph se fit remarquer par son ardeur à attaquer les écoliers plus grands que lui. Cette humeur agressive et rageuse le suivit à l'université. L'année où éclatait la guerre franco-allemande, il obtenait le diplôme de maître ès arts, ou, si l'on veut, de docteur ès lettres. A vingt ans, déjà fils d'un duc et docteur : beaucoup se seraient reposés toute leur vie d'un pareil effort. Pour Randolph Churchill, ce n'était même pas un début. Aux élections générales de 1874, il prit possession de son bourg de Woodstock, non sans combat. On avait décoché d'Oxford un savant homme, escorté de plusieurs professeurs, qui voulait arracher les électeurs de Woodstock à leur ilotisme héréditaire; mais ces braves gens restèrent fidèles au fils du maître, à l'enfant de la maison, qu'ils avaient vu, tout petit, dénicher des œufs et dresser des chiens sous les futaies de Blenheim.

Presque au moment où il prononçait dans le parlement son *maiden speech,* lord Randolph se mariait et venait, si je ne me trompe, s'installer dans la maison qu'il habite encore aujourd'hui, en face de l'Arche de marbre qui forme l'entrée nord-est de Hyde-Park, à l'un des carrefours les plus vivans et les plus caractéristiques de Londres. Maison étrange, aiguë comme un promontoire,

dont une face regarde les pelouses du parc, tandis que l'autre surveille la grande artère populeuse d'Edgware road, où roulent les cabs et les omnibus, avec un bourdonnement infini et ininterrompu, de neuf heures à minuit. Assurément, on ne vient pas dans une pareille demeure pour méditer; on ne se loge pas là quand on craint la rumeur populaire. C'est la maison d'un tribun, non celle d'un philosophe.

Suivons le jeune député de Woodstock à Westminster. Une majorité conservatrice, un peu « étonnée de s'y voir, » envahissait joyeusement les bancs ministériels, à droite du speaker, qui sont aux bancs de l'opposition ce qu'est, en hiver, le côté du soleil au côté de l'ombre, dans Pall-Mall. Sur le premier rang, dans une attitude un peu molle, légèrement voûté, le vieux Disraeli, ou, plus familièrement, Dizzy : une figure fine, pâle, fatiguée, aux plis profonds, glabre comme celle d'un acteur; les yeux clos, à la manière des félins, sans qu'on puisse savoir s'il dort ou s'il guette; sur son front ridé descend une bouclette roulée, reste d'une chevelure luxuriante. Ne vous moquez pas de cette boucle, historique comme la mèche de Girardin : c'est tout ce qui subsiste, en 1874, du byronisme et de l'âge des *dandies*.

Sur le banc qui fait face à Disraeli, on chercherait vainement son illustre rival. Le crâne d'ivoire poli, l'œil d'oiseau de mer, la grimace énigmatique de Gladstone, ont disparu de la chambre, ainsi que son mémorable parapluie vert et ces gros gants informes où il plongeait ses mains d'un seul coup. Partout on entend dire, même et surtout au *Reform club* : « Gladstone est usé, Gladstone est fini; nous ne voulons plus de Gladstone! » Déjà on parle de le déposer. Les lieutenans de cet Alexandre qu'on veut enterrer vivant se pressent sur le premier banc, Lowe, Forster, sir William Harcourt, et le marquis de Hartington, le dernier des whigs, ce grand seigneur qui fait de la politique d'un air dédaigneux et dégoûté, et qui sera choisi pour *leader* peut-être parce qu'il en a moins envie que les autres.

En réalité, Gladstone n'est ni usé ni fini; sa popularité traverse une éclipse. Il n'est plus le *people's William*, il n'est pas encore *the grand old man*. En moins de six ans, il a presque accompli une révolution. Il a supprimé l'église protestante officielle en Irlande; il a remplacé le scrutin ouvert, dans les élections, par le scrutin secret; il a inauguré l'enseignement primaire obligatoire. Après tant et de si grosses réformes, faites coup sur coup, le pays veut respirer. Sans le dire, on en veut à M. Gladstone de la nullité où il a laissé tomber l'Angleterre, au point de vue de la politique européenne. La guerre de 1870 lui a révélé qu'elle n'est, aux yeux de Berlin, qu'une puissance de second ordre, car il y a des neutralités

plus funestes que des défaites. Reconquérir le prestige perdu, dût-on le payer un peu cher, telle est la mission tacitement confiée à Dizzy par le peuple anglais. *By Jove*, on a gagné assez d'argent depuis vingt ans !

Dans le coin à gauche le plus éloigné du *speaker* s'entasse la députation irlandaise. Sur ces bancs, des figures nouvelles et menaçantes font pressentir que les beaux jours du professeur Butt et de son *home-rule* à l'eau de rose sont désormais passés. C'est là que se forment les points noirs ; c'est de là que descendront les premiers orages, soufflés par un petit homme aux lunettes de corne, appelé Biggar, et dont on rira ; puis, par un pâlot, aux lèvres serrées, aux colères froides, qui a nom Parnell, et dont on ne rira pas.

Tel est le spectacle dont s'amusait le jeune député de Woodstock, dans son coin favori, sur le second banc, derrière Disraeli.

Il prononça son premier discours le 22 mai, pour combattre la création d'un centre militaire à Oxford. En lui répondant, sir William Harcourt le félicita, suivant l'usage, des promesses de talent que contenait son début : compliment vulgaire qui devait, pour lord Randolph, se réaliser bien au-delà des prévisions et des désirs du donneur d'éloges ! A quelques mois de là, le vrai Randolph Churchill se dévoila inopinément. C'était un soir, la discussion roulait sur un bill qui prétendait réorganiser les pouvoirs locaux. Elle se traînait, ennuyeuse et vide, de non-sens en banalité, sous la direction du président du *Local Government Board*, le très honorable et très nul... Mais pourquoi le désigner plus clairement? Ses vrais noms sont la routine administrative et l'infatuation ministérielle. Et voici que tout à coup on vit ce jeune homme debout, guerroyant contre ce que Carlyle eût appelé des *nonentities* et des *unrealities*, démolissant gaîment, en vrai gamin, cette pauvre petite loi, insidieuse et mesquine, bonasse et décevante, qui accordait d'une main, retirait de l'autre, annulait et paralysait par ses articles le principe qu'elle avait posé dans son préambule. « Les ministres, observait Randolph Churchill, s'imaginent tromper le peuple, et se trompent eux-mêmes... Je n'ai rien à dire contre le président du *Local Government Board* lorsqu'il vient discuter le traitement des inspecteurs des contraventions ou les attributions des bedeaux de paroisses. Mais je me fâche lorsqu'il se présente sous les apparences d'un grand législateur, et prétend réparer, avec ses petites méthodes et ses petites idées, les brèches de la constitution britannique. » Le succès de cette algarade fut grand, le scandale plus grand encore. Dans le camp libéral, l'indiscipline était la règle, mais elle était l'exception chez les tories. Aussi quelle rumeur au banc de la trésorerie! Seul, Disraeli souriait : ce jeune homme

lui rappelait ses belles impertinences de 1840. Quant au ministre attaqué, il avait écouté cette diatribe, la tête renversée en arrière, les mains croisées sur le ventre. Il déclara, avec dignité, « qu'il ne se sentait pas atteint. » Pas atteint, le pauvre homme !.. Les ministres disent quelquefois de ces choses-là !

Depuis ce jour, les banquettes du parlement se repeuplent comme par enchantement, quand lord Randolph ouvre la bouche; mais il ne profite guère de cette disposition où il entre plus de curiosité maligne que de réelle bienveillance. On ne l'entend qu'à de rares intervalles. Serait-ce que le jeune mari, l'homme du monde, absorbent en lui le député ? Il faut plutôt, m'assure un de ses amis, attribuer son silence, ses fréquentes absences, à l'état chancelant de sa santé. Il vivait moins à Londres qu'à Dublin, chez son père, alors vice-roi d'Irlande.

En 1880 ont lieu les élections générales qui renvoient Gladstone à Westminster à la tête d'une majorité formidable. L'Angleterre n'était pas satisfaite de son expérience conservatrice. Elle avait beaucoup perdu de sa prospérité, recouvré très peu de prestige. L'honneur de détenir Chypre, ce nid de fièvres, et d'annexer quelques actions du canal de Suez ne faisait pas contrepoids au désastre d'Isandula et au péril de l'Afghanistan. Cependant, un vol de corbeaux s'était abattu sur Woodstock : des messieurs, tout de noir vêtus, avec des chapeaux en tuyaux de cheminée, « singulières créatures à voir errer dans une circonscription rurale ! » Mais lord Randolph, cette fois, n'était plus seulement un fils de duc, il était quelqu'un. Il se moqua de ses adversaires et les battit haut la main.

Dieu merci, il était dans l'opposition, et, comme on va le voir, doublement dans l'opposition ! Dès les premières heures de la session, il trouva l'occasion de s'affirmer, non plus comme un indépendant, un franc-tireur parlementaire, mais comme un chef de parti. L'affaire Bradlaugh lui en donna les moyens.

C'est au moment de la prestation du serment, cérémonie longue et ennuyeuse, qui se passe, d'ordinaire, au milieu de l'inattention et du brouhaha. Le nouvel élu de Northampton s'approche à son tour de la table, exhibe le papier qui établit d'une manière authentique son élection, et, lorsqu'on lui présente la Bible, informe respectueusement le *speaker* qu'il ne lui est pas possible de prêter serment en prenant à témoin des croyances qu'il ne partage pas et qu'il considère comme de pures superstitions. Mais il est prêt à affirmer, sur son honneur de *gentleman* et de citoyen, qu'il servira fidèlement la reine, dans ce parlement, et observera la constitution. On lui répond que son affirmation ne peut être acceptée à la place de son serment. Les quakers, seuls, sont admis à affirmer;

mais M. Bradlaugh est athée, non quaker : il ne peut donc bénéficier de l'exception. Le règlement est formel ; en se portant candidat à Northampton, il a d'avance et implicitement accepté les lois et les usages du parlement : « Soit, dit M. Bradlaugh, content d'avoir manifesté ses opinions antireligieuses à la face du parlement, je prêterai serment. »

Doit-on accepter ce serment ? Émue, indécise, l'assemblée s'agite. Le membre le plus marquant qui siége au banc de la trésorerie (c'était l'infortuné Frederick Cavendish, qui devait tomber, deux ans plus tard, dans Phœnix Park, sous le poignard des assassins) propose de renvoyer la question à une commission. Machinalement, sir Stafford Northcote, le *leader* de l'opposition conservatrice, acquiesce à cette suggestion. C'est ici qu'interviennent lord Randolph et ses amis. A quoi bon, disent-ils, une commission en pareille matière ? Une commission compulse des dossiers, réunit des témoignages, vérifie des faits. Ici, point de dossiers ; les témoins, c'est le parlement ; il n'y a qu'un fait, et il est patent. C'est une question de conscience, qui doit être résolue par « l'instinct moral, » par cet instinct d'une grande assemblée politique qui, suivant un mot de lord Beaconsfield, ne peut se tromper, *the unerring instinct of parliament*. Permettra-t-on à M. Bradlaugh de prêter un serment dérisoire dont il a d'avance infirmé la valeur et détruit la sanction ? Lui permettra-t-on de dire, au milieu du parlement : « J'atteste Dieu que je suis le loyal sujet de la reine, » et d'ajouter en ricanant : « Seulement, ce Dieu n'existe pas ? » Si on consulte, au surplus, les écrits de M. Bradlaugh, et notamment *la Mise en accusation de la maison de Brunswick*, on ne conservera pas plus d'illusions sur son affirmation que sur son serment. Non, le parlement doit prendre au mot cet athée, ce révolutionnaire qui s'est trahi lui-même, et le repousser de son sein.

Non-seulement sir Stafford Northcote est obligé de revenir sur son imprudente concession, mais une majorité considérable, empruntée aux libéraux aussi bien qu'aux tories, endosse l'énergique argumentation de lord Randolph. Cependant la lutte n'est pas finie ; pendant des mois, pendant des années, M. Bradlaugh la soutiendra avec un calme, une patience, une obstination invincibles. Il assiste aux séances, en-deçà de la barre, dans une région neutre qui forme les limbes du parlement, à peu près comme les pénitens ou les catéchumènes assistaient à la messe dans l'église primitive. Un jour, il bondit jusqu'à la table, s'empare de la Bible et veut prêter de force, en dépit du vénérable Erskine May, le serment qu'il n'a pas voulu prêter de bonne grâce. Arrêté dans cette tentative, il tire, un autre jour, de sa poche, une édition du Nouveau-Testament, et s'administre le serment à lui-même. Mis en prison, renvoyé de-

vant la justice ordinaire, qui le condamne, il en appelle, et, tandis que l'affaire est pendante, maintient et exerce son droit de parler dans le parlement, bien que chacune de ses paroles l'expose à payer une énorme amende. L'épisode le plus mémorable de ce duel entre un homme et un parlement est assurément la bataille, à coups de pied et à coups de poing, livrée par M. Bradlaugh à quatorze policiers qui voulaient l'empêcher de pénétrer dans la salle. Le député de Northampton et ses quatorze adversaires, en une masse compacte, roulèrent en bas de l'escalier, au pied duquel M. Bradlaugh, épuisé, presque nu, dut s'avouer momentanément vaincu. J'avais, jusque-là, suivi sa résistance avec une sorte d'intérêt : cette ignoble scène de pugilat lui fit perdre mes dernières sympathies. Or, c'est ce jour-là, peut-être, qu'il a gagné sa cause devant une assemblée de *sportsmen*. Le parlement s'est relâché de sa sévérité et a rouvert ses portes à M. Bradlaugh : il en est aujourd'hui un des membres les plus laborieux, les plus utiles et les plus corrects.

Du moins, lord Randolph Churchill ne lâcha jamais prise, et resta sur la brèche jusqu'au bout. Dans la discussion de la loi sur les sermens (1883), il prononça un bien curieux discours, où il ramassa tous ses argumens, et les éleva, par l'expression, jusqu'à l'éloquence.

Pour des esprits imbus, comme les nôtres, du dogme de la souveraineté populaire, il est surprenant de voir avec quelle désinvolture lord Randolph fait litière des électeurs de Northampton et du droit qu'ils ont à être représentés. Ce droit, paraît-il, n'a rien d'absolu. C'est une concession, une faculté, un privilège : appelez-le du nom qu'il vous plaira. « Les circonscriptions peuvent nommer qui elles veulent ; le parlement reste maître d'accepter ou de rejeter leur mandataire. Il l'a toujours fait et le fera toujours. » Car la souveraineté ne réside point dans telle ou telle fraction du corps électoral, mais dans l'assemblée qui émane du corps électoral tout entier. Telle est cette théorie, qui équivaut presque au « droit divin » des parlemens.

On cite en faveur de M. Bradlaugh l'exemple des quakers. Mais le cas est diamétralement inverse, car les quakers agissent par respect du serment, et M. Bradlaugh par mépris du serment. Les quakers ne trouvent pas la politique assez sainte pour y faire intervenir le nom de Dieu, et M. Bradlaugh trouve la politique trop sérieuse pour y mêler ce concept enfantin. On a modifié la formule du serment en faveur des catholiques, mais les catholiques, qui diffèrent des protestans sur des questions de forme, ne se font pas du serment et des devoirs qu'il entraîne une idée moins haute ni moins religieuse. Eux aussi sont des chrétiens, et d'excellens chré-

tiens. Mais les juifs? demandera-t-on. Vous connaissez mal lord Randolph si vous le croyez embarrassé de justifier l'admission des juifs. Les juifs croient en Dieu ; les juifs ne sont séparés de l'arianisme que par un degré : or « il s'en est fallu de l'épaisseur d'un cheveu que nous ne fussions ariens. » D'ailleurs, que M. Gladstone ne l'oublie pas, la race juive est punie, mais non déchue : elle n'a pas été dépossédée de ses magnifiques privilèges intellectuels. Après avoir traversé de longs âges d'expiation, elle sera un jour, — c'est la doctrine orthodoxe, — pardonnée et réconciliée; elle rentrera dans la communion chrétienne, comme elle est déjà rentrée dans l'égalité sociale et politique.

Ce théologien parlementaire, qui semble prêt à « lâcher » le Saint-Esprit pour mieux accabler Bradlaugh, peut paraître assez étonnant. Mais jetez les yeux autour de vous. Regardez ces ogives aux vitraux coloriés, ce baldaquin gothique sous lequel se tient le président, cette salle de forme allongée comme une basilique, sans parler du chapelain, qui est venu dire la prière au début de la séance. Comparez un pareil lieu avec nos salles entourées de gradins semi-circulaires et dominées par deux rangs de loges. Évidemment, c'est un théâtre qui, chez nous, a servi de modèle, tandis que le parlement anglais est né dans une église. Tant que les deux peuples vivront, leurs assemblées politiques se ressentiront de cette origine. Comédiens en-deçà de la Manche, prêcheurs au-delà.

Aussi n'est-ce pas une vaine étiquette parlementaire, un pur détail de forme que lord Randolph Churchill défend dans son discours. Il laisse ces inquiétudes et ces scrupules aux Bridoisons de Westminster. Ce qu'il veut élever au-dessus de la discussion, c'est le caractère religieux des délibérations du parlement. « Ce caractère n'appartient à aucune autre nation, si grande, si libre qu'elle soit; et je ne sais si la prospérité sans exemple du peuple anglais, sa longue durée, la grandeur qui lui est encore, je le crois, réservée dans l'avenir, ne sont pas liées, en quelque sorte, au caractère religieux de notre constitution. » Ici l'accent devenait profond, solennel, sévèrement enthousiaste, presque majestueux, en même temps qu'il était parfaitement pur d'afféterie dévote. Il retentit dans les âmes, entraîna les votes, et la puissance du jeune orateur grandit d'autant.

Depuis le jour où il avait arraché, pendant un instant, à sir Stafford Northcote, la direction du parti conservateur, l'attention du public s'était portée sur lui ; elle ne le quitta plus. Il avait pour lieutenans un légiste, M. Gorst, et un diplomate, sir Henry Drummond Wolff, auxquels se joignait quelquefois M. Balfour. Petit état-major sans soldats, redoutable, pourtant, par les talens et l'activité de ceux qui le composaient. Je vois, dans un *speech* de lord Har-

tington, qu'à la fin d'une session sir H. Wolff a parlé 68 fois et adressé 34 questions au gouvernement, lord Randolph Churchill a fait 74 discours et 21 questions, M. Gorst a pris la parole 105 fois et fait 18 questions. On les appelle le quatrième parti, et ce nom, prononcé d'abord en souriant, passe dans la langue courante. Sir Drummond Wolff et M. Gorst se l'appliquent volontiers à eux-mêmes. Lord Randolph ne s'en sert jamais. Il vise plus haut. Être le caporal d'une escouade parlementaire, si distinguée qu'elle soit, ne peut être le dernier mot de son ambition.

II.

Lord Randolph a quitté son poste d'observation pour un poste de combat. Assis au premier banc, au-delà du *gangway*, il est visible de tous les côtés de la chambre, lorsqu'il se lève pour parler. La taille, un peu au-dessous de la moyenne, ne manque pas d'élégance; mais le masque n'est pas beau. Une tête en boule, un nez court et retroussé, de gros yeux à fleur de tête, donnent au visage une expression singulière d'audace, quelques-uns disent d'effronterie. Le teint est pâle, légèrement plombé; une grosse moustache blonde aux bouts effilés et tordus, des cheveux noirs, collés au crâne, séparés par une raie centrale qui s'élargit déjà, complètent cette physionomie. Si vous le rencontriez dans les rues de Paris, vous le prendriez pour un officier de cavalerie en bourgeois, — un de ceux qui feuillettent plus volontiers *la Vie parisienne* que la *Théorie*. Son attitude n'a rien qui impose; son geste est monotone, machinal, parfois ridicule. En parlant, il boutonne et déboutonne sa jaquette ou sa redingote. Pendant des discours entiers, il abat son poing droit sur la paume de sa main gauche, avec la régularité d'un marteau de forge mû par la vapeur. Il insère des notes dans l'intervalle de ses cinq doigts allongés, et, lorsqu'il agite sa main ainsi chargée de papiers, fait songer les spectateurs à un moulin à vent. A d'autres, il donne l'idée d'un faiseur de tours ou d'un cantonnier qui cherche à arrêter un train par ses signaux (1). La voix est forte et puissante; elle étonne par son volume, comme le gros bruit qui sort du corps chétif du grillon ou de la cigale; mais elle est creuse, sèche, dure, sans inflexions. Cette émotion, cette nervosité qui rendit muets, dans le parlement, un Gibbon, un Stuart Mill, et qui, dans les grandes soirées critiques, au début d'un discours solennel, donne à la voix d'un Gladstone certaine vibration particulière, est absolument inconnue de lord Randolph Churchill. Son sang-froid va jus-

(1) W. Lucy, *Diary of two parliaments*. D. Anderson, *Scenes in the Commons*. J.-B. Crozier, *lord R. Churchill, a study of the English democracy*.

qu'au sans-gêne, et il ne juge nécessaire ni de s'interrompre dans sa période, ni de changer de diapason pour demander du brandy et de l'eau de seltz à son ami Gorst, qui lui apporte un verre d'eau pure. C'est sans enfler la voix, sur le ton le plus aisé et le plus naturel, quelquefois même d'un air familier et confidentiel, qu'il lance des accusations énormes contre des hommes considérables, assis en face ou à côté de lui.

Cela peut sembler choquant, et cependant il est heureux que le parlement ne soit pas entièrement livré aux avocats, aux professeurs, à tous ceux dont le métier est de parler ; il est bon qu'on y entende, de temps à autre, un de ces *boys* pour qui la parole n'est pas un art difficile, un travail plein d'angoisse, mais un amusement, un jeu, une forme de sport, qui haranguent d'instinct, de génie, sans règles ou même au mépris des règles, qui brisent le formalisme des bienséances parlementaires, rajeunissent et assouplissent la langue des débats en y jetant des mots de salon, des mots de club, des mots de la rue. Sans eux, le parlement ne serait plus en communication avec la vie du dehors ; il deviendrait tantôt une école de rhétorique, tantôt une société d'actionnaires ; il s'éteindrait dans l'aridité des chiffres ou l'inanité des phrases.

Et, pourtant, il est amusant de constater qu'il n'y a point d'orateur, si libre, si jaillissant, si spontané qu'il soit, sans un système oratoire. Ceux qui n'ont pas traversé l'école, ou ne daignent pas s'en souvenir, se font une rhétorique à eux-mêmes, conforme au milieu et à leurs besoins. Ainsi fait lord Randolph. Il a, sans le savoir, presque autant d'exordes que le meilleur élève de Quintilien. S'il parle devant des amis, tories convaincus comme lui-même, il plonge *in medias res*. Si son auditoire est douteux ou inconnu, il a l'exorde bonhomme, familier, flâneur ; il est si peu pressé d'arriver qu'il semble n'aller nulle part. A la chambre des communes, point d'exorde : là, en effet, il n'a besoin ni de mettre au courant des ignorans, ni d'échauffer des auditeurs encore froids. Il doit, au contraire, s'assimiler la température ambiante, prendre la question où les autres l'ont laissée. Il faut s'appeler Thiers, Gladstone ou Bismarck pour traiter une question *ex professo* devant un parlement, et lord Randolph n'en est pas encore là. Songez à la lassitude d'une réunion politique qui a entendu des centaines de discours, lu des milliers d'articles, sans compter les conversations à table, en chemin de fer, dans les couloirs, sur l'occupation de l'Égypte, la question irlandaise ou la réforme électorale : comment triompher d'une fatigue qui touche à l'énervement? Comment arracher à un tel auditoire cinq minutes d'attention sur ces sujets épuisés? Ceux qui ont vécu dans les assemblées politiques savent qu'une question n'y reste jamais immobile. Comme une statue sur un pié-

destal tournant, elle se meut sans cesse, et, dans cette rotation, révèle des aspects nouveaux, sous un nouvel angle de lumière. Saisir avant les autres cet aspect nouveau est le talent, ou le don, de lord Randolph, et c'est pourquoi il n'a jamais ennuyé.

Tout autre est sa méthode hors du parlement; il semble tâtonner, hésiter, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un thème, une sorte de refrain. Quelquefois il se le fournit à lui-même. « Le radicalisme est une blague, » s'écrie-t-il un jour, et il brode d'audacieuses variations sur ce motif qu'il ramène de loin en loin. Il laisse, en finissant, ce mot brutal dans l'esprit de ses auditeurs, où il restera : car, lord Randolph le sait, les argumens s'oublient, les formules demeurent. Le plus souvent, il s'empare d'un mot malheureux échappé à un adversaire, ou même d'un mot insignifiant que personne n'a remarqué, qui, pris en lui-même, paraîtrait inattaquable. Il le ramasse, le retourne, le lance en l'air, le rattrape, à la manière du clown qui jongle avec un vieux chapeau mou; il le presse si bien qu'il en fait sortir dix sens absurdes, vingt corollaires saugrenus. Faute de mieux, un paragraphe de journal lui suffit. Il a lu le matin, comme tout le monde, dans une feuille libérale, le renseignement suivant : « *Château de Hawarden.*— M. Gladstone a assisté au service divin, gardé comme à l'ordinaire (1). » Écoutez ce que cette simple phrase va fournir à lord Randolph : « Gardé comme à l'ordinaire! Comme à l'ordinaire! Bon Dieu! quel commentaire sur le programme du gouvernement libéral dans ces deux mots : « comme à l'ordinaire! » Savez-vous bien que depuis les jours lointains où l'on inventa ce qui s'appelle un premier ministre jusqu'à nos jours, il n'y en a jamais eu un seul à propos duquel on ait pu écrire une pareille phrase. Il en est venu, il en a passé beaucoup, des premiers ministres : des bons, des mauvais, des indifférens! mais les meilleurs comme les pires n'ont jamais été gardés par personne, si ce n'est par le peuple anglais. En sommes-nous venus là? Les temps sont-ils si mauvais, les passions si librement déchaînées, après quatre ans de gouvernement libéral, que l'apôtre de la liberté, le bienfaiteur de son pays, l'homme pour lequel il n'y a pas de flatterie trop écœurante ni d'hommage trop servile, ne puisse assister au service divin, dans l'église de sa paroisse, sans être « gardé comme à l'ordinaire? » Ah! certes, l'art de gouverner doit être tombé bien bas, si le premier serviteur de la couronne a besoin d'être veillé nuit et jour par des alguazils armés jusqu'aux dents! »

Après des détours plus ou moins fantasques et bon nombre d'at-

(1) A ce moment, les *fenians* avaient menacé de mort M. Gladstone, ce qui rendait nécessaire la présence de deux ou trois agens de police dans le voisinage de son château.

taques *ad hominem*, le discours aboutit généralement à une vue d'ensemble de la politique libérale ou de la politique conservatrice, souvent à un parallèle des deux programmes. Puis vient une péroraison patriotique, belliqueuse, entraînante, d'un mouvement rapide et fier, où il semble sonner la charge contre ses ennemis.

Les considérations historiques sont rares dans les discours de lord Randolph. Ce n'est pas que le jeune maître ès arts ne sache pas qu'il y a eu une Angleterre avant sir Robert Peel et avant Canning : mais il est si moderne ! L'idée ne lui vient pas, comme à d'autres, de se retourner vers le passé. Il est de ceux qui, déjà, n'ont plus de regards que pour le xxe siècle. Sauf les orateurs vivans, dont il étudie les discours pour y trouver des armes contre eux, et quelques écrivains économiques, dont il emprunte ou discute les statistiques, il ne cite que Shakspeare et Corneille. Point de vers latins, c'est le vieux jeu, bon pour lord Granville et les « académiciens » de la chambre haute. Les épigrammes pleuvent et les portraits abondent ; mais les unes sont des coups de boutoir, les autres des caricatures. Çà et là, des anecdotes plaisantes, mais un peu vulgaires (1) : rien ne ressemble moins à ces réminiscences d'homme d'état et d'historien dont Thiers assaisonnait ses causeries oratoires. La véritable force de lord Randolph est dans le sarcasme ; elle est aussi dans le don de réaliser les abstractions, de rendre les idées visibles et palpables, d'éclairer les objets par des comparaisons qui s'imposent à lui bien plus qu'il ne les cherche. Un cerveau de poète ne les enfanterait pas avec plus d'abondance, plus de furie. Les whigs sont « des étoiles filantes ; » les radicaux, « des nuages sans eau. » Lorsqu'il veut faire comprendre la marche de la Russie vers l'Inde, il la voit tour à tour bondir comme un tigre, ou se traîner, lente et sinueuse, comme un serpent qui rampe sur son ventre. La domination anglaise dans l'Inde, c'est une mince nappe d'huile à la surface, qui maintient dans le calme un immense et profond océan d'humanité, et y refoule les tempêtes. Pour décrire le malaise de l'industrie, il a des images brutales, saisissantes, d'un relief extraordinaire.

(1) En voici un échantillon. Il servira à prouver que, si lord Randolph défend l'église établie, il ne s'interdit pas la raillerie à l'égard de ses membres. « Il y avait une fois, dit-il, un clergyman qui possédait plusieurs maisons dans une grande ville. Il apprit qu'une de ces maisons contenait un cabaret et qu'il s'y faisait tous les soirs beaucoup de bruit, beaucoup de désordre, beaucoup de scandale. Le clergyman fut choqué. Il courut chez son *solicitor* : « Vendez, lui dit-il, au plus vite cette maison : je ne veux pas en être le propriétaire une heure de plus. — C'est parfait, répondit le *solicitor* ; mon devoir est d'exécuter vos ordres ; mais je dois vous prévenir que la maison rapporte 8 pour 100, et que, si je vends et si je place votre argent, je ne trouverai pas plus de 4. — Hum ! fit le clergyman, j'y réfléchirai ;.. il faut que j'en parle à ma femme. » Depuis, le *solicitor* n'a plus jamais entendu parler de l'affaire »

C'est ainsi que Shakspeare eût peint une crise économique. « Votre industrie métallurgique est morte, *morte comme le mouton que vous mangez;* le charbon, qui en dépend, languit. Votre industrie de la soie, morte, assassinée par l'étranger! Votre industrie de la laine est à l'article de la mort, elle râle, elle agonise. Votre industrie cotonnière est sérieusement malade. La construction navale, qui a tenu bon plus longtemps que les autres, est paralysée. Regardez partout, et partout vous trouverez des symptômes morbides, des menaces de mort... Le fer étranger, la laine étrangère, la soie et le coton étrangers, entrent chez vous par torrens, vous inondent, vous coulent, vous noient!.. »

Cette imagination surexcitée voit monstrueux, et ne trouve pas de paroles assez fortes pour rendre ce grossissement des choses; de là ces exagérations de langage qu'on lui reproche si amèrement et qui feraient croire à une sorte de délire oratoire. Les ministres, « ces lâches, ces traîtres, ces créatures ineptes et déshonorées, qui s'intitulent les ministres de Sa Majesté, » que sont-ils? Une bande de chenapans, une ménagerie de bêtes étranges et malfaisantes. Lord Ripon a la stupidité de l'autruche, lord Derby est le rongeur politique qui abandonne les cabinets prêts à crouler. M. Bright, — le vertueux John Bright, le pur parmi les purs! — « entortille dans des voiles hypocrites ses formes squalides et corrompues.» Et Gladstone, le « funeste lunatique, » le « Moloch de Midlothian? » Il marche littéralement dans le sang; ses mains dégouttent, ruissellent de sang anglais. Les étrangers ne sont pas mieux traités. Honduras, Costa-Rica et le Venezuela sont « des petites républiques mendiantes et pillardes. » Le khédive Tewfik est « un incapable et un indigne. » Un officier du tsar, chargé de délimiter les frontières de l'Afghanistan, « a menti et triché comme un Russe sait seul tricher et mentir. » Tout cela, je le répète, est médiocrement parlementaire, mais absolument shakspearien : c'est ainsi qu'on discute dans *Coriolan* et dans *Richard III*.

Les affirmations ne sont jamais tempérées par une réserve ou par un doute; les jugemens prennent tous des airs d'axiomes. « Ni vraie modestie, ni fausse modestie, dit en parlant de lui un spirituel journal : lord Randolph a le courage de toutes ses opinions, y compris la bonne opinion qu'il a de lui-même. » Parmi des centaines de discours et d'allocutions, on ne trouvera nulle part un mot ému, une note attendrie. Lorsque, au début d'un de ses discours de Birmingham, il croit devoir donner un souvenir au brave colonel Burnaby, une des plus intéressantes victimes de la folle campagne du Soudan, il le fait en quelques lignes nobles, décentes, mais un peu froides; puis la passion politique le ressaisit avant même qu'il ait terminé cette brève oraison funèbre. Quelques per-

sonnes, frappées de cette sécheresse, vont jusqu'à dire qu'il n'a point d'âme. C'est là, je crois, une erreur et une injustice. Sa politique est humaine, généreuse, amie du peuple et conforme à l'évangile. Pourquoi lui demanderait-on, par surcroît, des larmes dans la voix et des effets de pédale oratoire? « Les hommes qui pleurent facilement sont bons, » disait naïvement le vieil Homère. Depuis, nous avons appris, à nos dépens, combien égoïste, combien funeste est la race des pleurnicheurs. Quant à la *self complacency*, qu'on reproche à lord Randolph, n'est-elle pas l'*æs triplex*, la cuirasse nécessaire aux combats de la politique? Les consciences trop modestes et les épidermes trop sensibles feront bien de ne point s'exposer dans la mêlée des partis. Mépriser ses adversaires, même quand ils sont respectables, avoir toujours confiance en soi, même après s'être beaucoup trompé, sont les étranges vertus du politicien, et lord Randolph en est suffisamment pourvu. Invulnérable à la calomnie, insensible aux injures, il a dit lui-même un jour : « Le critérium de la force, chez les individus comme dans les nations, c'est de ne pas craindre le ridicule. »

Il eut souvent à exercer ce précieux don pendant les années 1883 et 1884. Les journaux à caricatures le représentaient comme un bouledogue qui jappe aux mollets des amis de son maître, ou comme un chat au poil hérissé, lâché sur la piste d'Epsom et galopant derrière les coureurs avec une casserole attachée à la queue. Chaque matin, les journaux radicaux faisaient feu contre lui de toutes leurs bordées, et le froid dédain des feuilles conservatrices était plus blessant encore. Le *Standard*, organe principal du torysme, lui signifia crûment qu'il n'était qu'un enfant mal élevé, un écolier sans expérience, « trop ignorant même pour connaître la profondeur de son ignorance. » Un soir, — c'était vers le milieu de l'année 1884, — étant venu au parlement comme de coutume, il n'aperçut, comme il l'a raconté plus tard, que des visages hostiles ou sévères; il remarqua que toutes les mains, autrefois affectueusement tendues, évitaient de rencontrer la sienne. Il s'assit dans un isolement douloureux. Alors ce vaillant, cet obstiné, eut son heure de trouble et de doute. A quoi bon lutter? A quoi bon soulever des montagnes d'inimitié? S'il plaisait au parti conservateur de s'endormir au bord d'un abîme, était-ce à lui de le réveiller? Devait-il sacrifier à une tâche ingrate la paix de sa vie et ses plus chères amitiés?

Il revenait, seul et triste, pour la première fois peut-être, vers sa maison de Connaught-place. Trois *gentlemen*, — remarquez le nombre fatidique, — l'attendaient en se promenant devant la porte. Ils lui apportaient une adresse d'adhésion enthousiaste du Carlton-

Club de Cambridge. Il sentit que la jeunesse intelligente, que les masses populaires étaient avec lui, qu'un mouvement d'opinion, puissant, formidable, se dessinait dans le parti pour imposer à ses chefs une offensive vigoureuse au lieu d'une indécise et molle défensive. Il resta donc sur la brèche. Il était le président, mieux encore, le héros de la *Primrose-League*, qui s'étendait comme une traînée de poudre de Londres jusqu'au dernier hameau. A tort ou à raison, la foule voyait en lui la réincarnation de Beaconsfield, elle le revêtait de tout le prestige qui manquait à ses *leaders*. Une réconciliation s'imposait : elle eut lieu vers la fin de 1884, et le parti conservateur, désormais uni, marcha plus résolument à la conquête du pouvoir.

Personne n'avait contribué plus que Randolph Churchill à diminuer l'ascendant du grand chef libéral. Avant lui, nul n'osait se moquer de Gladstone ; après lui, tout le monde s'en mêla. Le premier, il s'égaya de ces phrases filandreuses et vides, dénonça les ambiguïtés d'expression qui cachaient des incohérences de pensée, rompit le charme sous lequel l'assemblée était comme enchaînée quand le magicien parlait, s'enveloppant dans un brouillard oratoire où filtrait sa pensée comme le reflet vague et diffus d'une lune invisible. Il le fit voir, dans son laboratoire politique, préparant, avec son fils, de mesquines mises en scène, et rivalisant de charlatanisme avec ces industriels qui bariolent les murs et encombrent les journaux de leurs réclames. Jusqu'au passe-temps inoffensif et hygiénique du bûcheron-amateur qui devenait le symbole de sa manie destructive ! Rien n'était sacré pour la hache de Gladstone : après les chênes de Hawarden, la chambre des lords et l'église établie. Surtout lord Randolph ne se lassait pas de le montrer à ce peuple anglais, si jaloux de sa foi religieuse et de son honneur militaire, comme l'homme qui avait soutenu Bradlaugh et abandonné Gordon. Dans un grand discours prononcé à Bow, il expliqua aux électeurs épouvantés que M. Gladstone avait eu, successivement, dix politiques en Irlande, neuf dans l'Asie centrale, dix-huit en Égypte, en tout trente-sept politiques différentes. L'orateur énuméra et caractérisa, une à une, ces trente-sept politiques. « Et maintenant, s'écria-t-il, voulez-vous savoir combien elles vous ont coûté ? Pour les dix politiques irlandaises, 1 million de livres sterling ajouté, chaque année, aux charges publiques. Pour les dix-huit politiques égyptiennes, 10 millions 1/2 de livres en crédits de guerre et en budget extraordinaire ; plus, la garantie d'un impôt de 8 millions contracté par le khédive ; plus, l'abandon des coupons des actions de Suez ; plus, les frais d'occupation militaire, qui devaient être remboursés et ne l'ont pas été.

Pour les neuf politiques asiatiques, 6 millions 1/2, sans parler de 5 millions pour la construction de chemins de fer stratégiques qui ne rapporteront jamais un sou, sans compter une addition probable de 2 millions au budget militaire de l'Inde. Contribuables, faites le total, et comptez combien d'argent l'homme aux trente-sept politiques a fait sortir de vos poches ! »

Il semble que ce discours de Bow fut le coup de grâce. Cinq jours après, à propos des droits sur la bière, sur une motion de sir Michael Hicks Beach, le grand ministère Gladstone s'écroulait, en minorité de douze voix. Avant même que le résultat fût proclamé, en voyant le secrétaire tendre aux *tellers* de son parti le précieux papier qui indiquait le résultat du scrutin, lord Randolph sauta sur la banquette et agita frénétiquement son chapeau au-dessus de sa tête en poussant des hurrahs de triomphe, auxquels tout le jeune torysme, électrisé, fit un bruyant écho. Ce fut sa dernière gaminerie : quelques jours après, il était ministre.

III.

Il passa d'abord plusieurs mois à l'India-Office, où il contribua au règlement de la question des frontières afghanes. D'après ce règlement, les passes de Zulfikar restaient dans la possession de l'émir, c'est-à-dire de ses alliés, les Anglais. Retenu à Londres par les affaires de son département, lord Randolph ne pouvait aller lui-même à Woodstock solliciter le renouvellement de son mandat. Lady Randolph Churchill, son énergique et charmante femme, escortée, comme Mme de Longueville, d'aides-de-camp féminins, se rendit sur le terrain, mena la campagne, et enleva l'élection.

Les mains liées, n'osant rien faire, ce premier ministère Salisbury vécut d'une vie assez étroite, sous le bon plaisir de ses ennemis et dans l'attente des élections qui le renversèrent. On sait ce qui suivit : comment Gladstone, rentré triomphant au pouvoir, se vit abandonné d'un tiers au moins de ses partisans lorsqu'il inscrivit l'autonomie de l'Irlande sur son programme ; comment il fit appel au pays, et comment le pays lui donna tort ; comment enfin lord Salisbury, après les secondes élections de 1886, redevint premier ministre, en s'appuyant sur une majorité compacte, formée de tous ceux pour qui la séparation de l'Angleterre et de l'Irlande était un crime de lèse-patrie, majorité solide et destinée, selon toute probabilité, à durer aussi longtemps que M. Gladstone vivra pour la tenir en échec. Lors de ce second avènement de lord Salisbury, lord Randolph Churchill reprit place dans le cabinet, non plus comme ministre secondaire, mais comme *leader* de la chambre des communes et comme chancelier de l'échiquier... Enfin !

Ce fut une heure unique, inoubliable, dans sa vie. Cette place qu'avaient occupée les William Pitt et les Robert Peel, où il avait vu longtemps assis Gladstone et Disraeli, elle était à lui, non par droit de naissance, mais par droit de conquête; il s'y installait en vainqueur, à trente-sept ans, dans toute la force du talent, dans tout l'éclat de la popularité. Il semblait désigné pour commander cette armée brillante, mais disparate, où les vieux whigs et les radicaux de la nouvelle école coudoyaient les purs tories. Il pouvait imiter l'Alexandre de Quinte-Curce, qui, avant la bataille d'Issus, harangue Grecs, Macédoniens et Thraces dans des dialectes différens et avec des argumens opposés. Le premier n'avait-il pas crié à lord Hartington : « Nos principes sont ceux que préconisait Palmerston en 1857. Venez à nous, aidez-nous, *come over and help us?* » Ne s'était-il pas, en souriant, laissé accuser d'être, à sa manière, un radical? Comme les radicaux, n'admettait-il pas la nécessité de reviser le règlement de la Chambre, de supprimer les séances tardives qui condamnent les politiciens aux fatigues et aux tentations du noctambulisme? Comme les radicaux, n'était-il pas tout disposé, pour diminuer la congestion parlementaire, à développer raisonnablement le gouvernement local, et, par conséquent, à monter en croupe sur le dada de Joseph Chamberlain? Enfin, comme les radicaux, ne reconnaissait-il pas, lui, fils de duc, que tout n'est pas pour le mieux dans la distribution de la propriété, et qu'il existe une question sociale? C'étaient là des titres à la confiance des auxiliaires de l'aile gauche.

Et puis, il allait tenir la bourse de l'Angleterre, et, n'ayez pas peur, il la tiendrait serrée! Par là, il commandait tous les départemens ministériels. On n'y dépenserait pas un *penny* de trop sans sa permission. « La grande affaire du parlement, avait-il souvent répété, n'est pas de légiférer, mais de discuter la loi de finances. » Il avait dit aussi : « Si l'archange Gabriel était au banc des ministres, je lui demanderais compte du dernier *farthing* qui sort de la poche des contribuables. » Maintenant, grâce à Dieu, l'heure était venue de faire succéder les actes aux paroles. Donc guerre aux folles dépenses, guerre aux abus, guerre à ces commis infatués, immuables, irresponsables, qui ne permettent même pas à un ministre de savoir ce qui se passe chez lui!

Si, à force de parcimonie, il arrivait à créer des excédens, — quel chancelier de l'échiquier ne caresse cet espoir pendant les vingt-quatre premières heures de son règne? — il saurait bien qu'en faire. Dès ses débuts, il s'était montré assez dédaigneux envers l'économie politique, *the dismal science*, la science lugubre, comme disait Carlyle, celle qui, — prétendent les malveillans, — s'est le plus moquée des hommes, après la métaphysique. Résolument protection-

niste, il accusait le libre échange d'avoir ruiné le paysan sans mettre l'ouvrier à son aise. Des deux, le dernier était aujourd'hui le plus misérable, à raison de la crise industrielle. Si bas que soit le prix du pain, il sera toujours cher pour l'ouvrier qui n'a point de salaire! Peu à peu il s'était converti au principe qui est aujourd'hui accepté comme un axiome par les deux partis, à savoir qu'il ne faut pas imposer, ou qu'il faut imposer le moins possible, les denrées qui servent à l'alimentation du peuple. A cet égard, la marge était assez large encore pour les progrès à réaliser. « Savez-vous, avait-il dit dans son mémorable discours de Blackpool, savez-vous que votre chocolat paie 13 pour 100 à l'état, votre café 18, votre thé 47, votre brandy 114, votre rhum 504, et votre tabac, — le tabac du pauvre homme! — jusqu'à 1,400 pour 100! » Mais il était chancelier de l'échiquier : ces anomalies allaient cesser. En toutes choses, il chercherait non à réformer, mais à restaurer, à remettre en honneur et en lumière les vieilles maximes de la constitution anglaise. Plus de *shams*, plus de *humbugs!* Sa politique appellerait les choses par leurs noms, *a policy of calling the things by their names:* ce serait la politique de la sincérité et du bon sens.

Ces illusions durèrent peu. Lord Randolph trouva le désordre encore plus grand, le mal encore plus enraciné qu'il ne l'avait cru. Comment, en quinze ans, un budget de 1,700 à 1,800 millions de francs était-il monté à 2 milliards 1/2, auxquels il faut ajouter 800 millions de taxes locales, qui portent à 3 milliards 300 millions l'ensemble des charges annuelles pesant sur une nation de 30 millions d'hommes? Ici, on n'a eu ni emprunt de 5 milliards, ni caisse des écoles, ni chemins de fer de l'état, ni aucune de nos grandes folies budgétaires. L'Angleterre a, il est vrai, plusieurs Tonkins; mais il en a toujours été ainsi, et c'est là une condition presque normale de sa vie comme empire colonial et maritime. L'unique raison de cet immense accroissement de la dépense publique, c'est le gaspillage, l'absurde et inepte gaspillage. En Angleterre, depuis le premier commis de la trésorerie jusqu'à la dernière des filles de cuisine, tout le monde gaspille et met une sorte d'orgueil à gaspiller. Pour ne citer qu'un exemple, j'ai entendu dire à M. Gladstone qu'un quart, un tiers peut-être, du charbon extrait de la mine, est perdu par l'incurie de ceux qui exploitent, transportent ou emploient le précieux combustible. Il en est de même de l'argent des contribuables.

L'administration de la guerre et celle de la marine parurent au jeune chancelier de l'échiquier plus scandaleuses que toutes les autres. Cinq cent cinquante-sept employés touchaient un traitement supérieur à 11,500 francs. Chaque ministre, en arrivant, mettait

des employés à la retraite pour placer ses créatures : c'est ce qu'on appelle « réorganiser » un ministère. Par suite de ces « réorganisations, » la liste des pensions, sans cesse grossie, comprenait des retraités qui n'avaient pas plus de trente ans. Au département de la marine régnaient des traditions étranges. L'amirauté fabriquait elle-même sa corde, pour avoir le plaisir de la payer 25 pour 100 plus cher que dans le commerce. Pour approvisionner ses marins, elle envoyait du rhum à la Jamaïque, de la viande conservée en Australie. On construisait, à grands frais, de nouveaux navires qui cessaient de gouverner au-delà d'une vitesse de 7 à 8 nœuds ; on fabriquait, malgré les observations des gens du métier, des canons qui éclataient au second coup. Le laisser-aller, la complaisance ou la malhonnêteté allaient si loin, que des entrepreneurs, qui demandaient 8,000 livres sterling pour la construction d'une machine à vapeur, en obtenaient 15,000. Plus tard, une enquête établissait que la valeur réelle de la machine ne dépassait pas 2,000 livres. Ainsi, au lieu de marchander, on surenchérissait ; les fournisseurs de l'état réclamaient trop : on leur donnait davantage. Mieux encore, on payait, par distraction ou autrement, des sommes qui n'étaient point dues ni promises. Les *auditeurs* signalaient au parlement une petite erreur de plusieurs millions ainsi payés en trop, et le parlement n'en avait cure. L'Angleterre dépensait pour son armée et pour sa marine 250 millions de plus que l'Allemagne, et 50 millions de plus que la France. En ajoutant à cette dépense les frais du budget militaire de l'Inde, on atteignait un total formidable de 1,300 millions de francs. Pour cette somme, l'Angleterre pouvait mettre en ligne une armée de 150,000 hommes et une flotte à peine supérieure à celle de la France. Ses arsenaux étaient vides ; vides aussi ses magasins d'approvisionnemens. Elle ne possédait aucun canon de gros calibre, ou, si elle en possédait, elle n'avait point les projectiles nécessaires pour les utiliser. Elle n'avait de transports que pour 20,000 hommes. Ses forteresses étaient désarmées. Son fusil était médiocre, son canon le plus mauvais de l'Europe (1).

Lorsque lord Randolph Churchill réclama des réductions, on lui répondit par des demandes de crédits nouveaux. On voulait construire un palais pour loger ces bureaux civils de la guerre, déjà si coûteux, si encombrans, et les devis ne s'élevaient guère à moins de 25 millions de francs. Parmi les adversaires les plus bruyans

(1) Il y a quelque chose à rabattre de ces exagérations d'un patriotisme inquiet. Cependant, en ce qui touche l'amirauté, les manœuvres navales qui viennent d'avoir lieu ont confirmé, sur beaucoup de points, les craintes de lord R. Churchill.

de la politique d'économie était ce général Wolseley, dont la reine a fait un lord, et dont l'amour-propre anglais a failli faire un héros. Ses premiers exploits ont été d'écraser une poignée de pauvres métis franco-indiens, errans dans les solitudes glacées du Manitoba, puis un petit roi nègre de la côte de Guinée. Ensuite vint une victoire à la Pompée, remportée sur les derniers débris de l'armée zouloue, et à laquelle succédèrent les lauriers artificiels de Tel-el-Kébir; enfin, la désastreuse campagne du Soudan, que ni la vanité nationale ni l'optimisme officiel ne peuvent transformer en succès. Aujourd'hui, sous le nom d'adjudant-général, il est le chef véritable de l'armée, la mène, la surmène et se démène. Ce grand homme de guerre criait plus fort que les autres contre lord Randolph, l'accusant de vouloir réduire l'armée anglaise « à deux hommes et un petit garçon. »

Le ministre déclara qu'il ne voulait ni affaiblir l'effectif de l'armée, ni diminuer la force de la marine. Loin de là! L'Angleterre, prétendait-il, devait, en dépensant moins, exiger plus de ceux qui présidaient à la défense du pays. L'argent était mal employé, par la faute des hommes, et surtout par la faute des traditions administratives. « Votre système est pourri et vicieux, disait-il à ses collègues; réformez-le. » Il s'aperçut qu'on ne l'écoutait pas, et même qu'on suivait ses déceptions avec une certaine satisfaction malicieuse. Ce n'était pas sans perfidie qu'on lui avait livré d'un coup le difficile maniement des forces conservatrices, et le plus laborieux, le plus scabreux des départemens ministériels. De notre temps, en Angleterre, les frères de Joseph ne l'auraient pas vendu à des marchands égyptiens : ils l'auraient nommé chancelier de l'échiquier dans un moment de crise économique, et lui auraient donné à diriger une armée de tories et de radicaux. Quant à ceux-ci, l'adhésion donnée à quelques-unes de leurs doctrines les touchait peu : ils ne se souvenaient que des sarcasmes dirigés contre leurs personnes.

C'est ici la seconde crise, et la plus grave, dans la vie de lord Randolph Churchill. Que fera-t-il? Se résignera-t-il à signer sans lire? Couvrira-t-il de son nom une bureaucratie dépensière et stupide? Échangera-t-il les belles maximes de l'opposition contre les détestables pratiques du gouvernement au jour le jour? Tant d'autres l'ont fait avant lui et s'en sont bien trouvés : ainsi ne fera point lord Randolph. Il renonce à ces honneurs tant désirés, donne sa démission, et retourne s'asseoir à la place qu'il occupait, jeune homme inconnu, il y a plus de douze ans.

On m'a dit, de différens côtés : « Mais vous ne connaissez pas les dessous de la politique! Lord Randolph avait fait fiasco : il a cher-

ché une sortie à effet. » J'en suis fâché pour les ennemis de lord Randolph, mais j'ai peur que leurs médisances ne tiennent pas une grande place dans l'histoire. Les difficultés qui l'ont fait échouer, ce sont eux qui les ont créées, qui les ont grossies, qui les ont accumulées sur sa route. Un peu de bonne volonté et le fiasco était un triomphe.

Tombé du pouvoir, lord Randolph Churchill demanda une enquête parlementaire sur l'administration des finances. On lui promit de nommer une commission ; puis on ajourna, on éluda, on tergiversa, si bien que le ministre démissionnaire se décidait, le 3 juin 1887, à faire devant les électeurs de Wolverhampton, et, par conséquent, devant le pays, l'exposé des motifs qui avaient amené sa retraite. Il donna à lord Wolseley le plus catégorique et le moins gracieux des démentis. Il mit en regard, par le plus inquiétant des contrastes, l'énormité des sommes dépensées et la ridicule pauvreté des résultats. De ce jour date l'agitation, ou plutôt la panique, à laquelle nous assistons. Par son exagération même, elle prouve quel retentissement profond et prolongé ont dans le public les paroles du jeune lord.

IV.

Les attributions de lord Randolph Churchill ont été partagées. On a donné l'échiquier à M. Goschen, qui connaît la tenue des livres et manie élégamment les chiffres. La direction des débats a passé à M. Smith, parleur facile, esprit souple, modéré, fécond en ressources. Sans vouloir offenser cet habile homme, j'oserai dire que, pour le moment, le véritable *leader* du parti conservateur dans la chambre des communes, c'est un radical, M. Chamberlain. N'est-ce pas pour complaire au député de Birmingham, pour conserver son alliance et les quelques voix qu'il entraîne à sa suite, que le parti tory s'est résigné aux deux mauvaises lois qui représenteront le triste bilan législatif de 1888 ?

La première de ces lois est une fausse réforme de la chambre des lords, mesure ambiguë, hypocrite, dangereuse pourtant, dans sa timidité et dans sa mesquinerie, à cause des principes qu'elle introduit. Dorénavant, la haute assemblée pourra expulser de son sein les membres indignes ; nul ne saurait dire comment elle se servira de ce droit et si, dans les mauvais jours, elle n'en usera pas tyranniquement. Le gouvernement reçoit la faculté de fabriquer des pairs à vie : moyen facile de créer des majorités factices. Chaque fois qu'il se livrera à des infusions de pairie viagère dans la noble assemblée, il en diminuera la force et le prestige. Quel crédit pos-

sèdent dans le pays les pairies à brevet, les sénats nommés par le pouvoir exécutif, quel secours ils apportent, dans les heures de crise, aux gouvernemens qui les ont faits, nous le savons trop en France. Si l'on renonce à l'hérédité de la pairie, c'est dans l'élection, à un degré quelconque, qu'il faut tremper la haute chambre; mais, dans ce cas, plus d'aristocratie, plus de frein contre la démagogie et le despotisme. Un peuple doit avoir le courage de ses institutions. J'ai rappelé, au début de cet article, une boutade de Kingsley : elle signifie que la chambre des lords représente, en Angleterre, tout ce qui se lègue, tout ce qui se conserve, tout ce qui dure, les intérêts permanens, héréditaires, et, d'une manière générale, la propriété. La chambre des communes, elle aussi, a été longtemps une assemblée de propriétaires. Maintenant qu'après des abaissemens successifs du cens électoral, elle émane, ou peu s'en faut, du suffrage universel, la chambre des lords semble plus nécessaire que jamais. Si elle n'existait pas, affirment beaucoup de gens, ce serait le cas et le moment de l'inventer. Qu'on la renverse, et c'est le premier coup porté au droit de propriété !

L'autre loi, votée pour être agréable à M. Chamberlain, organise en Angleterre des conseils-généraux. Le célèbre orateur radical a deux plans qu'il caresse alternativement. L'un, sorte de loi agraire, n'est que la mise en pratique des théories de Stuart Mill, rectifiées et précisées par Frederick Harrison; l'autre est relatif à ce que nous nommons en France la décentralisation politique et administrative. Comme le premier plan implique le bouleversement de la fortune territoriale et un avant-goût très sérieux d'expérience socialiste, lord Salisbury a préféré subir le second, qui ne comporte qu'un déplacement d'influences et l'avènement d'une nouvelle couche de parvenus. Entre un danger public et une chinoiserie parlementaire, il a choisi celle-ci. Il a mieux aimé ajouter à la constitution un appendice inutile que d'en ruiner les fondations vénérables. Donc, avant peu, l'autorité, plutôt morale que légale, dont jouissait la *gentry* depuis plusieurs siècles, va passer aux petits usiniers, aux négocians de médiocre envergure, aux agens d'affaires, aux marchands de biens : une assez vilaine race, à peu près analogue à celle qui tient aujourd'hui dans ses mains les destinées de la France. Reste à savoir si l'Angleterre ne déplorera pas amèrement de s'être donné de tels maîtres, si elle ne regrettera pas ses *squires*, comme elle regrette ses *yeomen*, l'honneur et la force d'autrefois. Me permettra-t-on de dire toute ma pensée? Décentralisation est, en matière d'organisation politique, un mot vide de sens, une parfaite utopie. Les sociétés se forment par agglomérations graduelles et successives; elles ne retourneront jamais, par voie constitutionnelle, du simple au composé. On ne crée pas des parlemens par boutures,

en enfonçant dans la terre des ramuscules arrachés au grand arbre; pas plus qu'on ne fait pousser des hommes si l'on fiche dans le sol des débris humains. Interprété par l'histoire, le mot décentralisation signifie la décomposition, la désagrégation dernière des atomes, c'est-à-dire la mort des grands organismes qu'on nomme des nations.

Lord Randolph Churchill est demeuré à peu près étranger à ces deux lois : on doit l'en féliciter. Il emploie son action indépendante à assainir les bureaux, à répandre les vrais principes de l'hygiène administrative et politique. Dans les hôpitaux, depuis dix ou quinze ans, on a sauvé plus de malades avec l'air pur et l'acide phénique qu'avec la vieille thérapeutique ; lord Randolph applique aux choses gouvernementales la méthode de Lister, et il cautérise, là où l'acide phénique ne suffit pas. Récemment encore, il était à la tête de ceux qui ont réclamé une enquête sur les agissemens du *Metropolitan board of works,* soupçonné de pratiques scandaleuses. Son influence est grande, bien qu'elle n'ait rien d'officiel. L'autre jour, comme on réorganisait l'antique municipalité de Londres, un amendement radical mit en question la juridiction du lord-maire et de ses délégués, et l'étrange pouvoir que possède le vote d'une réunion de négocians pour conférer à son élu des attributions judiciaires. M. Smith paraissait assez disposé à prendre sous sa protection cette vieillerie irrationnelle et démodée, qui n'étonnait personne au temps de Dick Whittington et de son fameux chat, mais qui surprend au XIXe siècle presque autant qu'un chevalier du moyen âge rencontré sur la place de l'Opéra en dehors du carnaval. Lord Randolph prend la parole, approuve l'amendement ; son *leader* change d'avis, on vote, et le lord-maire cesse de juger. Comme président de la commission chargée d'examiner l'état réel des ressources défensives de la nation, lord Randolph a la main sur le pouls de l'Angleterre; il est l'arbitre de ceux qui l'ont fait sortir du cabinet. Cette situation rappelle un peu celle de Gambetta dans la chambre française, avant et après son ministère. Mais Gambetta s'appuyait sur une coterie parlementaire, sur une poignée de bruyans et ambitieux camarades. Lord Randolph est soutenu, hors du parlement, par les masses conservatrices.

Les tories se décideront-ils avant longtemps à investir du pouvoir effectif le seul homme populaire de leur parti? Je ne me charge pas de rien prédire à cet égard. On continue à adresser beaucoup de reproches au brillant député de Paddington (1) : deux, principalement, dont l'un vise son caractère, l'autre touche à ses doc-

(1) La circonscription rurale de Woodstock n'existe plus. Lord Randolph représente aujourd'hui le quartier de Londres où il habite.

trines. On l'accuse d'indiscipline : l'accusation a-t-elle beaucoup de portée? Nos pères nous disaient, et nous répéterons à nos enfans, qu'il faut savoir obéir pour apprendre à commander. Il doit y avoir, dans le *Selectæ*, un « ancien, » peut-être plusieurs « anciens, » qui « avaient coutume de dire » une chose de ce genre. Avouons, entre adultes, que la maxime est lamentablement fausse. Il y a des hommes qui semblent faits pour le premier rang, d'autres pour le second ou le troisième. Quiconque obéit bien commandera mal. Réciproquement, c'est d'ordinaire par l'insubordination que les tempéramens nés pour l'autorité annoncent leur vocation.

Les variations politiques de lord Randolph Churchill forment un grief plus sérieux. Ces variations sont palpables. Protectionniste extrême, il est devenu un libre-échangiste conditionnel et mitigé. D'abord contraire à la réforme électorale, il s'y est rallié lorsqu'elle a été accompagnée d'un remaniement des circonscriptions, et il paraît aujourd'hui la considérer comme un bienfait. En matière de propriété, il a soutenu certaines motions avancées de sir Ch. Dilke, et il combat maintenant, avec raison, les mêmes tendances. En ce qui touche l'Irlande, il a été presque autonomiste : il est, à présent, unioniste intraitable. En ce qui touche l'Asie centrale et les rapports de l'Angleterre avec la Russie, il a soufflé le froid et le chaud, prêché la paix et la guerre. En ce qui touche l'Égypte, il s'est arrêté successivement à toutes les solutions : non-intervention, protectorat, annexion. Au début, l'aventure égyptienne était une « misérable et honteuse spéculation, une guerre d'actionnaires. » Depuis l'avènement des tories, « l'Angleterre a, dans la vallée du Nil, des intérêts à faire respecter : elle saura les défendre. » — « Si nous restons en Égypte, nous aurons l'Europe sur les bras; — si nous quittons l'Egypte, que dira l'Europe pour laquelle nous montons là-bas une faction, au nom de l'humanité et du progrès ? » Suivant les besoins, suivant les dates, le canal de Suez est, ou cesse d'être, la route des Indes. Si lord Randolph a dénombré les trente-sept politiques de M. Gladstone, je ne serais pas très embarrassé de compter les cinquante politiques de lord Randolph.

Hé bien! en dépit de ces contradictions qui tiennent au jeu des affaires humaines, à la fluctuation indéfinie des intérêts, à leurs combinaisons incessamment changeantes, je maintiens que le caractère politique de lord Randolph Churchill est un des plus nets, un des plus fermes, un des mieux assis de notre temps. Ce n'est pas dans les moyens employés, mais dans le but à atteindre qu'on doit chercher l'unité d'un homme d'état. Tout tend, chez lord Randolph, à la création d'une démocratie conservatrice. Il a dit un jour : « Le parlement peut se tromper, les journaux peuvent se tromper,

la société de Londres et les clubs peuvent se tromper et se trompent presque toujours : le peuple ne peut se tromper. » Et sa devise est « *Trust the people*, ayez foi dans le peuple. » Il a même prononcé le mot significatif d'appel au peuple, bien que ce mot n'ait pas dans sa bouche un sens plébiscitaire. Mais, encore une fois, si vous voulez que le peuple s'émeuve, s'ébranle et s'arme pour la défense des intérêts conservateurs, donnez-lui quelque chose à conserver! C'est ce point que ne perd jamais de vue le député de Paddington.

Il s'est aperçu, depuis longtemps, que les théories radicales sur la répartition de la propriété sont, financièrement, des impossibilités. Dans un discours prononcé à King's-Lynn (20 octobre 1885), il a supposé réalisé, pour le comté de Norfolk, le plan de M. Chamberlain, qui accorde à chaque cultivateur trois acres et une vache. Avec autant de précision que de verve, il a prouvé, chiffres en main, que ce serait, à court délai, la banqueroute pour les contribuables et la ruine pour les malheureux qu'on veut bombarder propriétaires par décret. Et, en effet, les doctrines de M. George, soutenables dans une vaste région qui contient encore d'immenses espaces improductifs, deviennent un non-sens en Angleterre, dans un pays où la propriété foncière est le plus lourd des fardeaux et le plus mauvais des placemens. C'est un luxe de riches, qui ne tentera jamais le pauvre. John Stuart Mill, cet étrange penseur qui vécut enfermé dans une conception logique, également impropre à l'observation et à l'action, voulait, pour commencer ce qu'il appelait la nationalisation de la terre, distribuer au peuple les grandes étendues incultes des *commons*, si fréquentes dans le sud et l'ouest. Les avait-il regardées, les landes dont il faisait largesse aux pauvres, ce philosophe? S'il avait gratté le sol du bout de sa canne, il eût trouvé, sous une mince couche de terreau, le sable, et, sous le sable, l'eau; non pas l'eau qui humecte et vivifie, mais l'eau qui noie et pourrit les racines végétales. L'herbe elle-même n'y vient pas; il n'y pousse que la fièvre, avec des bruyères et des ajoncs. Pour mettre ces terres en valeur, si la chose est faisable, il faudrait des efforts, des sacrifices, des avances de fonds, dont la petite culture est incapable. L'étendue des champs arables diminue d'un million d'acres chaque année; les *latifundia* s'accroissent, et bien avant qu'on en soit venu à appliquer les idées de M. George, personne ne sera plus assez opulent pour posséder de la terre, car une ferme sera devenue une propriété plus stérile et plus coûteuse qu'un collier de perles ou une rivière de diamans. Les cultivateurs, découragés, émigrent vers les grandes villes ou vers les colonies. Comment arrêter ce mouvement? Comment repeupler les campagnes? Imaginez un petit tailleur de Birmingham ou de Manchester, gêné dans

ses affaires, talonné par ses échéances : lui offrirez-vous, suivant la formule radicale, trois acres et une vache? Est-ce qu'il ne croira pas à une mauvaise plaisanterie? Est-ce que tout ne lui manque pas pour utiliser ces bienheureux acres de terre : le temps, la volonté, les bras, les connaissances, l'argent? Est-ce que ces trois acres le sauveront de la faillite qui le menace pour la semaine prochaine? On cherche le remède où il n'est pas, parce qu'on ne voit pas le mal où il est. Si le peuple comparait l'indigence de cette pauvre terre, qui succombe sous ses charges et n'en peut plus, avec les immenses richesses mobilières accumulées depuis un siècle par l'industrie, il saurait, et pour jamais, où est la véritable question sociale. C'est ce qui ne conviendrait guère à M. Chamberlain et aux autres capitalistes de son école, radicaux par égoïsme et socialistes par terreur.

Lord Randolph Churchill ne « partage » pas de terre au peuple, comme le Caïus Gracchus de Birmingham. D'abord, comme il l'a dit spirituellement, il ne possède pas en propre un seul arpent, et il n'est pas de ceux qui distribuent les terres d'autrui. Il voudrait que le paysan possédât sa maison. Aujourd'hui, il a deux maîtres, l'un auquel appartient le sol qu'il cultive, l'autre auquel appartient le cottage qu'il habite. Le premier est son protecteur naturel; le second est d'ordinaire un spéculateur étranger, impitoyable et rapace : c'est de celui-là que lord Randolph Churchill veut le débarrasser. Il admet aussi que le paysan puisse acquérir la terre par son travail, et pour lui en faciliter les moyens, pour chasser du marché les intermédiaires qui l'exploitent, il propose d'assurer au cultivateur un droit de préférence pour l'achat du lot de terrain qu'il met en œuvre. Le transfert de la propriété foncière doit devenir plus simple et moins cher; la misérable situation du propriétaire viager doit s'améliorer; *l'entail* qui immobilise la terre dans les mêmes mains doit disparaître, à commencer par *l'entail* sur des existences encore à naître. Plus facile à acquérir, la propriété rurale sera aussi moins onéreuse à posséder, si on dégrève l'agriculture, non pas en créant de nouveaux impôts dont elle porterait, indirectement et en fin de compte, tout le poids, mais en restreignant la dépense publique. Lord Randolph s'occupe aussi, s'occupe surtout, des ouvriers : ne sont-ils pas, et de beaucoup, les plus nombreux? Il entend les installer, aux portes mêmes des grandes villes, dans des maisons pourvues de jardinets et dont ils auront la pleine et entière propriété. Jusqu'ici, les travailleurs de l'industrie sont campés dans nos sociétés modernes comme les barbares dans l'empire romain. Il faut que ce nomade inquiétant s'assoie, qu'il ait, comme les autres, un foyer, des traditions et un lendemain, en attendant

qu'une répartition plus équitable de la richesse publique lui assure sa part des trésors qu'il crée. Tel est le programme de lord Randolph Churchill : il est exécutable parce qu'il est modeste.

Quant à sa politique extérieure, il est permis de se demander s'il en a une. Sans doute, il se réserve, et il a raison. On a noirci beaucoup de papier, donné la volée à beaucoup de *canards* à propos de ses voyages sur le continent. Un de ses confidens les plus intimes m'a assuré que c'étaient de simples voyages d'agrément. Disons plutôt des voyages de curiosité, des voyages d'études. Un Randolph Churchill ne court pas l'Europe uniquement pour visiter des musées, des églises et des points de vue. L'homme qui dirigera peut-être un jour la politique britannique a désiré voir de près ceux qui mènent le monde, et je ne doute pas que la pénétration moqueuse du jeune lord n'ait rapporté, de ces diverses expériences de psychologie politique, une moisson assez riche d'observations. Il ne révère pas nos gouvernans, mais il n'a pas, que je sache, insulté notre pays. Le temps viendra peut-être où la paix de l'Europe dépendra encore une fois de l'alliance de l'Angleterre avec les races latines réconciliées. Ce jour-là, lord Randolph Churchill, assagi par le pouvoir et par les années, pourrait être le meilleur ami de la France, si la France elle-même était alors en bonnes mains.

Ce jour est éloigné ; bien des morts nous en séparent, et peut-être bien des naissances, beaucoup d'événemens et d'avènemens. Aujourd'hui nous sommes en quarantaine : efforçons-nous de rendre la quarantaine confortable et sûre. On décrète contre nos idées une sorte de nouveau blocus continental : acceptons-le, en nous rappelant comment fut exécuté l'ancien et comment il a fini. Soyons une île, puisque la situation insulaire a si bien réussi à nos voisins, dont l'exemple est quelquefois plus précieux que l'intimité. On nous fait, paraît-il, quelques avances de l'autre côté du détroit. Ces avances dureront jusqu'au moment où le châtelain de Friedrichsruhe adressera au cabinet de Saint-James une de ces grimaces qu'on est convenu, en Europe, de considérer comme des sourires. Les républiques ne gagnent rien à flirter, soit avec les empires lointains, soit avec les monarchies prochaines. C'est donc en curieux, en simple amateur du courage et de la sincérité politiques que j'ai étudié lord Randolph Churchill. J'ai essayé de montrer comment raisonne, parle, agit, dans les temps révolutionnaires que nous traversons, l'homme qui s'annonce comme un grand *leader* conservateur, populaire et chrétien.

AUGUSTIN FILON.

UNE

AME SIMPLE

MÉMOIRES D'UN ILLETTRÉ.

L'âme simple dont nous allons retracer l'histoire n'était pas du tout une belle âme. Elle n'avait aucune des nobles qualités qui font les héros ou les saints, et les vertus plus humbles de l'humanité moyenne étaient chez elle comme étriquées. Jetée par le hasard au milieu d'événemens gigantesques et tragiques, elle n'en fut ni élevée au-dessus d'elle-même ni écrasée, parce qu'elle n'en comprit pas la portée. Le dénûment de cette âme est précisément ce qui nous attire vers elle. Lorsqu'on a fait le compte de ses sensations, pesé ses sentimens, mesuré ses idées, et qu'on a vu combien les idées étaient bornées, les sentimens médiocres, les sensations peu nombreuses et vulgaires, on comprend combien il est injuste de demander beaucoup aux millions de sœurs qu'elle a sur la terre. C'est pourtant ce que nous faisons tous les jours, faute de savoir calculer ce qu'elles peuvent donner et de nous être assez intéressés à elles pour les interroger avec patience et sympathie.

Cette âme simple appartenait à un paysan anglais nommé William Lawrence, qui ne savait pas écrire et qui a laissé des mé-

moires (1). Il les a dictés, nous apprend une préface de M. Nugent Bankes (2), à un camarade qui savait tout juste écrire, de sorte que le manuscrit original présente un aspect informe. Il a suffi pourtant de rétablir l'orthographe, d'ajouter des points et des virgules, çà et là un mot sauté, pour rendre le récit clair et assez agréable dans sa simplicité. Le livre reflète, avec une netteté que n'ont pas toujours des œuvres plus littéraires, l'humeur de son naïf auteur, ses manières d'être et ses vues rustiques sur le monde et sur la vie. C'est la confession d'un homme du bas peuple, profondément ignorant et à la cervelle épaisse. William Lawrence a fait les guerres du premier empire dans l'armée anglaise sans jamais voir plus loin que la minute présente, ou plus haut que le souci de dîner. Ses pauvres *Mémoires* sont bien pâles à côté de ceux des soldats français du même temps dont M. Henry Houssaye a dessiné ici même, dans une brillante étude (3), les silhouettes empanachées et pittoresques. Ne demandez pas à Lawrence les ardeurs patriotiques du sergent Fricasse (4), volontaire de 1792, soulevé et légèrement gonflé par l'ivresse révolutionnaire. Ne lui demandez pas l'entrain merveilleux du capitaine Coignet (5), ni ses trouvailles de style; ce n'est pas William Lawrence qu'on aurait l'idée d'appeler « le Saint-Simon du bivouac. » Demandez-lui une seule chose : de vous aider à mieux connaître les petits, ceux qui forment, en somme, la grande masse de l'humanité, et de vous rendre plus juste à leur égard. Vous ne serez point déçu.

I.

William Lawrence est né en 1791, dans un village du comté de Dorset. Son père et sa mère font songer au bûcheron et à la bûcheronne du *Petit Poucet*. Ils étaient de même fort pauvres, chargés de sept enfans qui les incommodaient beaucoup, et trop misérables pour être tendres, car la sensibilité est un grand luxe : que deviendraient les bonnes gens comme ces Lawrence, s'ils avaient nos mollesses de cœur pour nos enfans? Ils élevaient donc les leurs rudement, tout en les aimant à leur manière, ainsi que le montrera la fin de l'histoire. Comme dans le conte de Perrault, le père était plus dur que sa femme; chargé de gagner le pain de la famille, il

(1) *The Autobiography of Sergeant William Lawrence*. (Londres, 1886; Sampson Low.)

(2) Auteur d'*Un Jour de ma vie à Eton*, etc.

(3) *Revue* du 1er décembre 1883 : *les Commentaires des soldats*.

(4) *Journal de marche du sergent Fricasse*.

(5) *Les Cahiers du capitaine Coignet*.

ne voyait guère dans ses petits que des bouches à nourrir. La mère était une ménagère économe et soigneuse. Le dimanche, pour aller à l'église, elle porta toute sa vie un manteau rouge et un chapeau noir qu'elle avait dû recevoir en héritage, car ils avaient toujours été très vieux.

George Eliot croyait que la position géographique du lieu où nous sommes élevés exerce une grande influence sur notre développement intellectuel. La circulation des idées, disait-elle, suit la circulation générale; en conséquence, les régions du centre, où n'atteint pas le mouvement de la mer et des frontières, produisent les esprits les plus engourdis. D'après cette loi, le comté de Dorset, situé sur la Manche, entre les deux grands ports de Plymouth et de Portsmouth, aurait dû contenir une population éveillée, sachant les nouvelles et ayant des idées. Il y a cent ans, c'était tout le contraire. Lawrence a peint d'un mot, sans y songer, les villages endormis de son enfance. Étant en Espagne, il remarque un homme qui passe des jours entiers sur le pas de sa porte, dans l'espoir qu'il arrivera quelque chose pour le distraire. « C'est, dit-il, comme chez nous. Qu'il arrive du nouveau, que quelqu'un ait seulement un chapeau neuf : tout le village est sens dessus dessous. » Les jours où personne ne s'était acheté un chapeau neuf, les villages du Dorset ne pensaient à rien, et ce n'était pas la famille Lawrence qui aurait manqué à la règle. Penser est un luxe, comme aimer, et le pauvre pense peu; il n'en a pas le loisir, il est trop occupé de gagner de quoi manger.

Ce qu'il apprit à l'école ne put ni ouvrir ni fausser l'esprit du jeune William. Il était censé savoir lire, mais nous le voyons, dans ses *Mémoires*, se faire lire une lettre par un passant. Il n'y a pas là contradiction. Quiconque a habité la campagne a observé que les cerveaux incultes ont deux manières de savoir lire : en attachant un sens aux mots prononcés, ou en n'y attachant aucun sens. Il y a pour le paysan un pas difficile à franchir entre l'opération mécanique d'épeler et l'effort d'abstraction nécessaire pour identifier l'idée la plus simple avec de petits signes noirs. William Lawrence n'avait apparemment point franchi le pas, et, quand il tenait à comprendre, il s'adressait à plus savant que lui. Nous avons vu qu'il ne savait pas du tout écrire. Chose curieuse, il réussit à le cacher au régiment. Il servit dix-sept ans, devint caporal, puis sergent, sans que ses officiers aient jamais découvert qu'il était incapable de tenir une plume. Il avait le don des illettrés pour calculer de tête, et gardait tous les comptes imaginables dans sa mémoire. Lorsqu'il était indispensable de présenter un écrit, il s'ingéniait et se le faisait faire. Il se garde bien d'avouer qu'il dicte

ses souvenirs, et son secret serait mort avec lui, si son éditeur ne l'avait trahi dans la préface.

Entre la somnolence générale des esprits dans son village et l'impossibilité pour les siens d'avoir une autre pensée que de ne pas mourir de faim, l'âme de William Lauwrence se conserva fraîche aux impressions de tous genres et pure d'opinions de seconde main. Dans tout le comté de Dorset, on n'en eût pas trouvé une plus neuve que ne l'était la sienne, le jour où il s'enfuit de chez un patron brutal en lui volant une pièce de 7 shillings et trois livres de jambon. « Je pensais, dit-il pour toute excuse, que cela pourrait m'être utile. » Sans remords et sans projets, il erra quelque temps, éprouvant, comme J.-J. Rousseau lors de ses immortels voyages à pied à travers les Alpes et la France, que la jeunesse peut se confier sans crainte aux grandes routes. Le hasard s'intéresse à elle et toujours la tire d'affaire. C'est tantôt une connaissance improvisée, tantôt une aubaine imprévue, un hôte ou une hôtesse charitables; c'est le bon Perrottet de Lausanne pour Rousseau, c'est la bonne dame du *Cheval et du Palefrenier* pour William Lawrence. Mais il faut être jeune. Personne ne s'intéresse à un vieux vagabond.

Pour être un parfait vagabond, il faut aussi jouir à plein cœur de ce qu'on voit, de l'air qu'on respire, de l'oiseau qui chante et de l'appétit qui vient; en un mot, il faut avoir un grain de poésie. William Lawrence n'était rien moins que poète. Le paysage ne le touchait en aucune façon. Il n'ignorait pas qu'il existait des « beautés » de la nature, mais ces beautés étaient représentées, pour lui, par ce qui est bon à manger. Un arbre fruitier, une poule, un champ de fèves, voilà ce qui charmait ses yeux. Dans ces conditions, il eut vite assez du voyage à pied, et songea à se faire soldat. Il s'en ouvrit à un brave homme qu'il avait rencontré à l'auberge. Le brave homme lui offrit complaisamment de le conduire à un régiment de sa connaissance, où l'on donnait 16 guinées de prime aux recrues. Le chiffre éblouit Lawrence. Ils allèrent ensemble chez le colonel, qui donna 2 guinées au racoleur, 2 1/2 à Lawrence, et le voilà enrôlé. C'était tout ce que valait ce petit malheureux; il avait quinze ans!

Cinquante ans plus tard, quand il songeait à la visite au colonel du 40e d'infanterie et aux deux guinées, il déclarait qu'il avait fait une sottise en quittant son patron. C'était, à la vérité, un homme difficile, mais les grenadiers français étaient encore pires. Dès sa première campagne, Lawrence s'aperçut qu'il « avait affaire à beaucoup d'hommes encore plus difficiles que son ancien maître. » Il reconnut aussi que la carrière militaire « était peut-être plus

dangereuse que beaucoup d'autres. » *Peut-être* est délicieux dans la bouche d'un homme qui a fait les guerres d'Espagne et la campagne de Waterloo ! Sa sottise lui parut d'autant plus grande qu'il n'était pas soutenu et entraîné par la passion du métier. Son cœur ne bondissait pas d'allégresse au mot de départ, le bruit du canon n'était pas une fête pour ses oreilles. On ne peut pas dire qu'il manquât d'esprit militaire. Il faisait son devoir bravement et largement ; quand on demandait des volontaires pour un assaut, William Lawrence se présentait assez souvent. Mais il faisait jusqu'aux belles actions sans joie, par conscience. Les batailles n'étaient pour lui qu'une besogne désagréable, et il s'ennuya à Waterloo. Il était bon soldat ; il lui manquait l'étincelle.

Il n'avait pris le fusil ni par goût ni par dévoûment à une idée. Le sergent Fricasse, paysan champenois et volontaire de 1792, s'était enrôlé pour défendre une idée. Quand il appelle les soldats français « les braves républicains » ou « les défenseurs de la patrie ; » quand il nous raconte avec orgueil qu'à l'armée de Sambre-et-Meuse on mourait « pour la liberté, » sans « donner, au milieu des douleurs les plus aiguës, aucun signe de plaintes, » c'est son idée qui éclate, et nous sentons circuler dans ce récit maladroit et ampoulé le souffle irrésistible qui sauva la France. Le sergent Lawrence ne se bat ni pour la patrie ni pour la liberté. C'est le type du mercenaire qui s'est laissé séduire par l'appât de 2 guinées, et qui fait la guerre sans plaisir, parce qu'il le faut bien, ayant commis la faute de s'engager. Lancé pour deux pièces d'or dans une carrière épineuse, il est dans la situation d'un lourdaud condamné à faire le saut périlleux sans tremplin.

II.

Il savait à peine l'exercice et n'avait jamais tiré un coup de fusil, même sur une cible, lorsque le 40e d'infanterie fut désigné pour une expédition contre Montevideo et Buenos-Ayres. Nous n'aurions pas su l'âge de Lawrence que nous aurions deviné à ses sentimens en cette occasion qu'il n'était encore qu'un enfant. Il eut d'abord un vif mouvement de joie. L'idée qu'il avait été le plus malin et que son patron ne le rattraperait pas à Montevideo lui rendit très douce la nuit qui précéda l'embarquement. Vint le matin, les trompettes sonnèrent, la troupe marcha vers le quai, musique en tête, accompagnée par les vivats de la foule, et, tout à coup, le petit Lawrence vit son régiment fondre en larmes. Un grand nombre d'hommes avaient femmes et enfans ; d'autres quittaient leurs parens, d'autres leur fiancée. Tout ce monde les accompagnait et pleurait de même. Bref, « si l'on avait pu recueillir toutes les

larmes, dit Lawrence, il y aurait eu de quoi approvisionner un hôpital d'eau pour les yeux pour plusieurs mois. » Cela lui fit un effet singulier. Il se mit à sangloter, lui aussi, « bien qu'il n'eût personne pour lui jeter seulement un regard d'adieu, » et le plaisir de jouer un si bon tour à son patron fut tout gâté. Le doute entra dans son esprit et fit promptement place à une amère certitude : « En voulant sortir de la poêle à frire, j'étais tombé dans le feu. » Il fut confirmé dans son opinion par l'arrivée à Montevideo, où il fallut débarquer sous le feu des Espagnols. « Nous avions, dit-il, comme un mauvais goût dans la bouche, car il semblait qu'il n'y eût devant nous que *la mort ou la gloire.* » Cri du cœur d'un mercenaire, qui s'aperçoit qu'il a fait un mauvais marché en vendant ses os pour 2 guinées.

Sa seconde expérience de la guerre fut aussi très pénible. Les Espagnols surprirent un poste anglais, l'obligèrent à la retraite et massacrèrent de sang-froid, à la vue des ennemis, deux blessés demeurés en arrière. Quelques naïfs, dont Lawrence, coururent rapporter à leur général la conduite horrible des Espagnols. Le général, sans s'émouvoir, répondit qu'il fallait « les payer de la même monnaie. » Lawrence n'en fit jamais rien. Son cœur n'était pas sanguinaire, et il ne tua jamais qu'à regret, pour éviter d'être tué. Encore s'excuse-t-il lorsque cela lui arrive. Au siège de Badajoz, en 1812, pendant une sortie, un sergent français lui courut sus avec sa baïonnette, le manqua et tomba. « J'eus vite fait de le clouer au sol avec ma baïonnette, et le pauvre homme expira presque aussitôt. Après, je fus fâché de ne pas avoir essayé de le faire prisonnier, au lieu de le tuer ; mais à ce moment-là nous étions tous très occupés, car c'était le fort du combat, et on n'avait guère le temps de réfléchir. Et puis, de plus, c'était un homme qui avait l'air très vigoureux, car il était grand et gros, avec une barbe et une moustache qui lui couvraient toute la figure ; je n'ai jamais vu de plus beau soldat dans l'armée française ; et si je l'avais laissé se ramasser, je m'en serais peut-être mal trouvé ; de sorte que, dans un moment pareil, mon parti était peut-être le meilleur, — tuer ou être tué. » Quelle différence avec le chant de triomphe du capitaine Coignet, racontant la journée où il a tué sept Hongrois ! C'était la première affaire de Coignet, et la vocation se dessina sur-le-champ. Il embrocha les sept Hongrois avec un bonheur sans mélange. Il n'eut jamais l'ombre d'un remords d'avoir tué les deux derniers par tromperie, en feignant de se rendre : « Je leur tends mon fusil de la main gauche et je lui fais faire bascule de ma main droite en plongeant ma baïonnette dans le ventre d'un, et ainsi de suite à son camarade. » Il est tout content en se rappelant cette baïonnette qui entre dans le corps de l'ennemi. Law-

rence est tout triste en se rappelant la sienne. L'un avait la vocation, l'autre ne l'avait pas.

Le courage de Lawrence fut mis devant Montevideo à une troisième épreuve, plus rude que les précédentes. C'était le lendemain du massacre des deux blessés. L'armée britannique avait vengé les siens avec usure, et 2,000 Espagnols venaient d'être enterrés par les vainqueurs. La nuit tomba, et Lawrence fut placé en sentinelle perdue non loin d'une fosse où étaient ensevelis plus de cinq cents cadavres. Il avait ordre de surveiller une certaine route. Quand il se vit seul, l'épouvante le saisit. Il ne pouvait détacher ses yeux de la fosse. Il faisait effort pour regarder la route, et toujours ses yeux revenaient se river avec angoisse sur le « trou. » L'idée de la mort, et du sort qui l'attendait peut-être avant la fin de sa faction, n'était pas la cause de sa terreur. Lawrence était du peuple, et le peuple sait mourir. La plus humble paysanne, à son lit de mort, en remontrerait à un philosophe. Elle a le sentiment profond que la mort est l'accomplissement naturel de la destinée humaine, et elle se détache de l'existence aussi passivement que le fruit se détache de la branche et tombe. En revanche, elle a souvent très peur de ceux qui ne sont plus, et c'était cette crainte-là qui étreignait Lawrence près du trou aux cadavres, dans l'obscurité. Il croyait aux revenans, et s'attendait à voir cinq cents fantômes sortir de terre pour faire Dieu sait quoi.

Il peut être très salutaire pour l'homme d'éprouver un instant de profonde détresse morale. Il peut en résulter une secousse qui renverse l'échafaudage de mensonges et de sophismes par lequel nous nous cachions à nos propres yeux. Nous avons alors beau faire, nous nous voyons tels que nous sommes et nous nous jugeons malgré nous. Malheureusement, au lieu de conserver précieusement la mémoire des souffrances et de l'humiliation de ces minutes de cruelle clairvoyance, nous nous efforçons de les effacer de notre souvenir dès que le choc est passé. Lawrence eut un de ces momens d'impitoyable sincérité, tandis qu'il attendait avec terreur l'apparition des Espagnols morts. Il considéra toute sa vie, sa pauvre vie d'enfant affamé et battu, il se jugea et se condamna. « Je commençai à penser, dit-il en son langage candide, que j'avais fait beaucoup de choses que j'aurais mieux aimé ne pas avoir faites. » Nous savons les plus graves d'entre ces choses. Il nous les a confessées. Elles se représentaient à son esprit sous la forme d'une pièce de 7 shillings et de 3 livres de jambon, emportées comme cela, sans réflexion, parce qu'il « pensait que cela pourrait lui être utile. » Il faudrait connaître bien mal l'humanité pour s'étonner que ses remords pendant cette crise ne l'aient pas empêché plus tard de

s'approprier d'autres pièces d'argent et d'autres morceaux de jambon, mais il le fit sachant du moins qu'il avait tort, et talonné par la faim ou entraîné par les mauvais exemples, qui ne manquent jamais dans une armée en campagne. La leçon n'avait pas été perdue pour lui; il en garda un sentiment plus net du bien et du mal. Que pourrait-on souhaiter de plus, dans une épreuve semblable, à un grand esprit?

La peur physique des balles lui passa assez vite, et il devint un de ces soldats patiens et opiniâtres qui font la force de l'armée anglaise. Il allait ici ou là, faisait ceci ou cela, selon qu'on lui commandait, et aurait donné cinquante vies, s'il les avait eues, sans songer à reculer, quand son capitaine lui avait dit de rester où il était. L'un des traits qui frappent dans ses *Mémoires*, c'est combien peu il se demandait la raison des ordres qu'il recevait, et à que point ses camarades et lui-même ignoraient pourquoi ils allaient à droite ou à gauche, se battaient ou ne se battaient pas. En voici un exemple pris au hasard. Ils s'étaient emparés de Buenos-Ayres. Ils abandonnèrent la ville après un combat malheureux dans les rues, se rembarquèrent avec un air de défaite et de honte, et ce fut bien plus tard que les soldats apprirent qu'une convention était intervenue au moment où ils attendaient l'ordre de reprendre l'offensive et de venger leur échec.

La modestie est un autre trait du caractère de Lawrence. S'il ravagea des cœurs, il ne s'en vante pas, chose rare chez tous les hommes, et particulièrement rare chez les militaires, qui considèrent l'obligation d'être irrésistibles comme une des charges de l'uniforme. Une seule fois, à Montevideo, on lui offrit « une fortune » s'il consentait à épouser une Espagnole qui était évidemment jeune et belle, et dont le père avait des étriers d'or massif « pesant au moins une livre. » Ce père se promenait avec ses étriers d'or aux environs des corps de garde anglais, emmenait les soldats au cabaret, et tâchait de leur persuader, après boire, d'épouser sa fille. Il jeta son dévolu sur Lawrence, sans doute à cause de l'inexpérience que laissait supposer son extrême jeunesse. Il le régalait sans cesse et lui donnait même de l'argent. Jamais conteur n'eut plus joli canevas pour broder des aventures romanesques. Telle est la modestie de Lawrence, aidée, il faut bien le dire, par l'absence complète d'imagination, qu'il ne nous dissimule pas qu'il ne vit jamais la belle Espagnole, et que tout son roman se borna à des séances chez le marchand de vin avec le vieux *gentleman*. Il eut si peu la tête tournée, qu'il ajoute à propos du père une réflexion d'une extrême justesse : « Je crois, dit-il, qu'il ne tenait pas à moi plutôt qu'à un autre pour épouser sa fille, pourvu qu'il pût persuader quelqu'un. » L'histoire eut un dénoûment ridicule. Un jour que le

père avait emmené au cabaret, non plus un soldat anglais, mais tout un lot de soldats anglais, tandis qu'il leur offrait à la ronde « une fortune » et sa fille, ceux qu'il n'avait pas invités remarquèrent les étriers d'or et en volèrent un. Le bonhomme fut si indigné, qu'il renonça à prendre un gendre dans cette race de peu de foi. Il s'en alla, ne revint plus, et sa fille était encore à marier au départ de l'armée anglaise en 1807.

III.

Au retour de Montevideo, le 40e d'infanterie alla tenir garnison en Irlande. Il se rembarqua avec Wellington, en juillet 1808, et fut descendre en Portugal. Cet événement parut singulier à Lawrence, et lui a inspiré la seule réflexion politique que l'on rencontre dans son volume. Après avoir expliqué au lecteur que les Anglais allaient aider les Espagnols à chasser « leurs anciens alliés » les Français, il ajoute : « De sorte qu'il nous fallut aller, et nous battre pour cette même nation que nous avions combattue quelques mois auparavant à Montevideo et Buenos-Ayres. » Il est visible que Lawrence a fait ici un effort afin de comprendre pourquoi son gouvernement s'intéressait subitement à ces Espagnols à qui l'on envoyait la veille des boulets. On sent aussi, à travers la réserve de ses paroles, qu'il lui fut impossible d'imaginer une explication satisfaisante à un manque de suite aussi choquant dans les idées. C'est ainsi que le peuple juge les savantes combinaisons des politiques. Lawrence connaissait l'existence de « Buonaparte, » car il le nomme deux ou trois fois. Le lien qui existait entre les faits et gestes de ce Buonaparte et l'idée baroque de se battre pour les Espagnols était trop subtil pour son esprit.

Quand il vit de près les nouveaux alliés, il comprit encore bien moins. Il les trouva méprisables et haïssables. Méprisables, parce qu'ils ne tenaient pas en bataille rangée et abandonnaient leurs amis les Anglais. Haïssables à cause de leur barbarie envers les blessés ennemis et les prisonniers. Ils faisaient l'effet de sauvages aux soldats de Wellington, et il est vrai qu'en ce temps-là, une partie des populations de la Péninsule était à demi sauvage. La conduite des Français en Espagne fut loin d'être exemplaire ; ils commirent de grandes déprédations et tuèrent maint habitant désarmé. Il y avait néanmoins un abîme entre leurs violences et leurs pilleries, et la froide barbarie des Espagnols et des Portugais, vrais raffinés de la cruauté, qui prenaient plaisir aux supplices lents et au spectacle des souffrances. « J'ai été témoin, raconte Lawrence, d'un de leurs actes de bar-

barie. Ils avaient formé un cercle de paille autour d'un blessé français et y avaient mis le feu. Quand le malheureux essayait de se traîner hors du cercle, il était reçu par une fourche qui le renvoyait au milieu. Nous eûmes vite fait fuir les Portugais en tirant dessus, mais quand nous arrivâmes au pauvre homme, il avait déjà les cheveux, les doigts et la figure terriblement brûlés. Il nous supplia de ne pas l'abandonner, mais nous fûmes forcés de le laisser, et sûrement les Portugais revinrent le tuer, ou bien il mourut de leurs mauvais traitemens ou de ses blessures. »

Lawrence n'imagine qu'une manière d'expliquer que des soldats puissent commettre de semblables horreurs. L'opinion du 40e d'infanterie, dont il est le fidèle écho, sur les guérillas espagnoles de la guerre d'indépendance, diffère sensiblement du lieu-commun que chacun connaît. Les fameuses bandes de Mina et du curé Mérino perdent de leur prestige. Elles ne rachètent plus leurs atrocités par un patriotisme désintéressé. Dans l'esprit de Lawrence et de ses camarades, dont nous donnons le jugement pour ce qu'il vaut, les guérillas étaient tout bonnement des bandes de brigands qui profitaient des circonstances pour pêcher en eau trouble. « Elles étaient principalement composées, dit-il, de malfaiteurs qui s'étaient réfugiés dans les montagnes, où ils s'étaient réunis et avaient formé un corps montant à plusieurs milliers. Ils passaient leur temps à guetter les approvisionnemens et à tâcher de les attraper, *surtout ceux des ennemis.* » Les derniers mots sont significatifs. A en croire le 40e, les guérillas s'emparaient de préférence, quand elles avaient le choix, des approvisionnemens de l'ennemi ; quand elles n'avaient pas le choix, elles pillaient les alliés : il faut bien vivre.

Le soldat anglais faisait infiniment plus de cas de ses adversaires les Français. Les haines qui animaient les chefs des deux nations n'étaient pas descendues dans les rangs. On s'estimait réciproquement, et on se le témoignait. Le soir de la seconde journée de Talavera, pendant un armistice pour l'enlèvement des blessés, les deux armées fraternisèrent, les blessés « allant souvent jusqu'à se donner des poignées de main. » Lors du séjour dans les lignes de Torres-Vedras, à l'automne de 1810, le 40e était cantonné dans un petit village situé en avant des ouvrages anglais. « Nous étions aussi tranquilles, raconte Lawrence, qu'en pleine paix. Nous étions pourtant si près de l'ennemi, que nous allions très souvent vaguer dans les mêmes vignes. Nous échangions alors des politesses, sous forme de poignées de main. »

Ce n'était pas qu'on ignorât, au 40e, que les Français commettaient des excès réprouvés par la morale divine et humaine, et dont il est connu qu'une armée anglaise est incapable. On le savait si

bien, que « notre noble ennemi » devient en un endroit « l'atroce ennemi. » Toutefois, on ne se croyait pas le droit d'être trop sévère pour les Français, et la raison nous en est donnée par Lawrence dans une phrase qui a dû lui coûter bien de la peine, car elle dépasse de beaucoup la portée ordinaire de ses réflexions. « Nous sommes souvent trop disposés, dit-il de ses compatriotes, à voir les fautes des autres peuples et nations, tandis que, si l'on faisait la lumière sur nos propres fautes, elles égaleraient souvent, si même elles ne les surpassaient, celles de nos adversaires. » C'est une remarque d'enfant terrible, extraordinaire chez un paysan et d'une justesse parfaite ; la grande nation britannique ne médite pas assez la parabole de la paille et de la poutre. Lawrence accompagne sa remarque d'une anecdote destinée à démontrer « que les Anglais commettaient souvent des déprédations presque aussi vilaines que l'ennemi. »

La sensibilité s'émoussait vite parmi tant de scènes affreuses. Chez les meilleurs, la pitié ne faisait jamais oublier de remplir ses poches et d'assurer son souper. Le jour de la bataille de Vittoria (21 juin 1813), le 40e d'infanterie prit part à la poursuite de l'armée ennemie. Lawrence raconte en ces termes ce qui lui advint : « Je tombai sur un pauvre blessé français qui nous criait de ne pas l'abandonner, parce qu'il avait peur des sanguinaires Espagnols. Le pauvre diable n'en avait pas pour plus de deux heures à vivre ; il avait eu les deux cuisses emportées par un boulet. Il me supplia de rester avec lui, mais je ne restai qu'autant que cela m'arrangea. Je voyais bien qu'il ne pouvait pas durer longtemps, ce qui fait qu'il n'y avait pas à compter sur une grande sympathie de ma part. Je fouillai dans ses poches et dans son havresac, et j'y trouvai un morceau de cochon tout cuit et trois ou quatre livres de pain, ce qui me parut très bon à prendre. Le malheureux me demanda de lui en laisser sa part. Je coupai un morceau de pain et un autre de viande, je vidai les fèves qui étaient dans mon havresac, et je déposai le tout à côté de lui. Je lui demandai ensuite s'il avait de l'argent. Il répondit que non, mais je n'étais pas tout à fait convaincu, de sorte que je recommençai à fouiller dans ses poches. J'y trouvai dix cartouches à balle, que je jetai, une brosse à habits et un paquet de dentelle d'or et d'argent. Je ne voulus pas me charger de tout cela. Je finis, enfin, par trouver sa bourse, qui contenait 7 dollars espagnols et 7 shillings. Je mis le tout dans ma poche, excepté 1 shilling, que je rendis au pauvre mourant, et je continuai mon chemin. »

On trouvera que les bienfaits de Lawrence envers le pauvre Français se réduisaient à peu de chose. On n'est pas un grand cœur

pour avoir laissé à un malheureux blessé une petite part de ses vivres et une de ses pièces de monnaie; quant aux fèves, il n'est guère douteux que Lawrence les donna pour faire de la place dans son sac, et parce qu'elles ne valaient rien. Aussi n'avons-nous jamais dit que Lawrence fût un grand cœur. Nous avons insisté, au contraire, sur l'absence chez lui de toute qualité remarquable, et c'est ce qui donne un intérêt pathétique à sa modeste destinée. Son sort est celui de tous les simples aux prises avec la vie, et les désavantages avec lesquels ils entrent dans la lutte sont bien propres à nous remplir de pitié. L'épreuve de traverser ce monde est la même pour eux que pour nous, et ils ne sont pas munis comme nous de la foule bigarrée de sentimens et de préjugés, d'idées et d'usages, de bienséances et de conventions, qui nous fournissent de nombreux points d'appui aux jours de tentation ou de difficulté. Sur quoi s'appuyer quand on est un Lawrence? Combien sont rares, dans ces âmes grossières, les forces vivifiantes qui soutiennent et relèvent! Qu'elles sont dignes d'indulgence quand elles sortent de la lutte ou salies ou meurtries !

Et, après tout, ce que fit Lawrence n'était pas si peu de chose. Les souffrances des armées d'Espagne étaient terribles. Comme elles tenaient à la nature du sol, au climat, au caractère de la population, elles n'épargnaient guère plus les amis que les ennemis. L'armée anglaise était arrivée à Vittoria après trente et un jours de marche, dont quinze « à travers des difficultés presque insurmontables. » Les soldats étaient nu-pieds ou il ne s'en fallait guère. « Il restait certainement, dit notre consciencieux narrateur, un morceau du dessus de mes bottes, mais presque toute la semelle était ma semelle naturelle, faisant partie de mon pied. » On manquait de vivres. Les hommes passèrent une partie de la nuit qui précéda la bataille à chercher à manger, et la compagnie de Lawrence s'estima heureuse d'avoir trouvé de la farine et des fèves, qu'ils firent cuire à l'eau claire et dont ils serrèrent les précieux restes pour le lendemain. Dans une telle détresse, du pain et de la viande étaient un trésor, et peu d'affamés auraient consenti à en laisser la moindre parcelle à un homme qui n'en profiterait pas, puisqu'il était expirant. Lawrence comprit que le blessé ne se rendait pas compte de son état, puisqu'il demandait des provisions, et ce fut pour lui laisser son illusion et lui procurer une mort tranquille qu'il sacrifia une partie de son butin. La délicatesse du sentiment prouve qu'à défaut d'un grand cœur, il possédait un bon cœur.

Il raconte, quelques chapitres plus loin, une autre histoire de blessé qui est également à son honneur. Celle-ci a toutefois un

défaut. On se croirait au théâtre, tant le hasard se montre un grand maître dans l'art de préparer les scènes à effet. La coïncidence rapportée par Lawrence n'est certes pas impossible : elle vient trop à propos. Il y a des épisodes de ce genre touchant et invraisemblable dans les pièces militaires qu'on joue aux baraques de la foire. Au surplus, voici l'anecdote. Si Lawrence l'a embellie, c'est à son insu ; nous le savons incapable d'inventer.

C'était en France, le soir de la bataille de Toulouse (10 avril 1814). « La nuit étant tombée et le feu ayant cessé partout, les hommes se mirent à examiner le terrain conquis, principalement en vue de trouver du bois. Il arriva que je rencontrai un Français grièvement blessé. Je lui demandai si je pouvais faire quelque chose pour lui. Il avait reçu une balle dans l'estomac. Il me demanda de l'eau. Je lui en donnai de mon bidon, qui était presque plein. Il but de bon cœur, et presque aussitôt l'eau ressortit par la blessure. Mais le plus étonnant fut qu'il me montra la maison de son père, — autant que je puis en juger, elle était à un demi-mille, — et me dit qu'il y avait six ans qu'il n'avait vu ses parens ; depuis qu'il était revenu dans le pays, il n'avait pas pu s'échapper pour aller les voir. Il me pria de l'y conduire, pour qu'il pût mourir en présence de ses parens ; mais je lui répondis que cela m'était impossible, parce qu'il y avait une masse de Français là-bas. Alors je me procurai une vieille couverture dans laquelle je l'enveloppai, l'installant aussi confortablement que le permettaient les circonstances, et je le quittai pour aller moi-même reposer, et il avait l'air beaucoup plus résigné à son terrible sort. Et, après avoir mangé mon souper et bu ma ration de grog, je m'enveloppai dans ma couverture, me couchai et fus bientôt endormi. Je m'éveillai de bonne heure le lendemain matin et, n'ayant rien de particulier à faire, je me glissai hors de ma couverture et mis toutes mes affaires en ordre ; et ensuite, plus par curiosité que par tout autre motif, j'allai voir si le pauvre Français vivait encore ; mais la mort devait remonter à plusieurs heures, car il était tout froid et raide. »

Est-ce la crainte de paraître sentimental qui lui fait dire qu'il a agi « plus par curiosité que par tout autre motif, » ou serait-ce la peur qu'on ne le croie meilleur qu'il n'était? C'est probablement l'un et l'autre. Il composait ses *Mémoires*, à ce qu'il nous confie, en vue de « la populace, » et il ne se souciait peut-être pas de prêter à sourire à ce public spécial. D'autre part, on connaît sa modestie, et il était encore poussé ici par un goût d'exactitude qui allait chez lui jusqu'à la manie. Jamais il ne put prendre son parti des principes selon lesquels se rédigent en tout pays les bulletins officiels des armées. Par exemple, il savait pertinemment, lui qui

avait souvent travaillé à ramasser les blessés, qu'il n'est pas vrai que, dans une bataille quelconque, les pertes de l'ennemi soient toujours les plus fortes, et c'était cependant ce que les généraux anglais essayaient de leur faire accroire. Son esprit méticuleux donne du prix aux descriptions de combats qu'il nous a laissées. Nous sommes sûrs qu'il ne nous dit que ce qu'il a réellement vu ou fait.

IV.

La première bataille rangée à laquelle il assista fut celle de Vimeiro (21 août 1808), où Junot fut battu par Wellington. Le récit qu'il en fait se divise en deux parties, de longueur très inégale. La première, de beaucoup la plus développée, contient la petite bataille particulière de Lawrence contre un Français. Ils se battirent comme les héros d'Homère, c'est-à-dire que chacun fut l'ennemi personnel et spécial de l'autre jusqu'à ce que l'un des deux fût tué; mais la manière du combat fut très différente. Lawrence était caché derrière un arbre, le Français derrière un buisson; ils se guettaient et s'envoyaient des coups de fusil. Ils tiraillèrent longtemps sans se toucher. Tout en rusant, Lawrence adressait des paroles d'encouragement à son arbre, selon la tendance innée qu'ont les gens du peuple, les enfans et les barbares à personnifier les objets inanimés qui les intéressent particulièrement. Depuis que le monde pense, il est né des milliers de légendes de l'état d'esprit qui obligea en ce jour un pauvre fantassin anglais, dépourvu d'imagination, à voir dans un arbre un vaillant guerrier le protégeant de son corps. Si Lawrence, au lieu de dicter ses aventures, s'était contenté de les raconter aux enfans de son village, il aurait suffi de deux ou trois générations pour métamorphoser le tronc robuste qui recevait les balles sans broncher, et avec lequel il causait, en un héros de chair et d'os, la gloire du 40e d'infanterie sous les Georges.

Un autre Anglais tua le Français, à la vive satisfaction de Lawrence, qui se sentait très mal à l'aise. Cette heureuse délivrance paraît avoir marqué pour lui la fin des grands événemens de la journée, car il expédie ensuite la bataille de Vimeiro en quelques lignes qui ne méritent pas qu'on s'y arrête.

A Talavera (27 juillet 1809), il ne vit rien de curieux, si ce n'est que les blessés anglais et français, ainsi qu'il a été dit plus haut, se donnaient des poignées de main. En revanche, la prise de Badajoz (6 avril 1812) fut signalée par des incidens inoubliables.

On s'attendait à une chaude affaire; l'année précédente, Wellington s'était déjà acharné contre Badajoz, et il avait dû lever le siège après plusieurs assauts inutiles et meurtriers. On avait de-

mandé des volontaires, et Lawrence s'était présenté. Il était environ huit heures et demie du soir. Les colonnes d'assaut étaient formées, et Lawrence lui-même, peu observateur pourtant, avait été frappé de la physionomie de la sienne. Les hommes se taisaient, attendant avec une sorte de solennité le signal qui devait les envoyer à une mort presque certaine. Malgré l'inexpérience du narrateur, ce silence grave et soucieux est plus éloquent que le salut théâtral du gladiateur antique : *Morituri te salutant*. Enfin, le signal fut donné, les soldats se mirent à courir, et le mouvement soulagea aussitôt les poitrines oppressées.

Lawrence portait une échelle. Il avançait sans hésiter, selon sa coutume, mais non sans avoir de grandes préoccupations. Les accidens problables de la route n'étaient pas ce qui le tracassait. Ils étaient au moins trois compagnons, dans la colonne d'assaut, qui n'y pensaient pas, ayant bien autre martel en tête. Le bruit s'étant répandu dans le camp anglais que les soldats auraient trois heures de pillage si la ville était prise, Lawrence avait lié partie avec son ami Harding et un autre camarade, pour se retrouver devant une certaine boutique d'orfèvre qu'ils avaient remarquée jadis dans une rue de Badajoz. Il s'agissait maintenant de ne pas manquer le rendez-vous et, surtout, de ne pas perdre Harding, car c'est lui qui avait dans sa poche le bout de bougie destiné à éclairer l'emballage. Entre son échelle, qui le gênait, et la difficulté de ne pas se séparer les uns des autres dans la confusion du combat, Lawrence n'avait plus de place pour aucune autre pensée, et c'était heureux pour lui dans les circonstances où il se trouvait. C'est une grande force pour un soldat que d'être capable de monter à l'assaut de Badajoz sans autre souci que d'arriver à temps à la boutique de l'orfèvre.

« Tout notre plan manqua, » continue-t-il piteusement. A la première décharge des Français, Harding, celui qui avait la bougie, reçut sept balles qui le tuèrent net, l'autre associé eut les deux cuisses emportées, et Laurence reçut trois blessures qui, sans mettre sa vie en danger, l'obligèrent bientôt à gagner l'ambulance. Il se retira très affecté, car la mort de Harding était une grande perte, à tous égards, pour la compagnie. C'était un Irlandais et, comme tel, il avait toujours un mot drôle pour égayer les camarades. Il n'y avait pas quinze jours, dans la tranchée devant Badajoz, une bombe française avait éclaté au milieu d'un poste anglais, éparpillant des bras et des jambes dans toutes les directions. C'était un spectacle qui pouvait être pris du côté triste. Harding s'était écrié gaîment : « Lawrence, si quelqu'un a besoin d'un bras ou d'une jambe, voilà du choix! » On ne s'ennuie jamais avec un

homme pareil. Lawrence admirait profondément la fertilité d'esprit de son ami, lui qui était réduit à se souhaiter des aventures fâcheuses, « parce que ces sortes de choses font des sujets de conversation » pour les nuits de bivouac. Et ce n'était pas tout. Harding était précieux par son adresse incroyable à commettre des larcins. Selon une expression de Lawrence, il avait les « doigts à ça. » La marmite commune en profitait, et, tant qu'il existait une saucisse ou un poulet dans le pays, on était sûr de ne pas souper avec des fèves cuites à l'eau. Maintenant, le « pauvre Harding » était mort, et d'autres pillaient la boutique de l'orfèvre.

Le fruit des réflexions de Lawrence fut « qu'il ne prendrait plus jamais d'engagement » au moment d'un assaut, puisqu'on ne savait sur quoi compter.

Sa surprise presque indignée, devant un dénoûment si facile à prévoir, ne doit pas être imputée à sa stupidité. De même que le paysan sait mourir quand l'heure est venue, il y pense peu d'avance, parce qu'il est beaucoup plus frappé, sur cette terre, par la vie que par la mort. La révélation incessante, éternelle, du phénomène de la vie, par le blé qui pousse, l'arbre qui verdit, le troupeau qui multiplie, voilà l'important pour lui, voilà ce qui l'intéresse. A force d'appliquer sa pensée aux moyens d'activer la production et d'aider la Nature dans son vaste enfantement, il arrive à considérer la mort comme l'événement secondaire de notre passage ici-bas, l'événement principal étant d'exister, de posséder la vie. Dans les classes cultivées, il arrive souvent le contraire. Nous sommes plus frappés par le phénomène de la mort que par celui, autrement merveilleux pourtant, de la vie.

Pendant que Lawrence se faisait panser, sa colonne était presque détruite et, finalement, repoussée. La ville fut prise d'un autre côté, par la faute d'un bataillon allemand, et illumina de joie. En leur qualité d'alliés, les Espagnols n'avaient pas prévu les trois heures de pillage. Ils auraient dû cependant être instruits par le sort de Ciudad-Rodrigo, emporté par Wellington le 20 janvier précédent et livré toute une nuit à la soldatesque, qui y commit de grands excès. Le général anglais accordait à ses soldats, à titre d'encouragement et de récompense, le sac des villes qu'il « délivrait » des Français. Le récit de notre humble témoin est éloquent dans sa nudité : « Nos troupes trouvèrent la ville illuminée en leur honneur, ce qui ne les empêcha pas de se mettre à faire toutes les horreurs qui suivent ordinairement une prise d'assaut : pillage, dévastation, destruction de la propriété, ivresse et débauche. Je n'eus aucune part à tout cela, à cause de mes blessures, qui me retenaient au camp lorsque la ville fut prise. Mais, bien que je

fusse au moins à un mille, j'entendis distinctement les clameurs et le tumulte dès qu'eut cessé le bruit du canon et de la mousqueterie. Le lendemain matin, je me traînai comme je pus dans la ville en m'aidant d'un bâton,.. et là, pour sûr, je trouvai les choses en bel état. On avait roulé des barriques de vin dans la rue et on les avait défoncées pour que chacun pût y boire. Quand les officiers essayaient de rétablir l'ordre en renversant ces barriques, les hommes, qui étaient ivres, se couchaient par terre pour boire à même le ruisseau, où coulait ainsi un mélange de toute sorte de liqueurs. Les portes avaient été brisées dans toute la ville, aussi bien aux étages supérieurs qu'au rez-de-chaussée, en appliquant le bout des canons de fusil sur le trou des serrures et en faisant tout sauter. J'ai vu, de mes yeux vu, un prêtre tout nu, que quelques-uns des nôtres avaient jeté ainsi dans la rue et qu'ils poursuivaient en le fustigeant; ils lui en voulaient à cause de la façon dont ils avaient été traités dans un couvent, lors d'un précédent séjour dans la ville. »

Quelque sincèrement indigné que fût Lawrence, nous craignons qu'il n'ait été en boitant chez l'orfèvre, et que son dégoût n'ait redoublé en trouvant les armoires vides. Sa vertu était moins farouche quand il pouvait prendre sa part du butin. Durant sa promenade dans Badajoz, nous voyons son humeur se radoucir singulièrement au moment où il rencontre un homme de sa compagnie, qui lui montre un gros sac d'argent et lui promet de ne pas « le laisser manquer. » Il reprend aussitôt après son ton scandalisé : « Mais pendant que quelques-uns de nos soldats se livraient à toute cette débauche, je dois dire un mot d'éloge pour un grand nombre qui valaient mieux, et qui faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour calmer la férocité des autres. Ce matin-là, j'en rencontrai beaucoup, qui disaient combien ils étaient fâchés de penser que les soldats ne pouvaient pas s'empêcher de se porter à de pareils excès. Des maisons respectables étaient saccagées du haut en bas, sans égard pour les supplications des quelques personnes qui y étaient restées. Souvent on détruisait ce qu'on ne pouvait pas emporter. On menaçait les hommes pour les obliger à donner leur argent, et on traitait quelquefois les femmes de même. Comparativement, je crois qu'il se commit peu de meurtres; mais il y en eut sans doute quelques-uns. »

« Lorsque toute cette canaille fut ivre-morte et qu'un certain nombre furent vraiment morts de leurs excès, alors seulement la pauvre ville put respirer un peu. Le matin, on mit de garde quelques troupes fraîches et on dressa quelques potences; mais on ne s'en servit guère. Deux ou trois officiers avaient été tués en essayant de

rétablir l'ordre, et l'on m'a donné à entendre que des soldats de la cinquième division, arrivés lorsque presque tout avait été ravagé, avaient dépouillé leurs camarades ivres; on m'a même raconté qu'ils en avaient tué. Lord Wellington punit tous les coupables en leur supprimant leur grog pour quelque temps. En ce temps-là, il se passait généralement de pareilles scènes quand on avait eu beaucoup de mal à prendre une place. Sans doute qu'aujourd'hui, près d'un demi-siècle plus tard, la discipline est mieux observée dans ces sortes de circonstances, et il faut avouer que c'est un grand progrès. »

La suppression du grog paraît une punition douce après les gentillesses qu'on vient de voir. C'était une des plus redoutées de l'armée anglaise. « Dans des temps pareils, dit Lawrence, ça va au cœur du soldat. » Pour lui, il eut la bonne fortune d'être envoyé dans le même hôpital que le camarade au sac d'argent, qui, selon sa promesse, ne le « laissa pas manquer. » Ils burent tant et si bien, que leurs blessures s'enflammaient au lieu de se fermer. Puis vint le typhus, et l'année 1812 approchait de sa fin quand William Lawrence put reprendre son service.

V.

Il était encore simple soldat, après six années de bons services, pendant lesquelles il avait mérité une seule fois le fouet. Presque au début de la guerre, il avait été condamné à 400 coups pour s'être absenté sans congé. Le colonel arrêta les fouetteurs avant qu'ils fussent à moitié, et Lawrence eut néanmoins trois semaines d'hôpital. Il avoue que la leçon lui fut utile et l'empêcha de « commettre des crimes plus grands, qui l'auraient finalement conduit à sa perte, » c'est-à-dire à être pendu. En même temps, il a une idée vague qu'il y aurait eu d'autres manières de s'y prendre avec le soldat, plus « à l'honneur de ceux qui commandaient » l'armée anglaise. Ses vains efforts pour s'expliquer rendent plus sensible l'avance intellectuelle prise tout à coup par l'homme du peuple français à l'école de la révolution. Le sergent Fricasse, simple paysan comme Lawrence, n'aurait pas été en peine de dire pourquoi les verges sont une punition honteuse. Il est familier avec les considérations abstraites. Sa tête est pleine de notions sur la patrie, la gloire, l'honneur militaire, la dignité humaine, les devoirs du « bon républicain. » Justes ou fausses, ces notions mettent une distance considérable entre lui et le pauvre Lawrence, qui patauge sans pouvoir saisir la pensée qu'il entrevoit, et finit, de guerre

lasse, par la conclusion suivante, qui ne conclut rien : « Car ça confond de penser qu'on voulait donner 400 coups de fouet à un tout jeune homme comme j'étais alors, et qui supportait toutes les privations d'une guerre sanglante. » Pourquoi est-ce que « ça confond? » Il le sent obscurément, voudrait l'expliquer, et ne le peut pas.

Quelques semaines après avoir rejoint le régiment, il fut enfin promu caporal. L'augmentation de solde lui était agréable, mais ce plaisir fut empoisonné par un chagrin auquel on ne se serait guère attendu de sa part. Il fallait changer de compagnie et, en regardant ses nouveaux camarades, il fut profondément froissé dans son sentiment esthétique : « J'avais, dit-il, 6 pieds 1 pouce (environ 5 pieds 6 pouces français), et pas un homme de cette compagnie-là n'avait plus de 5 pieds 7 pouces (environ 5 pieds français). » Il y avait là une disconvenance qui blessait son œil, accoutumé à une belle compagnie bien assortie, et l'instinct qui lui permettait de percevoir ce défaut d'harmonie était le même qui remplit un artiste d'indignation devant une statue antique à qui un restaurateur ignorant a mis un bras trop long : c'était l'instinct du beau. « Il y a en nous tous, a dit M. Anatole France, dans les petits comme dans les grands, chez les humbles comme chez les superbes, un instinct de la beauté, un désir de ce qui orne et de ce qui décore, qui, répandus dans le monde, font le charme de la vie. » L'éducation développe ou étouffe le besoin de la beauté. Le plus souvent, elle le trompe en pervertissant le goût, mais cela importe moins qu'on ne pense : l'essentiel n'est pas de trouver le beau, c'est de le chercher. L'homme qui colle sur son mur des images d'Épinal et celui qui y suspend des tableaux de maîtres obéissent également au « désir de ce qui orne et de ce qui décore; » ils sont frères par l'instinct de la beauté, quoique aux antipodes du goût.

Lawrence avait raison, lorsqu'il s'affligeait d'avoir à s'aligner, lui géant, avec des pygmées. Le coup d'œil y perdait évidemment, et le soldat est plus sensible au coup d'œil qu'on n'a l'air de le croire de nos jours, où la tournure du régiment est sacrifiée aux considérations utilitaires. Comme si un régiment qui se sent beau n'avait pas un avantage sur celui qui se sait laid! Le 40e d'infanterie était tout entier de cet avis. Quand Lawrence rejoignit, après sept mois d'hôpital, on lui apprit la grande nouvelle, qui réjouissait tous les cœurs. Pendant son absence, Wellington avait gagné sur Marmont la bataille de Salamanque (22 juillet 1812), dont on se rappelle les suites fatales pour la cause française : l'armée anglaise à Madrid, le maréchal Soult obligé d'abandonner l'Andalousie, les cortès espagnoles ranimées et les négociations avec le roi

Joseph rompues. Mais tout cela n'était point l'important pour le 40ᵉ. Le grand, le glorieux souvenir qui lui restait de la bataille de Salamanque, celui qui dut se transmettre à travers plusieurs générations de recrues, c'était la conquête d'une magnifique canne de tambour-major, prise aux Français. La canne du régiment était « horriblement usée et abîmée, » et celle-là était si jolie, si riche : on l'estimait 50 livres sterling. Tout le 40ᵉ se sentait paré quand passait son tambour-major. Rie qui voudra de la pensée qu'on marche plus volontiers au-devant de la mitraille quand les tambours battent la charge sur le signe d'une belle canne, la grandeur de l'humanité n'en est pas moins dans son incorrigible et, parfois, ridicule idéalisme.

Les rieurs doivent aussi tenir compte de ce que les proportions des choses ne sont pas les mêmes pour des hommes bornés et ignorans, comme l'étaient ces troupiers, que pour eux, dont l'horizon embrasse une foule d'intérêts nobles et de jouissances raffinées. Il est clair que, dans une existence fermée aux pensées hautes, les choses petites ou basses passent au premier plan et accaparent toute l'importance. Le lecteur connaît assez, à présent, Lawrence et ses camarades, pour savoir qu'ils auraient été bien en peine de s'occuper de sublimités ou même, simplement, de la politique européenne pour laquelle ils se battaient. Il serait donc injuste d'accuser Lawrence de vulgarité ou d'égoïsme, parce qu'il juge les plus grandes batailles, non d'après leurs conséquences politiques, qu'il ignore, mais d'après les petits bénéfices personnels qu'il en a retirés. Ainsi, Vittoria, qui livra aux alliés la route de Bayonne, demeura dans sa mémoire la bataille où il réussit enfin à se procurer une paire de bottes, après avoir marché si longtemps sur « sa semelle naturelle. » Nous verrons tout à l'heure que l'événement capital de la journée de Waterloo fut pour lui la découverte providentielle d'un jambon. Et c'était un sentiment très naturel.

Nous l'admirons d'autant plus d'avoir attendu « avec une anxiété intense » une occasion de retourner dans son ancienne compagnie, la 5ᵉ, à la beauté de laquelle il contribuait, tandis qu'il faisait tache dans la 7ᵉ. Il eut bientôt cette satisfaction, ne tarda guère non plus à passer sergent, et, juste au même moment, arriva la partie lumineuse de ses campagnes. L'armée anglaise franchissait les Pyrénées. Après six ans de guerre d'Espagne, le doux pays de France parut au soldat le paradis. Il s'émerveillait des « élégances » des campagnes, couvertes de vignes et d'arbres fruitiers ; de l'humanité des habitans, qui ne pouvaient souffrir le spectacle du fouet et intercédaient en faveur des coupables ; du luxe et du bien-être des habitations. Lawrence a des mots et des anecdotes qui font penser

aux anciennes invasions des gens du Nord, rudes et demi-barbares, dans le Midi policé. L'histoire de ses débuts dans le monde est charmante. J'imagine que, si quelque compagnon de Simon de Montfort, de retour dans son village des Ardennes ou du Gâtinais, avait eu l'idée de dicter au tabellion du pays le récit de sa course au pays des Albigeois, il aurait eu à raconter des impressions assez semblables sur les lits de plume et les fins ragoûts.

La paix était faite, les Bourbons restaurés ; le 40e d'infanterie se dirigeait lentement vers Bordeaux, où il devait s'embarquer. A la dernière étape avant la ville, le sergent Lawrence et un homme de sa compagnie furent logés dans une maison particulière dont le maître, sans doute quelque vieux royaliste, crut devoir leur faire honneur et les admettre à la salle à manger. Jamais hôtes si éblouis et si gênés. Quand ils aperçurent la table étincelante, servie en vaisselle plate, et le beau laquais poudré à blanc, eux qui n'avaient « même jamais vu une pompe pareille, » ils furent saisis d'admiration, mais se souhaitèrent de tout leur cœur « à la cuisine. » Ce fut bien pis quand il s'agit de manger. Ils comprenaient qu'il ne serait pas à propos « de se servir de leurs doigts, » comme ils y étaient accoutumés, et les fourchettes les mettaient au supplice. Lorsqu'ils eurent réussi à porter les mets à leur bouche, nouvel embarras. C'était bon, mais trop compliqué ; impossible de deviner ce qu'on mangeait. Après le repas, le vieux royaliste leur offrit une pipe, apportée cérémonieusement par le beau laquais poudré, puis ils se retirèrent dans un appartement « admirablement meublé, » et les deux soudards, demeurés seuls, éclatèrent de rire de leur métamorphose en *gentlemen*. Mais ils ne rirent pas longtemps. Le maître du logis fut vengé de leurs gouailleries par ses lits. Quand ils furent dans cette plume, un malaise indéfinissable s'empara d'eux. Au bout de quelque temps, le soldat appela : « Sergent ! je ne peux pas dormir là-dedans. — Moi non plus, je ne peux pas. » Ils s'étendirent sur le plancher, la tête sur leur havresac, et trouvèrent aussitôt le sommeil.

Le lendemain était un dimanche, et le régiment se reposait. Un peu avant le déjeuner, le vieux royaliste vint s'informer lui-même de la manière dont ses hôtes avaient passé la nuit, et fut très étonné de les trouver par terre, roulés dans une couverture. Il les questionna par signes, et ne parvint pas à comprendre leurs raisons, de sorte qu'il les conduisit à sa femme, qui désirait avoir une conversation avec eux sur « les épreuves du soldat en temps de guerre. » Elle les reçut dans une pièce » somptueusement meublée, » et Lawrence recommença à se souhaiter « à la cuisine. » Cependant il fallut se soumettre. La dame avait préparé un volume

de dialogues anglais, au moyen duquel elle essaya d'abord de se faire expliquer pourquoi ils avaient couché par terre et non dans leur lit, puis elle passa aux « épreuves du soldat en temps de guerre, » et prouva sa sensibilité en se mettant à pleurer. Lawrence fit de son mieux pour être éloquent, et admira le bon cœur qui lui faisait verser des larmes; toutefois, il ne fut pas fâché lorsque vint une diversion, sous la forme de l'exécution de deux camarades, condamnés chacun à deux cents coups de fouet. Tout le régiment avait ordre d'assister au supplice. Lawrence eut donc une excuse galante pour quitter la vieille dame, qui pleura encore plus fort en apprenant ce qui allait se passer. Les condamnés furent graciés à la demande des habitans, et le reste de la halte se passa à boire et manger.

Il arriva en ce temps-là que le 40e d'infanterie britannique, qui était extrêmement réduit de nombre et vêtu de haillons, se repeupla tout d'un coup, à l'annonce de la paix, d'hommes en belle tenue, qu'on croyait morts depuis des siècles, et qui sortirent de dessous terre, sans qu'on pût comprendre d'où ils venaient et ce qu'ils avaient fait dans ces dernières années. L'amour-propre du régiment fut blessé au vif à l'aspect de ces revenans. Lawrence était hors de lui de colère. Depuis longtemps, il était le seul sergent de sa compagnie, et ils se trouvèrent soudain huit sergens, deux de plus que le nombre réglementaire! Encore un détail que les relations officielles auraient jugé oiseux et dont nous sommes obligés à cet honnête garçon. Un régiment où il y avait tant de « héros! » Ils s'embarquèrent sur cet affront et employèrent le temps du séjour à l'île d'Elbe à faire une petite campagne aux Indes-Occidentales. Le récit en est assez obscur. On démêle seulement qu'il y avait des troupes nègres, des fortifications construites avec des barils de sucre, et que les troupes nègres mangeaient les fortifications. Quoi qu'il en soit, le 40e de ligne revint en Europe juste à temps pour prendre part à la bataille de Waterloo, dont Lawrence nous donne un récit moins littéraire que le fameux récit de Stendhal dans *la Chartreuse de Parme*, mais conçu dans le même esprit de scrupuleuse véracité. Son régiment fut placé dans un champ quelconque, en vue d'une combinaison qu'il ignore, et avec l'ordre de garder sa position. On forma le carré, et Lawrence raconte ce qu'il vit.

Il vit d'abord un régiment de cavalerie française, qui les chargea et fut repoussé. Il vit ensuite un régiment d'infanterie française, qui dut aussi reculer, mais après un combat acharné et de grandes pertes des deux côtés. Puis ce fut le tour d'un autre régiment de cavalerie, et les rangs du 40e demeurèrent tellement éclaircis, « qu'à peine pouvait-on former le carré. » Cependant il conservait son terrain, et c'est pourquoi Lawrence n'a pas pu voir ce qui se

passait sur le reste du champ de bataille. De toutes les batailles auxquelles il a pris part, Waterloo fut la plus ennuyeuse. Les hommes étaient énervés de recevoir les charges et de serrer les rangs. Très peu d'incidens, et pas un seul qui fût gai. Sans leurs officiers, les soldats s'en seraient allés. La journée s'écoula lourdement, et la nuit tomba sur une ombre de régiment noyée dans la boue. Le feu avait cessé et il passait des Prussiens. Lawrence suppose qu'ils poursuivaient les Français, mais il ne l'a jamais su positivement. Peu lui importait d'ailleurs. Il souhaitait les Prussiens au diable, et c'était tout ce qu'il pensait d'eux pour l'instant, car il avait trouvé un sac contenant un jambon et deux poulets, et son général lui avait conseillé « de bien se cacher des Prussiens, car c'étaient des gens dont il fallait se défier, et qui le voleraient s'ils l'apercevaient. » Les armées pouvaient fondre sous la mitraille, les empires pouvaient s'écrouler et les peuples trembler dans l'attente de leur sort : il y avait sur le champ de bataille de Waterloo au moins un homme dont l'unique pensée était de sauver sa marmite.

Il n'y réussit pas complètement. Ces « mêmes Prussiens, dont le général lui avait recommandé de se défier, » s'approchèrent de son feu et contemplèrent son jambon avec des regards de convoitise. Il jugea de bonne politique d'aller au-devant de leurs désirs, tira son épée et leur coupa des tranches de jambon, moyennant quoi il s'en débarrassa et put se livrer en paix aux opérations importantes de la journée, qui n'eurent aucun rapport avec les surprises de la tactique. Était-ce Grouchy? était-ce Blücher? Là ne fut point le problème de Waterloo pour William Lawrence. Le problème de Waterloo, sur lequel il s'étend avec autant d'abondance qu'il avait montré jusqu'ici de concision, fut d'allumer du feu avec du bois humide, afin de faire cuire son reste de jambon et ses deux poulets. Tel est l'aspect des grandes catastrophes de l'histoire aux yeux de la foule qui forme la matière brute des nations.

Le 40e vint à Saint-Denis et escorta Louis XVIII à sa rentrée dans Paris. Un peu plus tard, le régiment alla camper à Saint-Germain, où le sergent Lawrence tomba amoureux d'une jeune Française qui tenait une petite boutique. Il l'épousa et l'emmena en Angleterre, et il n'a jamais eu à se repentir de son choix : elle faisait les étapes mieux que pas un du régiment. En 1817, étant caserné à Glasgow, il demanda un congé et emmena sa femme à son village du comté de Dorset. Il n'avait jamais revu ses parens, et on lui avait écrit que son père se mourait.

VI.

Depuis Ulysse, le retour du soldat dans ses foyers a servi de thème à tant de variations en prose et en vers, que les écrivains hésitent aujourd'hui à le reprendre. Il n'y a plus que les hommes de génie ou les illettrés pour avoir cette audace. Tolstoï l'a eue dans ses *Souvenirs*. Le sergent Lawrence l'a eue également dans ses *Mémoires*, et c'est une audace heureuse. Pour le naturel et la vérité, il ne sera jamais surpassé, et il s'élève par endroits jusqu'à la grandeur épique.

« Nous arrivâmes un dimanche, dit-il, dans la matinée, pendant le service religieux. Nous prîmes le raccourci à travers le cimetière et remontâmes le village, demandant à plusieurs maisons où demeurait John Lawrence (mon père). Je trouvai que c'était dans la même maison où j'étais né ; mais, quoique ça ait l'air drôle, je ne me pressai pas du tout d'y aller. J'avais su par les voisins qu'il vivait encore et qu'il allait beaucoup mieux, de sorte que j'étais tranquille. »

C'est bien le paysan. Il n'est pas du tout incapable d'émotion, mais il lui faut du temps ; les sentimens sont lents à se faire jour, comme les idées. Lawrence flâna donc dans le village, se divertissant de la curiosité excitée par son uniforme et traité partout en étranger. Enfin, il fut reconnu par une vieille femme, qui alla prévenir sa sœur. Le tableau de leur rencontre est une merveille de réalisme. Lawrence ne s'était pas fait la barbe depuis plusieurs jours. Au moment d'entrer dans la maison paternelle, sa sœur en sortait, courant au-devant de lui. Elle s'écria : « Entre ! Pourquoi ne t'es-tu pas fait la barbe ? » Alors je lui demandai s'il y avait un barbier près de là. « Non, dit-elle, mais je vais te raser ; c'est toujours moi qui rase le père. » Alors j'entrai. Mon père et ma mère n'étaient pas rentrés de l'église... J'ôtai mon havresac, et on en sortit ce qu'il fallait pour la barbe. »

Soyez sûrs que ce frère et cette sœur, séparés depuis douze ans, avaient beaucoup de choses à se dire ; mais ils se les diront plus tard, peu à peu. Le paysan ne se presse pas de dire les choses.

Le voilà rasé. Il s'approche de la porte et regarde dans la rue. Le service religieux durait encore. « Mais quand il fut fini, j'aperçus tout à coup la vieille dame (1), avec le même vieux chapeau

(1) C'est sa mère.

noir et le même manteau rouge que quand je l'avais quittée. Elle avait eu vent de la nouvelle, et *elle arrivait comme un aigle, les ailes étendues.* J'allai au-devant d'elle, mais elle était si bouleversée par l'émotion, que je dus l'accoter contre la maison pour l'empêcher de tomber, après quoi je continuai au-devant du vieux, qui était tout à fait infirme et clopinait en arrière avec deux bâtons. J'ai à peine besoin de dire qu'il fut pire que tous les autres en me revoyant comme ça, tout d'un coup. Je le fis entrer, et j'eus de la peine à le mener jusqu'à une chaise. Aucun de nous ne dit rien pendant longtemps. A la fin, le vieux dit : « Mon enfant, je ne croyais pas te revoir. »

Il suffit d'un sentiment un peu profond pour réveiller le poète qui dort au fond de chaque homme. Lawrence a été poète en dépeignant cette vieille femme éperdue, son manteau rouge flottant au vent, et qui fond sur son enfant « comme un aigle aux ailes étendues. »

Quelques années après sa visite au village, il fut mis à la retraite avec une pension de 18 sols par jour, qui fut portée sur la fin à 25 sols. Ses *Mémoires* se terminent par une sorte d'envoi au lecteur d'une humilité touchante : « Je me suis efforcé, dit-il, de raconter du mieux que je pouvais, — et je sais que ça laisse bien à désirer, — et en n'étant pas long, de manière que la populace de l'endroit puisse le lire en quelques heures, les scènes principales de ma vie, reliées aux diverses campagnes dans lesquelles j'ai servi ; et, bien que je sois fâché de ne pas pouvoir donner au lecteur plus de détails sur la Péninsule et Waterloo, je crois que, si mes anciens camarades eux-mêmes, ceux qui ont fait les mêmes campagnes, examinaient mon ouvrage, ils ne pourraient pas dire que les renseignemens que j'ai donnés ne sont pas exacts. » Nous souhaitons à tous les historiens de pouvoir se rendre le même témoignage à la dernière page.

Le sergent Lawrence est mort en 1867. Et c'est toute son histoire.

On conviendra qu'il était impossible de rencontrer une âme plus simple, comptant moins de rouages et de ressorts, plus strictement réduite, en fait d'idées et de sentimens, au fonds commun et éternel de l'humanité. De plus, ce qu'elle en possédait était encore mal dégagé de l'instinct, comme on voit des alluvions récentes qui ne sont plus l'eau et ne sont pas encore la terre ferme. C'était à tous les points de vue une âme élémentaire, dont l'inventaire était bientôt dressé, et rendue d'ailleurs calleuse par une longue expérience des hasards de la guerre, de sa licence et de ses férocités. Quelques affections de famille, sincères mais peu encombrantes ;

quelques notions assez vagues sur des sujets abstraits, tels que le tien et le mien ou les mœurs des revenans; le souci cuisant et ininterrompu de satisfaire sa faim, d'abord chez ses parens, puis en campagne, et dans son ménage; au fond de tout cela, cherchant à poindre, un obscur besoin de beauté, d'ordre et d'harmonie; pardessus tout cela, cet inexplicable et merveilleux sentiment du devoir qui déroute les raisonnemens : — voilà le bagage intellectuel et moral dont William Lawrence dut se contenter pour être un honnête homme et s'acquitter convenablement de la tâche de l'existence.

Il eut infiniment plus de mérite à en venir à bout tant bien que mal, et même plutôt mal que bien, qu'une foule de gens, qui se sentiraient humiliés d'être comparés à un manant, n'ont de mérite à faire beaucoup mieux que notre humble héros. Nous n'en savons néanmoins aucun gré à Lawrence et à ses pareils, nous tous les favoris du sort ou de la nature, qui regardons ces pauvres diables d'en haut. Au contraire, nous nous indignons que des êtres mal doués, peu aidés par les circonstances, condamnés à rester presque passifs dans la vie, ne soient ni très vertueux, ni très héroïques, ni très généreux, ni très accessibles aux grandes idées. Il nous paraîtrait naturel qu'ils fussent des saints, eux qui n'en retireraient même pas les jouissances d'orgueil que rapporte la sainteté dans les sphères supérieures. William Lawrence n'a jamais fui devant l'ennemi, bien que souvent il ait eu grand peur. Ses petits larcins d'apprenti ou de soldat maraudeur ne l'ont pas conduit au vol. Il a regretté ses amis, bien qu'à force d'habitude la mort ne lui parût pas un grand événement. Il a été patient dans le danger, et il a supporté de grandes misères sans murmurer. Venu au monde pour peiner, il a été exempt d'envie, humble de cœur, content de son sort. Il a fait le moins de mal qu'il a pu et a tâché quelquefois de faire un peu de bien. Il a droit, non à une indulgence dédaigneuse, non à une compassion humiliante : étant ce que nous avons vu et la vie étant ce qu'elle est, il a droit à l'admiration pour ne pas s'en être tiré plus mal.

ARVÈDE BARINE.

UN

BOURGMESTRE DE STRALSUND

AU XVIE SIÈCLE

Barthélemy Sastrow, né à Greifswald le 21 août 1520, élu bourgmestre de Stralsund en 1578, mort le 7 février 1603, a laissé d'intéressans mémoires où revit l'Allemagne du XVIe siècle. Publiés pour la première fois à Greifswald en 1823, réédités plus tard à Halle, ils ont été récemment traduits en français et annotés par un homme de grand mérite, enlevé trop tôt à ses nombreux amis, M. Édouard Fick, l'un des directeurs de l'imprimerie Jules-Guillaume Fick, dont les belles et curieuses publications font honneur à la typographie genevoise. Ces deux volumes, imprimés en 1886, mis en vente au mois de février 1888, méritent d'être recommandés aux amateurs de beaux livres et à tous ceux qui s'intéressent aux récits des temps passés (1). Barthélemy Sastrow savait écrire ; le plus souvent sa verve était amère, mais ce Poméranien avait ses heures d'ironique enjouement. Il s'est représenté lui-même au naturel, sans se flatter. On croit voir un de ces bourgeois rudement charpentés et d'écorce rugueuse que le pinceau de Holbein a rendus immortels. Si la grâce, le moelleux leur manquent, la dureté de la physionomie est sauvée par une certaine joie de vivre, d'exister. Ils ont l'air de dire : Nous ne nous piquons pas d'être beaux ; que vous nous trouviez bien ou mal faits, nous sommes ce que nous sommes,

(1) *Mémoires de Barthélemy Sastrow, bourgmestre de Stralsund,* traduits par Édouard Fick, docteur en droit et en philosophie. Genève, imprimerie Jules-Guillaume Fick.

et il n'est pas donné à tout le monde d'être quelqu'un et de pouvoir dire : « C'est moi ! »

Sastrow avait eu plusieurs raisons d'écrire ses mémoires. Il avait beaucoup d'ennemis, qui l'accusaient d'être arrivé pauvre à Stralsund et d'avoir rançonné la ville, abusé des sceaux pour remplir sa bourse. Il tenait à démontrer à son fils Jean le docteur, à ses deux filles Catherine et Amnistie, à ses deux gendres Gottschalk et Clerike, que l'origine de sa fortune était pure, qu'il s'était péniblement enrichi par son travail, par une sévère économie, en fuyant les tavernes, en ne figurant que de loin en loin aux noces et banquets : « C'est grâce à ma sagesse, leur disait-il, c'est en m'accordant tout au plus quelque plat favori, arrosé d'une bonne rasade, que j'ai acquis assez d'aisance pour faire crever de dépit le diable et ses acolytes. » Il avait aussi à cœur de leur persuader que la modestie, une certaine tenue, sont les meilleurs moyens de parvenir. Il avait connu la misère, traversé de sombres défilés, et il avait appris à assouplir son orgueil, son naturel impétueux et violent.

On raconte que son fils le docteur ayant dégaîné un jour en plein conseil, il lui cria : *Johannes, modeste, modeste!* Il rappelle sans cesse à ses enfans que le Dieu de justice bannit de son royaume les orgueilleux, « que les hautains qui relèvent trop le nez, que ceux qui se croient membres de la trinité qui régit l'univers et ne suivent d'autre loi que leur bon plaisir finissent toujours mal. » Témoin le fameux bourgmestre Wulf Wulflam, réputé l'homme le plus riche de la Poméranie et qui se ruina par son faste. La veuve de ce grand personnage était d'humeur si superbe qu'à ses secondes noces, elle fit venir de Stettin les musiciens du prince, et qu'elle marcha du logis à l'église sur un tapis de drap anglais. « A la garde-robe même, ajoute Sastrow, elle n'usait que du plus fin lin de Riga. » Tant de vanité attira sur elle la vengeance céleste ; elle fut réduite à la mendicité. De toute sa splendeur évanouie, elle ne conserva qu'une sébile d'argent pour quêter de porte en porte, et elle disait : « Faites la charité à la pauvre femme riche. » Un jour, elle supplia une de ses anciennes domestiques de lui donner un peu de toile pour s'en faire une chemise et une collerette. Émue de pitié, la servante la renvoya les mains pleines, en lui disant : « Voyez, madame, cette toile que je vous donne provient du lin dont vous usiez à la garde-robe et que j'ai soigneusement recueilli, nettoyé et filé. »

Sastrow était bien aise aussi de laisser à ses descendans le récit de ses aventures, des petits et grands événemens auxquels il s'était trouvé mêlé. Avant d'être bourgmestre, il avait voyagé, couru le monde, passé deux années à Spire, siège de la chambre impériale, capitale de la basoche germanique, et plusieurs semaines dans la

Rome de Paul III. Plus tard, de délicates missions lui furent confiées et lui fournirent l'occasion de traverser plus d'une fois toute l'Allemagne. Il avait vu le fameux champ de bataille de Muhlberg, la fastueuse diète d'Augsbourg, Charles-Quint, le roi Ferdinand, le duc d'Albe, le seigneur de Granvelle, tous les princes et les électeurs de l'empire, et il avait eu l'honneur de boire avec le plus grand buveur de son temps, le duc Frédéric de Liegnitz, à qui Charles-Quint reprochait de donner l'ivrognerie allemande en spectacle à ses Espagnols. Cet intrépide videur de brocs et de tonneaux était fort érudit, aimait à disserter; l'instant d'après, il roulait sur le parquet, et ses gentilshommes l'emportaient. Deux étudians, retournant chez eux, s'arrêtent à Liegnitz pour y déjeuner et entonnent une chanson. Le duc, qui était entre deux vins, les entend, les fait appréhender au corps, conduire hors de la ville et décapiter. Le lendemain, avant de recommencer à boire, il va se promener à cheval avec ses conseillers; arrivé sur le lieu du supplice, il aperçoit du sang et s'informe. On lui apprend que la veille il a condamné deux étudians à mort. Tout étonné, il demande : « Qu'avaient-ils donc fait? »

Sastrow avait de bons yeux. Il nous décrit avec une égale précision le carrosse blanc envoyé par le duc de Mantoue à sa fiancée, et où partout l'argent remplaçait le fer, les quatre jumens blanches qui le traînaient et « dont le fondement était garni de trois anneaux d'argent, » le cocher vêtu de soie blanche qui les conduisait, et peu après des scènes de sang et de meurtre, des lansquenets mourant de leurs blessures le long des chemins, des cadavres de paysans dont une troupe de chiens se disputaient les entrailles, des reîtres hongrois qui coupaient aux enfans les pieds et les mains, et les arboraient à leur chapeau en guise de panache, des Espagnols « creusant en Wurtemberg des miches de seigle, fientant dans la croûte et se torchant avec la mie, » des femmes et des filles essuyant les derniers outrages, des hommes qu'on torture pour leur faire dire où ils ont enfoui leur trésor. Il ne s'arrête pas lontemps à gémir sur ces horreurs. Dur à lui-même et dur aux autres, il est de son siècle, qui ne se piquait pas d'avoir le cœur sensible. Après avoir cheminé sur des routes jonchées de cadavres, la fortune lui rit et il fait bombance : « Nous nous arrêtâmes dans un village, au milieu de riches prairies. Il y avait là une belle maison de gentilhomme, et dans la cour, sur un char, deux tonneaux d'un vin exquis. Chapons, grues, faisans couraient de toutes parts. Quel massacre! et que nous eûmes vite fait de plumer, de rôtir tout ce gibier! La vue de notre abondance attira le duc de Liegnitz; nous l'invitâmes. » Et au risque de scandaliser Catherine et Amnistie, il ajoute que deux ribaudes, en magnifiques robes de soie, lui tinrent compagnie et qu'il n'eut qu'à se louer de leur complaisance. Mais s'il faisait quelque cas des ribaudes, ce bourgeois fier d'être bourgeois ne

se laissait pas éblouir par la majesté des grands de la terre. Il regardait les princes dans les yeux, les jugeait et n'avait garde de les envier. Il se trouvait là quand, le 24 juin 1547, Charles-Quint sortit de Naumbourg pour se rendre au quartier d'assemblée. Une ondée étant survenue, il le vit retourner précipitamment son manteau et cacher dessous son couvre-chef de velours : « Pauvre homme, s'écrie-t-il, qui dépensait pour la guerre des tonnes d'or et qui recevait la pluie nu-tête, crainte de gâter ses nippes ! »

Sastrow n'était pas rigoriste en matière de mœurs, il l'était en matière de doctrine. Fanatique luthérien, il avait la sainte horreur des prêtres, qu'il traitait de séducteurs, de débauchés et d'ivrognes. Il y avait alors en Allemagne des disciples d'Érasme à qui les disputes théologiques causaient quelque dégoût, et qui pensaient qu'avec un peu de complaisance on pourrait s'arranger, qu'un prochain concile trouverait les termes d'un accommodement. Sastrow en a connu quelques-uns, entre autres un prévôt du chapitre de Spire, homme de bonne compagnie, qui vivait de bouillon de coq, mais tenait table ouverte et régalait son monde. Il aimait à entendre disputer ses convives, les uns tenant pour Luther, les autres pour le pape. Au moment de clore le débat, il avouait de bonne grâce qu'il avait lu plus souvent Térence que l'*Épître aux Romains*. Sastrow goûtait médiocrement ce prévôt, il goûtait moins encore cet évêque de Wurtzbourg qui avait dit : « Je bénis le ciel de n'avoir point lu saint Paul ; cela m'a préservé de devenir hérétique. » Il n'aimait ni les débonnaires qui veulent tout concilier, ni les humanistes, ni les tièdes, et il reprochait à Mélanchthon lui-même de mettre trop d'eau dans son vin. Il se faisait un devoir de ne transiger sur rien. La plupart des hommes du XVIe siècle ont considéré la tolérance comme une criminelle faiblesse ; mais ils ont préparé son règne en mettant l'intolérance au service des opinions particulières.

Par une contradiction bizarre, mais fort commune, Sastrow était aussi conservateur en politique que révolutionnaire en religion. Il tenait pour les vieux usages, pour les vieilles coutumes, pour les vieilles mœurs, pour les lois anciennes, et s'il refusait d'obéir au pape, c'est qu'à ses yeux le pape était un intrus. Autant il détestait « la moinerie papiste, » autant il abhorrait les anabaptistes, les illuminés, les tribuns de toute sorte, « leur désordonnée sequelle et tous les hommes qui ont trente-six chats dans le corps. » Il y avait alors à Stralsund et dans les autres cités hanséatiques un parti radical fort remuant, qui s'insurgeait contre les autorités légitimes, courtisait la populace, la poussait aux entreprises, en lui promettant monts et merveilles. Sastrow considérait ces radicaux comme les esclaves et les suppôts de Satan. L'un des plus fameux fut ce Marx Meyer, grand démagogue de

Lübeck, qui, assisté du bourgmestre Wullenweber, décida la Hanse à se mettre en guerre avec le duc Christian de Holstein et à conquérir le Danemark. C'était un ancien ouvrier forgeron, qui s'était fait armer chevalier en Angleterre. Fort beau garçon, le nez au vent, couvert de chaînes et d'anneaux d'or, il avait des chevaux de prix, de nombreux serviteurs, et toutes les femmes s'éprirent de lui. L'une des plus grandes dames de Hambourg lui écrivait : « Mon cher Marx, après avoir visité toutes les chapelles, venez donc une fois à la cathédrale. » Les Danois lui tranchèrent la tête en 1536. Sastrow remarque à ce propos que les gens de petite naissance ne gardent aucune mesure dans la prospérité et méritent leurs disgrâces. Il recommande à ses enfans de ne point pactiser avec les séditieux. Que Pilate ou Caïphe gouverne, n'importe ! Pour le salut de leur âme et le bien de leur corps, les honnêtes bourgeois doivent toujours se soumettre à l'autorité.

Cet homme, qui disait si durement leur fait aux gens de petite naissance, appartenait lui-même à une famille de vilains affranchis. Son grand-père, Jean Sastrow, ayant obtenu que son seigneur le tînt quitte du vasselage, avait acquis la bourgeoisie de Greifswald. Le père de Barthélemy avait reçu quelque éducation ; on l'avait envoyé à Anvers, à Amsterdam, pour y apprendre le commerce. A la suite d'une tragique aventure où il tua son homme, il émigra de Greifswald à Stralsund. Il y eut bientôt pignon sur ruè, une boutique bien achalandée, et on l'appelait le Riche de la rue de la Passe. Mais peu d'années et un gros défaut suffirent pour ébranler son crédit et compromettre la félicité de sa famille. Les hommes de ce temps avaient l'humeur processive. En politique, en religion comme dans leurs affaires privées, ils étaient à cheval sur leur droit et sacrifiaient facilement leurs intérêts à la fureur d'avoir raison; c'était à la fois leur gloire et leur malheur. Le père de Barthélemy Sastrow était de cette race. Son fils lui reproche de n'avoir pas su comprendre que dans ce monde, comme l'a dit le vieil Hésiode, la moitié vaut souvent plus que le tout. Des escrocs ayant abusé de sa bonne foi, quoi qu'on pût lui remontrer, il jura d'en faire justice. N'ayant pas eu gain de cause, il en appela au conseil de Stralsund, puis à celui de Lubeck, et, d'appel en appel, l'affaire fut portée devant la chambre impériale de Spire, laquelle, après avoir pris son temps, prononça qu'en première instance le procès avait été bien jugé et mal appelé, en seconde instance bien appelé et mal jugé. Craignant de perdre jusqu'à ses derniers sous, l'éternel plaideur finit par s'accommoder. On lui devait près de 2,000 florins, il en recouvra 1,000 ; il en avait dépensé bien davantage.

Ce malheureux et très coûteux procès, qui dura trente-quatre ans, avait décidé du sort de Barthélemy. Interrompant à regret ses études, il avait dû par ordre de son père quitter sa Poméranie et se rendre à

Spire pour y solliciter les juges et stimuler le zèle des avocats. Il y lia connaissance avec les procureurs tudesques, qui ressemblaient beaucoup aux chats fourrés de Rabelais : « Ils sont passés maîtres en fourberie, lui avait dit à son arrivée un vieux docteur narquois. Si tu veux plaider à Spire, Poméranien, il faut te munir de trois sacs, l'un pour l'argent, un autre pour les actes, le troisième pour la patience. Au cours du procès, tu verras ta bourse s'aplatir, tes actes grossir et ta patience s'enfuir. » Mais à force de fréquenter la basoche, le goût du métier lui vint. Pour commencer, il se fit copiste, scribe ; en 1544, il fut créé notaire par diplôme impérial.

Ce fut à Spire qu'il vit pour la première fois la barbe rousse de Charles-Quint, lequel revenait d'Italie et se disposait à marcher contre le duc de Juliers. Il fut témoin d'un incident qui procura au puissant empereur l'occasion de montrer son caractère et comment il entendait la clémence. Ce maître du monde, qui avait tant d'affaires sur les bras qu'il ne pouvait suffire à sa tâche et qu'il est mort de lassitude à cinquante-huit ans, ce grand politique condamné à gouverner à la fois le royaume d'Aragon, Naples et la Sicile, la Castille et l'Amérique, la Franche-Comté et les Pays-Bas, la Bohême, la Hongrie et l'Allemagne, avait dû renoncer de bonne heure à faire tout ce qu'il voulait et se contenter d'en faire la moitié. Ses plus heureuses entreprises se sont terminées par des transactions, sa vie tout entière a été une cote mal taillée. Dans ses relations de chaque jour avec les hommes, il s'en tenait aussi aux partis mitoyens ; s'il ne fut jamais cruel comme son fils, il ne fut jamais qu'à moitié généreux. Comme il sortait de Spire, il poussa son cheval contre un charretier dont l'allure était trop lente à son gré. Le Souabe, qui ne connaissait pas l'illustre personnage, fit une grimace et haussa les épaules. Un violent coup de canne le rappelle à l'ordre, et aussitôt le rustre décharge sur la tête du monarque une grêle de coups de fouet, en lui criant : « La foudre t'écrase, canaille d'Espagnol ! » On s'empara de lui, et l'empereur ordonna qu'on le pendît haut et court. Mais les colonels allemands firent traîner l'instruction, lui donnèrent le temps de cuver sa colère ; il croyait l'homme pendu quand on lui représenta l'ignorance du pauvre diable, les raisons qu'avaient les Souabes de ne pas aimer les Espagnols, l'honneur que se font les grands souverains en pardonnant aux pécheurs. Cédant aux instances des colonels, il fit grâce au charretier ; mais il décida qu'en mémoire de l'attentat, on lui couperait le nez : « On le lui coupa au ras du visage, nous dit Sastrow. Il subit de bonne grâce l'opération, et toute sa vie il chanta les louanges de l'empereur. Il parcourut longtemps les routes entre le Rhin et le Danube. Plusieurs fois le hasard me le fit rencontrer dans les hôtelleries ; je lui demandais en présence des autres voyageurs par quel

accident il avait perdu son nez, s'il l'avait laissé chez les Français. « Oh ! que nenni ! » répondait-il; et d'un air riant il contait son aventure, comblant de bénédictions Sa Majesté impériale. »

Pour vivre et pourvoir aux frais de son apprentissage de scribe, Barthélemy Sastrow, qui ne recevait plus rien de ses parens, dut s'engager comme domestique chez un procureur. Il mettait le couvert, balayait, versait les eaux grasses, allait au marché, le panier au bras, pompait l'eau pour la lessive; la pompe était-elle gâtée, il remplissait l'office de fontenier. Selon les idées du temps, il n'y avait là rien d'humiliant. Comme le rappelle l'auteur d'un livre original et nourri d'informations curieuses sur la jeunesse de Calvin, on trouvait alors dans tous les collèges des domestiques admis à suivre les cours en échange de leurs services, et parmi eux quelques grands savans, y compris Ramus (1). Mais les servitudes ne sont pas toutes également dures, et tous les maîtres ne se ressemblent pas. Le procureur Engelhardt, chez qui entra Sastrow, avait pour femme une mégère, aussi acariâtre qu'avaricieuse. Elle pleurait la vie à son mari, lui ôtait le verre des mains, et nourrissait tout son monde de bouillon clair et de bouillie d'avoine. Les gobelets où elle versait la bière et le vin étaient de la contenance d'une mangeoire de pigeon. En revanche, on avait l'eau à discrétion.

La peinture que fait Sastrow de cet étroit et disgracieux intérieur ne ferait pas mauvaise figure dans un chapitre de *Gil Blas*. Ce qui l'aidait à patienter, c'est qu'il se flattait de sortir riche de cette maigre maison. Il grossoyait sans relâche, rédigeait force requêtes à l'empereur ou aux princes pour les juifs de Souabe et du Palatinat, qui payaient grassement : « Notre maître nous laissait faire, mon compagnon de servitude et moi. Il savait que nous n'étions pas d'humeur à besogner gratis. Aiguillonnés par l'espoir du gain, nous prenions même sur notre sommeil. Nous avions aussi le pourboire des cliens contre la promesse de ne pas négliger leur affaire. Les recettes se versaient dans une solide boîte de fer, vissée à la fenêtre de l'étude ; le docteur Engelhardt en gardait la clé. Notre évaluation portait ce trésor à cent couronnes au moins. Quelle joie de se le partager ! Or, quand il sut que je le quittais, le procureur vint à l'étude, ouvrit en notre présence la boîte et la vida. Oh ! l'admirable collection de couronnes, de florins, de batzen, de gros, de pièces de Schreckenberg et d'autres belles monnaies tant allemandes que welches ! M. Engelhardt me donna une couronne, une seconde à mon camarade et empocha le reste. Stupéfaits, consternés, ahuris, nous le vîmes s'éloigner avec le fruit de nos veilles et de nos sueurs. »

(1) *La Jeunesse de Calvin*, par Abel Lefranc. Paris, 1888; Fischbacher.

Après avoir dit adieu à son procureur, il passa quelques semaines à Pforzheim, dans la chancellerie du margrave Ernest : encore une maison maigre, et le chancelier était le plus morose des docteurs en droit. Les ratures lui faisaient horreur. On avait beau gratter si proprement qu'elles étaient invisibles, en plein midi il allumait une chandelle, passait devant la flamme l'acte sur peau de vélin, découvrait le défaut et déchirait. Sastrow quitta bien vite son chancelier morose et partit pour Worms. Il y connut la faim, la soif, la misère noire. Ce fils du riche bourgeois de la rue de la Passe portait sur lui toute sa fortune : deux chemises, une rapière et 6 florins, et ses chausses lui tombaient sur les talons. A l'heure où l'on dîne, il achetait pour un pfennig de pain, qu'il mangeait près d'une fontaine. Le soir, pour un kreutzer, quelque gargotier l'autorisait à dormir sur un banc. Il vendit l'une de ses chemises. Il allait au Rhin laver celle qui lui restait et attendait au soleil qu'elle fût sèche.

Tout à coup la scène change. Le 9 juillet 1545, il entre comme scribe chez Christophe de Loewenstein, receveur de l'ordre de Saint-Jean. Chargé par les chevaliers de Malte d'encaisser les redevances de leurs commanderies dans la haute et la basse Allemagne, il en avait sept pour sa part et huit chevaux à l'écurie. Une grande route passait devant son opulent château, où lansquenets et reîtres faisaient toujours une étape, certains d'y trouver à toute heure le couvert mis et d'y savourer de succulens morceaux copieusement arrosés. Christophe de Loewenstein avait acquis ses bénéfices par sa bravoure au siège de Rhodes, et il était resté homme de guerre. Il entretenait à demeure une concubine; il la choisissait jolie, l'habillait, la parait; quand il voulait se rajeunir, il la mariait à l'un de ses piqueurs et en prenait une autre. Son chapelain, de principes peu rigides, s'arrêtait toujours dans la cuisine en allant à la chapelle. — « Seigneur Jean, lui disait-on, osez-vous bien manger avant d'aller dire la messe? — Bah ! répliquait-il, notre Sauveur a raison des verrous, ce n'est pas la soupe qui l'arrêtera. » Sastrow se refit bien vite dans ce lieu de délices. Une épée à bouterolle d'argent, une bague d'or au petit doigt le transformèrent en damoiseau : « Ma piètre figure de Worms subit une métamorphose complète; je pris beau poil et fus capable de plaire. » Il plut tant à l'une des concubines du commandeur, qu'elle lui fit d'obligeantes avances; ce Joseph ne laissa point son manteau dans les mains de la tentatrice : « Les mœurs déréglées des chevaliers de Saint-Jean risquaient de me conduire en enfer beaucoup plus vite qu'en paradis; l'argent gagné à ce service ne pouvait me porter bonheur, mieux valait le dépenser sur les grandes routes. » Il partit, se rendit à Rome, pour aller recueillir le mince héritage d'un de ses frères qui venait d'y mourir, et, chemin faisant, il courut de

grands hasards. A son retour d'Italie, nous le retrouvons près de Nuremberg, assis à l'ombre d'un buisson et donnant la chasse à la vermine qui le ronge. Il prenait facilement son parti de tout. Les hommes d'alors aimaient à jouir, mais ils ne craignaient pas de pâtir.

Quelques mois après, à l'âge de vingt-cinq ans, il obtenait un emploi dans la chancellerie de Wolgast, où Philippe I[er], duc de la Poméranie occidentale, avait établi sa résidence, et la nuit comme le jour il était par voie et par chemin. Il se trouva bientôt mêlé à d'importantes affaires. La ligue de Smalkalde avait été vaincue à Muhlberg; les chefs du parti évangélique, l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, tombés aux mains de Charles-Quint, étaient traités en prisonniers de guerre, et Charles avait dit au landgrave, en le menaçant du doigt: « Je t'apprendrai à rire! » Les cours de Wolgast et de Stettin étaient fort inquiètes. Les deux ducs de Poméranie s'efforçaient de rentrer en grâce auprès du vainqueur, de lui démontrer qu'ils n'avaient pris aucune part à la ligue ni prêté aucune assistance aux protestans. Sastrow accompagna l'ambassade qu'ils lui dépêchèrent et qui le rejoignit à Augsbourg, où il allait tenir sa diète. Selon sa coutume et sentant les difficultés de sa situation, il n'abusera pas de sa victoire. Il se propose de rétablir la paix religieuse en Allemagne, de donner satisfaction au pape sans réduire au désespoir les disciples de Luther. Malheureusement, son fameux *Intérim* sera encore une cote mal taillée et ne contentera personne, ni les partis ni lui-même. Sa paix religieuse ne sera qu'une demi-paix et sa joie qu'une demi-joie. C'est la malédiction qui pèse sur lui. Mais plus sage que le père de Sastrow, il a appris, sans avoir lu Hésiode, que quand on n'a pas le tout, il faut savoir se contenter de la moitié.

Sastrow a consacré à la diète d'Augsbourg le plus beau chapitre de ses mémoires, le plus gras, le plus coloré. Des horreurs et des magnificences, des tragédies, des actions violentes dans un décor splendide, voilà le XVI[e] siècle : il aimait passionnément les contrastes. Jamais on n'eut l'imagination si chaude et des nerfs si résistans; on avait besoin d'émotions aiguës pour se sentir vivre; les cruautés servaient d'épices aux fêtes de l'esprit, d'assaisonnement aux joies de la chair. Électeurs et leur suite, ducs, margraves, comtes, cardinaux, barons, abbés de marque, l'Allemagne tout entière était accourue à Augsbourg pour y saluer le maître, le triomphant empereur. Chacun avait amené sa femme ou sa maîtresse, et on rivalisait de luxe et de faste. Cependant, dès le lendemain de son arrivée, dans les derniers jours de juillet 1547, au débotté, sa majesté impériale avait fait dresser devant l'hôtel de ville un gibet, à côté du gibet l'estrapade, vis-à-vis de l'estrapade un échafaud pour la roue, la décollation, la strangulation, l'écartèlement, et escrocs ou voleurs de grands chemins, lansquenets qui avaient tenu

de mauvais propos sur leur souverain, hommes de guerre qu'on soupçonnait d'avoir noué de criminelles intrigues avec le roi de France, étaient l'un après l'autre décollés, étranglés ou pendus.

Pendant que le gibet travaillait, pendant que le sabre du bourreau mangeait et buvait, et que les hauts prélats de la diète forgeaient dans l'ombre les plus équivoques articles de *l'Intérim*, ce n'étaient que fêtes, joutes, festins, ballets, concerts, algardes, danses welches ou allemandes, entreprises amoureuses et jeu d'enfer. Le margrave Albert et d'autres jeunes altesses jouaient au truc avec des évêques de leur âge, et le margrave criait : « A toi, prêtre ! Gageons que ton coup ne vaut rien. » L'évêque, à son tour, prenant le margrave par le bras, lui disait : « Viens, Albert ; allons nous soulager. » Comme il n'y avait dans la salle ni bancs ni sièges, les princes et les plus nobles dames s'asseyaient sur le parquet. « On l'avait recouvert d'un magnifique tapis, bien commode pour s'étendre ; je laisse à penser les embrassades ! » Le véritable vainqueur de Muhlberg, le duc Maurice de Saxe, qui devait, peu d'années après, se retourner brusquement contre Charles-Quint et lui porter de mortelles atteintes, n'avait pas besoin de sortir de chez lui pour s'amuser. « Il demeurait chez un docteur en médecine, père d'une fille nommée Jacqueline. Cette belle créature et le duc se baignaient ensemble, et jouaient aux cartes chaque jour avec le margrave Albert. Ce dernier, se voyant une fois beau jeu, hasarda plusieurs couronnes. « Je tiens ! s'écria la donzelle ; allons, mise égale ! — Avance ton enjeu, riposta le margrave ; nous verrons qui surmontera. » Ceci en bon et franc allemand, et Jacqueline décochait son plus doux sourire. Voilà leur train de vie ; la ville en causait, le diable en crevait d'aise. »

Quand la diète fut congédiée, on avait tant dépensé que toutes les cassettes étaient vides. Plusieurs souverains avaient reçu de leurs sujets des milliers de florins comme argent de jeu ; ils avaient tout perdu. Le duc d'Albe, joueur plus malheureux encore, avait dû laisser aux mains de l'électeur de Saxe, son prisonnier, l'amende infligée au landgrave de Hesse et aux villes, et qui devait servir à acquitter la solde de la garnison. De leur côté, pour obtenir la grâce de leurs princes, les ambassadeurs des souverains évangéliques avaient prodigué l'or et les présens aux grands personnages du conseil. Le seigneur de Granvelle avait été comblé. Au moment du départ, il ne pouvait trouver assez de fourgons et de mulets pour emmener son butin. « Que transporte ce long convoi ? lui demandait-on. — Les péchés de l'Allemagne, *peccata Germaniæ*, répondait-il. » Sous peine de ne pouvoir rentrer chez soi, il fallait recourir au juif Michel, qui, richement vêtu et tranchant du grand seigneur, se pavanait à cheval, des chaînes d'or au cou, escorté de douze serviteurs. Quand l'escarcelle est vide, les reins s'as-

souplissent; on devient traitable et pacifique, et Charles-Quint gagna son procès. L'électeur de Brandebourg, qui s'était distingué par ses profusions et qui passait pour le moins payant de tous les débiteurs, ne savait à quel saint se vouer; toutes les bourses lui étaient fermées. L'évêque de Salzbourg lui avança 16,000 florins de Hongrie, à la condition qu'il s'engagerait, lui et ses sujets, à se conformer strictement à *l'Intérim :* tant il est vrai que les choses du ciel, *lo de Dios*, comme le disait un diplomate espagnol, sont étroitement liées aux choses de ce monde.

Sastrow ne resta pas longtemps au service des ducs de Poméranie, qu'il accusait d'ingratitude. Il se dégoûta des cours, résolut de ne plus vivre qu'en bon bourgeois. Il pensait que le métier de scribe ne laisse personne dans la misère. Il s'établit, il se maria. Il eut d'abord de la peine à nouer les deux bouts. Sa maison était nue, et la bourgeoise de Greifswald, qu'il avait épousée, disait en pleurant à sa mère : « Vous ne m'avez pas conseillée, mais livrée. » Il eut bientôt le vent en poupe; il devint procureur, et sa clientèle s'accrut rapidement. On venait de loin le chercher en voiture, et chaque fois, outre les espèces sonnantes, il rapportait au logis provisions de toute sorte, jambons, quartiers de lard, gigots de mouton, lièvres, cuissots de chevreuil ou de sanglier; sa femme ne se plaignait plus qu'on l'eût livrée.

Quelques années plus tard, il fut nommé secrétaire de Greifswald, puis de Stralsund, puis conseiller, et enfin bourgmestre, et c'était alors quelque chose que d'être bourgmestre de Stralsund. Dans notre temps de grandes agglomérations, nous avons peine à concevoir à quel point, au XVI[e] siècle, la souveraineté était divisée et répartie sur une foule de têtes. Les petits faisaient eux-mêmes leurs affaires, et les grands devaient compter avec eux ; le premier principe de la politique était de se servir des pions pour aller à dame. Les petites patries avaient leurs gloires, et Ranke a eu raison de dire que cette civilisation, moins humaine et moins commode que la nôtre, était infiniment plus variée. Stralsund se gouvernait en république; elle ne devait à son duc qu'une prestation d'hommage. Au surplus, les cités hanséatiques étaient encore une puissance : n'avaient-elles pas tenté récemment de chasser les Hollandais de la Baltique et de donner des rois au Danemark, à la Suède? Sastrow fut un personnage, il figura dans plus d'une négociation. Mais la gloire ne fait pas le bonheur. Il eut des dégoûts domestiques, et son caractère ombrageux et entier lui attira de méchantes affaires. Son humeur s'assombrit; il disait dans son vieil âge : « Je suis tombé en plein dans la chaudière infernale, et j'y rôtis depuis quarante ans. »

Ce bourgeois poméranien, très avisé dans sa conduite, n'était guère philosophe. Il raisonnait toutes ses actions, il ne raisonna jamais ses

doctrines et sa foi. Il était fermement persuadé qu'un jour que son cheval s'était abattu sur lui, l'obligeant inconnu qui l'aida à se relever était un ange envoyé du ciel pour le sauver. Il croyait aussi aux démons, aux démoniaques. Il racontait gravement qu'une petite bourgeoise de Stralsund ayant acheté du fromage frais au marché, sa fille, en son absence, y fit une brèche; que la mère, à son retour, souhaita imprudemment qu'elle eût le diable au corps, qu'aussitôt cette fille fut possédée du malin esprit; que, quand l'ecclésiastique qui l'exorcisait le somma de partir, il demanda une vitre de la fenêtre du clocher voisin; qu'au même instant, cette vitre vola bruyamment en éclats. Ainsi que Luther lui-même, Sastrow considérait ce monde comme un champ de bataille que Dieu et Satan se disputent, et il voyait le diable partout, dans les pestes, dans les émeutes, dans les inondations, dans les guerres, dans la vermine, surtout dans les yeux des moines, des démagogues et de tous les gens que Barthélemy Sastrow n'aimait pas.

Les bourgmestres d'aujourd'hui ne ressemblent guère à Sastrow. Mais si étranges que nous paraissent quelquefois les mœurs qu'il a peintes dans ses mémoires, nous retrouvons dans son livre beaucoup de gens de notre connaissance. Il visita un jour, près d'Anvers, la maison de Gaspard Duitz, trésorier de Madame Marie, sœur de Charles-Quint. Maître Gaspard avait fait deux banqueroutes et, plus riche que jamais après la seconde, il s'était bâti une demeure d'une magnificence princière. Il y reçut à dîner le comte de Buren, lui fit les honneurs de son palais, et s'informa modestement si sa grâce y avait aperçu quelque défaut : « La seule chose qui manque, répondit le comte, c'est à l'entrée une potence avec Gaspard Duitz haut et court pendu. » La race des Gaspard n'est pas éteinte. C'est aussi un personnage qui ne nous est pas inconnu, que ce chancelier de Wolgast, Jacques Citzewitz, que le chancelier de l'électeur de Cologne comparait à une poule en train de pondre : « Elle saute d'abord sur le vantail de l'étable, en criant : Un œuf! Puis elle monte au grenier à foin : Un œuf; je veux pondre un œuf! De là elle va se percher sur les solives : Attention, mes amis, un œuf! Enfin, quand elle a bien caqueté, volant à son nid, elle pond un œuf très ordinaire. » Le roi d'Italie a pour président de son conseil un homme d'état qui ressemble un peu à ce chancelier Citzewitz. Il remplit l'Europe de son aigre caquetage de poule, et, quoi qu'il médite ou prépare, il crie à l'univers : « Attention! je ponds un œuf. »

G. Valbert.

REVUE DRAMATIQUE

AU THÉATRE LIBRE.

I.

LES MŒURS CONTEMPORAINES, D'APRÈS LES JEUNES NATURALISTES.

Le théâtre se meurt, le théâtre est mort! Si quelque chose remue encore sur la scène, ce n'est qu'une momie galvanisée; le public s'émeut difficilement de ses convulsions, se divertit à peine de ses grimaces : demain il fuira la Comédie-Française et l'Odéon, le Gymnase et le Vaudeville, la Porte Saint-Martin et l'Ambigu, les Variétés et le Palais-Royal, autant de sépulcres! — Dans tous les coins de Paris, cependant, sous un hangar où l'on dispose des rangées de fauteuils, ou dans une salle de concert, ou dans une salle de spectacle affectée jusqu'ici à des divertissemens moins littéraires, par l'industrie d'un homme ou d'une société, les amateurs sont invités à voir jouer la comédie. Théâtre d'application, Cercle dramatique des « Estourneaulx, » Théâtre des Jeunes ou Théâtre Moderne, Théâtre Indépendant, Théâtre Libre, — oh! j'en oublie! — tout cela presque à la fois réclame la curiosité des Parisiens. Avant peu, à ce compte, le théâtre sera partout excepté dans les théâtres.

C'est que le théâtre est immortel, autant du moins que notre humanité : ceux-là mêmes le savent bien, qui dénoncent le plus haut son dépérissement, qui vont jusqu'à déclarer sa mort. Il peut seulement subir des crises, il peut se transformer, se rajeunir. Quoi d'étonnant si les docteurs Tant-Pis, — les plus novices peut-être, mais les plus hardis, voire les plus présomptueux, — mettent justement le plus de zèle à provoquer un état meilleur? En somme, ils ne désespèrent que des autres, — de leurs confrères, non du malade : ils ont assez de foi en eux-mêmes pour être assurés qu'ils le sauveront. Puisqu'il n'en mourra pas, on me pardonnera de considérer leurs efforts avec philosophie.

Des institutions que j'ai nommées, deux sont dignes d'une attention particulière : c'est le Théâtre d'application et le Théâtre Libre. Il n'y a plus d'acteurs, il n'y a plus d'auteurs : ces deux raisons, que l'on donne couramment, expliqueraient assez bien qu'il n'y eût plus de théâtre ! Façons de parler, sans doute ; elles font allusion pourtant à quelque pénurie d'artistes ou d'écrivains dramatiques : M. Bodinier, M. Antoine, fondateurs des établissemens dont je parle, ont voulu remédier, selon leurs moyens, à cette pénurie.

Il n'y a plus d'acteurs ! — M. Bodinier, secrétaire de la Comédie-Française, connaît mieux que personne le sens de cette phrase. Il voit des acteurs, il en voit de consommés : il les voit qui cherchent leurs prochains remplaçans, avec le désir de les trouver, mais avec peu d'espoir d'y réussir. Ils sont mal satisfaits des recrues qui leur viennent du Conservatoire. Ils savent qu'on n'y reçoit que de bonnes leçons : c'est eux-mêmes qui les donnent. Accuser la nature ? Elle serait capable de ne pas réparer ses torts ! En attendant qu'elle s'y décide, on pourrait toujours assurer l'effet des leçons, autant qu'il se peut assurer, en permettant aux élèves un peu de pratique. Entre les murs du Conservatoire, si longtemps que durent ses études, songez que, pas une seule fois, un jeune homme, une jeune fille ne joue un rôle entier ! Que dis-je? un rôle ! Pas une seule fois, ces écoliers ne jouent ensemble un acte entier de comédie ou de tragédie ! Pas une seule fois, ils ne s'essaient à porter le costume ! Ils apprennent, pour le concours public, une scène, un morceau ; ils obtiennent leur prix, et les voilà engagés à la Comédie-Française, à l'Odéon. Quelques répétitions, ou plutôt des parcelles de répétitions, — quelques *raccords ;* — et puis, c'est pour demain, pour aujourd'hui; les trois coups sont frappés : va, mon ami, va comme je te pousse !.. Il faut, à l'heure qu'il est, que tu aies compris tout le caractère, composé toute la figure d'Oreste ou de don Juan. Il faut que tu abordes sans gaucherie Andromaque aussi bien qu'Hermione, M. Dimanche aussi bien qu'Elvire, et que tu manœuvres agilement parmi ces personnages, et que tu conspires avec eux pour l'action dramati-

que. Il faut surtout, il faut d'abord que tu ne perdes pas tes mains dans les plis de ta robe, ou que ton épée ne s'embarrasse pas entre tes jambes et ne te fasse pas choir...

Eh bien ! en dehors du Conservatoire, avec l'agrément des professeurs, avec leur aide (M. Delaunay, M. Got, M. Worms, M. Maubant, chacun à son tour, fait l'office de metteur en scène), M. Bodinier a fondé un petit théâtre où, deux fois la semaine, des élèves de notre école nationale de déclamation jouent la tragédie et la comédie, des ouvrages entiers, au moins des actes, en costume. Ne cherchez pas dans le budget mention de cette nouveauté : les frais sont couverts par les abonnemens, par le prix des fauteuils payés à la porte. M. Bodinier a persuadé quelques gens du bel air de s'intéresser à ces exercices : or si l'on savait dans Paris que le prince de X... et la vicomtesse de Z.., impatiens de juger quels seront nos meilleurs écrivains dans dix ans, ont pu s'abonner à la classe de rhétorique du lycée Condorcet ou du lycée Louis-le-Grand pour entendre lire, à certains jours, des discours français, on s'écraserait, ces jours-là, dans la rue du Havre ou dans la rue Saint-Jacques. Il faut dire, aussi bien, que M. Bodinier a pris soin de varier les spectacles et que, dans cette première saison, — du 18 janvier au 20 juin 1888, — ses jeunes artistes n'ont pas représenté seulement des tragédies, des comédies classiques, des pièces du répertoire moderne, qu'on peut voir au Théâtre-Français ou même à l'Odéon jouées avec plus d'expérience : ils ont remis à la scène, bravement, une quinzaine de pièces qui ont figuré naguère en compagnie de celles-là ou qui auraient pu y figurer, presque toutes curieuses, plusieurs agréables, depuis *la Farce du cuvier* jusqu'au *Joueur de flûte*, à *l'Habit vert*, jusqu'au *Passant* même, que la Comédie-Française, peut-être stimulée par cet exemple, a décidé de nous rendre. Après cela, je ne m'étonnerais pas que le prince et la vicomtesse et tous ceux qui les connaissent ou ne les connaissent pas, mais qui sont de leur suite, eussent renouvelé leur abonnement pour la saison prochaine. Il faudrait que Dorante, Uranie et M. Jourdain se fussent terriblement réduits sur l'article des menus plaisirs pour refuser à l'aimable et diligent secrétaire de la Comédie ce petit nombre d'écus! Si d'ailleurs il arrivait, après plusieurs années, par satiété ou par quelque mode nouvelle, que le public se détachât de cette bonne œuvre, il resterait acquis, sans doute, qu'elle est bonne. L'état, j'imagine, assumerait les modiques charges de l'entreprise : elle serait rattachée officiellement au Conservatoire, peut-être ramenée dans ses murs. Le difficile, apparemment, pour le Théâtre d'application, puisque les critiques, les auteurs, les professeurs même le réclamaient en vain depuis longtemps, c'était d'exister; l'important, c'est qu'il existe : il subsistera.

Il n'y a plus d'auteurs ! — M. Antoine... Qui cela, M. Antoine ?.. Un

jeune homme, employé de la compagnie parisienne du Gaz. Avec des camarades, membres du « Cercle Pigalle, » du « Cercle Gaulois » et d'une société littéraire, « la Butte » (quelque chose, évidemment, comme l'académie de Montmartre), au printemps de 1887, il forma une troupe, et fit appel aux auteurs... Il y en a donc? Hé! oui. Même il y en a de deux sortes. Il y a d'abord ceux qui sont joués dans les théâtres, et qui donnent l'occasion, précisément, de dire qu'il n'y en a plus! — Est-ce un auteur, auprès de M. Dumas et de M. Meilhac (je ne parle pas de M. Augier ni de M. Halévy, qui se reposent), auprès de M. Sardou et de M. Gondinet ou de M. Pailleron, auprès de ces favoris du public, est-ce un auteur au même titre qu'eux, et pour les remplacer un jour, que M. X... ou M. Z.., fournisseur ordinaire de telle ou telle scène, fabricant de drames ou de vaudevilles? On doute qu'ils soient nombreux parmi les nouveau-venus, on prend le parti de les négliger dans une revue générale, ceux qui mériteraient ce nom plus que M. X... ou M. Z... Les vaudevilles, les drames de celui-ci ou de celui-là ne causent qu'un médiocre plaisir; ils satisfont pourtant à quelques-unes des lois de l'art dramatique: ils rappellent d'autres pièces, qui furent acclamées, ils ne sont taillés que trop exactement d'après ces patrons. Le public, dans son malaise, en vient à se demander si d'aventure ces lois mêmes ne sont pas ennemies de son agrément, si l'art dramatique, ou ce qu'on est accoutumé à considérer comme tel, n'est pas un système de conventions mortes : il serait temps qu'une autre puissance occupât la scène. Plutôt que les hommes, c'est donc la méthode qui manquerait; ou, — si le mot de méthode fait peur, — c'est le mode nouveau qui tarderait à paraître : il y aurait peut-être des auteurs, mais il y aurait, à proprement parler, interrègne d'art dramatique.

« Hé! oui..,» s'écrient les auteurs de la seconde espèce, les auteurs qui ne sont pas joués,—Je ne parle pas, bien entendu, de ceux qui n'ont d'autre tort que de travailler moins habilement que M. X... ou M. Z.., dans le même genre : un jour ou l'autre, ils ont chance de séduire les directeurs. Je ne parle pas non plus de quelques-uns, presque entrés dans un théâtre, à qui tel accident, comme un coup de vent, aura fermé la porte au nez. — La bande que voici, écoutez-la plutôt : « Oui, cet art dramatique, celui qu'on voit sur les planches, est imbécile, inerte, caduc!.. » Elle n'est composée, cette bande, que de gens qui veulent que leurs ouvrages ne ressemblent en rien à ceux qui sont joués : aussi ne les joue-t-on pas. Les directeurs préfèrent s'en tenir à leurs maquignons habituels et remplacer un cheval borgne par un cheval borgne, crainte de l'échanger contre un aveugle. Admettez qu'ils soient lettrés, qu'ils souhaitent personnellement quelque chose de neuf ou qui le paraisse, et qu'ils admirent ce qu'on leur propose:

« Oh ! oh ! diront-ils, ces bêtes-là sont magnifiques, mais il ne s'agit pas de notre service particulier. Nous avons bien peur que le public, même après s'être plaint d'être souvent traîné par des rosses, refuse de monter dans des omnibus attelés d'hippogriffes ou de buffles ! »

Il y a plusieurs façons, en effet, de concevoir un art dramatique, aujourd'hui, qui se moque de l'art dramatique. L'appel de M. Antoine s'adressait libéralement, sans distinction, à tous ceux qui font ce beau rêve. « Ce qui *n'est pas du théâtre*, vous le jouez sur votre théâtre : » il peut se glorifier de ce témoignage qu'un de ses hôtes lui a rendu; mais celui-là même, dans la dédicace de sa pièce, constatait qu'il y a deux manières, au moins, de faire quelque chose qui *ne soit pas du théâtre*, et de marquer sa place en dehors des contemporains qui possèdent le monopole de la scène : on peut se rejeter en arrière, on peut se porter en avant. La tentative de M. Antoine s'est ainsi trouvée, — je cite encore M. Catulle Mendès, — « la consolation des vieux romantiques en même temps que l'espoir des jeunes naturalistes. » Dès la seconde soirée donnée par ces comédiens de bonne volonté, on avait reconnu ce double caractère du Théâtre Libre : avec *la Nuit bergamasque*, où la fantaisie de M. Bergerat s'échappait en feux d'artifice, on avait vu le premier ouvrage de M. Oscar Méténier, *la Famille*, emprunté à la réalité la plus basse; le ragoût parut assez piquant.

C'est alors, justement, que M. Antoine osa donner au Théâtre Libre une constitution régulière : elle n'est pas restée lettre morte. En présence d'invités, — écrivains, artistes, la plupart curieux d'œuvres originales ou même bizarres, — en présence d'abonnés, — gens de métiers divers ou gens de loisir, tourmentés du même appétit, — la compagnie dont M. Antoine est le chef, dans la saison 1887-1888, a produit sept spectacles différens, composés en fin de compte de dix-huit pièces. Une représentation chaque mois, ou bien toutes les six semaines environ, qui peut être suivie de deux autres, voilà le régime de la troupe. Elle avait élu domicile, d'abord, dans un recoin d'une ruelle de Montmartre : il fallait, pour atteindre jusqu'à cette grange de « l'Élysée des Beaux-Arts, » accomplir un véritable pèlerinage; ce n'était pas un mal. On se prenait pour des mages, c'est-à-dire pour des hommes supérieurs à la foule par la culture de leur esprit, voyageant vers la crèche où le dieu nouveau était né. Une fois arrivé, on était assis à l'étroit sur des banquettes fort dures : on se sentait devenir tout naturellement martyr de l'art révélé sur la scène. Fier d'être meurtri pour cette cause, à l'heure où les bonnes gens se prélassent dans les fauteuils des théâtres vulgaires, on était prêt à confesser la foi. Le nombre des catéchumènes s'accrut : le culte fut transporté de Montmartre à Montparnasse, dans une salle de théâtre excentrique, mais enfin dans une salle de théâtre;

et ce changement n'eut pas de mauvais effet! Les catéchumènes, loin de se disperser, devinrent des fidèles; j'entends, du moins, qu'ils pratiquèrent avec assiduité. A présent, on va déloger encore, pour occuper la salle des Menus-Plaisirs. A Montmartre, on était dans la bohème; à Montparnasse, dans la banlieue; aux Menus-Plaisirs, on sera dans Paris. Mais l'œuvre est assez vivace, elle l'a prouvé, pour durer une saison encore, même à côté de l'Eldorado. Il est connu maintenant que M. Antoine, qui paie de sa personne dans toutes les représentations, est un comédien fort singulier, minutieusement naturel. Ses compagnons, des amateurs, à l'ordinaire, ou bien des acteurs en liberté, règlent volontiers leur ton sur le sien : le bruit s'est répandu que ce jeu familier, même si les comparses ne valent pas le principal interprète, n'est pas désagréable. Enfin, les invités, gourmets ou bien goulus, ne sont pas rassasiés encore de plats nouveaux; — pour quelques-uns, qui font la petite bouche et la grimace, disons qu'ils ne sont pas satisfaits : il faut donc qu'ils reviennent! — Quant aux abonnés, si par hasard ils se plaignaient, ce ne serait que d'avoir obtenu un peu trop de ce qu'ils avaient demandé, pour si peu d'argent!

Cependant, de la part des romantiques, après la *Nuit bergamasque*, est-il venu beaucoup d'œuvres, et de considérables? Assurément *le Baiser*, de M. de Banville, est une précieuse babiole, mais ce n'est qu'une babiole. *La Femme de Tabarin*, de M. Catulle Mendès, — un pastiche de certaine prose en usage dans le premier quart du XVIIe siècle, et puis un tableau de boucherie, — l'auteur lui-même en convient, cette « tragi-parade, » à la fois exquise et brutale, n'est proprement qu'un scénario. *L'Évasion*, de M. Villiers de l'Isle-Adam, cette histoire d'un forçat qui se laisse reprendre plutôt que d'étrangler deux jeunes mariés, qui se dresse alors de toute sa hauteur et murmure : « Il me semble que c'est maintenant que je m'évade.., » *l'Évasion* n'est qu'un épisode qui se rattache aux *Misérables*, comme un hymne homérique à *l'Iliade* ou à *l'Odyssée*. — Encore le héros de M. Mendès est-il un meurtrier en souquenille, et sa victime, sa femme, la gorge ouverte, le barbouille-t-elle de sang à plaisir; encore le galérien de M. Villiers parle-t-il volontiers argot, et, s'il a des « mots d'auteur » qui sentent le genre sublime, en a-t-il qui sentent le genre canaille : ainsi M. Mendès et M. Villiers, comme attirés par les voisins, s'approchent de la frontière du naturalisme. — Et se laisserait-il réclamer comme romantique, M. Paul Margueritte, parce qu'il a remis sur la scène et revêtu lui-même, dans une pantomime, la blanche défroque de l'innocent ami de M. de Banville? Non pas! Ce Pierrot-ci est *Pierrot assassin de sa femme*, assassin tout de bon, et qui ne fraie pas avec Arlequin, mais avec un croque-mort... Tiens! c'est le père Bazouge, échappé de *l'Assommoir!* Ou plutôt c'est Pierrot qui entre avec lui dans la litté-

rature moderne. Il en possède l'esprit, et cet esprit le possède : savez-vous comment il a tué sa femme? En lui chatouillant la plante des pieds; procédé scientifique! Il avait lu, évidemment, quelque traité des maladies nerveuses : le seul récit de cette expérience, par gestes alternés, — Pierrot s'imitant lui-même et singeant l'agonisante tour à tour, — cette reproduction est aussi consciencieuse que celle du *delirium tremens* dans l'épopée clinique de M. Zola.

Personne, assurément, n'attribuera au naturalisme la satire dialoguée de M. Émile Moreau, *Matapan;* mais il serait téméraire, malgré son aspect picaresque, de la porter au compte du romantisme. Entre les deux, pareillement, demeure le drame provençal de M. Paul Arène, *le Pain du péché*. *Matapan* n'avait pas mieux demandé que d'être joué sur un théâtre quelconque, voire à la Comédie-Française ; *le Pain du péché*, à moins que la légende ne soit calomnieuse, avait presque été représenté à l'Odéon : ces ouvrages ne prétendaient pas renouveler l'art dramatique. Aussi bien les romantiques, dont nous venons de faire la revue, ne suppléaient pas au nombre par l'insolence. Même dans la force de l'âge et du talent, ils se qualifiaient de « vieux : » c'est qu'ils savaient, apparemment, que le beau temps de leur doctrine était passé. Ils sollicitaient une petite place pour y prendre leurs ébats; ils ne promettaient pas de conquérir le monde. Ils se promenaient en jouant de la flûte, ou bien du chapeau chinois, sous les murailles de Jéricho, ville des Philistins ; ils ne juraient pas de les faire tomber. Et, sans doute, ils faisaient bien d'être modestes : ce n'est plus guère de ceux-là qu'on attendait le miracle ; il y a trop longtemps que s'est assoupi, sans qu'une pierre eût bougé, l'écho des trompettes sonnées dans la préface de *Cromwell*.

Restent le naturalisme et ses œuvres. Il convient de mettre à part la *Puissance des ténèbres :* ce drame n'est pas de chez nous; il nous vient d'un pays où Dieu existe encore, au-dessus de la nature et des naturalistes. A supposer qu'il soit le type d'une série, ce n'est pas chez nous que cette série se déroulera. Il ne faut que saluer au passage *Sœur Philomène* et ces deux petites pièces, *Tout pour l'honneur* et *Jacques Damour :* la dernière, qui date de la représentation d'essai du Théâtre Libre, a reparu depuis à l'Odéon; rien ne s'opposerait, je crois, à ce que l'autre eût le même sort; je me suis laissé dire que *Sœur Philomène* avait réussi, tout comme à l'Élysée des Beaux-Arts, sur une scène ordinaire, à Bruxelles. Mais la raison, pour nous, de ne pas nous arrêter à ces trois ouvrages, c'est que leurs véritables auteurs ne sont pas ces jeunes gens, MM. Jules Vidal et Arthur Byl, M. Henri Céard, M. Léon Hennique, dont la tâche n'a été que de les tirer aussi discrètement que possible d'un roman ou d'une nouvelle (*Tout pour l'honneur*, sous un titre original, n'est qu'une adap-

tation du *Capitaine Burle*) : de bonne foi, les auteurs véritables sont les créateurs du roman ou de la nouvelle, MM. de Goncourt et M. Émile Zola. Or ce n'est pas à des maîtres, à des adultes, que nous devons demander le secret de l'avenir. On connaît ce qu'ils ont pu faire; ils sont classés, n'est-ce pas, et qui sait? les novateurs que nous cherchons les rejetteront peut-être en courant, d'un coup de talon, dans la fosse commune des classiques! Auprès d'*Iphigénie*, peut-être, ils enverront reposer *Henriette Maréchal;* auprès d'*Athalie*, *la Patrie en danger;* auprès de *Rodogune*, *Thérèse Raquin*. En avant, en avant!.. Ah! les gaillards, de ce train-là, ils iront loin. Atteignons-les, cependant : tous jeunes, à la bonne heure! L'année parisienne a son printemps.

Voyons ses fleurs, à ce printemps. Hé! mais, la société presque entière en paraît émaillée... Voici, à mi-côte, quatre comédies de mœurs bourgeoises : *la Prose*, *la Sérénade*, *la Pelote*, *Esther Brandès*, chacune en trois actes; un peu au-dessus, voici une petite comédie et deux scènes de mœurs plus élégantes : *Monsieur Lamblin*, *Au mois de mai*, *Entre frères;* au-dessous, trois tableaux de mœurs ignobles : *Belle Petite*, *Lucie Pellegrin*, *En famille*.

La Prose! Un couple de négocians veut marier sa fille unique, la marier à un monsieur qu'elle n'a jamais vu, qui ne l'a jamais vue : les fortunes se conviennent. Cependant cette jeune personne est touchée de l'amour discret d'un ami d'enfance, d'un petit commis élevé par son père : un beau soir, elle le suit; où cela? Chez sa sœur, à lui, une blanchisseuse : il la laisse respectueusement, l'espace d'une nuit, sous ce misérable toit, pour l'éprouver. Le lendemain matin, sans attendre la visite de ce garçon, elle rentre chez ses parens; séance tenante, elle accorde sa main au notable agréé par eux, qui n'ignore pas son escapade... Faut-il expliquer le titre? « La prose » a raison de la poésie. — Et d'une!

La Sérénade... (Rien de Regnard! D'ailleurs, « la Sérénade » en question n'est qu'une pièce de vers, composée par un des personnages que voilà, et déclamée par lui en diverses conjonctures, mais toujours dans la coulisse.) Autre ménage de commerçans; ceux-ci ont une fille nubile et un petit garçon. Le petit garçon est pourvu d'un précepteur; au premier acte, il appert que ce précepteur est l'amant de la mère; à la fin du second, comme le père a surpris la chose, la fille se jette à genoux entre ses parens : « Pardon, pardon, mon père!.. » Hé! quoi, allez-vous dire, c'est l'air d'*Henriette Maréchal!* Oui, mais, cette fois, la chanson dit vrai : l'amant de madame est aussi l'amant de mademoiselle, — depuis trois mois, au moins : on le verra bien dans six mois... Sans attendre jusque-là, au troisième acte, avec l'assentiment résigné de son plus vieil ami, de son associé, — qui d'abord lui conseillait un massacre général, —

avec la pleine approbation de sa femme, à la grande joie de sa fille et du précepteur, le père consent au mariage de ces jeunes gens : pour célébrer les fiançailles, tout le monde se met à table. — Et de deux!

Par la première de ces pièces, nous savons comment se fonde la famille; par la seconde, ce qu'il en advient, — toujours dans la bourgeoisie. Un bourgeois fera-t-il sagement de ne pas se marier, ou, s'il a cette chance de se trouver veuf et sans enfans, indemne, aura-t-il raison de s'y tenir? *La Pelote* nous répond. — Ainsi retiré du mariage, et même, entre temps, retiré des affaires, le brave homme que nous voyons n'est déjà plus que la chose de sa gouvernante; il va devenir sa proie. Hier soir, pour la première fois depuis vingt ans, il n'est pas rentré; la servante-maîtresse n'a pas envie de redescendre au rang de servante; ayant prévu la crise, elle a fait venir de la campagne, elle attend ce matin, justement, une *jeunesse* qui sera son instrument de règne : sa nièce. Appelée à occuper peu à peu, au moins pour leur compte commun, la place de sa tante, à présent trop desséchée, elle arrive à point, cette fillette rebondie.— Au deuxième acte, avec la nièce, voici le neveu, qui n'est pas seulement son cousin mais son galant, voici même leur grand'mère, pour surcroît de renfort. Sous la haute direction de la tante, ces gens-là tous à l'envi grugent la maison : ils l'aident, comme elle dit, après qu'elle a sacrifié ses plus belles années, « à tirer son épingle du jeu. » J'oubliais un auxiliaire,— celui précisément qui s'écrie qu'elle met de côté, non pas une épingle, mais toute une « pelote : » — son beau-frère, premier clerc dans une agence de renseignemens. Il a pourtant une belle part dans les opérations : il doit combattre et dissiper le peu de parenté que notre homme, isolé chez lui par cette compagnie, peut avoir dans le voisinage, — une nièce, ou plutôt la veuve d'un neveu, et sa petite fille. En attendant qu'il ait démontré par de fausses lettres que cette jeune femme a couru les aventures, et que son enfant n'est pas né du neveu, toute la clique paraît un moment mise en péril. A force d'effronterie, pendant une visite que ces deux malheureuses font à leur oncle, — c'est le 1er janvier, — on tire de sa conscience amollie une étincelle, on fait éclater sa colère. On lui réplique aussitôt avec dignité, on lui met le marché à la main, on se laisse jeter dehors... Ah! la bonne vie qu'il va mener, avec sa nièce en face de lui à table, et la petite fille entre les deux. Mais, après dîner, il faut qu'elles le quittent; et, la soirée s'avançant, le silence, le désert de l'appartement l'effraie. Tout à coup, on frappe à la porte; une voix fraîche se glisse par la serrure : c'est la nièce de l'autre, et l'autre qui la ramène; elles rentrent dans la maison, — chez elles...

Oh! oui, chez elles : au troisième acte, qui se passe quelques an-

nées après, ce n'est plus qu'un restant d'homme, un vieillard à peine capable de souffrir encore, tant sa moelle et ses nerfs sont usés, qui repose dans ce fauteuil, par tolérance, et fait pendant à cette vénérable mégère, installée dans le meilleur coin par sa fille et sa petite-fille, les propriétaires du logis. Et s'il n'est pas dans la rue, à l'hospice, au diable, c'est qu'il a réservé sa fortune mobilière, et ne l'a encore abandonnée que par testament à ces mêmes femmes, à qui la maison appartient en vertu d'une donation entre vifs... Entre vifs! Il faut le croire, car ce cadavre est encore jaloux. Et, pour comble de malheur, il assiste aux amours de sa jeune légataire et du cousin; il est contraint de la doter sans délai, de consentir à son mariage. Enfin, comme les fiancés et la tante l'ont laissé pour aller à une fête, laissé en tête-à-tête avec l'aïeule et sous sa garde, et comme elle s'est assoupie, la douleur qu'il éprouve d'être ainsi bafoué le ranime et le remet debout; il appelle la concierge, il envoie chercher sa nièce; il veut, pour lui remettre tout à l'heure des titres, ouvrir son coffre-fort : *elles* ont emporté la clé! Pris de vertige, il défait de ses mains tremblantes une liasse de billets qu'il avait dans sa poche (il avait touché, à l'instant, une assez forte somme) : il commence de les fourrer dans des livres sans valeur, qu'il a laissés par testament à sa nièce, parce qu'ils venaient de son neveu. Soudain il s'abat, le nez sur le plancher, mort... Revenue un moment après, la famille de proie ou son homme de loi, l'agent d'affaires, peut demander à la nièce de faire poser les scellés : « A quoi bon? » répond-elle. — Et de trois!

Et de quatre!.. *Esther Brandès* va nous dire si un brave bourgeois, qui a passé la quarantaine, plutôt que de rester garçon, exposé aux gouvernantes, fait bien de se marier. Celui-ci a épousé une jeune fille; et le voilà, peu d'années après, gravement malade. La moindre émotion doit le tuer; c'est le médecin qui le dit à sa belle-sœur, — une vieille fille, celle-ci, habitant avec le ménage. Énigmatique personne, en vérité, cette noire Esther Brandès; noire de vêtemens comme de cheveux, et presque de visage et d'âme. Le mot de l'énigme pourtant, si nous l'avons deviné, c'est amour; mais l'amour dont il s'agit, ce n'est rien de moins que toute la sensibilité concentrée au profit d'un seul être, — la petite sœur, — par la volonté féminine la plus forte qui se puisse concevoir, dans le plus âpre naturel que puisse produire la race hébraïque : Esther Brandès, pour élever sa cadette, a étouffé son propre cœur; l'ayant élevée, elle l'a mariée; l'ayant mariée, elle n'est pas encore satisfaite : elle avait rêvé pour cette jeune tête, sur qui elle a reporté son droit au bonheur, un plus beau parti. Et cet homme, dont la maladie exerce continuellement et renforce l'égoïsme, devient chaque jour un plus maussade compagnon... « La moindre émotion, » a dit le docteur. Et le

malheureux, persuadé qu'il est convalescent, a parlé d'assurer à un sien neveu, déshérité par son mariage, une somme payable à sa mort. Après avoir maugréé contre ce dessein, Esther y paraît convertie ; elle presse même son beau-frère de souscrire la police d'assurance : n'est-elle pas allée au bureau de la compagnie, — dans l'intervalle du premier acte au second, — avertir qu'il sortait de maladie, pour qu'on ne s'étonnât pas de sa mauvaise mine ? Le courtier amène un médecin, et le prie d'ausculter le client ; puis, sur un regard qui vaut une sentence, il propose d'ajourner le contrat. Le malade s'inquiète, s'emporte, injurie ses visiteurs : ceux-ci lui rendent ses insultes, l'accusent de tentative d'escroquerie. Demeuré seul, après une crise nerveuse, il tombe dans son fauteuil, hébété... Il survit cependant : c'est à recommencer ! Par bonheur, le neveu est épris de la femme de son oncle, de la sœur d'Esther. Il est honnête homme, elle est sage ; et sans la double confidence d'Esther, qui a voulu inquiéter la conscience de l'un et de l'autre pour les séparer, elle ne saurait pas qu'il l'aime, il ne saurait pas qu'il est payé de retour. Moyen dangereux, sans doute ; mais la rigoureuse vieille fille surveille les jeunes gens et les gouverne. Que ce brave garçon, pris de scrupules, s'éloigne de la maison : et l'oncle omettra, selon toute apparence, de lui assurer la somme promise. Il va partir, c'est décidé : ainsi, du même coup, l'aînée, — qui voit loin sur la route où elle dirige sa petite sœur, — l'aura débarrassée d'un cohéritier et d'un prétendant à sa main, encore inférieur à l'ancien rêve. Elle n'a pas négligé, d'ailleurs, de donner l'éveil à la jalousie de son beau-frère : d'un mot prononcé comme au hasard, elle met le moribond aux aguets, après avoir laissé les amoureux en tête-à-tête, pour qu'ils fussent tentés de se dire plus tendrement adieu. En effet, il les surprend qui s'embrassent, — pour la première fois, — en pleurant. Une explosion de colère, un cri, un geste : il a chassé le jeune homme ; un flux de paroles, précipitées par petits souffles : il invective la jeune femme. Deux minutes après, seul avec Esther, qui le sermonne sans le regarder (elle est assise au coin du feu ; lui, étendu sur un canapé), il cesse de vivre : elle continue sa réprimande, ses bons avis au cadavre... — Et voilà expédié, à peu près comme le précédent, notre dernier bourgeois.

Ce n'est pas que « Monsieur Lamblin » soit un grand seigneur ; mais il mène la vie qu'on est convenu d'appeler parisienne. Il en a même une particulière entente ; et, s'il est homme d'affaires, il l'est encore dans sa vie privée, justement, pour régler, combiner la pratique de ses devoirs et celle de ses plaisirs, l'un et l'autre n'étant pour lui que des commodités nécessaires à son parfait bonheur. Ayant dépassé quelque peu la trentaine, il a depuis six ans une charmante femme ; depuis un an ou deux, une amusante maîtresse, qui ne lui coûte rien ; il a,

pour achever de peindre sa chance, une belle-mère philosophe, qu'il a établie auprès de sa femme dans sa maison, et qui l'aide à maintenir l'équilibre de sa félicité. Il passe trois soirées par semaine chez sa maîtresse, et quelquefois le dimanche, qu'il ne compte pas; trois soirées de même, et quelquefois le dimanche, au foyer conjugal, où il trouve un repos dont il jouit délicieusement. Sa femme, ayant connaissance de sa liaison, paraît bien un peu mélancolique et inquiète; mais quoi! elle est toujours aux petits soins pour lui. Au demeurant, la belle-mère, femme d'expérience et qui se plaît chez son gendre, veille à ce que ce chagrin ne soit pas gênant et n'aille jamais jusqu'à produire d'éclat. Ce soir, cependant, — un soir consacré à la famille, — une visite surprend M. Lamblin : sa maîtresse!.. Elle s'explique en déclarant une soudaine envie d'aller avec lui au théâtre. Il la tance vertement : il lui reproche de n'avoir pas compris son caractère, qui est celui d'un homme d'ordre, ni son affection pour sa femme, la seule personne qui lui soit entièrement dévouée. La maîtresse part furieuse; l'épouse, qui l'a vue sortir, revient irritée, menace de quitter la maison. Pauvre Lamblin! Il se désespère, un moment, resté seul entre les deux moitiés de son bonheur. Mais soudain reparaît la belle-mère : elle a déjà calmé sa fille; bien plus, craignant une rupture autant qu'une séparation (Lamblin, à défaut de cette maîtresse, en pourrait trouver une pire), elle a rejoint la personne qui s'en allait, et lui a dit quelques bonnes paroles. Entre sa belle-mère et sa femme, Lamblin, rasséréné, continue le cours d'une édifiante soirée.

Il ne faut guère plus de cinq minutes pour représenter *Au mois de mai* et *Entre frères*, deux scènes réunies sous ce titre commun : *les Quarts d'heure*. La première n'est qu'un duo sans musique, romance alternativement soupirée par un jeune homme du monde, une jeune fille du monde, fiancés. Le jeune homme, phtisique au dernier degré, exhale sa tendresse en crachant ses poumons; la jeune fille réplique en parlant toilette, bijoux, avantages consentis par contrat de mariage au survivant des deux époux.— L'autre bluette est presque une pantomime. Personnages, une marquise douairière et ses trois fils : le marquis, le comte, le vicomte. (Pour une fois qu'on est dans le faubourg Saint-Germain!..) La marquise est à l'agonie : « Mes enfans, dit-elle entre deux râles,.. j'ai trompé votre père... Un de vous n'est pas son fils... Et c'est... c'est... » Une syncope... Les fils, croyant que leur mère est morte, récapitulent rapidement toute sa vie : lequel d'entre eux, selon les probabilités, est un intrus? Le second se dénonce et dit ses raisons. Assentiment de l'aîné, qui reçoit froidement ses adieux, sans que le cadet proteste. Mais, tout à coup, la mère rouvre les yeux et la bouche : « C'est le marquis! »

Redescendons. « Chez les filles! » à présent, — comme dit la cou-

verture du récent volume de M. Hugues Le Roux... *Belle Petite,* c'est le dialogue à peu près quotidien d'une femme entretenue, entretenue d'une façon incertaine et médiocre, avec le *gentleman* ou le *rastaquouère* qui est son principal client, avec le camarade qui la distrait, avec sa bonne. — *La Fin de Lucie Pellegrin,* c'est la mort d'une Dame aux camélias, mais d'une Dame aux camélias de l'Élysée-Montmartre; et l'Armand Duval qui reparaît au chevet de son lit de mort, qui fait le coup de poing et tire la savate contre ses compagnes de bals publics, gardiennes de son agonie, c'est une petite femme habillée en homme... — Enfin la part du peuple!.. *En famille,* dans une misérable boutique, c'est la réunion des enfans, sous la présidence du père, le jour de la fête de la mère. Il est recéleur, le père, et sa femme l'aide dans son commerce; les fils, qui reviennent chaque après-midi, rapportent généralement au fonds commun le fruit de leurs veilles; la fille, installée dans ses meubles, n'est plus qu'un ornement extérieur de la famille. En ce jour solennel, cependant, la nichée est au complet. Un des garçons est arrivé en retard : c'est que, ce matin, il a vu guillotiner son meilleur ami, le fournisseur le plus actif de la maison. Pour le consoler, il faut que sa sœur l'emmène à la promenade, « comme dans le temps, de l'autre côté des fortifications... »

... Les documens que nous venons d'avoir l'honneur de vous présenter sur les mœurs de la société contemporaine, il n'est que juste et opportun de le dire, nous les devons, pour *la Prose,* à M. Gaston Salandri, pour *la Sérénade,* à M. Jean Jullien; pour *la Pelote,* à MM. Paul Bonnetain et Lucien Descaves; pour *Esther Brandès,* à M. Léon Hennique; pour *Monsieur Lamblin,* à M. George Ancey; pour *les Quarts d'heure,* à MM. Gustave Guiches et Henri Lavedan; pour *Belle Petite,* à M. André Corneau; pour *la Fin de Lucie Pellegrin* (tirée d'une nouvelle du même auteur), à M. Paul Alexis; pour *En famille,* à M. Oscar Méténier, — et pour l'ensemble donc! à M. André Antoine... Il mérite assurément que le Dictionnaire des contemporains lui donne cette qualité, qu'il attribuait naguère à M. de Lesseps : « promoteur français ! »

On connaît à présent la matière des pièces jouées au Théâtre Libre; nous aurons bientôt l'honneur d'en étudier la façon, — et l'on jugera si elle constitue un nouvel art dramatique.

Louis Ganderax.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août.

Ce n'est point décidément jouer de bonheur. Si l'on croyait en avoir fini, ne fût-ce que pour quelques mois, pour quelques semaines, si l'on se flattait d'avoir la trêve de la saison, une trêve sans émotions, sans incidens trop graves et sans alertes, on se trompait étrangement. On ne sort pas des crises intérieures ou extérieures qui se succèdent comme pour rappeler sans cesse tout ce que la vie contemporaine a de précaire. On est réduit à se débattre dans une atmosphère obscure et troublée, où l'opinion a souvent de la peine à se reconnaître et à se ressaisir. A la place des grèves, qui ont, il est vrai, à peu près cessé par lassitude, par épuisement, il y a eu, depuis quelques jours, des agitations de scrutin et des élections qui sont certes le signe le plus frappant de nos incohérences publiques. D'un autre côté, à défaut des parlemens, qu'on accuse toujours d'être les grands trouble-fêtes par leurs discussions indiscrètes, et qui sont partout en vacances aujourd'hui, ce sont les hommes d'état qui se chargent de tenir le monde en éveil et en suspens par leurs rencontres, par leurs entrevues mystérieuses et suspectes. Il n'y a, par le fait, de vrai repos ni pour la France perpétuellement agitée, ni pour l'Europe, qui se sent menacée au moindre incident, à la moindre difficulté. Il n'y a surtout pas de trêve dans nos affaires intérieures, livrées à toutes les influences, à tous les conflits, à toutes les incertitudes ; — et assurément une des expressions les plus singulières, les plus surprenantes de cet état maladif où se traîne la France, c'est cette triple élection du général Boulanger, qui vient de retentir, qui a provisoirement une signification assez évidente : c'est une crise qui continue, qui va on ne sait à quel dénoûment; c'est le hasard introduit par l'imprévoyance et par les fautes des partis dans nos affaires françaises. Voilà, certes, une diversion faite pour animer ce temps de vacances !

Tout est réellement étrange dans cette aventure poursuivie par une

ambition effrénée et impatiente, qui se promène à travers les départemens de la France comme en pays conquis. On s'est plu jusqu'au dernier moment, il est vrai, à douter du succès de M. le général Boulanger. On a cru, on a voulu croire qu'après avoir échoué, il y a quelques semaines, dans l'Ardèche, il échouerait encore, le 19 août, dans sa candidature multiple devant un réveil de la raison publique. Il est certain que la médiocre issue du triste duel que l'ancien ministre de la guerre a eu le mois dernier avec M. le président du conseil ne semblait pas de nature à rehausser son prestige et à le populariser. Avec un peu de bonne volonté, on a pu supposer que cette étonnante fortune touchait déjà à son déclin, et on s'est même hâté un peu naïvement de voir un présage de ce déclin dans quelques manifestations d'hostilité qu'on a cru remarquer sur le passage du capitaine d'aventure transformé en candidat errant. Malheureusement, encore une fois, ce n'était qu'une illusion, une manière de se rassurer en se dissimulant une réalité importune. Le général Boulanger a beau être un soldat indiscipliné et relaps, se jeter étourdiment, avec une vanité tapageuse, dans toute sorte de mauvaises affaires, jouer avec tout, même avec ses électeurs, il n'en est ni plus ni moins pour ses candidatures, parce que ceux qui le nomment ne voient en lui que ce qu'ils veulent voir. Il s'est présenté, ce candidat à tout faire, dans la Charente-Inférieure, et d'un coup il a enlevé 15,000 voix de majorité. Il s'est présenté dans la Somme, où M. le ministre des affaires étrangères Goblet pouvait être censé avoir quelque influence, et il a trouvé une majorité de 35,000 voix. Il s'est présenté le même jour une seconde fois dans le Nord, où sa démission capricieuse du mois dernier pouvait être pour lui une cause de défaveur, il a été nommé plus que jamais; et comme pour donner au scrutin du 19 août une signification plus accentuée, les électeurs du Nord ont nommé, en même temps que M. le général Boulanger, M. Kœchlin-Schwartz, un républicain modéré, maire d'un des arrondissemens de Paris récemment révoqué par M. Floquet. Le grand crime de M. Kœchlin-Schwartz, à ce qu'il paraît, était de s'être montré un jour poli et bien élevé dans son office de maire en recevant l'acte de mariage de la fille de M. le duc de Chartres avec le prince de Danemark : M. le président du conseil lui a enlevé un peu tard sa mairie, les électeurs du Nord ont répondu à M. le président du conseil en mettant M. Kœchlin-Schwartz à côté de M. Boulanger. De sorte que, tout compte fait, dans ce triple scrutin du 19 août, M. Floquet est directement, personnellement atteint, aussi bien que M. Goblet. Le général Boulanger passe à travers tout, portant ce drapeau bariolé où il a inscrit toute sorte de choses : dissolution, revision, consultation populaire, guerre aux impuissans parlementaires, — sans compter ce qu'on ne dit pas, ce qui est le secret des événemens.

Voilà ce qui en est pour le moment ! M. le général Boulanger est

élu dans le Nord, dans la Somme, dans la Charente-Inférieure, comme il l'a été déjà dans la Dordogne et à peu près dans l'Aisne, comme il le serait peut-être ailleurs, s'il se présentait, par cette raison assez ridicule, si l'on veut, que rien ne réussit comme le succès. Voilà le résultat qui a visiblement quelque peu abasourdi les républicains ministériels, radicaux ou opportunistes, qui ne s'y attendaient pas; et le plus plaisant, s'il y a quelque chose de plaisant dans cette aventure, c'est que les uns et les autres, au lieu de se mettre franchement en face de la réalité, croient se tirer d'embarras par des subtilités et des équivoques ou par de dédaigneuses fatuités. Ils ont leur manière d'interpréter les événemens qui déconcertent leurs calculs et leur optimisme. Ils morigènent le suffrage universel, et au besoin ils le menacent de le mettre en pénitence pour expier ses péchés. Ils se rassurent d'ailleurs en se répétant à eux-mêmes que le scrutin du 19 août a l'avantage d'avoir dissipé tous les doutes, que M. Boulanger, désormais démasqué, n'est plus qu'un bonapartiste de plus au camp réactionnaire, que les républicains maîtres du pouvoir n'ont qu'à unir leurs forces et à se concentrer pour ressaisir la victoire. Tout cela est bel et bien. On peut épiloguer, équivoquer tant qu'on voudra, compter même, si l'on y tient, sur l'éclipse prochaine d'une popularité improvisée. M. Floquet peut faire des phrases, les journaux qui le soutiennent peuvent épuiser leur verve pour donner le change sur la réalité des choses. Le fait n'est pas moins là, simple, brutal, peut-être assez redoutable par son caractère comme par ses conséquences possibles, et ceux qui perdent leur temps et leur esprit dans des arguties de polémiques mêlées de quelques menaces ne s'aperçoivent pas qu'ils ne trompent ou n'intimident personne, qu'avec leurs explications ils n'expliquent rien. Ils ne voient pas que ce qui fait le succès du général Boulanger, c'est précisément qu'il n'est d'aucun parti, ni réactionnaire, ni républicain, quoiqu'il parle autant qu'un autre de la république, que sa force tient à ce qu'il y a de vague et d'inconnu dans cette apparition soudaine au milieu de nos discordes et de nos lassitudes. Ils se contentent de divaguer devant un phénomène qu'ils ne comprennent pas, qu'ils ne veulent pas comprendre. Ils ne reconnaissent pas, même encore aujourd'hui, devant une expérience criante, que c'est par eux, par leurs œuvres, par leur politique de désorganisation, par leurs violences et leurs imprévoyances, qu'a été créée la situation où une fortune semblable a pu naître et grandir.

Oui, assurément, ce qui fait le succès de ces candidatures multiples, voyageuses, bruyantes, est clair comme le jour. Les élections de M. le général Boulanger réussissent, non parce qu'elles sont l'œuvre d'un parti, comme on le dit, ou parce que celui qui en est le héros inspire une vraie confiance, mais parce qu'elles sont l'occasion toute trouvée d'une protestation spontanée, peut-être même parfois assez irréfléchie,

contre tout ce qui existe. Elles offrent une issue aux mécontentemens accumulés, aux espérances trompées, aux irritations et aux révoltes intimes qui se rallient, un jour de scrutin, autour d'un nom plus ou moins retentissant. Elles n'ont pas d'autre signification, mais elles ont cette signification-là. Elles sont la rançon et l'expiation d'une série d'erreurs et d'entraînemens dont la nation française a été la première victime. Les républicains de toutes les nuances, qui se sont succédé à la direction des affaires depuis dix ans, ont eu, à peu d'exceptions près, cette idée passablement arrogante que, puisqu'à leur tour ils représentaient l'état, ils pouvaient tout se permettre pour étendre et assurer leur règne. Ils se sont tout permis effectivement, ils ont fait leur expérience. Ils n'ont su en réalité qu'abuser de tout, épuiser les forces morales et matérielles du pays, fatiguer la France de persécutions et de dépenses ruineuses, donner à leur gouvernement le caractère d'une domination de parti à la fois violente et impuissante. Ils ont mis le déficit dans les budgets, le trouble dans les consciences, la désorganisation dans l'état, l'incohérence et l'instabilité dans les lois, les vexations les plus minutieuses et les plus irritantes dans l'administration. Les opportunistes, qui ont commencé, qui n'ont pas su s'arrêter dans cette œuvre, ont préparé le règne du radicalisme, et on est arrivé par degrés à cet état où, récemment encore, sous le consulat de M. Floquet, on a pu se demander si le travail était décidément libre, si la destruction des propriétés privées, des outils des ouvriers laborieux n'était pas devenue par hasard un fait licite, qui échappait à toute répression. On va vite dans cette voie, on va d'abord dans tous les cas à l'anarchie sociale et politique, dernier mot du radicalisme. Et quand cela dure depuis près de dix ans déjà, lorsque la politique de parti et de secte a produit partout ses fruits amers, est-ce qu'on peut s'étonner que des populations, à bout de patience, saisissent l'occasion de lancer une protestation, incohérente, aveugle tant qu'on voudra, contre un gouvernement qui ne les protège plus, qui paraît lui-même à bout de force et d'autorité morale? Voilà toute la question! C'est l'histoire des élections du général Boulanger, et ce n'est pas le ministère Floquet, même avec le secours de M. de Freycinet, qui tiendra tête à un danger devenu menaçant, non seulement pour la république, mais pour toutes les libertés parlementaires.

Ce qu'il y a de plus étrange dans cette crise où la France a été conduite par l'imprévoyance des partis, c'est le rôle de ceux qui s'appellent eux-mêmes des républicains modérés, qui ont certainement l'intention et la prétention d'être des modérés. Qu'ont-ils fait au parlement, au moins au Palais-Bourbon, devant l'apparition du ministère radical de M. Floquet? Que sont-ils devenus et où sont-ils aujourd'hui? on ne le sait plus. Il y a sans doute parmi eux des voix isolées pour défendre leur cause; comme parti ils n'existent plus ou ils semblent

se résigner à une sorte d'effacement assez peu glorieux. Ils gémissent peut-être sur les déficits croissans du budget, sur les désordres administratifs et les complicités révolutionnaires du gouvernement, sur les dangers de tout genre que le radicalisme prépare au pays. Ils sont pleins de bonne volonté, ils craignent toujours d'aller jusqu'au bout de leurs bonnes intentions, de paraître faire de l'opposition. Évidemment il y a des heures où les républicains modérés, avec plus de résolution, auraient pu avoir une action utile, peut-être décisive ; ils auraient sûrement trouvé un appui parmi beaucoup de conservateurs qui savent tout subordonner à un sérieux intérêt public. C'était possible, puisque cela a failli réussir il y a un an, sous le ministère Rouvier, à qui il avait suffi de parler un langage mesuré pour rendre la conciliation plus facile. Il est bien clair seulement que cette alliance des forces modérées, sans laquelle il n'y a pas de gouvernement possible, n'aurait pu ou ne pourrait jamais se réaliser avec profit pour le pays que dans des conditions de dignité mutuelle, par une politique d'apaisement moral, de réparation et de réorganisation financière. Les républicains modérés eux-mêmes ne peuvent s'y méprendre. Leur malheur est de ne pas savoir ce qu'ils veulent, de ne vouloir jamais qu'à moitié, ou plutôt de se sentir enchaînés par la solidarité de parti. Dans le fond, ils ont toujours peur de paraître suspects s'ils font quelque concession, d'être traités d'orléanistes !

Transiger avec les conservateurs, avoir l'air de respecter les vœux, les sentimens et les intérêts des trois millions et demi d'électeurs qu'ils représentent, y pensez-vous ? Ce serait trahir la république. Les républicains modérés ont la simplicité d'être ou de paraître dupes de ces sophismes, et plutôt que d'accepter une alliance sérieuse, librement débattue avec les conservateurs, ils préfèrent rester avec les radicaux, au risque de marcher à leur suite et de subir leur joug. Ils en sont encore là, aujourd'hui ; ils s'agitent dans l'impuissance, ne pouvant rien ni avec les conservateurs, qu'ils se sont aliénés, ni avec les radicaux, pour qui ils ont encore trop de modération. Oh ! sans doute, M. Jules Ferry, dans ses discours aux Vosgiens, parlera, si l'on veut, de combattre le général Boulanger, de lui opposer des pouvoirs sérieux, la « stabilité gouvernementale, » de faire face aux entreprises des aventuriers. Soit ; et comment M. Jules Ferry l'entend-il ? qu'a-t-il à proposer ? Quel moyen a-t-il trouvé pour combattre ou détourner un mouvement créé par une fausse politique à laquelle il n'est pas lui-même étranger ? Il demande que le gouvernement gouverne, qu'il se décide enfin à faire sentir son action avec plus de fermeté, et ce ne serait point assurément de trop ; mais c'est parler à peu près pour ne rien dire. Que ferait-il lui-même pour rendre au gouvernement son autorité et sa force, pour rallier le pays aigri et mécontent ? Rechercherait-il la gloire de nouvelles expéditions lointaines ? recommencerait-il

ses irritantes et ruineuses campagnes scolaires, sa guerre au cléricalisme, qu'il en est encore aujourd'hui à mettre en cause avec une oiseuse acrimonie, — comme si le cléricalisme avait fait le général Boulanger? Où sont ses alliés sérieux, efficaces pour refaire un gouvernement tel qu'il le réclame? quelles sont les mesures qu'il tient en réserve, par lesquelles il se flatte de vaincre ce mouvement confus, menaçant, d'où est sortie la triple élection du 19 août, qui lui inspire, non sans raison, un assez visible effroi?

Le fait est que, depuis quelque temps, depuis l'élection du 19 août surtout, on parle beaucoup dans les camps républicains de combattre le général Boulanger, mais que jusqu'ici on ne voit pas bien comment on le combattra avec quelque efficacité. Il y a, il est vrai, un procédé sommaire, aussi étrange que sommaire, qui a été proposé dans un conseil-général par des républicains, par des radicaux expéditifs : ce serait de décréter, sans plus de façon, le bannissement de l'élu du 19 août. Par une juste rémunération, M. le général Boulanger, qui a proscrit les autres, subirait à son tour la proscription par raison d'état! Ce ne serait pas la première fois que cela arriverait. Fort heureusement, on n'en est pas encore là, le procédé n'est pas sérieux. Il y aurait, à ce qu'on croit, un moyen moins violent, plus régulier, assez étrange encore cependant : ce serait une réforme de la loi électorale. Puisque le scrutin de liste favorise trop les élections plus ou moins plébiscitaires, il n'y aurait qu'à revenir au scrutin d'arrondissement tel qu'il existait il y a quelques années. On pourrait peut-être ainsi atténuer, en les fractionnant, ces manifestations d'opinion, qui ressemblent toujours un peu à un ouragan. L'idée s'est produite dans quelques conseils-généraux sans être découragée par les préfets, et une proposition paraît devoir être soumise à la chambre dès le commencement de la session prochaine. C'est fort bien. Eh! sans doute, le scrutin uninominal d'arrondissement a le mérite d'être un système plus simple, plus vrai, plus sincère. C'est, on pourrait le dire, le régime des temps réguliers; mais, enfin, ce scrutin de liste qui existe encore aujourd'hui, ce sont les républicains eux-mêmes qui l'ont proposé, adopté, il y a quelques années à peine, et lorsqu'on leur opposait les plus sérieuses raisons de prévoyance en faveur du scrutin d'arrondissement, qui existait alors, ils n'ont rien écouté. Ils ont voté le scrutin de liste parce que tel était leur intérêt, parce qu'ils ont cru y trouver un moyen plus commode de domination; ils veulent le changer aujourd'hui, parce qu'ils y voient encore leur intérêt. Ce n'est pas le choix réfléchi entre deux principes, c'est un expédient improvisé pour barrer le passage à un homme, c'est une arme de guerre contre une popularité importune. Voilà tout. Est-il bien sûr, d'ailleurs, que rétabli dans ces conditions, dans l'état moral du pays, le scrutin d'arrondissement ait une efficacité aussi décisive qu'on le croit? Le général

Boulanger se serait présenté dans un certain nombre de départemens, il peut se présenter dans un assez grand nombre d'arrondissemens, et si rien n'est changé d'ici là, il y a des chances pour que le résultat reste le même. On n'aura rien fait. Réduite à ces proportions, — il faut l'avouer, — cette mesure à laquelle on songe n'est plus ce qu'on peut appeler une réforme; c'est un jeu de tactique, et avec ces procédés on s'expose à affaiblir, à déconsidérer à la fois les deux systèmes d'élection, qu'on prend ou qu'on délaisse tour à tour, sans autre raison qu'un calcul de parti et un intérêt du moment.

Qu'on rétablisse le scrutin d'arrondissement si l'on y tient, soit; il est bien clair cependant que ce n'est qu'un palliatif peut-être assez vain, et bien plus que le changement d'une loi électorale, perpétuellement variable, incessamment adaptée à des circonstances éphémères, le vrai remède serait un retour décidé, sincère à une politique de pacification et de réparation. Cette politique, devenue difficile, nécessaire pourtant, qui se chargera de la réaliser, et comment, sous quelle forme la réalisera-t-on? C'est une question plus que jamais agitée entre les partis, et elle ne se serait point élevée, au moins dans des termes aussi pressans, cette délicate et redoutable question, si les républicains, par leurs fautes, n'avaient conduit la France à cet état où tout semble mis en doute, la loi électorale, la constitution, l'ordre financier, la paix sociale, la république elle-même. Ils ont si bien fait, qu'aujourd'hui la carrière est ouverte à toutes les prétentions, la lutte est engagée devant la France entre toutes les causes. Certes, la cause monarchique a trouvé, ces jours derniers encore, de brillans et vaillans défenseurs, M. le duc d'Audiffret-Pasquier, M. Bocher, qui ont prononcé de très éloquens discours, l'un dans un banquet à Paris, l'autre à Pont-l'Évêque, dans une réunion des agriculteurs de la vallée d'Auge. Il y a deux parties dans ces discours. Il y a la partie accusatrice : M. d'Audiffret-Pasquier, avec sa nerveuse et ardente éloquence, M. Bocher, avec sa vive et lumineuse parole, avec son autorité persuasive et émouvante, ont retracé une fois de plus cette histoire d'une politique, — la politique des dernières années, — qui ne s'est manifestée que par des dépenses ruineuses, par des passions exclusives de parti, par une désorganisation universelle. La seconde partie est ce que l'on pourrait appeler l'exposé des motifs d'une restauration monarchique éventuelle. C'est la stabilité héréditaire opposée aux instabilités radicales. Il y a longtemps que le procès se plaide devant la France, à travers les agitations et les révolutions. Qu'en sera-t-il? La question, M. le duc d'Audiffret-Pasquier et M. Bocher en sont plus persuadés que d'autres, n'est point aussi simple qu'on le croit, et il y aurait sans doute quelque péril à braver, pour l'honneur du principe, des crises où se rencontreraient dès le premier pas tant de compétitions diverses, où les conservateurs commenceraient par se diviser. Ce

qui arrivera dans un avenir que personne ne peut calculer est inconnu; mais, en attendant, il y a pour les conservateurs prévoyans désintéressés, quelque chose de plus urgent, de plus pratique, c'est de se prêter à ce qui est possible, de lutter ensemble contre une politique de faction, « contre ses passions, ses desseins subversifs, ses prétendues réformes, qui ne sont que des œuvres de destruction et de ruines. » C'est, s'il le faut, de « servir la république contre elle-même. » Le plus pressé, dût la république en profiter, M. Bocher l'a dit en sage, c'est de songer avant tout à la patrie, de servir avant tout la France, pour lui rendre un peu de liberté et de crédit dans les affaires toujours fort troublées du monde.

C'est en effet la fatalité de ce malheureux temps où nous vivons que la paix, une vraie paix, ne soit guère nulle part. Elle n'est pas, nous en convenons, dans les affaires intérieures de la France, et c'est notre faiblesse, quoique nos divisions intestines s'effacent toujours devant un grand intérêt extérieur. Elle n'est pas non plus dans les affaires de beaucoup d'autres pays, qui ont bien, eux aussi, leurs embarras, leurs difficultés, leurs crises intimes. Elle n'est pas surtout dans les affaires générales de l'Europe, de cette Europe qui est toujours sur le qui-vive comme elle est sous les armes, où les moindres incidens deviennent le prétexte de perpétuelles alertes, où il suffit d'une entrevue un peu bruyante, de l'humeur tapageuse et voyageuse d'un ministre pour mettre le monde dans l'attente de l'imprévu. On en a de temps à autre la preuve. Qu'est-il arrivé ces jours derniers encore?

L'Europe, il faut l'avouer, vient de passer par une de ces phases d'inquiétude qui ressemblent à des paniques. Ce n'est pas que rien de sérieux et de précis apparût à la surface du continent. Les grandes questions qui peuvent devenir périlleuses semblaient pour le moins ajournées. La visite que l'empereur Guillaume II venait de faire au tsar dans son château de Péterhof était l'objet de bien des commentaires : on ne voyait pas qu'elle eût sensiblement modifié les rapports généraux, qu'elle eût surtout affaibli les chances de la paix. Entre les principales puissances on ne distinguait ni tension trop vive, ni menace de rupture prochaine. Une controverse diplomatique était engagée entre la France et l'Italie au sujet de Massaouah: le bruit qu'on faisait semblait dépasser la mesure d'une affaire qui n'avait visiblement qu'une importance factice. A part les difficultés d'une situation générale toujours laborieuse qui dure depuis longtemps, tout paraissait en vérité assez calme pour le moment, lorsque le ministre le plus affairé, le plus agité de l'Europe, M. Crispi, est parti presque à l'improviste, à demi furtivement, pour Friedrichsruhe. Puis, au retour, en courant, le ministre du roi Humbert a rencontré aussi le comte Kalnoky à Eger. Quel pouvait être l'objet de ces entrevues mystérieuses? Qu'allait faire M. Crispi à Friedrichsruhe? Qu'avait-il à traiter ou à

négocier encore avec le chancelier d'Allemagne, qui l'attendait tranquillement dans sa retraite lointaine? Manifestement M. Crispi ne pouvait aller à l'ordre ou en consultation à Friedrichsruhe sans les raisons les plus sérieuses, les plus pressantes. — Aussitôt les imaginations sont parties, et pendant quelques jours il a été avéré que les résolutions les plus graves étaient nécessairement en délibération à Friedrichsruhe, que de cette visite allait pour le moins sortir la guerre, — qui sait? peut-être à l'occasion de Massaouah. C'était vraiment aller un peu vite. Que dans cette entrevue, recherchée sans doute par M. Crispi plus encore que par M. de Bismarck, on ait parlé de bien des choses, de l'état de l'Europe, de la triple alliance, de Massaouah, des rapports avec la France; qu'on se soit aussi plus particulièrement entretenu des conditions dans lesquelles doit s'effectuer le prochain voyage de l'empereur Guillaume II à Rome, voyage auquel le cabinet italien attache un grand prix, tout cela est possible. Ce ne serait probablement pas se tromper beaucoup cependant de croire ou de supposer qu'il n'y a eu aucune résolution menaçante pour la paix à Friedrichsruhe, que si M. Crispi est arrivé avec des ardeurs belliqueuses, il a dû repartir toujours encouragé dans son mauvais vouloir pour la France, mais calmé dans ses impétuosités, qu'enfin, après comme avant, l'affaire de Massaouah reste ce qu'elle est, un assez médiocre incident.

Le malheur de M. Crispi est de faire beaucoup de bruit pour rien, de croire qu'il se donne de l'importance par une diplomatie violente et agressive. Il ne cesse de répéter, il fait dire ou il laisse dire que c'est la France qui a suscité cette querelle de Massaouah, qui voit d'un œil jaloux l'extension de l'Italie dans la Mer-Rouge. C'est une tactique qui ne trompe personne, pas même ceux qui ont l'air de se laisser abuser. S'il est un fait évident, au contraire, c'est que la France y a mis tout le calme possible, qu'elle s'est bornée à maintenir avec la plus imperturbable modération le droit international, qu'elle n'a jamais eu la moindre envie de contester à l'Italie cette conquête de la Mer-Rouge, qui coûte assez cher aux soldats italiens, qui encore aujourd'hui ne laisse point d'être un embarras pour le cabinet de Rome. Qui donc a grossi et envenimé cette question susceptible d'être réglée par les plus simples explications de cabinet à cabinet? Qui en a saisi les puissances par des notes retentissantes et acrimonieuses? M. Crispi a une singulière façon de traiter les affaires et de raisonner. Si le gouvernement italien a dénoncé un traité de commerce qui devient aujourd'hui difficile à renouveler, c'est que la France avait pour sûr l'intention de le dénoncer! Si l'Italie va dans la Mer-Rouge ou convoite Tripoli, c'est que la France, qui n'y a jamais songé, veut y aller! Si l'Italie signe des traités d'alliance, c'est que la France menace la paix! Avec cela on fait du bruit, on est ou l'on paraît être

un personnage, on va à Friedrichsruhe; on s'expose aussi à compromettre gratuitement, sans raison et sans prévoyance, les rapports de deux nations qui restent, en dépit de tout, liées par tant de traditions et d'intérêts, destinés à revivre un jour ou l'autre sous de meilleures influences.

A mesure qu'on approche de l'élection présidentielle aux États-Unis, la lutte s'anime singulièrement entre démocrates et républicains, les uns aspirant à rester à la Maison-Blanche avec M. Cleveland, les autres aspirant à y rentrer avec M. Harrison. L'ancien secrétaire d'état des présidens Garfield et Arthur, qui n'est pas candidat pour son propre compte, mais qui s'est fait l'avocat du candidat républicain, dont il se flatte sans doute d'être le premier lieutenant, une fois la position reconquise, M. Blaine, mène bruyamment la campagne. Il va de ville en ville, de gare en gare, multipliant les discours, prêchant à outrance la politique protectionniste, accusant les démocrates et M. Cleveland de préparer, par leurs programmes de dégrèvemens douaniers, la ruine des États-Unis. On dit même qu'instruit par un récent voyage en Europe dans l'art de la propagande électorale, pourtant assez perfectionné dans son pays, M. Blaine emploierait un singulier moyen : il ferait distribuer partout, pour frapper l'imagination des masses, des images où l'on représente des ouvriers de France et d'Angleterre au visage hâve, affamés et amaigris par le libre échange. Voilà de quoi refroidir les ouvriers américains, qui pourraient n'être pas tentés de s'exposer aux misères causées par la liberté commerciale, qu'on affecte de représenter comme ruineuse pour l'industrie nationale! Les démocrates, de leur côté, y mettent un peu plus de mesure; ils n'en sont pas encore aux photographies et aux images. Ils ne soutiennent pas moins la lutte avec ardeur, en hommes maîtres de la position et jaloux de la garder. Si les républicains se servent de tout sans scrupules, les démocrates sont aussi des tacticiens habiles, décidés à ne reculer devant rien pour déjouer la stratégie de leurs adversaires : témoin un incident assez imprévu qui vient de se produire à Washington et qui prouve qu'aux États-Unis comme partout, lorsqu'un intérêt électoral est en jeu, on n'hésite ni à se désavouer ni à sacrifier des intérêts plus sérieux.

Il s'agit d'un vieux différend entre la grande république américaine et l'Angleterre au sujet des pêcheries sur les côtes canadiennes. Les bateaux pêcheurs américains, à ce qu'il paraît, ont eu souvent à essuyer dans les eaux canadiennes des vexations qui ont provoqué les réclamations incessantes du cabinet de Washington. De plus, à ce différend se rattache jusqu'à un certain point, indirectement, si l'on veut, la question des relations commerciales avec le Canada, dont les marchandises passent jusqu'ici en libre transit par les États-Unis. Il y a déjà quelque temps, le ministère anglais a envoyé à Washington M. Chamberlain pour en finir avec ces difficultés, pour régulariser une

situation qui pouvait devenir périlleuse, et M. Chamberlain a effectivement réussi dans sa mission. Un traité a été signé avec le gouvernement de l'Union, il a même été accepté à Londres; le président Cleveland, à son tour, avant de le ratifier, a dû le soumettre au sénat de Washington, et le sénat, dont la majorité appartient au parti républicain, a repoussé le traité. C'est là le fait tout simple, apparent; au fond, c'est une question tout électorale. Les républicains du sénat ont voulu, par un calcul de parti, se donner l'air d'être les protecteurs de l'intérêt national, qui aurait été, selon eux, sacrifié. Ils ont cru de plus s'assurer l'appui des Irlandais dans l'élection prochaine, en rejetant un traité négocié par M. Chamberlain, l'allié du ministère conservateur anglais dans la campagne contre l'Irlande. Peut-être ont-ils cru utile à leur cause de réchauffer les passions annexionistes parmi leurs compatriotes, toujours portés à tourner des regards de convoitise vers le Canada. De toute façon, c'était un coup assez perfidement porté à la candidature du président, de M. Cleveland. M. Cleveland ne s'y est pas mépris; il a parfaitement démêlé le jeu de ses adversaires, et c'est ici qu'on peut voir comment un simple intérêt électoral peut décider des plus singulières évolutions.

Qu'a fait effectivement M. Cleveland? Il n'a songé qu'à déjouer la tactique des républicains. On ne veut pas du traité de conciliation, qu'à cela ne tienne! Par un nouveau message adressé au sénat et en même temps à la chambre des représentans, le président a pris lui-même l'initiative de tout un système de représailles à l'égard du Canada : représailles au sujet des pêcheries; représailles au sujet des marchandises canadiennes, qui ne passeraient plus en franchise par le territoire de l'Union. Encore le président assure-t-il que par ses mesures il ne fait que la moitié de son devoir, ce qui est une sorte de satisfaction donnée aux annexionistes. A l'attaque dirigée contre lui, M. Cleveland a riposté sans scrupule, au risque de paraître se désavouer, en proposant la guerre, après avoir la veille proposé la paix. L'essentiel pour lui était de reprendre ses avantages devant les électeurs, et il aura probablement réussi. Le sénat, à son tour, a senti le coup, et il a hésité d'abord avant d'entrer dans la voie des représailles qu'on lui ouvrait. Pour le moment, en fait de tactique, républicains et démocrates sont à deux de jeu. On en est là. Où cela conduira-t-il maintenant? Il est certain que dans d'autres conditions, les rapports de l'Union américaine avec le Canada ne tarderaient pas à s'aigrir, à devenir peut-être périlleux, et que l'Angleterre elle-même pourrait se sentir offensée de procédés aussi sommaires. C'est une crise imprévue à passer. Vraisemblablement, cependant, rien ne se décidera avant le scrutin présidentiel. L'Angleterre comprendra que tout cela est une affaire d'élections, et elle attendra sans impatience un moment plus favorable pour reprendre une négociation qui est, après tout, dans

l'intérêt des deux pays. John Bull et frère Jonathan ne se brouilleront pas pour les pêcheries!

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

La triple élection du général Boulanger et l'entrevue de Friedrichsruhe ont provoqué, pendant quelques jours, nombre de nouvelles à sensation. Mais l'effet produit par ces incidens sur l'allure générale des marchés financiers n'a pas été proportionnel à la gravité que l'opinion publique leur a volontiers un instant attribuée.

Les cours des fonds publics ont fléchi au moment même du voyage de M. Crispi. La rente française a reculé de 0 fr. 30 à 83.50; l'Italien, le Hongrois, le Russe, les valeurs ottomanes, ont eu un marché assez agité, perdant et regagnant d'une Bourse à l'autre une demi-unité. Mais l'émoi n'a pas duré. Les journaux allemands ont donné promptement une note pacifique. La spéculation s'est aussitôt rassurée à Berlin, à Vienne et à Francfort, et la reprise des fonds d'états s'est accusée avec plus de vigueur encore qu'avant cette crise éphémère.

C'est le marché de Berlin qui donne aujourd'hui l'impulsion aux autres places du continent. Vienne suit docilement; Paris et Londres conservent une attitude un peu effacée.

Or à Berlin prédominent des tendances franchement optimistes, que les faits ont jusqu'à présent justifiées. Si l'on compare les cours de compensation de la liquidation qui vient de s'achever sur cette place avec ceux de la précédente, on relève d'importantes différences attestant la confiance qui règne dans les cercles financiers allemands au sujet du maintien de la paix.

En résumé, l'Italien, pendant la quinzaine, s'est avancé de 0 fr. 15 à 97.02, le Hongrois de 1/4 à 84 7/16, le Turc de 0 fr. 07 à 15 francs. Le Russe, l'Extérieure, le Portugais, ont simplement repris les cours un instant abandonnés. La rente française 3 pour 100 a gagné 0 fr. 12 centimes à 83.95, l'amortissable 0 fr. 07 à 86.37; le 4 1/2 a reculé de 0 fr. 27 centimes à 105.50.

C'est sur les valeurs à revenu variable qu'ont porté réellement les

efforts de la spéculation, et, parmi les groupes divers de titres, celui des actions d'établissemens de crédit a été spécialement favorisé. La Banque de France, dont les bénéfices hebdomadaires n'accusent aucune augmentation, a reculé de 70 francs à 3,770, et le Crédit foncier a perdu 8.75 à 1,355. Mais la Banque de Paris est en hausse de 27.50 à 825, la Banque d'escompte de 25 francs à 525, le Crédit lyonnais de 7.50 à 605. La Société générale, le Crédit mobilier, la Banque transatlantique, la Banque franco-égyptienne, la Banque russe et française, ont conservé l'avance acquise précédemment et donnent lieu à des transactions animées. En général, on espère que les banques auront fait plus d'opérations et surtout des opérations plus fructueuses en 1888 qu'en 1887, et que cette renaissance d'activité se traduira en résultats positifs lors de la fixation des dividendes. La Lænderbank de Vienne a gagné 15 francs à 507.50.

Les actions de nos grandes compagnies deviennent aussi immobiles que leurs obligations. C'est un terrain entièrement délaissé par la spéculation. Il n'en est pas ainsi pour les actions des chemins étrangers. Les Autrichiens ont monté de 20 francs à 545, les Lombards de 22 à 240, les Nord de l'Espagne de 20 à 315, les Saragosse de 15 à 295. Les Méridionaux et les Portugais se sont tenus immobiles à 780 et 645. Les Andalous ont progressé de 32 francs à 327, les Cacerès de 5 francs à 207 fr. 50.

Il s'est produit des réalisations sur l'action de Suez au-dessus de 2,200. Les recettes sont en augmentation continue, mais on sait que le dividende ne saurait être supérieur de longtemps à 90 francs, et qu'au cours actuel du titre, ce dividende représente à peine un rendement de 3 1/2 à 3 3/4 pour 100. L'action de Panama a fléchi d'une dizaine de francs. Les obligations nouvelles à lots ont été très offertes après le tirage du 16 et au moment où était appelé le second versement de 60 francs. Des demandes ont ensuite relevé les cours, mais la perte sur le prix d'émission est encore de 35 à 40 francs. Les autres catégories d'obligations ont subi des mouvemens analogues. Le portefeuille continue à rechercher les actions du Gaz à 1,382, des Voitures à 780, de la Compagnie transatlantique à 530, des Messageries à 610. Les Omnibus sont tenus à 1,120 et les Téléphones à 510. Le relèvement des tarifs a valu au Télégraphe de Paris à New-York une reprise de 25 à 30 francs de fin juillet à fin août. L'action du Canal de Corinthe, sur des nouvelles satisfaisantes concernant l'état d'avancement des travaux, a regagné 17 francs à 255. La spéculation, en France et en Angleterre, a été très ardente sur les Métaux, les Rio-Tinto et les Tharsis, que l'on a fait monter à 850, 545 et 150 sur l'excellente tenue des prix du cuivre.

Le directeur-gérant : C. Buloz.

lui
La
au-
ier
de
dit
la
se
ent
les
us
se
La

es
sé-
rs.
à
05.
15.
cs

de
ue
et
n-
ne
es
e-
nis
es
s.
es
e-
0.
rk
al
n-
en
o-
ur